



Avant-Propos

Aperto Libro qui signifie *A livre ouvert*.

Je créai le blog Aperto Libro en janvier 2007, las de chercher sur le net les textes dont j'usais dans des débats ou pour mon plaisir personnel et avec la volonté de les centraliser en un seul lieu. Ce recueil des cinquante premiers extraits publiés sur Aperto Libro est consacré avant tout à la Liberté, au libéralisme, à la propriété, à l'éthique, à l'individu, au Moi et aux périls qui les menacent. Vous y trouverez aussi quelques coups de coeur personnels.

C'est là la seule cohérence que vous trouverez : il y mêle de l'essai philosophique à la science-fiction, des courts aphorismes aux longues démonstrations.

Il n'échappera pas à l'oeil avisé du lecteur que l'on ne peut honnêtement dépeindre l'ensemble des auteurs comme de purs libéraux ou des libertariens orthodoxes. Mais ils furent tous à certain moment de leur vie, sinon toute, de fervents défenseurs de la Liberté, de l'individu. Il ne s'agit pas non plus d'une sélection d'Anciens ou de Modernes : l'amour de la liberté est intemporel car naturel, lié à l'homme et à la vie-même.

En vous souhaitant bonne lecture,

Simon AUBERT

Adresse du blog : <http://aperto-libro.blogspot.com>

Vous souhaitez opiner, suggérer : desobeissance@gmail.com

N'hésitez pas à envoyer des scans de livres ou du moins des parties que vous souhaiteriez voir publiées.

La prochaine mise à jour est prévue début 2009, sur la base des extraits qui seront publiés d'ici là, plus quelques améliorations (peut-être un sommaire, un lexique..). Un recueil consacré uniquement aux aphorismes suivra.

Remerciements : Hervé de Quengo, l'équipe du Wikiberal, Denis, Laurent, l'équipe de traduction d'Atlas Shrugged, Marc Grunert, Ruben et tant d'autres.

Frédéric BASTIAT



Immense découverte !!!

Au moment où tous les esprits sont occupés à chercher des économies sur les moyens de transport;

Au moment où, pour réaliser ces économies, on nivelle les routes, on canalise les rivières, on perfectionne les bateaux à vapeur, on relie à Paris toutes nos frontières par une étoile de fer, par des systèmes de traction atmosphériques, hydrauliques, pneumatiques, électriques, etc.;

Au moment enfin où je dois croire que chacun cherche avec ardeur et sincérité la solution de ce problème:

« Faire que le prix des choses, au lieu de consommation, se rapproche autant que possible du prix qu'elles ont aux lieux de production. »

Je me croirais coupable envers mon pays, envers mon siècle et envers moi-même, si je tenais plus longtemps secrète la découverte merveilleuse que je viens de faire.

Car les illusions de l'inventeur ont beau être proverbiales, j'ai la certitude la plus complète d'avoir trouvé un moyen infallible pour que les produits du monde entier arrivent en France, et réciproquement, avec une réduction de prix considérable.

Infaillible ! et ce n'est encore qu'un des avantages de mon étonnante invention.

Elle n'exige ni plans, ni devis, ni études préparatoires, ni ingénieurs, ni machinistes, ni entrepreneurs, ni capitaux, ni actionnaires, ni secours du gouvernement !

Elle ne présente aucun danger de naufrages, d'explosions, de chocs, d'incendie, de déraillement !

Elle peut être mise en pratique du jour au lendemain !

Enfin, et ceci la recommandera sans doute au public, elle ne grèvera pas d'un centime le budget; au contraire. Elle n'augmentera pas le cadre des fonctionnaires et les exigences de la bureaucratie; au contraire. Elle ne coûtera à personne sa liberté; au contraire.

Ce n'est pas le hasard qui m'a mis en possession de ma découverte, c'est l'observation. Je dois dire ici comment j'y ai été conduit.

J'avais donc cette question à résoudre:

« Pourquoi une chose faite à Bruxelles, par exemple, coûte-t-elle plus cher quand elle est arrivée à Paris ? »

Or, je n'ai pas tardé à m'apercevoir que cela provient de ce qu'il existe entre Paris et Bruxelles des obstacles de plusieurs sortes. C'est d'abord la distance; on ne peut la franchir sans peine, sans perte de temps; et il faut bien s'y soumettre soi-même ou payer pour qu'un autre s'y soumette. Viennent ensuite des rivières, des marais, des accidents de terrain, de la boue: ce sont autant de difficultés à surmonter. On y parvient en construisant des chaussées, en bâtissant des ponts, en perçant des routes, en diminuant leur résistance par des pavés, des bandes de fer, etc. Mais tout cela coûte, et il faut que l'objet transporté supporte sa part des frais. Il y a encore des voleurs sur les routes, ce qui exige une gendarmerie, une police, etc.

Or, parmi ces obstacles, il en est un que nous avons jeté nous-mêmes, et à grands frais, entre Bruxelles et Paris. Ce sont des hommes embusqués le long de la frontière, armés jusqu'aux dents et chargés d'opposer des difficultés au transport des marchandises d'un pays à l'autre. On les appelle douaniers. Ils agissent exactement dans le même sens que la boue et les ornières. Ils retardent, ils entravent, ils contribuent à cette différence que nous avons remarquée entre le prix de production et le prix de consommation, différence que notre problème est de réduire le plus possible.

Et voilà le problème résolu. Diminuez le tarif.

- Vous aurez fait le chemin de fer du Nord sans qu'il vous en ait rien coûté. Loin de là, vous épargnez de gros traitements, et vous commencerez dès le premier jour par mettre un capital dans votre poche.

Vraiment, je me demande comment il a pu entrer assez de bizarrerie dans nos cervelles pour nous déterminer à payer beaucoup de millions dans l'objet de détruire les obstacles naturels qui s'interposent entre la France et l'étranger, et en même temps à payer beaucoup d'autres millions pour y substituer des obstacles artificiels qui ont exactement les mêmes effets, en sorte que, l'obstacle créé et l'obstacle détruit se neutralisant, les choses vont comme devant, et le résidu de l'opération est une double dépense.



Un produit belge vaut à Bruxelles 20 F, et, rendu à Paris, 30, à cause des frais de transport. Le produit similaire d'industrie parisienne vaut 40 F. Que faisons-nous ?

D'abord nous mettons un droit d'au moins 10 F sur le produit belge, afin d'élever son prix de revient à Paris à 40 F, et nous payons de nombreux surveillants pour qu'il n'échappe pas à ce droit, en sorte que dans le trajet il est chargé de 10 F pour le transport et 10 F pour la taxe.

Cela fait, nous raisonnons ainsi: ce transport de Bruxelles à Paris, qui coûte 10 F, est bien cher. Dépensons deux ou trois cents millions en rail-ways, et nous le réduirons de moitié. Évidemment, tout ce que nous aurons obtenu, c'est que le produit belge se vendra à Paris 35 F, savoir:

20 F son prix de Bruxelles
10 F droit
5 F port réduit par le chemin de fer

35 F total, ou prix de revient à Paris

Eh! n'aurions-nous pas atteint le même résultat en abaissant le tarif à 5 F ? Nous aurions alors:

20 F son prix de Bruxelles
5 F droit réduit
10 F port par les routes ordinaires

35 F total, ou prix de revient à Paris

Et ce procédé nous eût épargné 200 millions que coûte le chemin de fer, plus les frais de surveillance douanière, car ils doivent diminuer à mesure que diminue l'encouragement à la contrebande.

Mais, dit-on, le droit est nécessaire pour protéger l'industrie parisienne. Soit; mais alors n'en détruisez pas l'effet par votre chemin de fer.

Car, si vous persistez à vouloir que le produit belge revienne, comme celui de Paris, à 40 F, il vous faudra porter le droit à 15 F pour avoir:

20 F son prix de Bruxelles

15 F droit protecteur
5 F port par le chemin de fer

40 F total à prix égalisés

Alors je demande quelle est, sous ce rapport, l'utilité du chemin de fer.

Franchement, n'y a-t-il pas quelque chose d'humiliant pour le dix-neuvième siècle d'appréter aux âges futurs le spectacle de pareilles puérités pratiquées avec un sérieux imperturbable ? Être dupe d'autrui n'est pas déjà très plaisant; mais employer le vaste appareil représentatif à se duper soi-même, à se duper doublement, et dans une affaire de numération, voilà qui est bien propre à rabattre un peu l'orgueil du siècle des lumières.

in Sophismes économiques

Pétition

des fabricants de chandelles, bougies, lampes, chandeliers, réverbères, mouchettes, éteignoirs, et des producteurs de suif, huile, résine, alcool, et généralement de tout ce qui concerne l'éclairage

À MM. les Membres de la Chambre des Députés

« Messieurs, »

« Vous êtes dans la bonne voie. Vous repoussez les théories abstraites; l'abondance, le bon marché vous touchent peu. Vous vous préoccupez surtout du sort du producteur. Vous le voulez affranchir de la concurrence extérieure, en un mot, vous voulez réserver le marché national au travail national. »

« Nous venons vous offrir une admirable occasion d'appliquer votre... comment dirons-nous ? votre théorie ? non, rien n'est plus trompeur que la théorie; votre doctrine ? votre système ? votre principe ? mais vous n'aimez pas les doctrines, vous avez horreur des systèmes, et, quant aux principes, vous déclarez qu'il n'y en a pas en économie sociale; nous dirons donc votre pratique, votre pratique sans théorie et sans principe. »

« Nous subissons l'intolérable concurrence d'un rival étranger placé, à ce qu'il paraît, dans des conditions tellement supérieures aux nôtres, pour la production de la lumière, qu'il en inonde notre marché national à un prix fabuleusement réduit; car, aussitôt qu'il se montre, notre vente cesse, tous les consommateurs s'adressent à lui, et une branche d'industrie française, dont les ramifications sont innombrables, est tout à coup frappée de la stagnation la plus complète. Ce rival, qui n'est autre que le soleil, nous fait une guerre si acharnée, que nous soupçonnons qu'il nous est suscité par la perfide Albion (bonne diplomatie par le temps qui court !), d'autant qu'il a pour cette île orgueilleuse des ménagements dont il se dispense envers nous. »

« Nous demandons qu'il vous plaise de faire une loi qui ordonne la fermeture de toutes fenêtres, lucarnes, abat-jour, contre-vents, volets, rideaux, vasistas, œils-de-bœuf, stores, en un mot, de toutes ouvertures, trous, fentes et fissures par lesquelles la lumière du soleil a coutume de pénétrer dans les maisons, au préjudice des belles industries dont nous nous flattons d'avoir doté le pays, qui ne saurait sans ingratitude nous abandonner aujourd'hui à une lutte si inégale. »

« Veuillez, Messieurs les députés, ne pas prendre notre demande pour une satire, et ne la repoussez pas du moins sans écouter les raisons que nous avons à faire valoir à l'appui. »

« Et d'abord, si vous fermez, autant que possible, tout accès à la lumière naturelle, si vous créez ainsi le besoin de lumière artificielle, quelle est en France l'industrie qui, de proche en proche, ne sera pas encouragée ? »

« S'il se consomme plus de suif, il faudra plus de bœufs et de moutons, et, par suite, on verra se multiplier les prairies artificielles, la viande, la laine, le cuir, et surtout les engrais, cette base de toute richesse agricole. »

« S'il se consomme plus d'huile, on verra s'étendre la culture du pavot, de l'olivier, du colza. Ces plantes riches et épuisantes viendront à propos mettre à profit cette fertilité que l'élevage des bestiaux aura communiquée à notre territoire. »

« Nos landes se couvriront d'arbres résineux. De nombreux essaims d'abeilles recueilleront sur nos montagnes des trésors parfumés qui s'évaporent aujourd'hui sans utilité, comme les fleurs d'où ils émanent. Il n'est donc pas une branche d'agriculture qui ne prenne un grand développement. »

« Il en est de même de la navigation: des milliers de vaisseaux iront à la pêche de la baleine, et dans peu de temps nous aurons une marine capable de soutenir l'honneur de la France et de répondre à la patriotique susceptibilité des pétitionnaires soussignés, marchands de chandelles, etc. »

« Mais que dirons-nous de l'article Paris ? Voyez d'ici les dorures, les bronzes, les cristaux en chandeliers, en lampes, en lustres, en candélabres, briller dans de spacieux magasins, auprès desquels ceux d'aujourd'hui ne sont que des boutiques. »

« Il n'est pas jusqu'au pauvre résinier, au sommet de sa dune, ou au triste mineur, au fond de sa noire galerie, qui ne voie augmenter son salaire et son bien-être. »

« Veuillez y réfléchir, Messieurs; et vous resterez convaincus qu'il n'est peut-être pas un Français, depuis l'opulent actionnaire d'Anzin jusqu'au plus humble débitant d'allumettes, dont le succès de notre demande n'améliore la condition. »

« Nous prévoyons vos objections, Messieurs; mais vous ne nous en opposerez pas une seule que vous n'alliez la ramasser dans les livres usés des partisans de la liberté commerciale. Nous osons vous mettre au défi de prononcer un mot contre nous qui ne se retourne à l'instant contre vous-mêmes et contre le principe qui dirige toute votre politique. »

« Nous direz-vous que, si nous gagnons à cette protection, la France n'y gagnera point, parce que le consommateur en fera les frais ? »

« Nous vous répondrons: »

« Vous n'avez plus le droit d'invoquer les intérêts du consommateur. Quand il s'est trouvé aux prises avec le producteur, en toutes circonstances vous l'avez sacrifié. - Vous l'avez fait pour encourager le travail, pour accroître le domaine du travail. Par le même motif, vous devez le faire encore. »

« Vous avez été vous-mêmes au-devant de l'objection. Lorsqu'on vous disait: le consommateur est intéressé à la libre introduction du fer, de la houille, du sésame, du froment, des tissus. - Oui, disiez-vous, mais le producteur est intéressé à leur exclusion. - Eh bien ! si les consommateurs sont intéressés à l'admission de la lumière naturelle, les producteurs le sont à son interdiction. »

« Mais, disiez-vous encore, le producteur et le consommateur ne font qu'un. Si le fabricant gagne par la protection, il fera gagner l'agriculteur. Si l'agriculture prospère, elle ouvrira des débouchés aux fabriques. - Eh bien ! si vous nous conférez le monopole de l'éclairage pendant le jour, d'abord nous achèterons beaucoup de suifs, de charbons, d'huiles, de résines, de cire, d'alcool, d'argent, de fer, de bronzes, de cristaux, pour alimenter notre industrie, et, de plus, nous et nos nombreux fournisseurs, devenus riches, nous consommerons beaucoup et répandrons l'aisance dans toutes les branches du travail national. »

« Direz-vous que la lumière du soleil est un don gratuit, et que repousser des dons gratuits, ce serait repousser la richesse même sous prétexte d'encourager les moyens de l'acquérir ? »

« Mais prenez garde que vous portez la mort dans le cœur de votre politique; prenez garde que jusqu'ici vous avez toujours repoussé le produit étranger parce qu'il se rapproche du don gratuit, et d'autant plus qu'il se rapproche du don gratuit. Pour obtempérer aux exigences des autres monopoleurs, vous n'aviez qu'un demi-motif; pour accueillir notre demande, vous avez un motif complet, et nous repousser précisément en vous fondant sur ce que nous sommes plus fondés que les autres, ce serait poser l'équation: $+ x + = -$; en d'autres termes, ce serait entasser absurdité sur absurdité. »

« Le travail et la nature concourent en proportions diverses, selon les pays et les climats, à la création d'un produit. La part qu'y met la nature est toujours gratuite; c'est la part du travail qui en fait la valeur et se paie. »



« Si une orange de Lisbonne se vend à moitié prix d'une orange de Paris, c'est qu'une chaleur naturelle et par conséquent gratuite fait pour l'une ce que l'autre doit à une chaleur artificielle et partant coûteuse. »

« Donc, quand une orange nous arrive de Portugal, on peut dire qu'elle nous est donnée moitié gratuitement, moitié à titre onéreux, ou, en d'autres termes, à moitié prix relativement à celle de Paris. »

« Or, c'est précisément de cette demi-gratuité (pardon du mot) que vous arguez pour l'exclure. Vous dites: Comment le travail national pourrait-il soutenir la concurrence du travail étranger quand celui-là a tout à faire, et que celui-ci n'a à accomplir que la moitié de la besogne, le soleil se chargeant du reste ? - Mais si la demi-gratuité vous détermine à repousser la concurrence, comment la gratuité entière vous porterait-elle à admettre la concurrence ? Ou vous n'êtes pas logiciens, ou vous devez, repoussant la demi-gratuité comme nuisible à notre travail national, repousser a fortiori et avec deux fois plus de zèle la gratuité entière. »

« Encore une fois, quand un produit, houille, fer, froment ou tissu, nous vient du dehors et que nous pouvons l'acquérir avec moins de travail que si nous le faisons nous-mêmes, la différence est un don gratuit qui nous est conféré. Ce don est plus ou moins considérable, selon que la différence est plus ou moins grande. Il est du quart, de moitié, des trois quarts de la valeur du produit, si l'étranger ne nous demande que les trois quarts, la moitié, le quart du paiement. Il est aussi complet qu'il puisse l'être, quand le donateur, comme fait le soleil pour la lumière, ne nous demande rien. La question, et nous la posons formellement, est de savoir si vous voulez pour la France le bénéfice de la consommation gratuite ou les prétendus avantages de la production onéreuse. Choisissez, mais soyez logiques; car, tant que vous repousserez, comme vous le faites, la houille, le fer, le froment, les tissus étrangers, en proportion de ce que leur prix se rapproche de zéro, quelle inconséquence ne serait-ce pas d'admettre la lumière du soleil, dont le prix est à zéro, pendant toute la journée ? »

Ibidem

Georges BERNANOS



Un mammouth sur les bords du Lac Léman

La menace qui pèse sur le monde est celle d'une organisation totalitaire et concentrationnaire universelle qui ferait, tôt ou tard, sous un nom ou sous un autre, qu'importe ! de l'homme libre une espèce de monstre réputé dangereux pour la collectivité toute entière, et dont l'existence dans la société future serait aussi insolite que la présence actuelle d'un mammouth sur les bords du Lac Léman.

in *La Liberté, pour quoi faire ?*

Giancarlo de CATALDO



L'Idée

Même si avec le professeur Grosse Tête, ça s'était terminé comme on sait, le bruit qu'ils penchaient vers la droite s'était répandu dans les quartiers. Aussi, du soir au matin, ils se retrouvèrent assiégés par une foule de cour de récré, des grands gamins aux cheveux très courts, aux chandails griffés et aux paroles sanguinaires dans des bouches qui sentaient encore le lait. Ils faisaient semblant de les rencontrer par hasard au bar de Franco et dans les autres lieux où ils avaient l'habitude de se réunir, comme à l'EUR ou à Fiumicino. Ils saisissaient n'importe quel prétexte pour s'immiscer dans la conversation, exhibaient comme des trophées de guerre des armes volées à la Brigade politique ou aux pandores, se lancaient dans des descriptions sanglantes d'entreprises vraies ou présumées. Quelques-uns avaient déjà vraiment connu le baptême du feu : à l'heure de la gueule de bois, s'ils s'en tiraient, ils s'empresseraient de retourner en courant dans les jupes de maman.

Quelques autres, comme Sellerone, s'étaient pointés avec la belle idée d'endoctriner les voyous, sur le modèle du Professeur. Le Libanais lui avait concédé une demi-heure d'audience un après-midi où il était particulièrement de bonne humeur: deux heures auparavant, avec le Dandy et Nembo Kid, ils avaient enfin décidé de prendre en location la fameuse villa de l'Olgiata. Et paix au Froid, à force de trop se laisser aller à suivre ses états d'âme, on risquait de poireauter jusqu'à, genre , "Pâques ou à la Trinité". Sellerone, une espèce de sous-intello un peu teigneux qui venait des Castelli et déblatérerait sur les Maîtres et la Tradition, s'efforçait de leur expliquer que "tous les hommes qu'ils avaient supprimés" avaient été "justement sacrifiés à l'Idée". A part que le Libanais doutait sérieusement que ce minable ait jamais "supprimé" qui que ce soit, cette histoire de l'Idée commençait à faire vraiment chier.

- Mais bon, l'Idée, l'Idée... mais qu'est-ce que t'as gagné, à cette Idée ?

- L'Idée n'est pas un bénéfice, Libanais. L'Idée est exactement le contraire du bénéfice.

L'Idée abhorre le bénéfice. Chaque bénéfice est de l'usure, et l'usure est un truc des Juifs...

- 'Tends un peu que je comprenne: tu veux être pauvre ?

- Pauvre d'argent, peut-être, mais riche de gloire. Et de Tradition !

A les entendre discuter, un groupe s'était formé. Et quand le Libanais balança sa vanne, il

y'eut un grand gros rire:

- Mais alors, t'es communiste !

in *Romanzo Criminale*

Un Mois de Mai à Rome

Mai s'était abattu sur Rome avec toute la violence de son printemps incandescent. Mais c'était un étrange mois de mai. Triste. Dans une ville suspendue au milieu d'une angoisse insonorisée, comme sous la neige de polystyrène. Dans une ville finie sous un de ces reliquaires de verre où les vieux conservent l'image de la Madone. Ou d'un Christ au coeur sanglant et au visage d'Aldo Moro. Scialoja rêvait d'Aldo Moro. Des millions d'Italiens rêvaient d'Aldo Moro. Les collègues rêvaient d'Aldo Moro. Ils rêvaient de connaître la même fin que les cinq martyrs de la via Fani. Les collègues haïssaient les communistes bellicistes, parce que les brigadistes tuaient au nom du communisme. Les collègues haïssaient les socialistes, partisans de la négociation, du "geste humanitaire unilatéral", parce qu'avec la canaille, on ne traite pas. Les collègues haïssaient les chrétiens-démocrates, leur expérience millénaire de martyr: ils priaient lèvres tremblantes et paupières baissées et se lavaient les mains comme au temps de Ponce Pilate. Les collègues n'avaient de respect que pour le vieux pape qui avait prié à genoux "les hommes des Brigades rouges". Pendant ce temps, ils graissaient leurs armes. Si je dois aller dans l'autre monde, je veux en emmener avec moi un bon paquet, de ces connards de rouges. Il y'avait une atmosphère de guerre.

Ibidem

Clément COLSON



Situation spéciale du personnel des services publics

L'Etat est, en tout pays, le principal employeur. De tout temps, le nombre de ses fonctionnaires et agents a été particulièrement considérable en France, par suite du développement de la centralisation et du goût général pour les organisations régulières, présentant une belle ordonnance et de nombreux contrôles. Dans le monde entier, depuis quarante ans, le développement des services d'intérêt général, notamment en matière d'instruction et de communications, la prédominance des idées interventionnistes et le goût des exploitations en régie, la folie d'armements née de la situation créée en Europe en 1871 et des entreprises coloniales, puis accrue, dans les dernières années précédant la guerre actuelle par les menaces répétées de l'Allemagne contre l'indépendance des autres Etats, enfin l'augmentation des besoins du fisc, résultant de toutes ces causes, ont prodigieusement grossi le personnel des administrations nationales ou locales. En France, à la fin de 1893, l'Etat payait directement plus de 600.000 agents civils, en comptant ceux des chemins de fer rachetés ; les départements et les communes en payaient 350.000, dont un tiers environ relevaient en réalité de l'Etat ; l'armée et la marine comptaient en outre, avant l'application de la loi portant à trois ans la durée du service militaire, 720.000 hommes présents sous les drapeaux, parmi lesquels 120.000 environ y étaient volontairement, y exerçaient une certaine autorité ou y remplissaient des fonctions administratives, pour qui enfin leur emploi, dans l'armée ou dans la marine, était une carrière, au moins temporaire. La conscience professionnelle, le zèle et la discipline de ce personnel colossal sont la condition essentielle du maintien de la sécurité nationale et de l'ordre public, auquel il est préposé, et de la bonne exécution des services, chaque jour plus étendus, qui lui sont confiés.

Le caractère collectif et perpétuel des intérêts auxquels répondent les services publics donne nécessairement un caractère spécial à leur organisation, en ce qui concerne le personnel comme à bien d'autres points de vue. Il semble, à première vue, qu'à cet égard ils se rapprochent beaucoup des grandes entreprises privées, notamment de celles qui sont organisées en sociétés anonymes. Mais il existe une différence essentielle dans la situation des chefs.

Jadis, cette différence consistait uniquement dans les conséquences résultant éventuellement, pour une entreprise privée ou pour une nation, du défaut de capacité du personnel dirigeant, et déjà elle était considérable. D'un côté comme de l'autre, le chef, tenant ses pouvoirs de sa naissance ou de ses succès, considérait comme un bien propre l'affaire ou l'Etat reçu en héritage ou créé par lui ; son intérêt capital était d'assurer la prospérité de cette affaire ou de cet Etat, et il avait un pouvoir discrétionnaire pour choisir, récompenser et punir les collaborateurs qui l'y aideraient. Seulement, pas plus alors qu'aujourd'hui, une affaire privée un peu importante ne pouvait rester longtemps aux mains d'une famille incapable de la bien diriger, d'y attirer un bon personnel et d'entretenir son zèle par une juste distribution des récompenses et des punitions ; si ces vices n'étaient pas corrigés, la concurrence ne tardait pas à faire disparaître la maison où ils se perpétuaient, et d'autres entreprises

prenaient sa place, au grand profit du public, mieux servi, et du personnel, plus équitablement traité. Au contraire, l'incapacité de la famille en qui s'incarnait la souveraineté d'un Etat pouvait y prolonger longtemps un gouvernement détestable ; si elle finissait par amener soit le remplacement de cette famille par une autre, soit même la dislocation de la nation qu'elle dirigeait ou son assujettissement aux nations voisines, c'était à travers des déchirements dont souffrait le peuple tout entier.

Aujourd'hui, un nouveau mode de désignation des chefs prévaut dans les Etats où le peuple est seul maître de ses destinées, et aussi dans les grandes entreprises, presque toutes organisées en sociétés anonymes. Dans ces deux cas, c'est par l'élection que sont désignés les représentants préposés à la gestion des intérêts communs. Ni les uns, ni les autres ne sont fondés à prétendre que l'élection leur donne le droit de gérer à leur fantaisie une affaire qui n'est pas la leur et qu'elle leur confère les connaissances techniques nécessaires pour diriger avec compétence les divers services. Les actionnaires, pas plus que les électeurs, ne sont en mesure de choisir directement les hommes ayant les aptitudes professionnelles indispensables ; la tâche essentielle des représentants investis de leur confiance, administrateurs ou députés, est de découvrir ces hommes et de contrôler leur gestion, pour s'assurer qu'elle est toujours orientée conformément aux intérêts de leurs commettants.

Ici encore, la concurrence, en éliminant les sociétés anonymes où cette tâche serait trop mal exécutée, donne aux règles de bonne administration une sanction qui n'a pas son équivalent dans les services publics. D'autre part, les gérants de ces sociétés, en même temps qu'ils sont ainsi contraints à entretenir le zèle du personnel à tous les degrés par une juste répartition des récompenses et des punitions, ont la liberté d'action nécessaire à cet effet, car ils tiennent leurs pouvoirs uniquement des actionnaires, dont le seul intérêt est le bon rendement de l'entreprise et le développement de sa clientèle. Au contraire, les ministres, qui représentent à la tête des services publics l'assemblée générale des actionnaires, comme disait récemment l'un d'eux, savent bien que, parmi les électeurs des députés, dont le vote entraîne leur maintien ou leur renversement, sont compris tous les fonctionnaires civils, tous les candidats à des emplois publics, enfin tous les parents et amis de ces fonctionnaires, de ces candidats et des militaires qui n'exercent pas directement le droit de vote. Ils dépendent donc, dans une large mesure, des hommes à qui ils doivent commander. C'est là peut-être la plus grande difficulté à laquelle se heurte aujourd'hui la bonne gestion des affaires publiques ; c'est même un des plus graves, parmi les dangers qui menacent l'ordre social et les finances publiques.

L'organisation du personnel est à peu près la même dans les services publics que dans les grandes sociétés privées. Dans toute administration étendue et permanente, la grande majorité des agents entrent avec l'idée d'y passer toute leur vie active. Cette disposition habituelle devient absolument générale dans les services publics nationaux ou locaux, gérés directement ou concédés, parce que le caractère spécial des fonctions rend particulièrement difficile à un homme qui en sortirait, n'étant plus jeune, de trouver un nouvel emploi.

Un renvoi ne peut donc être prononcé que pour faute grave, mauvaise volonté persistante ou incapacité, absolue, et il doit être entouré de garanties. Pour entretenir le zèle des agents pendant une longue carrière, on établit d'un côté des mesures disciplinaires, de l'autre des échelles de traitement avec lesquelles un même travail est payé moins qu'il ne vaut au début de la carrière, parfois beaucoup plus à la fin, s'il s'agit d'un agent apte seulement à remplir des emplois subalternes. Dans chaque ordre de fonctions, les agents peuvent monter en grade à mesure qu'ils font preuve de capacité et acquièrent l'expérience nécessaire. Toute leur existence, toute celle



de leur famille est organisée en raison des augmentations de ressources qu'ils peuvent espérer. Leur zèle dépend essentiellement de l'équité avec laquelle les avancements de classe et de grade sont distribués, un juste compte étant tenu de la qualité des services en même temps que de leur durée. L'autorité de chaque chef, sur un personnel qu'il n'a pas choisi et qu'il n'est pas maître de renvoyer, dépend exclusivement de l'influence que ses notes et ses propositions ont dans ces avancements. La grande difficulté, dans les services publics, est de concilier cette influence et l'autorité dont elle est la condition avec le caractère impératif que savent donner à leurs réclamations les fonctionnaires électeurs. Nous examinerons les conséquences de ce caractère impératif, dans le présent chapitre, au point de vue de la discipline des agents de l'Etat, et dans le suivant au point de vue des conséquences économiques et budgétaires qu'entraînent la fixation de leurs traitements et le rendement de leur travail.

in *Organisme économique et désordre social*

Le caractère mystique des doctrines socialistes et l'intuition

On demeure stupéfait, quand on constate que des conceptions aussi vagues, aussi dénuées de toute base expérimentale, ont pu trouver de très nombreux adeptes dans un siècle qui se targue d'être le siècle de la science positive et des mesures précises, quand on voit surtout que le refus de donner au moins une idée approchée de ce que pourrait être le futur paradis terrestre n'a diminué la foi d'aucun croyant dans la réalisation de ces espérances. Et, chose plus étonnante encore, les adeptes de cette foi se sont recrutés, jusqu'à ces dernières années, parmi les hommes qui se réclamaient le plus des idées modernes, qui se vantaient d'être les plus dégagés des illusions du passé, les plus attachés aux faits et aux réalités scientifiques. C'est tout récemment seulement que quelques-uns de ces nouveaux mystiques ont commencé à expliquer leurs convictions par une intuition et une sorte de grâce, supérieure au raisonnement.

Car c'est bien en présence d'une renaissance du mysticisme que nous nous trouvons. Certains adversaires politiques du socialisme trouvent, il est vrai, une autre explication de sa diffusion, et ils l'attribuent à la haine et à l'envie chez les masses, à la fureur de parvenir, fût-ce en flattant les plus mauvaises passions, chez les chefs. Mais, si de pareils sentiments tiennent sans contredit une grande place dans le développement du socialisme, comme dans toutes les choses humaines, ils n'en sauraient être, à eux seuls, l'explication. L'attrait qu'exercent, même sur des esprits éclairés et positifs, les rêves de bonheur et de fraternité, si utopiques soient-ils, est indéniable: la pléiade de jeunes ingénieurs, de futurs directeurs et fondateurs des plus grandes affaires industrielles qui soutenait les idées saint-simoniennes, il y a près d'un siècle, ne se composait, certes, ni de purs imaginatifs, ni de politiciens faméliques. Il est vrai que, chez eux, ces illusions juvéniles durèrent peu; leur persistance de nos jours, chez des esprits cultivés et pondérés, est plus difficile à expliquer.

Elles se conçoivent mieux, sincères et durables, dans le peuple. Un rêve de bonheur opposé aux misères de l'existence y séduit souvent les cœurs les meilleurs et les esprits les plus élevés, qui n'ont pas la culture nécessaire pour apercevoir les lacunes et les contradictions des utopies qu'on leur expose, ou pour trouver dans la vie intellectuelle une compensation à la monotonie et à la médiocrité de leur vie matérielle. Le défaut de notions nettes sur la société future n'ébranle pas plus leur foi que l'imprécision des doctrines sur le Royaume de Dieu n'ébranlait celle des premiers chrétiens. Ce sont ces idées flottantes, où chaque imagination peut loger ses rêves les plus chers, qui renouvellent à certains moments les conceptions purement traditionnelles sur lesquelles repose toute

la mentalité populaire. Les œuvres savantes et obscures du socialisme scientifique peuvent bien alimenter les manifestes des chefs intellectuels qui s'associent au mouvement des masses; elles ne contribuent pas plus à la grandeur de ce mouvement que les subtilités de l'apologétique chrétienne n'ont contribué à l'essor du christianisme, car ni les unes ni les autres ne sont intelligibles à la foule ou ne supportent l'examen d'un esprit non prévenu.

Les analogies entre le socialisme et le christianisme primitif sont si nombreuses qu'il est vraiment étonnant qu'après avoir été maintes fois signalées, elles ne soient pas devenues un lieu commun. L'un et l'autre ont su s'appuyer à la fois sur le moteur le plus universel des actions humaines, l'intérêt personnel, par des promesses de bonheur, - sur les meilleurs sentiments, par l'appel à la fraternité et à l'aide mutuelle, - et aussi sur les plus bas, par les diatribes contre les riches et les puissants. Il est vrai que, à ce dernier point de vue, le christianisme se bornait à inviter les riches à distribuer leurs biens aux pauvres, s'ils voulaient être sauvés, tandis que le socialisme incite les pauvres à s'emparer des biens des riches sous une forme ou sous une autre, ce qui constitue une différence sérieuse. Le socialisme s'est mis, d'autre part, à la mode du jour, en cherchant une base scientifique dans l'idée d'évolution. Mais il n'a pas attendu qu'une évolution pacifique l'ait rendu maître des pouvoirs publics pour pratiquer, envers l'ouvrier dissident, le compelle intrare auquel l'Eglise est arrivée bien plus tard; la faiblesse des hommes chargés d'assurer la sécurité publique lui a suffi pour y réussir dès à présent. Sans doute, il n'affiche pas, comme l'Evangile, le dédain de la culture intellectuelle, du travail lucratif et de la prévoyance; mais il adapte ces idées à la situation actuelle en demandant l'ouverture de tous les emplois aux élèves de l'enseignement primaire, la réduction obligatoire du nombre et de la durée des jours de travail, enfin l'interdiction de toute épargne assurant un revenu à son auteur.

Comme le christianisme, encore, le socialisme admet une rénovation complète de l'homme par la foi nouvelle. Seulement, au lieu d'imposer immédiatement à ses disciples la pratique des vertus sans lesquelles il est bien obligé de reconnaître que la cité socialiste ne durerait pas un jour, il se contente d'annoncer que ces vertus se généraliseront sans effort et sans peine, une fois cette cité fondée; cet ajournement facilite évidemment la propagande, en supprimant tout ce qui a fait la beauté et la grandeur de la religion chrétienne. Enfin, des deux cités, on séduit ceux que lasserait la lenteur des progrès quotidiens par l'annonce d'une solution catastrophique: si les esprits sincères et lucides, tels que Georges Sorel, reconnaissent que la Grève générale est un mythe, tout comme le Jugement dernier, ce mythe n'en agit pas moins puissamment sur les imaginations populaires, et le triomphe du prolétariat dans sa colère ne donne pas lieu à des chants moins terrifiants que le Dies irae.



Il ne manque d'ailleurs pas, aujourd'hui, de gens qui avouent qu'un certain mysticisme ne messied pas aux réformateurs sociaux, et qui espèrent eux-mêmes trouver un moyen commode d'échapper aux discussions en invoquant des lumières spéciales venues, non plus d'en haut, mais on ne sait d'où. Citant, tantôt les travaux récents des psychologues sur la pensée subconsciente, tantôt les ouvrages dans lesquels les savants ont rectifié les idées excessives que quelques-uns d'entre eux, et surtout beaucoup, de littérateurs, se faisaient du sens et de la portée des lois expérimentales et des démonstrations mathématiques (c'est ce que les gens du monde appellent la faillite de la science), ils célèbrent la supériorité des pensées obscures sur les idées claires et de l'intuition sur le raisonnement. Quand ils ne savent que répondre à un argument, ils rappellent qu'il y a autre chose que la raison; ils invoquent l'autorité des savants illustres, d'Henri Poincaré exposant comment les grandes découvertes sont dues, même en mathématiques pures, bien plus à l'imagination et à

l'intuition qu'à l'application méthodique de tous les procédés de calcul connus. Ils oublient seulement un petit détail, que Poincaré se borne à rappeler sommairement, tant il est pour lui chose évidente: c'est que les propositions aperçues par une inspiration de l'homme de génie doivent être vérifiées, que le sentiment de certitude absolue qui accompagne cette inspiration peut le tromper et qu'il s'en aperçoit seulement quand il veut mettre la démonstration sur pied. Si l'exactitude des propositions aperçues par intuition n'est pas démontrée par le raisonnement, elles restent non avenues, comme, en physique, l'intuition qui aperçoit les principes d'une théorie nouvelle n'a de valeur que si l'expérience prouve la concordance de cette théorie avec les faits. Or, les socialistes mystiques ne nous apportent, à l'appui de leurs vues intuitives, ni démonstrations rigoureuses, ni expériences précises, ni quoi que ce soit qui en approche.

Ibidem

Maurice G. DANTEC



Dévoré la botte...

Au lieu de bêtement suivre le conseil d'un philosophe allemand de l'époque - encore un ! - ils avaient tous et chacun compris que non seulement il était possible d'écrire après Auschwitz mais mieux encore, que cela était devenu plus que jamais nécessaire.

Les camps nazis ou communistes ne les ont pas fait taire. Le Camp-Monde n'y parviendra pas, lui non plus. Car je suis l'Orchestre du Camp, je suis ce qui les fait renaître au milieu de l'Anus Mundi.

Le silence n'est pas une réponse au bâillon appliqué sur la bouche. Il en est la triste conséquence, et le reste n'est que sophisme.

Un jour Chrysler Campbell lui avait parlé d'un aphorisme de George Orwell, un auteur du milieu du siècle passé, dont le livre le plus célèbre avait presque prévu terme à terme le monde de la Métastructure. Cet écrivain avait dit un jour que l'avenir ressemblerait à une botte qui, éternellement, écraserait une bouche.

Chrysler lui avait indiqué qu'un écrivain français, dont il avait oublié le nom, avait poursuivi l'aphorisme en disant: Mais il reste une chance à la bouche. Elle peut, si la volonté est suffisante, dévorer la botte et le pied qui à l'intérieur.

Je suis la bouche, pensa Link de Nova, et je suis affamé, la botte n'a qu'à bien se tenir.

in *Grande Jonction*

Alain FINKIELKRAUT



Portrait du décolonisé

La philosophie de la décolonisation a aidé, sans aucun doute, les peuples du Tiers Monde à s'affranchir de la table des valeurs au nom de laquelle avait pu se faire leur asservissement. Les élites d'Afrique et d'Asie qui avaient intériorisé le regard du colonisateur ont trouvé un recours contre l'aliénation dans l'idée que les cultures sont équivalentes et que chacune se justifie à l'intérieur de son propre contexte. Les sciences humaines ayant fait droit à d'autres critères que la technique pour mesurer le degré d'avancement d'un peuple, l'ultime raison d'être de la supériorité européenne s'écroulait, l'Occident cessait définitivement de fasciner ses victimes. "Kilomètres de routes, de canaux, de chemins de fer", "tonnage de coton ou de cacao exporté, hectares d'oliviers ou de vignes plantés", "maladie guéries, niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes ¹" - ces arguments statistiques traditionnellement invoqués pour justifier l'oeuvre coloniale perdaient leur pouvoir d'intimidation en même temps que volaient en éclats les lieux communs sur la psychologie de l'indigène. Des coutumes méprisées en vertu d'une conception simplificatrice du progrès retrouvaient leur légitimité perdue; occulté ou disqualifié par la marche forcée que l'Occident s'était cru en droit de prescrire à l'Histoire, tout un passé sortait de l'ombre; des "millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la vie, à la danse, à la sagesse ²" rentraient en possession d'eux-mêmes: ils n'étaient plus des sauvages ou des barbares en attente du salut mais les dépositaires d'une tradition vénérable.

Sous l'égide de la philosophie de la décolonisation, le concept de culture qui avait été l'emblème de l'Occident impérialiste, se retournait contre celui-ci et qualifiait précisément les sociétés sur lesquelles s'exerçait sa tutelle. Le thème de l'identité culturelle permettait donc aux colonisés de se dégager du mimétisme, de substituer à la dégradante parodie de l'envahisseur l'affirmation de leur différence, et de renverser en sujet de fierté les façons d'être dont on voulait leur faire honte. Cette même idée, cependant, les dessaisissait de tout pouvoir face à leur propre communauté. Ils ne pouvaient prétendre se situer en dehors, à l'abri de ses impératifs, à l'écart de ses coutumes, puisque c'est justement de ce malheur-là qu'ils avaient voulu se délivrer en secouant le joug de la colonisation. Accéder à l'indépendance, c'était d'abord, pour eux, retrouver leur culture. Il est logique que la majorité des Etats nés sous de tels auspices se soient fixés pour objectif de concrétiser ces retrouvailles. C'est-à-dire d'arrimer solidement les individus au collectif. De cimenter l'unité de la nation. De garantir sans faiblesse l'intégrité et la cohésion du corps social. De veiller, sous le nom de culture, à ce que nulle critique intempestive ne vienne troubler *le culte des préjugés séculaires*. Bref, d'assurer le triomphe définitif de l'esprit grégaire sur les autres manifestations de l'esprit.

Comme le montre Hélé Béji dans *Désenchantement national*, - un livre admirable et méconnu -, cette force de résistance que représentait l'identité culturelle sous le règne des colons, s'inverse, dès leur départ, en instrument de domination: "Tant qu'il s'agit de me défendre contre la présence physique de l'envahisseur, la force de mon identité m'éblouit et me rassure. Mais dès lors qu'à cet envahisseur se substitue l'identité elle-même, ou plutôt ma propre effigie (nationale) postée

sur l'axe de l'autorité, et m'enveloppant de son regard, je ne devrais plus avoir en toute logique le droit de la contester ³." On ne se révolte pas contre soi: l'indépendance enferme ses bénéficiaires dans une contrainte d'unanimité qui succède sans transition à l'autorité étrangère. Rendus à eux-mêmes, les anciens colonisés se retrouvent captifs de leur appartenance, transis dans cette identité collective qui les avait affranchis de la tyrannie et des valeurs européennes. A peine ont-ils dit: "Nous avons gagné", qu'ils perdent le droit de s'exprimer autrement qu'à la première personne du pluriel. Nous: c'était le pronom de l'authenticité retrouvée, c'est désormais celui de l'homogénéité obligatoire; c'était l'espace chaleureux de la fraternité combattante, c'est le glacis où la vie publique s'étirole et se fige; c'était la naissance à elle-même d'une communauté, c'est la disparition de tout intervalle et donc de toute possibilité de confrontation entre ses membres; c'était un cri de révolte, c'est le soliloque du pouvoir. Il n'y avait pas de place pour le sujet collectif dans la logique coloniale; il n'y a pas, dans la logique identitaire, de place pour l'individu.

Le gouvernement de parti unique est la traduction politique la plus adéquate du concept d'identité culturelle. Si l'indépendance des anciennes colonies n'a pas entraîné dans son sillage l'épanouissement du droit mais l'uniformisation des consciences, le gonflement d'un appareil et d'un parti, c'est aux valeurs mêmes de la lutte anticoloniale qu'on le doit, et non à leur trahison par la bourgeoisie autochtone ou à leur confiscation au profit des puissances européennes. Le passage du chaud révolutionnaire au froid bureaucratique s'est fait de lui-même, sans l'intervention d'un tiers malveillant, et le désenchantement national, si lucidement décrit par Hélé Béji, est imputable avant tout à l'idée de nation qui a prévalu dans le combat mené contre la politique impériale de l'Occident.

Il suffit, pour s'en convaincre, de relire *Les damnés de la terre*. Dans ce livre écrit en pleine ferveur insurrectionnelle, Frantz Fanon place l'individualisme au premier rang des valeurs ennemies: "L'intellectuel colonisé avait appris de ses maîtres que l'individu doit s'affirmer. La bourgeoisie colonialiste avait enfoncé à coups de pilon dans l'esprit du colonisé l'idée d'une société d'individus où chacun s'enferme dans sa subjectivité, où la richesse est celle de la pensée. Or, le colonisé qui aura la chance de s'enfouir dans le peuple pendant la lutte de libération va découvrir la fausseté de cette théorie ⁴." Dissociés par leur oppresseur, atomisés, condamnés à l'égoïsme du "chacun pour soi", les colonisés éprouvent en combattant l'extase de l'indifférenciation. Le monde illusoire et maladif de la dispersion des volontés fait place à l'unité totale. Au lieu de tendre obstinément vers l'auto-affirmation, ou de cultiver stérilement leurs particularités, les hommes s'immergent dans la "marée populaire ⁵". Abdiquant toute pensée propre, ils retournent dans le giron de leur communauté. La pseudo-réalité individuelle est abolie: chacun se retrouve pareil aux autres, porteur de la même identité. Le corps mystique de la nation absorbe les âmes: pourquoi les restituerait-il, une fois la souveraineté proclamée? Par quel miracle l'individu, ressenti tout au long de la lutte de la libération comme une pathologie de l'être, redeviendrait-il un principe positif, après la victoire? Comment la totalité organique, l'unité indivise célébrée pendant le combat, se transformerait-elle, les armes déposées, en association de personnes autonomes? Une nation dont la vocation première est d'anéantir l'individualisme de ses citoyens ne peut pas déboucher sur un Etat de droit.

Frantz Fanon fait profession, et avec quelle véhémence, de répudier l'Europe. En fait, il prend parti dans le débat entre les deux idées de la nation qui a partagé la conscience européenne depuis la Révolution française. C'est le *Volk*, en effet, qu'il oppose à la société des individus, c'est le génie nationale, "l'affirmation échevelée d'une originalité posée comme absolue ⁶", qu'il entend substituer à la colonisation. Il peut bien "vomir à pleine gorge ⁷" la culture de l'opresseur et constater joyeusement que, chaque fois qu'il est question de valeurs occidentales, le colonisé "sort sa machette ou du moins s'assure qu'elle est à portée de sa main ⁸", son livre s'inscrit expressément dans la lignée du *nationalisme européen*. Et la majorité des mouvements de libération nationale ont suivi la même voie: avec Fanon pour prophète, ils ont choisi la théorie ethnique de la nation aux dépens de la théorie élective, ils ont préféré l'identité culturelle - traduction moderne du *Volkgeist* - au "plébiscite de tous les jours" ou à l'idée d'"association séculaire". Si, avec une régularité sans faille, ces mouvements de libération ont secreté des régimes d'oppression, c'est parqu'à l'exemple du romantisme politique, ils ont fondé les relations interhumaines sur le modèle mystique de la

fusion, plutôt que sur celui - juridique - du contrat, et qu'ils ont pensé la liberté comme un attribut collectif, jamais comme une propriété individuelle.

A leur naissance, il est vrai, la plupart de ces nouveaux Etats combinaient le désir de restauration avec l'ambition révolutionnaire. Agressivement nationalistes, ils formaient en même temps la nouvelle Internationale des exploités. Jouant sur le double registre de l'ethnologisme et de la lutte des classes, ils revendiquaient tour à tour le titre de nations différentes et celui de nations prolétaires. Et tout en aspirant à retrouver leurs racines, ils voulaient hâter la naissance de l'homme nouveau. D'un côté, ils combattaient l'universalisme au nom de diversité des cultures; de l'autre, ils le reprenaient en charge au nom de la révolution. Pour le dire autrement, les Etats postcoloniaux réconciliaient à leur insu, Marx et Joseph de Maistre. Avec celui-ci, ils disaient: "L'Homme n'existe pas, il n'y a pas de paradigme culturel commun à l'humanité; seules ont une réalité (et une valeur), les différentes tradition nationales." Mais comme celui-là, ils disaient également "L'Homme n'existe pas encore, et c'est aux damnés de la terre qu'il incombe d'en réaliser l'avènement."

Marx lui-même se serait sans doute offusqué de ces noces contre-nature avec le nationalisme. Pour l'auteur du *Manifeste communiste*, la cause était entendue: les prolétaires n'avaient pas de patrie. "La nationalité du travailleur, écrivait-il par exemple, n'est pas française, anglaise, allemande, elle est le *travail*, le *libre esclavage*, le *trafic de soi-même*. Son gouvernement n'est pas français, anglais, allemand, c'est le *capital*. L'air qu'il respire n'est pas l'air français, anglais, allemand, c'est *l'air des usines* ⁹." Aux héritiers des Lumières qui croyaient pouvoir organiser les nations sur la base du contrat, Marx répondait que toute société était en fait régie par le *conflit* de la bourgeoisie et de la classe ouvrière. Aux romantiques désireux de ressusciter le génie national, il répliquait que la bourgeoisie, dans son cynisme sans rivages, avait dissous les anciennes attaches, rompu les loyautés traditionnelles, anéanti le caractère exclusif des diverses nations. A la place du contrat social, la division des classes; à la place des particularismes, le marché mondial et l'interdépendance universelle. Qu'elle soit définie par la communauté de culture ou par la volonté des individus, la nation était pour Marx une forme condamnée, et son style vibrerait même d'une véritable ferveur lyrique chaque fois qu'il évoquait l'unification du monde et la disparition de l'esprit de clocher.

Ce pronostic ayant été systématiquement invalidé durant la seconde moitié du XIXe siècle européen, les successeurs de Marx furent contraints de revenir sur la question nationale. Après de longs débats entre austromarxistes, bundistes, bolcheviks et luxembourgeois, c'est la définition donnée en 1923 par Joseph Staline qui a fini par l'emporter: "La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture ¹⁰."

Les nations sont têtues: Staline s'incline devant la persistance de ce phénomène historique. Mais cette conversion doctrinale ne va pas jusqu'au reniement. Nation pour nation, il choisit le moindre mal, et contre la théorie élective, c'est la conception ethnique qu'il accueille à l'intérieur de la pensée révolutionnaire. Car il peut à la rigueur admettre à côté du déterminisme économique, le conditionnement des hommes par la langue, par le territoire, par la culture; mais ce qui est pour lui totalement inacceptable, c'est qu'on fasse de l'appartenance nationale le fruit d'une adhésion rationnelle ou d'un libre consentement. Cette théorie est, en effet, en contradiction flagrante avec le principe du matérialisme historique: "Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience ¹¹."

Célébré à l'aube de la Révolution russe et réactualisé lors de la lutte anticoloniale avec l'accès au rang de cultures des peuples situés hors de l'aire européenne de civilisation, ce mariage du marxisme et du romantisme politique est aujourd'hui en train de se rompre. L'impérialisme soviétique ayant fait la preuve d'une voracité au moins égale à celle de l'impérialisme occidental, les Etats du Tiers Monde et les mouvements de libération nationale encore en activité rejettent de plus en plus fréquemment l'idéologie socialiste au bénéfice exclusif du *Volksggeist*. L'identité culturelle est à elle-même sa seule justification: le fondamentalisme balaye la phraséologie progressiste et l'invocation de la collectivité se passe désormais de toute référence à la révolution du prolétariat

international.

Le communisme connaît donc un déclin qui semble inexorable: seulement, ce qui meurt avec lui, ce n'est pas la pensée totalitaire, c'est l'idée d'un monde commun à tous les hommes. Marx est vaincu, certes, mais pas Joseph de Maistre. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, comme l'écrit Octavio Paz, "dans ce qu'on appelle le Tiers Monde, sous divers noms et attributs règne un Caligula aux milles visages ¹²." Entre les deux modèles européens de la nation, le Tiers Monde a massivement adopté le pire. Et cela avec la bénédiction active des clercs occidentaux. C'est pour concrétiser en reconnaissance effective le respect proclamé de la personne humaine que l'ethnologie et avec elle l'ensemble des sciences sociales ont entrepris la critique de l'esprit des Lumières. C'est pour guérir les grands principes humanitaires de leur formalisme, de leur abstraction, de leur impuissance que, dès 1947, le bureau de l'Américain Anthropological Association soumettait aux Nations unies un projet de Déclaration des droits de l'homme dont le premier article était ainsi rédigé: "L'individu réalise sa personnalité par la culture: le respect des différences individuelles entraîne donc un respect des différences culturelles ¹³." L'impulsion était généreuse, mais aussi malhabile que celle de l'ours qui écrase la figure du jardinier pour chasser la mouche dont celui-ci était importuné pendant son sommeil. Au moment même, en effet, où l'on rend à l'autre homme sa culture, on lui ôte sa liberté: son nom propre disparaît dans le nom de sa communauté, il n'est plus qu'un échantillon, le représentant interchangeable d'une classe d'être particulière. Sous couleur de l'accueillir inconditionnellement, on lui refuse toute marge de manoeuvre, toute échappatoire, on lui interdit l'originalité, on le piège insidieusement dans sa différence; en croyant passer de l'homme abstrait à l'homme réel, on supprime entre la personne et la collectivité dont elle est issue, le jeu que laissait subsister et que s'efforçait même de consolider l'anthropologie des Lumières; par altruisme, on fait de l'Autre un bloc homogène et on immole à cette entité *les autres* dans leur réalité individuelle. Une telle xénophilie conduit à priver les anciennes possessions de l'Europe de l'expérience démocratique européenne.

1. Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme, Présence africaine, 1955, pp. 19-20
2. *Ibid.*, p. 20.
3. Hélé Béji, *Désenchantement national*, La Découverte, 1982, p. 118.
4. Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Maspero, 1961, p. 33.
5. *Ibid.*, p. 35.
6. *Ibid.*, p. 29.
7. *Ibid.*, p. 31.
8. *Ibid.*, p. 31.
9. Marx, "A propos du Système national de l'économie politique de Friedrich List", in *Oeuvres III*, Gallimard, coll. La Pléiade, 1982, p. 1435.
10. Staline, *Le communisme et la Russie*, Denoël, coll. Médiations, 1968, p. 85.
11. Marx, "L'idéologie allemande", in *Oeuvres III*, op.cit., p. 1057.
12. Octavio Paz, *Rire et pénitence*, Gallimard, 1983, p. 85
13. Cité in Pascal Bruckner, *Le sanglot de l'homme blanc*, Seuil, 1983, p.1 94.

in *La Défaite de la pensée*

Lorsqu'une paire de bottes vaut Shakespeare

Les héritiers du tiers-mondisme ne sont pas seuls à préconiser la transformation des nations européennes en sociétés multiculturelles. Les prophètes de la *postmodernité* affichent aujourd'hui le même idéal. Mais tandis que les premiers défendent, face à l'arrogance occidentale, l'égalité de toutes les traditions, c'est pour opposer les vertiges de la fluidité aux vertus de l'enracinement que

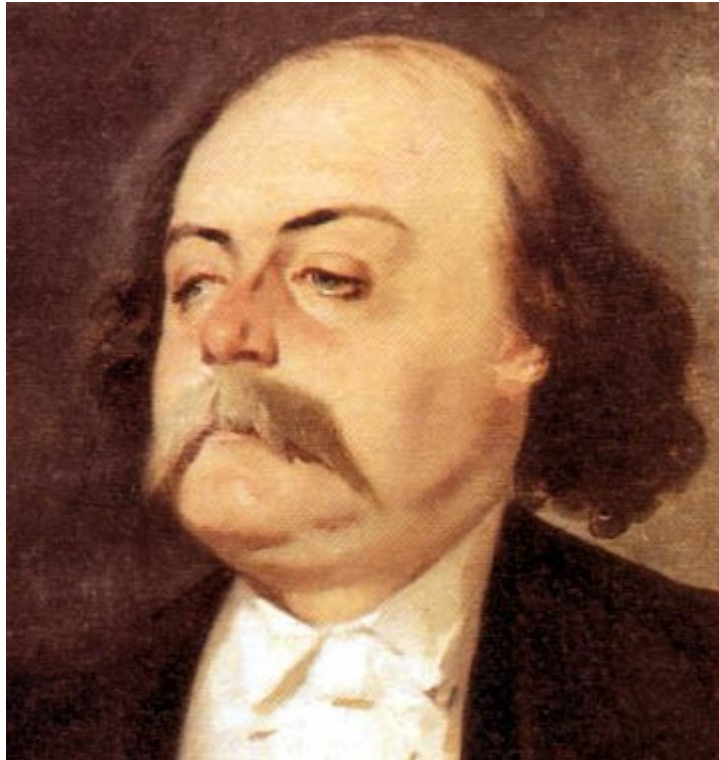
les seconds généralisent l'emploi d'une notion apparue voici quelques années dans le monde de l'art. L'acteur social postmoderne applique dans sa vie les principes auxquels les architectes et les peintres du même nom se réfèrent dans leur travail: comme eux, il substitue l'éclectisme aux anciennes exclusives; refusant la brutalité de l'alternative entre académisme et innovation, il mélange souverainement les styles; au lieu d'être ceci ou cela, classique ou d'avant-garde, bourgeois ou bohème, il marie à sa guise les engouements les plus disparates, les inspirations les plus contradictoires; léger, mobile, et non raidi dans un credo, figé dans une appartenance, il aime pouvoir passer sans obstacle d'un restaurant chinois à un club antillais, du couscous au cassoulet, du jogging à la religion, ou de la littérature au deltaplane.

S'éclater est le mot d'ordre de ce nouvel hédonisme qui rejette aussi bien la nostalgie que l'auto-accusation. Ses adeptes n'aspirent pas une société *authentique*, où tous les individus vivraient bien au chaud dans leur identité culturelle, mais à une société *polymorphe*, à un monde bigarré qui mettrait toutes les formes de vie à la disposition de chaque individu. Ils prônent moins le droit à la différence que le métissage généralisé, le droit de chacun à la spécificité de l'autre. Multiculturel signifiant pour eux *abondamment* garni, ce ne sont pas les cultures en tant que telles qu'ils apprécient, mais leur version édulcorée, la part d'elles-mêmes qu'ils peuvent tester, savourer et jeter après usage. Consommateurs et non conservateurs des traditions existantes, c'est le client-roi en eux qui trépigne devant les entraves mises au règne de la diversité par des idéologies vétustes et rigides.

"Toutes les cultures sont également légitimes et tout est culturel", affirment à l'unisson les enfants gâtés de la société d'abondance et les détracteurs de l'Occident. Et ce langage commun abrite deux programmes rigoureusement antinomiques. La philosophie de la décolonisation reprend à son compte l'anathème jeté sur l'art et la pensée par les populistes russes du XIXe siècle: "Une paire de bottes vaut Shakespeare": en plus de leur supériorité évangélique, outre le fait, autrement dit, qu'elles protègent les malheureux contre le froid plus efficacement qu'une pièce élizabéthaine, les bottes, au moins, ne mentent pas; elles se donnent d'emblée pour ce qu'elles sont: de modestes émanations d'une culture particulière -au lieu, comme les chefs-d'oeuvre officiels, de dissimuler pieusement leurs origines et de contraindre tous les hommes au respect. Et cette humilité est un exemple: s'il ne veut pas persévérer dans l'imposture, l'art doit tourner le dos à Shakespeare, et se rapprocher, autant qu'il est possible de la paire de bottes. Cette exigence se traduit dans la peinture par le minimalisme, c'est-à-dire par l'effacement tendanciel du geste créateur et par l'apparition corrélative dans les musées d'oeuvres quasi indiscernables des objets et même des matériaux quotidiens. Quant aux écrivains, ils se doivent d'adopter les canons de cette littérature qu'on appelle mineure, parqu'à la différence des textes consacrés, c'est la collectivité qui s'y exprime, et non l'individu isolé dans son génie, séparé des autres par sa pseudo-maîtrise: terrible ascèse, et qui défavorise, par surcroît, les auteurs appartenant aux nations cultivées. Pour accéder au point de non-culture, pour rejoindre la paire de bottes, ils ont un chemin plus long à parcourir que les habitants des pays sous-développés.

Ibidem

Gustave FLAUBERT



Les Tribulations de Saint Julien

Il s'engagea dans une troupe d'aventuriers qui passaient.

Il connut la faim, la soif, les fièvres et la vermine. Il s'accoutuma au fracas des mêlées, à l'aspect des moribonds. Le vent tanna sa peau. Ses membres se durcirent par le contact des armures ; et comme il était très fort, courageux, tempérant, avisé, il obtint sans peine le commandement d'une compagnie.

Au début des batailles, il enlevait ses soldats d'un grand geste de son épée. Avec une corde à nœuds, il grimpait aux murs des citadelles, la nuit, balancé par l'ouragan, pendant que les flammèches du feu grégeois se collaient à sa cuirasse, et que la résine bouillante et le plomb fondu ruisselaient des créneaux. Souvent le heurt d'une pierre fracassa son bouclier. Des ponts trop chargés d'hommes croulèrent sous lui. En tournant sa masse d'armes, il se débarrassa de quatorze cavaliers. Il défit en champ clos tous ceux qui se proposèrent. Plus de vingt fois, on le crut mort.

Grâce à la faveur divine il en réchappa toujours ; car il protégeait les gens d'Eglise, les orphelins, les veuves et principalement les vieillards. Quand il en voyait un marchant devant lui, il criait pour connaître sa figure, comme s'il avait eu peur de le tuer par méprise.

Des esclaves en fuite, des manants révoltés, des bâtards sans fortune, toutes sortes d'intrépides affluèrent sous son drapeau, et il se composa une armée.

Elle grossit. Il devint fameux. On le recherchait.

Tour à tour, il secourut le dauphin de France et le roi d'Angleterre, les templiers de Jérusalem, le suréna des Parthes, le négus d'Abyssinie et l'empereur de Calicut. Il combattit des Scandinaves recouverts d'écaillés de poisson, des Nègres munis de rondaches en cuir d'hippopotame et, montés sur des ânes rouges, des Indiens couleur d'or et brandissant par-dessus leurs diadèmes de

larges sabres, plus clairs que des miroirs. Il vainquit les Troglodytes et les Anthropophages. Il traversa des régions si torrides que sous l'ardeur du soleil, les chevelures s'allumaient d'elles-mêmes comme des flambeaux ; et d'autres qui étaient si glaciales que les bras, se détachant du corps, tombaient par terre ; et des pays où il y avait tant de brouillards que l'on marchait environné de fantômes.

Des républiques en embarras le consultèrent. Aux entrevues d'ambassadeurs, il obtenait des conditions inespérées. Si un monarque se conduisait trop mal, il arrivait tout à coup et lui faisait des remontrances. Il affranchit des peuples. Il délivra des reines enfermées dans des tours. C'est lui, et pas un autre, qui assomma la guivre de Milan et le dragon d'Oberbirbach.

in *Trois contes*

Flaubert à George Sand, 7 Octobre 1871

Le lecteur me pardonnera cette digression: si cette lettre n'est naturellement pas extraite d'un livre à proprement parler, elle se trouve, en revanche, dans un recueil posthume. Et vous comprendrez, je crois, aisément pourquoi je souhaitais vous en faire part.

Croisset, 7 octobre 1871

Chère Maître,

J'ai reçu votre feuilleton hier, et j'y répondrais longuement si je n'étais au milieu des préparatifs de mon départ pour Paris. Je vais tâcher d'en finir avec Aïssé.

Le milieu de votre article m'a fait verser un pleur. - Sans me convertir, bien entendu! J'ai été ému, voilà tout! mais non persuadé!

Je cherche chez vous un mot que je ne trouve nulle part : Justice. Et tout notre mal vient d'oublier absolument cette première notion de la morale. - Et qui selon moi, comporte toute la morale.

La grâce, l'humanitarisme, le sentiment, l'idéal, nous ont joué d'assez vilains tours pour qu'on essaye du Droit et de la Science. Si la France ne passe pas, d'ici à peu de temps, à l'état critique, je la crois irrévocablement perdue. L'instruction gratuite et obligatoire n'y fera rien - qu'augmenter le nombre des imbéciles. Renan a dit cela supérieurement dans la préface de ses Questions contemporaines. Ce qu'il nous faut avant tout, c'est une aristocratie naturelle, c'est-à-dire légitime. On ne peut rien faire sans tête. - Et le suffrage universel tel qu'il existe est plus stupide que le droit divin. Vous en verrez de belles si on le laisse vivre! La masse, le nombre, est toujours idiot. Je n'ai pas beaucoup de convictions. Mais j'ai celle-là, fortement. Cependant il faut respecter la masse si inepte qu'elle soit, parce qu'elle contient les germes d'une fécondité incalculable. - Donnez-lui la liberté mais non le pouvoir.

Je ne crois pas plus que vous aux distinctions de classes. - Les castes sont de l'archéologie. - Mais je crois que les Pauvres haïssent les Riches, et que les riches ont peur des pauvres. Ce sera

éternellement. - Prêcher l'amour aux uns comme aux autres est inutile. Le plus pressé est d'instruire les Riches, qui en somme sont les plus forts. Eclairer le bourgeois d'abord! Car il ne sait rien, absolument rien. Tout le rêve de la démocratie est d'élever le prolétaire au niveau de bêtise du bourgeois. - Le rêve est en partie accompli! Il lit les mêmes journaux et a les mêmes passions.

Les trois degrés de l'instruction ont donné leurs preuves depuis un an . 1° l'instruction supérieure a fait vaincre la Prusse ; 2° l'instruction secondaire, bourgeoise, a produit les hommes du 4 septembre ; 3° l'instruction primaire nous a donné la Commune. Son ministre de l'Instruction primaire était le grand Vallès, qui se vantait de mépriser Homère.

Dans trois ans tous les Français peuvent savoir lire. Croyez-vous que nous en serons plus avancés ? Imaginez au contraire que, dans chaque commune, il y ait un bourgeois, un seul, ayant lu Bastiat, et que ce bourgeois-là soit respecté, les choses changeraient!

J'apprends aujourd'hui que la masse des Parisiens regrette Badinguet! Un plébiscite se prononcerait pour lui, je n'en doute pas. Tant le suffrage universel est une belle chose!

Cependant, je ne suis pas découragé comme vous et le gouvernement actuel me plaît, parce qu'il n'a aucun principe, aucune métaphysique, aucune blague.

Je m'exprime très mal. - Vous méritiez pourtant une autre réponse. Mais je suis fort pressé, ce qui ne m'empêche pas de vous embrasser très fortement.

Votre vieux Troubadour
Gve Flaubert

Pas si troubadour, pourtant ! Car la silhouette de l'ami, qu'on entrevoit dans votre article, est celle d'un coco peu aimable et d'un joli HHégoïste!

Aldous HUXLEY



Le Centre d'Incubation et de Conditionnement

Un bâtiment gris et trapu de trente-quatre étages seulement. Au-dessus de l'entrée principale, les mots : CENTRE D'INCUBATION ET DE CONDITIONNEMENT DE LONDRES-CENTRAL, et, dans un écusson, la devise de l'État mondial : COMMUNAUTÉ, IDENTITÉ, STABILITÉ.

L'énorme pièce du rez-de-chaussée était exposée au nord. En dépit de l'été qui régnait au-delà des vitres, en dépit de toute la chaleur tropicale de la pièce elle-même, ce n'étaient que de maigres rayons d'une lumière crue et froide qui se déversaient par les fenêtres. Les blouses des travailleurs étaient blanches, leurs mains, gantées de caoutchouc pâle, de teinte cadavérique. La lumière était gelée, morte, fantomatique. Ce n'est qu'aux cylindres jaunes des microscopes qu'elle empruntait un peu de substance riche et vivante, étendue le long des tubes comme du beurre.

— Et ceci, dit le Directeur, ouvrant la porte, c'est la Salle de Fécondation.

Au moment où le Directeur de l'Incubation et du Conditionnement entra dans la pièce, trois cents Fécondateurs, penchés sur leurs instruments, étaient plongés dans ce silence où l'on ose à peine respirer, dans ce chantonnement ou ce sifflotement inconscients, par quoi se traduit la concentration la plus profonde. Une bande d'étudiants nouvellement arrivés, très jeunes, roses et imberbes, se pressaient, pénétrés d'une certaine appréhension, voire de quelque humilité, sur les talons du Directeur. Chacun d'eux portait un cahier de notes, dans lequel, chaque fois que le grand homme parlait, il griffonnait désespérément. Ils puisaient ici leur savoir à la source même. C'était un privilège rare. Le D.I.C. de Londres-Central s'attachait toujours à faire faire à ses nouveaux étudiants, sous sa conduite personnelle, le tour des divers services.

« Simplement pour vous donner une idée d'ensemble », leur expliquait-il. Car il fallait, bien entendu, qu'ils eussent un semblant d'idée d'ensemble, si l'on voulait qu'ils fissent leur travail intelligemment, — et cependant qu'ils en eussent le moins possible, si l'on voulait qu'ils fussent plus tard des membres convenables et heureux de la société. Car les détails, comme chacun le sait, conduisent à la vertu et au bonheur; les généralités sont, au point de vue intellectuel, des maux inévitables. Ce ne sont pas les philosophes, mais bien ceux qui s'adonnent au bois découpé et aux collections de timbres, qui constituent l'armature de la société.

— Demain, ajoutait-il, leur adressant un sourire empreint d'une bonhomie légèrement menaçante, vous vous mettez au travail sérieux. Vous n'aurez pas de temps à consacrer aux généralités... D'ici là...

D'ici là, c'était un privilège. De la source même, droit au cahier de notes. Les jeunes gens griffonnaient fébrilement.

Grand, plutôt maigre, mais bien droit, le Directeur s'avança dans la pièce. Il avait le menton allongé et les dents fortes, un peu proéminentes, que parvenaient tout juste à recouvrir, lorsqu'il ne parlait pas, ses lèvres pleines à la courbe fleurie. Vieux, jeune ? Trente ans ? Cinquante ? Cinquante-

cinq ? C'était difficile à dire. Et, au surplus, la question ne se posait pas ; dans cette année de stabilité, cette année 632 de N.F., il ne venait à l'idée de personne de la poser.

— Je vais commencer par le commencement, dit le D.I.C., et les étudiants les plus zélés notèrent son intention dans leur cahier : *Commencer au commencement*. — Ceci — il agita la main — ce sont les couveuses. — Et, ouvrant une porte de protection thermique, il leur montra des porte-tubes empilés les uns sur les autres et pleins de tubes à essais numérotés. — L'approvisionnement d'ovules pour la semaine. Maintenus, expliqua-t-il, à la température du sang ; tandis que les gamètes mâles — et il ouvrit alors une autre porte — doivent être gardés à trente-cinq degrés, au lieu de trente-sept. La pleine température du sang stérilise. Des béliers, enveloppés de thermogène, ne procréent pas d'agneaux.

Toujours appuyé contre les couveuses, il leur servit, tandis que les crayons couraient illisiblement d'un bord à l'autre des pages, une brève description du procédé moderne de la fécondation; il parla d'abord, bien entendu, de son introduction chirurgicale, « cette opération subie volontairement pour le bien de la société, sans compter qu'elle comporte une prime se montant à six mois d'appointements » ; il continua par un exposé sommaire de la technique de la conservation de l'ovaire excisé à l'état vivant et en plein développement ; passa à des considérations sur la température, la salinité, la viscosité optima; fit allusion à la liqueur dans laquelle on conserve les ovules détachés et venus à maturité ; et, menant ses élèves aux tables de travail, leur montra effectivement comment on retirait cette liqueur des tubes à essais ; comment on la faisait tomber goutte à goutte sur les lames de verre pour préparations microscopiques spécialement tiédies; comment les ovules qu'elle contenait étaient examinés au point de vue des caractères anormaux, comptés, et transférés dans un récipient poreux; comment (et il les emmena alors voir cette opération) ce récipient était immergé dans un bouillon tiède contenant des spermatozoïdes qui y nageaient librement, — « à la concentration minima de cent mille par centimètre cube », insista-t-il ; et comment, au bout de dix minutes, le vase était retiré du liquide et son contenu examiné de nouveau ; comment, s'il y restait des ovules non fécondés, on l'immergeait une deuxième fois, et, si c'était nécessaire, une troisième ; comment les ovules fécondés retournaient aux couveuses; où les Alphas et les Bêtas demeuraient jusqu'à leur mise en flacon définitive, tandis que les Gammas, les Deltas et les Epsilon en étaient extraits, au bout de trente-six heures seulement, pour être soumis au Procédé Bokanovsky.

« Au Procédé Bokanovsky », répéta le Directeur, et les étudiants soulignèrent ces mots dans leurs calepins.

Un oeuf, un embryon, un adulte, — c'est la normale. Mais un oeuf bokanovskifié a la propriété de bourgeonner, de proliférer, de se diviser : de huit à quatre-vingt-seize bourgeons, et chaque bourgeon deviendra un embryon parfaitement formé, et chaque embryon, un adulte de taille complète. On fait ainsi pousser quatre-vingt-seize êtres humains là où il n'en poussait autrefois qu'un seul. Le progrès.

— La bokanovskification, dit le D.I.C. pour conclure, consiste essentiellement en une série d'arrêts du développement. Nous enrayons la croissance normale, et, assez paradoxalement, l'oeuf réagit en bourgeonnant.

Réagit en bourgeonnant. Les crayons s'affairèrent.

Il tendit le bras. Sur un transporteur à mouvement très lent, un porte-tubes plein de tubes à essais pénétrait dans une grande caisse métallique, un autre en sortait. Il y avait un léger ronflement de machines. Les tubes mettaient huit minutes à traverser la caisse de bout en bout, leur expliquait-il, soit huit minutes d'exposition aux rayons durs, ce qui est à peu près le maximum que puisse supporter un oeuf. Un petit nombre mouraient ; des autres, les moins influencés se divisaient en deux; la plupart proliféraient en quatre bourgeons; quelques-uns, en huit; tous étaient renvoyés aux couveuses, où les bourgeons commençaient à se développer; puis, au bout de deux jours, on les soumettait soudain au froid, au froid et à l'arrêt de croissance. En deux, en quatre, en huit, les bourgeons bourgeonnaient à leur tour ; puis, ayant bourgeonné, ils étaient soumis à une dose d'alcool presque mortelle ; en conséquence, ils proliféraient de nouveau, et, ayant bourgeonné, on les laissait alors se développer en paix, bourgeons des bourgeons des bourgeons, — tout nouvel

arrêt de croissance étant généralement fatal. A ce moment, l'oeuf pri mitif avait de fortes chances de se transformer en un nombre quelconque d'embryons compris entre huit et quatre-vingt-seize, « ce qui est, vous en conviendrez, un perfectionnement prodigieux par rapport à la nature. Des jumeaux identiques, mais non pas en maigres groupes de deux ou trois, comme aux jours anciens de reproduction vivipare, alors qu'un oeuf se divisait parfois accidentellement ; mais bien par douzaines, par vingtaines, d'un coup. »

— Par vingtaines, répéta le Directeur, et il écarta les bras, comme s'il faisait des libéralités à une foule. Par vingtaines.

Mais l'un des étudiants fut assez sot pour demander en quoi résidait l'avantage.

— Mon bon ami ! le Directeur se tourna vivement vers lui, vous ne voyez donc pas ? Vous ne voyez pas ? Il leva la main ; il prit une expression solennelle. Le Procédé Bokanovsky est l'un des instruments majeurs de la stabilité sociale !

Instruments majeurs de la stabilité sociale.

Des hommes et des femmes conformes au type normal ; en groupes uniformes. Tout le personnel d'une petite usine constitué par les produits d'un seul oeuf bokanovskifié.

— Quatre-vingt-seize jumeaux identiques faisant marcher quatre-vingt-seize machines identiques !

— Sa voix était presque vibrante d'enthousiasme. — On sait vraiment où l'on va. Pour la première fois dans l'histoire. — Il cita la devise planétaire : « Communauté, Identité, Stabilité. » Des mots grandioses. Si nous pouvions bokanovskifier indéfiniment, tout le problème serait résolu.

Résolu par des Gammas du type normal, des Deltas invariables, des Epsilon uniformes. Des millions de jumeaux identiques. Le principe de la production en série appliqué enfin à la biologie.

— Mais, hélas!, le Directeur hocha la tête, nous ne pouvons pas bokanovskifier indéfiniment.

Quatre-vingt-seize, telle semblait être la limite; soixante-douze, une bonne moyenne. Fabriquer, avec le même ovaire et les gamètes du même mâle, autant de groupes que possible de jumeaux identiques, c'était là ce qu'ils pouvaient faire de mieux (un mieux qui n'était malheureusement qu'un pis-aller). Et cela, c'était déjà difficile.

— Car, dans la nature, il faut trente ans pour que deux cents ovules arrivent à maturité. Mais notre tâche, c'est de stabiliser la population en ce moment, ici, maintenant. Produire des jumeaux au compte-gouttes tout au long d'un quart de siècle, à quoi cela servirait-il ?

Manifestement, cela ne servirait absolument de rien. Mais la Technique de Podsnap avait immensément accéléré le processus de la maturation. On pouvait s'assurer au moins cent cinquante oeufs mûrs en l'espace de deux ans. Que l'on féconde et que l'on bokanovskifie, en d'autres termes, qu'on multiplie par soixante-douze, — et l'on obtient une moyenne de presque onze mille frères et soeurs dans cent cinquante groupes de jumeaux identiques, tous du même âge, à deux ans près.

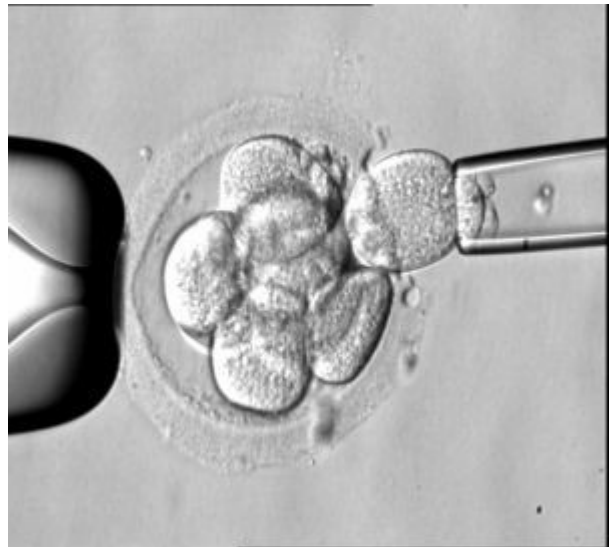
— Et dans des cas exceptionnels, nous pouvons nous faire livrer par un seul ovaire plus de quinze mille individus adultes.

Faisant signe à un jeune homme blond au teint vermeil qui passait par hasard à ce moment :

— Mr. Foster, appela-t-il. — Le jeune homme au teint vermeil s'approcha. — Pourriez-vous nous indiquer le chiffre maximum obtenu d'un seul ovaire, Mr. Foster?

— Seize mille douze, dans ce Centre-ci, répondit Mr. Foster sans aucune hésitation.

— Il parlait très vite, avait l'oeil bleu et vif, et prenait un plaisir évident à citer des chiffres. — Seize mille douze; en cent quatre-vingt-neuf groupes d'identiques. Mais, bien entendu, on a fait beaucoup mieux, continua-t-il vigoureusement, dans quelques uns des Centres tropicaux. Singapore en a souvent produit plus de seize mille cinq cents ; et Mombasa a effectivement atteint les dix-sept



mille. Mais c'est qu'ils sont injustement privilégiés, aussi. Il faut voir comment un ovaire de noire réagit au liquide pituitaire! Il y a là de quoi vous étonner, quand on est habitué à travailler sur des matériaux européens. Néanmoins, ajouta-t-il en riant (mais l'éclair de la lutte était dans ses yeux, et le soulèvement de son menton était un défi), néanmoins, nous avons l'intention de les dépasser s'il y a moyen. Je travaille en ce moment sur un merveilleux ovaire de Delta-Moins. Il n'a que dix-huit mois, tout juste. Plus de douze mille sept cents enfants déjà, soit décantés, soit en embryon. Et il en veut encore. Nous arriverons encore à les battre !

— Voilà l'état d'esprit qui me plaît! s'écria le Directeur, et il donna une tape sur l'épaule de Mr. Foster. — Venez donc avec nous, et faites profiter ces gamins de votre savoir d'expert.

Mr. Foster sourit modestement.

— Avec plaisir.

Ils le suivirent.

Dans la Salle de Mise en Flacons, tout était agitation harmonieuse et activité ordonnée. Des plaques de péritoine de truie, toutes coupées aux dimensions voulues, arrivaient continuellement, dans de petits monte-charge, du Magasin aux Organes dans le sous-sol. Bzzz, et puis flac ! Les portes du monte-charge s'ouvraient toutes grandes ; le Garnisseur de Flacons n'avait qu'à allonger la main, prendre la plaque, l'introduire, aplatir les bords, et avant que le flacon ainsi garni eût le temps de s'éloigner hors de la portée le long du transporteur sans fin, — bzzz, flac ! — une autre plaque de péritoine était montée vivement des profondeurs souterraines, prête à être introduite dans un autre flacon, le suivant dans cette lente procession interminable sur le transporteur.

Après les Garnisseurs il y avait les Immatriculeurs ; un à un, les oeufs étaient transférés de leurs tubes à essais dans les récipients plus grands ; avec dextérité, la garniture de péritoine était incisée, la morula y était mise en place, la solution saline y était versée... et déjà le flacon était passé plus loin, et c'était au tour des étiqueteurs. L'hérédité, la date de fécondation, les indications relatives au Groupe Bokanovsky, tous les détails étaient transférés de tube à essais à flacon. Non plus anonyme, mais nommée, identifiée, la procession reprenait lentement sa marche ; sa marche à travers une ouverture de la cloison, sa marche pour entrer dans la Salle de Prédestination Sociale.

— Quatre-vingt-huit mètres cubes de fiches sur carton, dit Mr. Foster avec un plaisir manifeste, comme ils entraient.

— Contenant tous les renseignements utiles, ajouta le Directeur.

— Mis à jour tous les matins.

— Et coordonnés tous les jours, dans l'après-midi.

— Sur la base desquels sont faits les calculs.

— Tant d'individus, de telle et telle qualité, dit Mr. Foster.

— Répartis en telles et telles quantités.

— Le Pourcentage de Décantation optimum à n'importe quel moment donné.

— Les pertes imprévues étant promptement compensées.

— Promptement, répéta Mr. Foster. Si vous saviez combien j'ai dû faire d'heures supplémentaires après le dernier tremblement de terre au Japon !

Il eut un rire de bonne humeur et hocha la tête

— Les Prédestinateurs envoient leurs chiffres aux Fécondateurs.

— Qui leur donnent les embryons qu'ils demandent.

— Et les flacons arrivent ici pour être prédestinés en détail.

— Après quoi, on les descend au Dépôt des Embryons.

— Où nous allons maintenant nous rendre nous-mêmes.

Et, ouvrant une porte, Mr. Foster se mit à leur tête pour descendre un escalier et les mener au sous-sol.

La température était encore tropicale. Ils descendirent dans une pénombre qui s'épaississait. Deux portes et un couloir à double tournant protégeaient la cave contre toute infiltration possible du jour.

— Les embryons ressemblent à une pellicule photographique, dit Mr. Foster d'un ton badin, ouvrant la seconde porte d'une poussée. Ils ne peuvent supporter que la lumière rouge.

Et en effet l'obscurité, où régnait une chaleur lourde dans laquelle les étudiants le suivirent alors, était visible et cramoisie, comme, par un après-midi d'été, l'est l'obscurité perçue sous les paupières closes. Les flancs bombés des flacons qui s'alignaient à l'infini, rangée sur rangée, étage sur étage, étincelaient en rubis innombrables, et parmi les rubis se déplaçaient les spectres rouges et vagues d'hommes et de femmes aux yeux pourprés, aux faces rutilantes de lupiques. Un bourdonnement, un fracas de machines, imprimait à l'air un léger frémissement.

— Donnez-leur quelques chiffres, Mr. Foster, dit le Directeur, qui était fatigué de parler.

Mr. Foster n'était que trop heureux de les leur donner.

— Deux cent vingt mètres de long, deux cents de large, dix de haut.

Il tendit la main en l'air. Comme des poulets qui boivent, les étudiants levèrent les yeux vers le plafond lointain.

Trois étages de porte-flacons : au niveau du sol, première galerie, deuxième galerie. La charpente métallique, légère comme une toile d'araignée, des galeries superposées, se perdait dans toutes les directions jusque dans l'obscurité. Près d'eux, trois fantômes rouges étaient activement occupés à décharger des dames-jeannes qu'ils enlevaient d'un escalier mobile.

L'escalator, partant de la Salle de Prédetermination Sociale.

Chaque flacon pouvait être placé sur l'un d'entre quinze porte-bouteilles, dont chacun, bien qu'on ne pût s'en apercevoir, était un transporteur avançant à la vitesse de trente-trois centimètres un tiers à l'heure. Deux cent, soixante-sept jours à raison de huit mètres par jour. Deux mille cent trente-six mètres en tout. Un tour de la cave au niveau du sol, un autre sur la première galerie, la moitié d'un autre sur la seconde, et, le deux cent soixante-septième matin, la lumière du jour dans la Salle de Décantation. Dès lors, l'existence indépendante — ainsi dénommée.

— Mais, dans cet intervalle de temps, dit Mr. Foster pour conclure, nous avons réussi à leur faire pas mal de choses. Oh ! beaucoup de choses. — Son rire était averti et triomphant.

— Voilà l'état d'esprit qui me plaît, dit de nouveau le Directeur. Faisons le tour. Donnez-leur toutes les explications, Mr. Foster.

Mr. Foster les leur donna congrûment.

Il leur parla de l'embryon, se développant sur son lit de péritoine. Il leur fit goûter le riche pseudo-sang dont il se nourrit. Il expliqua pourquoi il avait besoin d'être stimulé par de la placentine et de la thyroxine. Il leur parla de l'extrait de *corpus luteum*. Il leur montra les ajustages par lesquels, à tous les douze mètres entre zéro et 2040, il est injecté automatiquement. Il parla de ces doses graduellement croissantes de liquide pituitaire administrées au cours des quatre-vingt-seize derniers mètres de leur parcours. Il décrivit la circulation maternelle artificielle installée sur chaque flacon au mètre 112; leur montra le réservoir de pseudo-sang, la pompe centrifuge qui maintient le liquide en mouvement au-dessus du placenta et le chasse à travers le poumon synthétique et le filtre à déchets. Il dit un mot de la tendance fâcheuse de l'embryon à l'anémie, des doses massives d'extrait d'estomac de porc et de foie de poulain foetal qu'il est nécessaire, en conséquence, de lui fournir.

Il leur montra le mécanisme simple au moyen duquel, pendant les deux derniers mètres de chaque parcours de nuit, on secoue simultanément tous les embryons pour les familiariser avec le mouvement. Il fit allusion à la gravité de ce qu'on appelle le « traumatisme de décantation », et énuméra les précautions prises afin de réduire au minimum, par un dressage approprié de l'embryon en flacon, ce choc dangereux. Il leur parla des épreuves de sexe effectuées au voisinage du mètre 200. Il expliqua le système d'étiquetage — un T pour les mâles, un cercle pour les femelles, et pour ceux qui étaient destinés à devenir des neutres, un point d'interrogation, noir sur un fond blanc.

— Car, bien entendu, dit Mr. Foster, dans l'immense majorité des cas, la fécondité est tout bonnement une gêne. Un ovaire fertile sur douze cents, — voilà qui serait largement suffisant pour nos besoins. Mais nous désirons avoir un bon choix. Et, bien entendu, il faut toujours conserver une marge de sécurité énorme. Aussi laissons-nous se développer normalement jusqu'à trente pour cent des embryons femelles. Les autres reçoivent une dose d'hormone sexuelle mâle à tous les vingt-quatre mètres pendant le reste du parcours. Résultat : quand on les décante, ils sont neutres, absolument normaux au point de vue de la structure (sauf, fut-il obligé de reconnaître, qu'ils ont, il est vrai, un rien de tendance à la croissance d'une barbe), mais stériles. Garantis stériles. Ce qui

nous amène enfin, continua Mr. Foster, à quitter le domaine de la simple imitation stérile de la nature, pour entrer dans le monde beaucoup plus intéressant de l'invention humaine. Il se frotta les mains. Car, bien entendu, on ne se contentait pas de couvrir simplement des embryons : cela, n'importe quelle vache est capable de le faire.

— En outre, nous prédestinons et conditionnons. Nous décantons nos bébés sous forme d'êtres vivants socialisés, sous forme d'Alphas ou d'Epsilons, de futurs vidangeurs ou de futurs... — Il était sur le point de dire « futurs Administrateurs Mondiaux », mais, se reprenant, il dit « futurs Directeurs de l'Incubation ».

Le D.I.C. fut sensible au compliment, qu'il reçut avec un sourire.

Ils en étaient au mètre 320 sur le porte-bouteilles n° 11. Un jeune mécanicien Bêta-Moins était occupé à travailler avec un tournevis et une clef anglaise à la pompe à pseudo-sang d'un flacon qui passait. Le ronflement du moteur électrique devenait plus grave, par fractions de ton, tandis qu'il vissait les écrous... Plus grave, plus grave... Une torsion finale, un coup d'oeil sur le compteur de tours, et il eut terminé. Il avança de deux pas le long de la rangée et recommença la même opération sur la pompe suivante.

— Il diminue le nombre de tours à la minute, expliqua Mr. Foster. Le pseudo-sang circule plus lentement ; il passe par conséquent dans les poumons à intervalles plus longs; il donne par suite à l'embryon moins d'oxygène. Rien de tel que la pénurie d'oxygène pour maintenir un embryon au-dessous de la normale. De nouveau, il se frotta les mains.

— Mais pourquoi voulez-vous maintenir l'embryon au-dessous de la normale? demanda un étudiant ingénu.

— Quel âne ! dit le Directeur, rompant un long silence. Ne vous est-il jamais venu à l'idée qu'il faut à un embryon d'Epsilon un milieu d'Epsilon, aussi bien qu'une hérédité d'Epsilon ?

Cela ne lui était évidemment pas venu à l'idée. Il fut couvert de confusion.

— Plus la caste est basse, dit Mr. Foster, moins on donne d'oxygène. Le premier organe affecté, c'est le cerveau. Ensuite le squelette. A soixante-dix pour cent d'oxygène normal, on obtient des nains. A moins de soixante-dix pour cent, des monstres sans yeux.

— Lesquels ne sont absolument d'aucune utilité, dit Mr. Foster pour conclure. Tandis que (sa voix se fit confidentielle, avide d'exposer ce qu'il avait à dire) si l'on pouvait découvrir une technique pour réduire la durée de maturation, quel bienfait ce serait pour la société !

— Considérez le cheval.

Ils le considérèrent.

— Mûr à six ans; l'éléphant à dix. Alors qu'à treize ans un homme n'est pas encore mûr sexuellement, et n'est adulte qu'à vingt ans. D'où, bien entendu, ce fruit du développement retardé : l'intelligence humaine.

— Mais chez les Epsilons, dit fort justement Mr. Foster, nous n'avons pas besoin d'intelligence humaine. On n'en a pas besoin, et on ne l'obtient pas. Mais, bien que chez l'Epsilon l'esprit soit mûr à dix ans, il en faut dix-huit avant que le corps soit propre au travail. Que de longues années d'immaturité, superflues et gaspillées ! S'il était possible d'accélérer le développement physique jusqu'à le rendre aussi rapide, mettons que celui d'une vache, quelle économie énorme il en résulterait pour la Communauté !

— Énorme ! murmurèrent les étudiants.

L'enthousiasme de Mr. Foster était contagieux.

Ses explications se firent plus techniques ; il parla de la coordination anormale des endocrines qui fait que les hommes croissent si lentement ; il admit, pour l'expliquer, une mutation germinale. Peut-on détruire les effets de cette mutation germinale ? Peut-on faire régresser l'embryon d'Epsilon, au moyen d'une technique appropriée, jusqu'au caractère normal qui existe chez les chiens et les vaches ? Tel était le problème. Et il était sur le point d'être résolu. Pilkington, à Mombasa, avait produit des individus qui étaient sexuellement mûrs à quatre ans, et de taille adulte à six ans et demi. Triomphe scientifique. Mais socialement sans utilité. Des hommes et des femmes de six ans et demi étaient trop bêtes pour accomplir même le travail d'Epsilons. Et le

processus était du type tout-ou-rien ; ou bien l'on ne réussissait à modifier rien du tout, ou bien l'on modifiait complètement. On essayait encore de trouver le compromis idéal entre des adultes de vingt ans et des adultes de six ans. Jusqu'à présent, sans succès. Mr. Foster soupira et hocha la tête.



Leurs pérégrinations parmi la pénombre cramoisie les avaient amenés au voisinage de mètre 170 sur le porte-bouteilles n° 9. A partir de ce point, le porte-bouteilles n° 9 disparaissait dans une gaine, et les flacons accomplissaient le restant de leur trajet dans une sorte de tunnel, interrompu çà et là par des ouvertures de deux ou trois mètres de large.

— Le conditionnement à la chaleur, dit Mr. Foster.

Des tunnels chauds alternaient avec des tunnels rafraîchis. La fraîcheur était alliée à d'autres désagréments sous forme de rayons X durs. Lorsqu'ils en arrivaient à être décantés, les embryons avaient horreur du froid. Ils étaient prédestinés à émigrer dans les tropiques, à être mineurs, tisserands de soie à l'acétate et ouvriers dans les aciéries. Plus tard, leur esprit serait formé de façon à confirmer le jugement de leur corps.

— Nous les conditionnons de telle sorte qu'ils se portent bien à la chaleur, dit Mr. Foster en conclusion.

Nos collègues là-haut leur apprendront à l'aimer.

— Et c'est là, dit sentencieusement le Directeur, en guise de contribution à cet exposé, qu'est le secret du bonheur et de la vertu, aimer ce qu'on est *obligé* de faire. Tel est le but de tout conditionnement. faire aimer aux gens la destination sociale à laquelle ils ne peuvent échapper.

Dans un intervalle entre deux tunnels une infirmière était en train de sonder délicatement, au moyen d'une seringue longue et fine, le contenu gélatineux d'un flacon qui passait. Les étudiants et leur guide s'arrêtèrent pour la regarder quelques instants en silence.

— Eh bien ! Lenina, dit Mr. Foster, lorsque enfin elle dégagea la seringue et se releva.

La jeune fille se retourna avec un sursaut. On voyait qu'elle était exceptionnellement jolie, bien que l'éclairage lui fit un masque de loup et des yeux pourprés.

— Henry ! Son sourire lui décocha un éclair rouge, une rangée de dents de corail.

— Charmante, charmante, murmura le Directeur, et, lui donnant deux ou trois petites tapes, il reçut en échange, pour sa part, un sourire un peu déférent.

— Qu'est-ce que vous leur donnez là ? demanda Mr. Foster, imprimant à sa voix un ton fort professionnel.

— Oh ! la typhoïde et la maladie du sommeil habituelles.

— Les travailleurs des tropiques commencent à subir des inoculations au mètre 150, expliqua Mr. Foster aux étudiants. Les embryons ont encore des branchies, comme les poissons. Nous immunisons le poisson contre les maladies de l'homme à venir. Puis, se retournant vers Lenina : Cinq heures moins dix sur le toit, ce soir, dit-il, comme d'habitude.

— Charmante, dit le Directeur une fois de plus, et, avec une petite tape finale, il s'éloigna derrière les autres.

Sur le porte-bouteilles n° 10, des rangées de travailleurs des industries chimiques de la génération à venir étaient dressés à supporter le plomb, la soude caustique, le goudron, le chlore. Le premier d'un groupe de deux cent cinquante mécaniciens embryonnaires d'avions-fusées passait précisément devant le repère du mètre 1100 sur le porte-bouteilles n° 3. Un mécanisme spécial maintenait leurs récipients en rotation constante.

— Pour améliorer chez eux le sens de l'équilibre, expliqua Mr. Foster. Effectuer des réparations à l'extérieur d'un avion-fusée en plein air, c'est un travail délicat. Nous ralentissons la circulation quand ils sont en position normale, de façon qu'ils soient à moitié affamés, et nous doublons l'afflux de pseudo-sang quand ils sont la tête en bas. Ils apprennent à associer le renversement avec le bien-être. En fait, ils ne sont véritablement heureux que lorsqu'ils se tiennent sur la tête. — Et maintenant, reprit Mr. Foster, je voudrais vous montrer un conditionnement très intéressant pour Intellectuels Alpha-Plus. Nous en avons un groupe important sur le porte-bouteilles n° 5. — Au niveau de la Première Galerie, cria-t-il à deux gamins qui s'étaient mis à descendre au rez-de-chaussée. — Ils sont aux environs du mètre 900, expliqua-t-il. On ne peut, en somme, effectuer aucun conditionnement utile avant que les foetus aient perdu leur queue. Suivez-moi.

Mais le Directeur avait regardé sa montre.

— Trois heures moins dix, dit-il. Je crains que nous n'ayons pas de temps à consacrer aux embryons intellectuels. Il faut que nous montions aux pouponnières avant que les enfants aient fini leur sieste d'après-midi.

Mr. Foster fut déçu.

— Au moins un coup d'oeil sur la Salle de Décantation, supplia-t-il.

— Allons, soit. Le Directeur sourit avec indulgence. Rien qu'un coup d'oeil.

in Le Meilleur des Mondes (Brave New World)

Les Pouponnières

Ils laissèrent Mr. Foster dans la Salle de Décantation. Le D.I.C. et ses étudiants prirent place dans l'ascenseur le plus proche et furent montés au cinquième étage.

POUPONNIÈRES. SALLES DE CONDITIONNEMENT NÉO-PAVLOVIEN, annonçait la plaque indicatrice.

Le Directeur ouvrit une porte. Ils se trouvèrent dans une vaste pièce vide, très claire et ensoleillée, car toute la paroi exposée au sud ne formait qu'une fenêtre. Une demi-douzaine d'infirmières, vêtues des pantalons et des jaquettes d'uniforme réglementaires en toile blanche de viscosité, les cheveux aseptiquement cachés sous des bonnets blancs, étaient occupées à disposer sur le plancher des vases de roses suivant une longue rangée d'un bout à l'autre de la pièce. De grands vases, garnis de fleurs bien serrées. Des milliers de pétales, pleinement épanouis, et d'une douceur soyeuse, semblables aux joues d'innombrables petits chérubins, mais de chérubins qui, dans cette lumière brillante, n'étaient pas exclusivement roses et aryens, mais aussi lumineusement chinois, mexicains aussi, apoplectiques aussi d'avoir trop soufflé dans des trompettes célestes, pâles comme la mort aussi, pâles de la blancheur posthume du marbre.

Les infirmières se raidirent au garde-à-vous à l'entrée du D.I.C.

— Installez les livres, dit-il sèchement.

En silence, les infirmières obéirent à son commandement. Entre les vases de roses, les livres furent dûment disposés, une rangée d'in-quarto enfantins, ouverts d'une façon tentante, chacun sur quelque image gaiement colorée de bête, de poisson ou d'oiseau.

— A présent, faites entrer les enfants.

Elles sortirent en hâte de la pièce, et rentrèrent au bout d'une minute ou deux, poussant chacune une espèce de haute serveuse chargée, sur chacun de ses quatre rayons en toile métallique,

de bébés de huit mois, tous exactement pareils (un Groupe de Bokanovsky, c'était manifeste), et tous (puisqu'ils appartenaient à la caste Delta) vêtus de kaki.

— Posez-les par terre.

On déchargea les enfants.

— A présent, tournez-les de façon qu'ils puissent voir les fleurs et les livres.

Tournés, les bébés firent immédiatement silence, puis ils se mirent à ramper vers ces masses de couleur brillantes, ces formes si gaies et si vives sur les pages blanches. Tandis qu'ils s'en approchaient, le soleil se dégagea d'une éclipse momentanée où l'avait maintenu un nuage. Les roses flamboyèrent comme sous l'effet d'une passion interne soudaine ; une énergie nouvelle et profonde parut se répandre sur les pages luisantes des livres. Des rangs des bébés rampant à quatre pattes s'élevaient de petits piailllements de surexcitation, des gazouillements et des sifflotements de plaisir.

Le Directeur se frotta les mains :

— Excellent ! dit-il. On n'aurait guère fait mieux si c'avait été arrangé tout exprès.

Les rampeurs les plus alertes étaient déjà arrivés à leur but. De petites mains se tendirent, incertaines, touchèrent, saisirent, effeuillant les roses transfigurées, chiffonnant les pages illuminées des livres. Le Directeur attendit qu'ils fussent tous joyeusement occupés. Puis :

— Observez bien, dit-il. Et, levant la main, il donna le signal.

L'Infirmière-Chef, qui se tenait à côté d'un tableau de commandes électriques à l'autre bout de la pièce, abaissa un petit levier.

Il y eut une explosion violente. Perçante, toujours plus perçante, une sirène siffla. Des sonneries d'alarme retentirent, affolantes.

Les enfants sursautèrent, hurlèrent; leur visage était distordu de terreur.

— Et maintenant, cria le Directeur (car le bruit était assourdissant), maintenant, nous passons à l'opération qui a pour but de faire pénétrer la leçon bien à fond, au moyen d'une légère secousse électrique.

Il agita de nouveau la main, et l'Infirmière-Chef abaissa un second levier. Les cris des enfants changèrent soudain de ton. Il y avait quelque chose de désespéré, de presque dément, dans les hurlements perçants et spasmodiques qu'ils lancèrent alors. Leur petit corps se contractait et se raidissait : leurs membres s'agitaient en mouvements saccadés, comme sous le tiraillement de fils invisibles.

— Nous pouvons faire passer le courant dans toute cette bande de plancher, glapit le Directeur en guise d'explication, mais cela suffit, dit-il comme signal à l'infirmière.

Les explosions cessèrent, les sonneries s'arrêtèrent, le hurlement de la sirène s'amortit, descendant de ton en ton jusqu'au silence. Les corps raidis et contractés se détendirent, et ce qui avait été les sanglots et les abois de fous furieux en herbe se répandit de nouveau en hurlements normaux de terreur ordinaire.

— Offrez-leur encore une fois les fleurs et les livres.

Les infirmières obéirent; mais à l'approche des roses, à la simple vue de ces images gaiement coloriées du minet, du cocorico et du mouton noir qui fait bêê, bêê, les enfants se reculèrent avec horreur; leurs hurlements s'accrurent soudain en intensité.

— Observez, dit triomphalement le Directeur, observez.

Les livres et les bruits intenses, les fleurs et les secousses électriques, déjà, dans l'esprit de l'enfant, ces couples étaient liés de façon compromettante ; et, au bout de deux cents répétitions de la même leçon ou d'une autre semblable, ils seraient mariés indissolublement. Ce que l'homme a uni, la nature est impuissante à le séparer.

— Ils grandiront avec ce que les psychologues appelaient une haine « instinctive » des livres et des fleurs. Des réflexes inaltérablement conditionnés. Ils seront à l'abri des livres et de la botanique pendant toute leur vie. — Le Directeur se tourna vers les infirmières. — Rempportez-les.

Toujours hurlant, les bébés en kaki furent chargés sur leurs serveuses et roulés hors de la pièce, laissant derrière eux une odeur de lait aigre et un silence fort bien venu.

L'un des étudiants leva la main; et, bien qu'il comprît fort bien pourquoi l'on ne pouvait pas

tolérer que des gens de caste inférieure gaspillassent le temps de la communauté avec des livres, et qu'il y avait toujours le danger qu'ils lussent quelque chose qui fût indésirablement « déconditionner » un de leurs réflexes, cependant... en somme, il ne concevait pas ce qui avait trait aux fleurs. Pourquoi se donner la peine de rendre psychologiquement impossible aux Deltas l'amour des fleurs ?

Patiemment, le D.I.C. donna des explications. Si l'on faisait en sorte que les enfants se missent à hurler à la vue d'une rose, c'était pour des raisons de haute politique économique. Il n'y a pas si longtemps (voilà un siècle environ), on avait conditionné les Gammas, les Deltas, voire les Epsilons, à aimer les fleurs — les fleurs en particulier et la nature sauvage en général. Le but visé, c'était de faire naître en eux le désir d'aller à la campagne chaque fois que l'occasion s'en présentait, et de les obliger ainsi à consommer du transport.

— Et ne consommaient-ils pas de transport? demanda l'étudiant.

— Si, et même en assez grande quantité, répondit le D.I.C., mais rien de plus. Les primevères et les paysages, fit-il observer, ont un défaut grave : ils sont gratuits. L'amour de la nature ne fournit de travail à nulle usine. On décida d'abolir l'amour de la nature, du moins parmi les basses classes, d'abolir l'amour de la nature, mais non point la tendance à consommer du transport. Car il était essentiel, bien entendu, qu'on continuât à aller à la campagne, même si l'on avait cela en horreur. Le problème consistait à trouver à la consommation du transport une raison économiquement mieux fondée qu'une simple affection pour les primevères et les paysages. Elle fut dûment découverte. — Nous conditionnons les masses à détester la campagne, dit le Directeur pour conclure, mais simultanément nous les conditionnons à raffoler de tous les sports en plein air. En même temps, nous faisons le nécessaire pour que tous les sports de plein air entraînent l'emploi d'appareils compliqués. De sorte qu'on consomme des articles manufacturés, aussi bien que du transport. D'où ces secousses électriques.

— Je comprends, dit l'étudiant ; et il resta silencieux, éperdu d'admiration.

Il y eut un silence ; puis, toussotant pour se dégager la voix :

— Il était une fois, commença le Directeur, alors que Notre Ford était encore de ce monde, un petit garçon qui s'appelait Reuben Rabinovitch. Reuben était l'enfant de parents de langue polonaise. —

Le Directeur s'interrompit : — Vous savez ce que c'est que le polonais, je suppose ?

— Une langue morte.

— Comme le français et l'allemand, ajouta un autre étudiant, exhibant avec zèle son savoir.

— Et « parent? » questionna le D.I.C.

Il y eut un silence gêné. Plusieurs des jeunes gens rougirent. Ils n'avaient pas encore appris à reconnaître la ligne de démarcation, importante mais souvent fort ténue, qui sépare l'ordure de la science pure.

L'un d'eux, enfin, eut le courage de lever la main.

— Les êtres humains, autrefois, étaient..., dit-il avec hésitation; le sang lui affluait aux joues. — Enfin, ils étaient vivipares.

— Très bien. — Le Directeur approuva d'un signe de tête.

— Et quand les bébés étaient décantés...

— Naissaient, corrigea-t-il.

— Eh bien, alors, c'étaient les parents. — c'est-à-dire : pas les bébés, bien entendu, les autres. — Le pauvre garçon était éperdu de confusion.

— En un mot, résuma le Directeur, les parents étaient le père et la mère. — Cette ordure, qui était en réalité de la science, tomba avec fracas dans le silence gêné de ces jeunes gens qui n'osaient plus se regarder.

— La mère..., répéta-t-il très haut, pour faire pénétrer bien à fond la science ; et, se penchant en arrière sur sa chaise : — Ce sont là, dit-il gravement, des faits désagréables, je le sais. Mais aussi, la plupart des faits historiques sont désagréables.

Il revint au petit Reuben, au petit Reuben dans la chambre de qui, un soir, par négligence, son père et sa mère (hum, hum !) avaient, par hasard, laissé en fonctionnement l'appareil de T.S.F. (Car il faut se souvenir qu'en ces jours de grossière reproduction vivipare, les enfants étaient

toujours élevés par leurs parents, et non dans des Centres de Conditionnement de l'État.) Pendant que l'enfant dormait, l'appareil commença soudain à transmettre un programme de radiophonie de Londres ; et le lendemain matin, à l'étonnement de son... (hum) et de sa... (hum) (les plus effrontés parmi les jeunes gens se risquèrent à échanger un ricanement), le petit Reuben se réveilla en répétant mot à mot une longue conférence de ce curieux écrivain ancien (— l'un des très rares dont on ait autorisé la transmission des oeuvres jusqu'à nous), George Bernard Shaw, qui parlait, suivant une tradition bien établie, de son propre génie. Pour le... (clin d'oeil) et la... (ricanement) du petit Reuben, cette conférence fut, bien entendu, parfaitement incompréhensible, et, s'imaginant que leur enfant était devenu subitement fou, ils firent venir un médecin. Celui-ci, heureusement, comprenait l'anglais, reconnut le discours pour celui que Shaw avait diffusé par T.S.F., se rendit compte de l'importance de ce qui était arrivé, et écrivit à ce sujet une lettre à la presse médicale.

— Le principe de l'enseignement pendant le sommeil, ou hypnopédie, avait été découvert. — Le D.I.C. fit une pause impressionnante. — Le principe avait été découvert, mais il devait s'écouler bien des années avant que ce principe reçût des applications utiles.

— Le cas du petit Reuben ne se produisit que vingt-trois ans après le lancement du premier Modèle en T de Notre Ford. — Ici, le Directeur fit un signe de T à hauteur de son estomac, et tous les étudiants l'imitèrent révérencieusement. — Et pourtant...

Furieusement, les étudiants griffonnèrent :

« *L'hypnopédie, premier emploi officiel en l'an 214 de N.F. Pourquoi pas plus tôt ? Deux raisons ; a)...* »

— Ces premiers expérimentateurs, disait le D.I.C, étaient sur une mauvaise voie. Ils croyaient qu'on pouvait faire de l'hypnopédie un instrument d'éducation intellectuelle...

(Un petit garçon, endormi sur le côté droit, le bras droit hors du lit, la main droite pendant mollement par-dessus le bord. Sortant d'une ouverture ronde et grillagée dans la paroi d'une boîte, une voix parle doucement.

— Le Nil est le plus long fleuve d'Afrique, et le second, pour la longueur, de tous les fleuves du globe. Bien qu'il n'atteigne pas la longueur du Mississippi-Missouri, le Nil arrive en tête de tous les fleuves pour l'importance du bassin, qui s'étend sur 35 degrés de latitude...

Au petit déjeuner, le lendemain matin :

« — Tommy, dit quelqu'un, sais-tu quel est le plus long fleuve d'Afrique ? »

Des signes de tête en dénégation.

« — Mais ne te souviens-tu pas de quelque chose qui commence ainsi : Le Nil est le... ? »

« — Le -Nil -est -le -plus -long -fleuve -d'Afrique -et -le -second -pour -la -longueur -de -tous -les -fleuves -du -globe... »

— Les mots sortent en se précipitant. — « Bienqu'il- n'atteigne-pas... »

« — Eh bien, dis-moi maintenant quel est le plus long fleuve d'Afrique ? »

Les yeux sont ternes.

« — Je n'en sais rien.

« — Mais le Nil, Tommy !

« — Le -Nil -est -le -plus -long -fleuve -d'Afrique - et -le -second...

« — Alors quel est le fleuve le plus long, Tommy? »

Tommy fond en larmes.

« — J'en sais rien », pleurniche-t-il.)

C'est cette pleurnicherie, le Directeur le leur fit clairement comprendre, qui découragea les premiers chercheurs. Les expériences furent abandonnées. On ne fit plus de tentatives pour apprendre aux enfants la longueur du Nil pendant leur sommeil. Fort judicieusement. On ne peut apprendre une science à moins qu'on ne sache pertinemment de quoi il s'agit.

— Tandis que, s'ils avaient seulement commencé par l'éducation morale..., dit le Directeur, conduisant la bande vers la porte. Les étudiants le suivirent, griffonnant désespérément tout en marchant et pendant tout le trajet en ascenseur. — L'éducation morale, qui ne doit jamais, en aucune circonstance, être rationnelle.

« Silence, silence », murmura un haut-parleur tandis qu'ils sortaient de l'ascenseur au

quatorzième étage, et : « Silence, silence », répétèrent infatigablement les pavillons des instruments, à intervalles réguliers, le long de chaque couloir. Les étudiants, et jusqu'au Directeur lui-même, se haussèrent automatiquement sur la pointe des pieds. Ils étaient des Alphas, bien entendu, mais les Alphas eux-mêmes ont été bien conditionnés. « Silence, silence. » Toute l'atmosphère du quatorzième étage vibrait d'impératifs catégoriques.

Cinquante mètres de parcours sur la pointe des pieds les amenèrent à une porte que le Directeur ouvrit avec précaution. Ils franchirent le seuil et pénétrèrent dans la pénombre d'un dortoir aux volets clos. Quatre-vingts petits lits s'alignaient le long du mur. Il y avait un bruit de respiration légère et régulière et un murmure continu, comme de voix très basses chuchotant au loin. Une infirmière se leva comme ils entraient, et se mit au garde-à-vous devant le Directeur.

— Quelle est la leçon, cet après-midi ? demanda-t-il.

— Nous avons fait du Sexe Élémentaire pendant les quarante premières minutes, répondit-elle. Mais maintenant, on a réglé l'appareil sur le cours élémentaire de Sentiment des Classes Sociales.

Le Directeur parcourut lentement la longue file des petits lits. Roses et détendus par le sommeil, quatre-vingts petits garçons et petites filles étaient étendus, respirant doucement. Il sortait un chuchotement de sous chaque oreiller. Le D.I.C. s'arrêta et, se penchant sur l'un des petits lits, écouta attentivement.

— Cours élémentaire de Sentiment des Classes Sociales, disiez-vous? Faites-le répéter un peu plus haut par le pavillon.

A l'extrémité de la pièce, un haut-parleur faisait saillie sur le mur. Le Directeur s'y rendit et appuya sur un interrupteur.

« ...sont tous vêtus de vert », dit une voix douce mais fort distincte commençant au milieu d'une phrase, « et les enfants Deltas sont vêtus de kaki. Oh, non, je ne veux pas jouer avec des enfants Deltas. Et les Epsilons sont encore pires. Ils sont trop bêtes pour savoir lire ou écrire. Et puis, ils sont vêtus de noir, ce qui est une couleur ignoble. Comme je suis content d'être un Bêta. »

Il y eut une pause ; puis la voix reprit :

« Les enfants Alphas sont vêtus de gris. Ils travaillent beaucoup plus dur que nous, parce qu'ils sont si formidablement intelligents. Vraiment, je suis joliment content d'être un Bêta, parce que je ne travaille pas si dur. Et puis, nous sommes bien supérieurs aux Gammas et aux Deltas. Les Gammas sont bêtes. Ils sont tous vêtus de vert, et les enfants Deltas sont vêtus de kaki. Oh, non, je ne veux pas jouer avec les enfants Deltas. Et les Epsilons sont encore pires. Ils sont trop bêtes pour savoir... »

Le Directeur remit l'interrupteur dans sa position primitive. La voix se tut. Ce ne fut plus que son grêle fantôme qui continua à marmotter dessous les quatre-vingts oreillers.

— Ils entendront cela répété encore quarante ou cinquante fois avant de se réveiller; puis, de nouveau, jeudi ; et samedi, de même. Cent vingt fois, trois fois par semaine, pendant trente mois. Après quoi, ils passeront à une leçon plus avancée.

Des roses et des secousses électriques, le kaki des Deltas et une bouffée d'assa foetida — liés indissolublement avant que l'enfant sache parler. Mais le conditionnement que des paroles n'accompagnent pas est grossier et tout d'une pièce ; il est incapable de faire saisir les distinctions plus fines, d'inculquer les modes de conduite plus complexes. Pour cela, il faut des paroles, mais des paroles sans raison. En un mot, l'hypnopédie.

— La plus grande force moralisatrice et socialisatrice de tous les temps.

Les étudiants inscrivirent cela dans leurs calepins. Le savoir puisé directement à la source. De nouveau, le Directeur toucha l'interrupteur.

« ...si formidablement intelligents, disait la voix douce, insinuante, infatigable. Vraiment, je suis joliment content d'être un Bêta, parce que... »

Non pas tout à fait comme des gouttes d'eau, bien que l'eau, en vérité, soit capable de creuser à la longue des trous dans le granit le plus dur; mais plutôt comme des gouttes de cire à cacheter liquide, des gouttes qui adhèrent, s'incrument, s'incorporent à ce sur quoi elles tombent, jusqu'à ce qu'enfin le roc ne soit plus qu'une seule masse écarlate.

— Jusqu'à ce qu'enfin l'esprit de l'enfant, ce *soit* ces choses suggérées, et que la somme de ces

choses suggérées, ce *soit* l'esprit de l'enfant. Et non pas seulement l'esprit de l'enfant. Mais également l'esprit de l'adulte — pour toute sa vie. L'esprit qui juge, et désire, et décide — constitué par ces choses suggérées. Mais toutes ces choses suggérées, ce sont celles que nous suggérons, *nous* !— Le Directeur en vint presque à crier, dans son triomphe. — Que suggère l'Etat. — Il tapa sur la table la plus proche.

— Il en résulte, par conséquent...

Un bruit le fit se retourner.

— Oh ! Ford, dit-il, d'un autre ton, voilà que j'ai réveillé les enfants !

Ibidem

Virgil IERUNCA



L'enfer de Pitesti

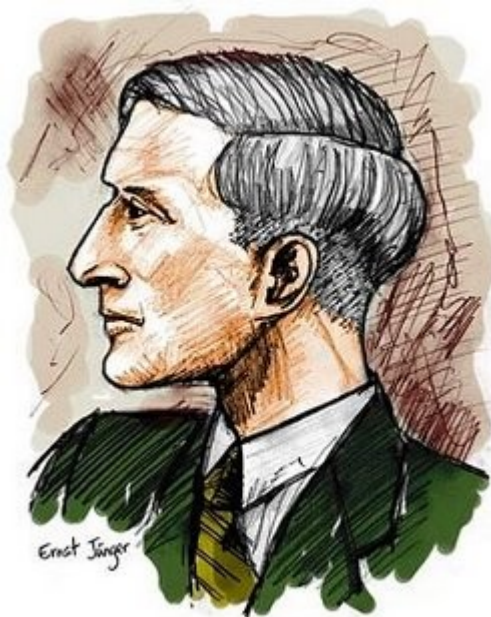
La Securitate, police politique roumaine, a utilisé lors des interrogatoires les méthodes "classiques" de torture: passage à tabac, coups sur la plante des pieds et suspension par les pieds, tête en bas. A Pitesti, la cruauté des tortures a dépassé de loin ces méthodes: Toute la gamme-possible et impossible-des supplices fut pratiquée: diverses parties du corps étaient brûlées à la cigarette; des prisonniers avaient les fesses nécrosées, leur chair tombait comme celle des lépreux; on en forçait d'autres à avaler toute une gamelle d'excréments et, quand ils vomissaient, on leur rentrait leur vomissure dans la gorge.

L'imagination délirante de Turcanu se déchaînait tout particulièrement contre les étudiants croyants qui refusaient de renier Dieu. Certains étaient "baptisés" tous les matins de la façon suivante: on leur plongeait la tête dans la tinette pleine d'urine et de matières fécales, tandis que les autres détenus psalmodiaient autour de la formule du baptême. Pour que le supplicié ne se noie pas, on lui sortait la tête de temps en temps et on le laissait brièvement respirer avant de la lui replonger dans le magma. L'un de ces "baptisés", qui avait été systématiquement torturé de la sorte, avait acquis un automatisme qui dura deux mois environ: tous les matins, il allait de lui-même plonger la tête dans le baquet, à la grande joie des rééducateurs.

Quant aux séminaristes, Turcanu les obligeait à officier dans les messes noires qu'il mettait en scène, surtout pendant la semaine sainte, le soir de Pâques. Certains faisaient les chœurs, les autres les prêtres. Le texte de la liturgie de Turcanu était évidemment pornographique, il paraphrasait de manière démoniaque l'original. La Sainte Vierge était appelée "la grande putain" et Jésus "le connard qui est mort sur la croix". Le séminariste qui jouait le rôle du prêtre devait se déshabiller complètement, on l'enveloppait dans un drap maculé d'excréments et on lui accrochait au cou un phallus confectionné avec du savon et la mie de pain et saupoudré de DDT. En 1950, lors de la nuit de Pâques, les étudiants en cours de rééducation eurent à passer devant un tel "prêtre", à baiser le phallus et à dire: "Christ est ressuscité."

in *Pitesti*

Ernst JÜNGER



Quoi que disent ou que nient les socialistes d'Etat...

Quoi que disent ou que nient les socialistes d'État, leur système, s'il est une fois adopté, est condamné à aboutir à une religion d'État dont tous paieront les frais et qui exigera de tous l'agenouillement devant ses autels ; à une école de médecine d'État, par les praticiens de laquelle tous seront obligés de se faire soigner ; à un système étatique d'hygiène, qui prescrira ce que tous auront à manger et à boire, de quoi ils devront se vêtir et ce qu'il leur faudra faire ou ne pas faire ; à un code étatique de morale, qui, loin de se contenter de châtier le crime, réprimera tout ce que la majorité peut qualifier de vice ; à un système étatique d'enseignement, qui interdira toutes les écoles, académies et universités privées ; à une école primaire d'État, où les enfants seront obligatoirement élevés en commun sur le budget public, et enfin à une famille d'État qui tentera d'introduire scientifiquement l'eugénisme... C'est ainsi que l'autorité parviendra à son faite, et le monopole au déploiement suprême de son pouvoir.

in *Eumeswil*

La Gabelle des Tribuns

Je romps mon jeûne en avalant une bonne gorgée d'eau salée, dont je me gargarise. Il n'y a rien non plus de meilleur pour les dents ; c'est ce que j'ai appris des pêcheurs et des hommes simples qui demeurent sur le rivage. Ils y vivent sobrement, à la manière ancienne, agréable à l'anarque. Leur sel provient, lui aussi, de la mer : ils le grattent dans les fissures et les creux des rochers, où il se cristallise. Du temps des Tribuns, c'était interdit ; ils avaient tout réglementé jusque dans le moindre détail. Le sel, dont le prix s'était cent fois multiplié, ne pouvait s'acheter que dans leurs dépôts. Ils le faisaient aussi couper de matières que leurs chimistes prétendaient bénéfiques, mais qui en fait, étaient plutôt nocives. Que de tels esprits se prennent pour des penseurs, c'est excusable ; mais ils se veulent aussi bienfaiteurs.

Des gabelous patrouillaient sur le rivage et épiaient les pauvres. Mesure particulièrement odieuse, car l'or et le sel devraient appartenir à tout homme, en tant que pur équivalent de son

travail, tel qu'il l'extrait du sable des rivières ou qu'il le gratte dans la falaise. Le Condor autorisa l'une et l'autre activité : ce fut l'une des premières mesures qui le rendirent populaires.



Un peu de générosité compense beaucoup d'administration. Les Tribuns étaient des redistributeurs ; ils élevaient le prix du pain du pauvre, pour faire son bonheur au moyen de leurs idées - par exemple, en édifiant des universités ruineuses, dont les diplômés, en chômage, tombaient à la charge de l'État-providence, donc, une fois encore, des pauvres, et n'auraient pour rien au monde pris un marteau en main.

Le pauvre, pour autant qu'il n'a pas une mentalité de parasite, veut voir aussi peu d'État que possible, quels que soient les prétextes sous lesquels l'État s'offre à lui. Il ne veut être contraint ni à l'école, ni à la vaccination, ni au service militaire ; toutes ces institutions ont absurdement accru le nombre des pauvres, et, avec eux, la pauvreté.

Ibidem

Pierre LEMIEUX



L'Immoralité de l'État

De l'illégalité de forcer un individu à poser des gestes positifs à l'avantage d'un autre, découle l'illégitimité de toute redistribution étatique. « L'impôt, écrit Rothbard, est du vol pur et simple. » Ce n'est pas seulement la mission sociale de l'État qui est incompatible avec les droits stricts de l'individu, mais l'État comme tel puisque, même dans son rôle de protection publique, il se finance par l'impôt coercitif: « l'État, qui subsiste par l'impôt, est une vaste organisation criminelle ».

En plus de lever ses revenus par la force, l'État, de par sa nature même, présente une deuxième tare caractéristique: « il acquiert un monopole coercitif de la force et du pouvoir décisionnel ultime sur un territoire donné ». C'est le deuxième volet des activités criminelles d'agression de l'État contre les droits de ses sujets. En réclamant la souveraineté sur un territoire, l'État nie le droit des habitants de faire ce qu'ils veulent de leurs propriétés légitimement acquises. En droit naturel, le véritable souverain est l'individu pacifique, et l'État qui réclame une juridiction sur la propriété d'un individu viole sa souveraineté.

Chaque individu possède des droits absolus qui ne peuvent être suspendus sans son consentement. Il s'agit qu'un seul anarchiste refuse la domination de l'État, qu'un seul individu refuse son consentement au contrat social, pour rendre toute action fiscale ou monopolistique de l'État coercitive et criminelle. Or, comme le répète souvent Rothbard, « certes, il existe au moins un anarchiste de ce genre »...

Il est illusoire de vouloir limiter constitutionnellement une organisation aussi essentiellement tyrannique que l'État. Agresseur constant des droits individuels, l'État doit être aboli purement et simplement. En attendant, affirme Rothbard, « Personne n'est moralement obligé d'obéir à l'État », et toute action contre l'État, sans être moralement obligatoire puisque des considérations de prudence peuvent jouer, est légitime et moralement défendable. Toute réduction du pouvoir de l'État est désirable parce qu'elle « représente une diminution du crime et de l'agression »

Dans la théorie anarcho-capitaliste de Murray Rothbard, l'État est foncièrement et irrémédiablement immoral et criminel parce que sa nature coercitive viole les droits absolus des individus.

in *L'Anarcho-capitalisme*

John LOCKE



Du contrat social

Le contrat social ne doit lier que des individus qui le concluent unanimement entre eux. Ils s'unissent alors en société pour leur conservation, leur sûreté mutuelle, la tranquillité de leur vie, pour jouir paisiblement de ce qui leur appartient en propre, et être mieux à l'abri des insultes de ceux qui voudraient leur nuire et leur faire du mal. Chaque particulier convenant avec les autres de faire un corps politique, sous un certain gouvernement, s'oblige envers chaque membre de cette société de se soumettre à ce qui aura été déterminé par le plus grand nombre et d'y consentir, les autres demeurant selon leur volonté dans l'état de nature par rapport aux premiers. Dans l'état de nature, chaque individu a droit de faire exécuter les lois de la nature et de punir les coupables qui les ont violées.

Cette liberté par laquelle l'on n'est point assujéti à un pouvoir absolu et arbitraire est si nécessaire, et est unie si étroitement avec la conservation de l'homme, qu'elle n'en peut être séparée que par ce qui détruit en même temps sa conservation et sa vie. Or, un homme n'ayant point de pouvoir sur sa propre vie ne peut, par aucun traité, ni par son propre consentement, se rendre esclave de qui que ce soit, ni se soumettre au pouvoir absolu et arbitraire d'un autre, qui lui ôte la vie quand il lui plaira.

La liberté individuelle s'exerce même dans le droit dont dispose chaque individu de choisir sa société. Ceux qui veulent nous persuader que ceux qui sont nés sous un gouvernement y sont naturellement sujets et n'ont plus de droit et de prétention à la liberté de l'état de nature, ne produisent d'autres raisons que celle-ci, savoir que nos pères ayant renoncé à leur liberté naturelle, et s'étant soumis à un gouvernement, se sont mis et ont mis leurs descendants dans l'obligation d'être perpétuellement sujets à ce gouvernement-là. Mais nul ne peut, par aucune convention, lier ses enfants ou sa postérité. Hors d'un contrat donnant-donnant, aucun acte du père ne peut plus ravir au fils la liberté qu'aucun acte d'aucun autre homme peut faire.



in Deuxième Traité du Gouvernement Civil

Gabriel MATZNEFF



L'État, c'est le mal absolu...

L'État, c'est le mal absolu ; le service de l'État, l'aliénation absolue. Il n'y a pas pour un esprit libre d'autre service sérieux que le service de sa propre destinée.

in Cette Camisole de Flammes

Seule la liberté compte...

La liberté et l'égalité, non seulement ne s'accordent pas, mais s'opposent résolument. En fait, seule la liberté compte. L'égalité, ce n'est pas important. Un homme intelligent n'a pas à souffrir de constater qu'il existe des gens plus beaux, plus riches et plus heureux que lui. L'essentiel, c'est ce que l'on est soi.

Ibidem

Ludwig von MISES



Libéralisme et Religion

Le libéralisme est fondé sur une théorie purement rationnelle et scientifique de coopération sociale. Les politiques qu'il préconise sont l'application d'un système de connaissances qui ne se réfère en rien aux sentiments, aux croyances intuitives pour lesquelles aucune preuve logiquement satisfaisante ne peut être apportée, aux expériences mystiques, et à la perception personnelle de phénomènes supra-humains. En ce sens, on peut lui appliquer les épithètes — souvent mal comprises et interprétées erronément — d'athéiste et d'agnostique. Mais ce serait une grave erreur de conclure que les sciences de l'agir humain, et la politique déduite de leurs enseignements — le libéralisme — soient anti-théistes et hostiles à la religion. Elles sont radicalement opposées à tous les systèmes de théocratie. Mais elles sont entièrement neutres vis-à-vis des croyances religieuses qui ne prétendent pas se mêler de la conduite des affaires sociales, politiques et économiques.

La théocratie est un système social qui revendique à l'appui de sa légitimité un titre suprahumain. La loi fondamentale d'un régime théocratique est une vision intérieure non susceptible d'examen par la raison et de démonstration par des méthodes logiques. Son critère ultime est l'intuition qui fournit à l'esprit une certitude subjective à propos de choses qui ne peuvent être conçues par raison et raisonnement systématique. Si cette intuition se réfère à l'un des systèmes traditionnels d'enseignement concernant l'existence d'un divin Créateur et Maître de l'univers, nous l'appelons croyance religieuse. Si elle se réfère à un autre système, nous l'appelons croyance métaphysique. Ainsi un système de gouvernement théocratique n'est pas nécessairement fondé sur l'une des grandes religions historiques du monde. Il peut être déduit de positions métaphysiques qui répudient toutes les églises traditionnelles et confessions, et qui se glorifient de souligner leur caractère anti-théiste et anti-métaphysique. De nos jours, les plus puissants des partis théocratiques sont hostiles au christianisme et à toutes les religions dérivées du monothéisme juif. Ce qui les caractérise comme théocratiques, c'est leur volonté passionnée d'organiser les affaires temporelles de l'humanité en fonction d'un complexe d'idées dont la validité ne peut être démontrée par le raisonnement. Ils prétendent que leurs chefs sont doués mystérieusement d'un savoir inaccessible au reste des hommes et contraire aux idées adoptées par ceux auxquels le charisme est refusé. Les chefs charismatiques ont été investis par une puissance mystique supérieure, de la charge de conduire les affaires d'une humanité égarée. Eux seuls sont illuminés ; tous les autres sont ou bien aveugles et sourds, ou bien des malfaiteurs.

C'est un fait que nombre de variantes des grandes religions historiques ont été contaminées par des tendances théocratiques. Leurs missionnaires étaient animés d'une passion pour le pouvoir afin de subjuguier et détruire tous les groupes dissidents. Néanmoins, nous ne devons pas confondre les deux choses, religion et théocratie.

William James appelle religieux « les sentiments, actes et expériences d'individus dans leur solitude, dans la mesure où ils se sentent eux-mêmes être en relation avec le divin, de quelque façon qu'ils le considèrent »⁵. Il énumère les croyances ci-après comme les caractéristiques de la vie religieuse : Que le monde visible est une partie d'un univers plus spirituel, d'où il tire sa

signification principale ; que l'union ou la relation harmonieuse avec cet univers supérieur est notre vraie finalité ; que la prière, ou communion intérieure, avec l'esprit de cet univers plus élevé — que cet esprit soit « Dieu » ou « la loi » — est un processus au cours duquel un travail est réellement effectué, une énergie spirituelle est infusée dans le monde phénoménal et y produit des effets psychologiques ou matériels. La religion poursuit James, comporte aussi les caractéristiques psychologiques que voici : nouveau parfum stimulant qui s'ajoute à la vie comme un don, et qui prend la forme tantôt d'un enchantement lyrique, tantôt d'un appel au sérieux et à l'héroïsme, avec en outre une assurance de sécurité et un esprit de paix, et envers autrui, une prépondérance d'affection aimante ⁶.

Cette description des caractères de l'expérience religieuse et des sentiments religieux de l'humanité ne fait aucune référence à la structuration de la coopération sociale. La religion, aux yeux de James, est une relation purement personnelle et individuelle entre l'homme et une divine Réalité, sainte, mystérieuse et d'une majesté angoissante. Elle enjoint à l'homme un certain mode de conduite individuelle. Mais elle n'affirme rien touchant les problèmes d'organisation de la société. Saint François d'Assise, le plus grand génie religieux de l'Occident, ne s'occupait ni de politique ni d'économie. Il souhaitait apprendre à ses disciples comment vivre pieusement ; il ne dressa pas de plan pour l'organisation de la production et n'incita pas ses adeptes à recourir à la violence contre les contradicteurs. Il n'est pas responsable de l'interprétation de ses enseignements par l'ordre dont il fut le fondateur.

Le libéralisme ne place pas d'obstacles sur la route de l'homme désireux de modeler sa conduite personnelle et ses affaires privées sur la façon dont il comprend, par lui-même ou dans son église ou sa confession, l'enseignement de l'Évangile. Mais il est radicalement opposé à toute prétention d'imposer silence aux discussions rationnelles des problèmes de bien-être social par appel à une intuition ou révélation religieuse. Il ne veut imposer à personne le divorce ou la pratique du contrôle des naissances ; mais il s'élève contre ceux qui veulent empêcher les autres de discuter librement du pour et du contre en ces matières.

Dans l'optique libérale, le but de la loi morale est de pousser les individus à conformer leur conduite aux exigences de la vie en société, à s'abstenir de tous les actes contraires à la préservation de la coopération sociale pacifique, ainsi qu'au progrès des relations interhumaines. Les libéraux apprécient cordialement l'appui que les enseignements religieux peuvent apporter à ceux des préceptes moraux qu'ils approuvent eux-mêmes, mais ils s'opposent à celles des règles qui ne peuvent qu'entraîner la désintégration sociale, quelle que soit la source dont ces règles découlent.

C'est défigurer les faits que de dire, comme beaucoup de partisans de la théocratie religieuse, que le libéralisme combat la religion. Là où est admis le principe de l'intervention des églises dans les problèmes temporels, les diverses églises, confessions et sectes se combattent entre elles. En séparant Église et État, le libéralisme établit la paix entre les diverses factions religieuses et assure à chacune d'elles la possibilité de prêcher son évangile sans être molestée.

Le libéralisme est rationaliste. Il affirme qu'il est possible de convaincre l'immense majorité que la coopération pacifique dans le cadre de la société sert les intérêts bien compris des individus, mieux que la bagarre permanente et la désintégration sociale. Il a pleine confiance en la raison humaine. Peut-être que cet optimisme n'est pas fondé, et que les libéraux se sont trompés. Mais, en ce cas, il n'y a pas d'espoir ouvert dans l'avenir pour l'humanité.

5 W. James, *The Varieties of Religious Experience*, 35e impression, New York, 1925, p. 31.

6 Op. cit., pp. 485-486.

La littérature dans un régime capitaliste

1. Le marché des produits littéraires

Le capitalisme donne à beaucoup de gens l'occasion de faire preuve d'initiative. Alors que la rigidité d'une société de statut demande à chacun le même résultat invariable et routinier, et ne tolère aucun écart par rapport aux modes de conduite traditionnels, le capitalisme encourage l'innovateur. Le profit est la récompense d'un écart couronné de succès par rapport aux façons usuelles de procéder ; la perte est la punition de celui qui s'accroche paresseusement à des méthodes obsolètes. L'individu est libre de montrer qu'il peut faire mieux que les autres.

Toutefois, cette liberté de l'individu est limitée. Elle est une conséquence de la démocratie du marché et dépend donc de l'appréciation des réalisations de l'individu par les consommateurs souverains. Ce qui rapporte sur le marché, ce n'est pas la bonne performance en tant que telle, mais la performance reconnue comme bonne par un nombre suffisamment important de consommateurs. Si le public acheteur est trop borné pour apprécier comme il convient la valeur d'un produit, aussi excellent soit-il, toutes les peines et toutes les dépenses ont été subies et effectuées en vain.

Le capitalisme est fondamentalement un système de production de masse ayant pour but de satisfaire les besoins des masses. Il déverse une corne d'abondance sur l'homme ordinaire. Il a élevé le niveau de vie moyen à un point dont on n'avait jamais rêvé dans les époques précédentes. Il a rendu accessibles à des millions de gens des réjouissances qui, il y a quelques générations, n'étaient à la portée que d'une petite élite.

L'exemple le plus remarquable nous est fourni par le développement d'un vaste marché pour tous les types de littérature. La littérature — au sens le plus large du terme — est aujourd'hui un bien demandé par des millions de gens. Ils lisent des journaux, des magazines et des livres ; ils écoutent les retransmissions et remplissent les théâtres. Les auteurs, les producteurs et les acteurs qui répondent aux souhaits du public gagnent des sommes considérables. Dans le cadre de la division sociale du travail, une nouvelle subdivision s'est développée : la catégorie des gens de lettres, c'est-à-dire des gens qui gagnent leur vie en écrivant. Ces auteurs vendent leurs services ou le produit de leurs efforts sur le marché, de même que tous les autres spécialistes vendent leurs services et leurs produits. En leur qualité d'écrivains, ils font partie intégrante du corps social de la société de marché.

Dans les époques pré-capitalistes, écrire était un art qui ne rapportait rien. Les forgerons et les cordonniers pouvaient gagner leur vie avec leur métier, pas les auteurs. Écrire était un art libéral, un passe-temps, pas une profession. C'était la noble occupation de riches individus, de rois, de grands du royaume et d'hommes d'État, de patriciens et d'autres gentilshommes financièrement indépendants. Les évêques, les moines, les professeurs d'université et les soldats écrivaient pendant leur temps libre. L'homme sans le sou qu'un élan irrésistible poussait à écrire devait d'abord s'assurer une autre source de revenus. Spinoza fabriquait des lentilles. Les deux Mill, le père et le fils, travaillaient dans les bureaux londoniens de la Compagnie des Indes orientales. Mais la plupart des auteurs pauvres vivaient de la générosité de riches amis des arts et des sciences. Les rois et les princes rivalisaient entre eux pour patronner les poètes et les écrivains. Les cours étaient le refuge de la littérature.

Il est un fait historique que ce système de patronage accordait aux auteurs une parfaite liberté d'expression. Les patrons n'essayaient pas d'imposer leur propre philosophie et leurs propres normes de goût et d'éthique à leurs protégés. Ils cherchaient souvent à les protéger contre les autorités ecclésiastiques. Il était au moins possible pour un auteur qui avait été banni d'une ou de

plusieurs cours de trouver refuge dans une cour rivale.

Néanmoins, l'image des philosophes, des historiens et des poètes évoluant au milieu des courtisans et dépendant des bonnes grâces d'un despote n'était pas très édifiante. Les anciens libéraux saluèrent le développement d'un marché des produits littéraires comme une composante essentielle du processus d'émancipation des hommes vis-à-vis de la tutelle des rois et des aristocrates. A partir de là, pensaient-ils, le jugement des classes instruites sera prépondérant. Quelle merveilleuse perspective ! Une nouvelle lumière semblait poindre.

2. Le succès du marché des livres

Il y avait cependant quelques défauts dans ce tableau.

La littérature n'est pas conformisme, mais dissidence. Les auteurs qui se contentent de répéter ce que tout le monde approuve et souhaite entendre n'ont pas d'importance. Seul compte l'innovateur, le dissident, celui qui introduit des choses jamais entendues auparavant, l'homme qui rejette les normes traditionnelles et cherche à remplacer les vieilles valeurs et les vieilles idées par de nouvelles. Il est par nécessité anti-autoritaire, opposé au gouvernement et à l'immense majorité de ses contemporains. Il est précisément l'auteur dont la plus grande partie du public n'achète pas les livres.

Quoi que l'on puisse penser de Marx et de Nietzsche, personne ne peut nier que leur succès posthume a été considérable. Ils seraient pourtant tous les deux morts de faim s'ils n'avaient pas eu d'autres sources de revenus que leurs droits d'auteurs. Les dissidents et les innovateurs ont peu à attendre de la vente de leurs livres sur le marché habituel.

Le champion du marché du livre, c'est l'auteur de fiction qui écrit pour les masses. Il serait erroné de croire que les acheteurs préfèrent toujours les mauvais livres aux bons. Comme ils manquent de jugement, ils sont prêts à absorber même de bons livres. Il est vrai que la plupart des romans et des pièces publiés aujourd'hui sont bons à jeter au panier. On ne peut rien attendre d'autre quand des milliers de volumes sont écrits chaque année. Notre époque sera peut-être appelée un jour l'âge de l'épanouissement de la littérature si seulement un livre publié sur mille se révélait valoir les grands livres du passé.

De nombreux critiques prennent plaisir à accuser le capitalisme de ce qu'ils appellent le déclin de la littérature. Ils devraient peut-être inculper leur propre incapacité à séparer le bon grain de l'ivraie. Sont-ils plus avisés que leurs prédécesseurs d'il y a une centaine d'années ? Aujourd'hui, par exemple, tous les critiques chantent les louanges de Stendhal. Mais lorsque ce dernier mourut en 1842, il était peu connu et incompris.

Le capitalisme a pu rendre les masses suffisamment prospères pour qu'elles puissent acheter des livres et des magazines. Mais il ne peut pas leur donner le discernement de Mécène ou de Can Grande della Scala. Ce n'est pas la faute du capitalisme si l'homme moderne n'apprécie pas les livres peu communs.

3. Quelques remarques sur les romans policiers

L'époque où le mouvement anti-capitaliste radical a acquis un pouvoir apparemment irrésistible, a engendré un nouveau genre littéraire, le roman policier. La génération des Anglais qui mirent le Parti travailliste au pouvoir fut enchantée par des auteurs comme Edgar Wallace. L'un des auteurs socialistes britanniques les plus marquants, G.D.H. Cole ^a, est tout aussi remarquable comme auteur de romans policiers. Un marxiste cohérent devrait dire que le roman policier — peut-être avec les films d'Hollywood, les comédies et « l'art » du strip-tease — constitue la superstructure artistique de l'époque du syndicalisme et de la socialisation.

De nombreux historiens, sociologues et psychologues ont essayé d'expliquer la popularité de ce genre étrange. La plus approfondie de ces recherches est celle du professeur W.O. Aydelotte. Ce

dernier a raison d'affirmer que le mérite historique des romans policiers est de décrire des rêveries et de nous renseigner ainsi sur les gens qui les lisent. Il a tout autant raison de suggérer que le lecteur s'identifie avec le détective, ce qui rend en général ce détective une extension de son ego ¹.

Ce lecteur est en fait un homme frustré qui n'a pas atteint la position que son ambition le poussait à rechercher. Comme nous l'avons déjà dit, il est disposé à se consoler en accusant l'injustice du système capitaliste. Il a échoué parce qu'il est honnête et respectueux de la loi. Ses concurrents plus chanceux ont réussi en raison de leur absence de probité : ils ont eu recours à des ruses déloyales auxquelles lui, homme pur consciencieux, n'aurait jamais songé. Si seulement les gens savaient à quel point ces arrogants sont malhonnêtes. Malheureusement, leurs crimes restent cachés et ils jouissent d'une réputation imméritée. Mais le jour du jugement dernier viendra. Lui-même les démasquera et dévoilera leurs méfaits.

Le déroulement typique des événements d'un roman policier est le suivant : Un homme que tout le monde considère comme respectable et incapable de la moindre mauvaise action a commis un crime abominable. Personne ne le soupçonne. Mais le fin limier ne peut pas être trompé. Il sait tout sur de tels hypocrites moralisateurs. Il assemble toutes les preuves pour confondre le coupable. Grâce à lui le bien finit par triompher.

Démasquer l'escroc qui se fait passer pour un citoyen respectable était, avec une tendance latente à l'opposition aux bourgeois, un sujet également souvent traité à un niveau littéraire plus élevé, par exemple par Ibsen dans *Les Piliers de la société*. Le roman policier rabaisse l'intrigue et y fait entrer le personnage facile du détective satisfait de lui qui prend plaisir à humilier un homme que tout le monde considère comme un citoyen irréprochable. La motivation du détective est une haine subconsciente du « bourgeois » qui a réussi. Ses homologues sont les inspecteurs des forces de police du gouvernement ^b. Ils sont trop bornés et trop préoccupés pour résoudre l'énigme. On sous-entend même parfois qu'ils sont sans le savoir favorables au coupable parce que sa position sociale les impressionne fortement. Le détective surmonte les obstacles que leur paresse met sur sa route. Son triomphe est une défaite des autorités de l'État bourgeois qui ont choisi de tels officiers de police.

Voilà pourquoi le roman policier est populaire auprès des gens souffrant d'une ambition frustrée. (Il y a également, bien entendu, d'autres lecteurs de romans policiers ^c). Ils rêvent jour et nuit d'assouvir leur vengeance sur leurs concurrents qui ont réussi. Ils rêvent de l'instant où leur rival, « menottes aux poignets, sera embarqué par la police. » Cette satisfaction leur est donnée indirectement lors du point culminant de l'histoire dans laquelle ils s'identifient au détective et identifient le meurtrier arrêté avec le rival qui les a dépassés ².

4. La liberté de la presse

La liberté de la presse est l'une des caractéristiques fondamentales d'une nation de citoyens libres. Elle constitue l'un des points essentiels du programme politique du libéralisme classique. Personne n'a jamais réussi à avancer la moindre objection défendable contre ces deux classiques : *Areopagitica* (1644) de John Milton et *On liberty* ([*De la Liberté*], 1859) de John Stuart Mill. L'absence de censure est le sang de la littérature.

Une presse libre ne peut exister que s'il y a contrôle privé des moyens de production. Dans une communauté socialiste, où tous les moyens de publication et toutes les imprimeries sont possédés et dirigés par le gouvernement, il ne peut être question d'une presse libre. Seul le gouvernement détermine qui doit avoir le temps et l'occasion d'écrire, ainsi que ce qui doit être imprimé et publié. Comparée à la situation prévalant en Russie soviétique, même la Russie tsariste ressemblait, rétrospectivement, à un pays jouissant de la liberté de la presse. Quand les nazis ont perpétré leurs célèbres *autodafés*, ils se conformaient strictement aux plans de l'un des grands auteurs socialistes : Cabet ³.

Comme toutes les nations se dirigent vers le socialisme, la liberté des auteurs disparaît peu à peu. Il devient jour après jour plus difficile de publier un livre ou un article dont le contenu déplaît au gouvernement ou aux puissants groupes de pression. Les hérétiques ne sont pas encore « liquidés » comme en Russie, et leurs livres ne sont pas non plus brûlés par ordre de l'Inquisition. Il n'y a pas non plus de retour à l'ancien système de censure. Les soi-disant progressistes ont des armes bien plus efficaces à leur disposition. Leur principal outil d'oppression est de boycotter les auteurs, les directeurs d'édition, les éditeurs, les imprimeurs, les publicitaires et les lecteurs.

Tout le monde est libre de s'abstenir de lire les livres, les revues et les journaux qu'il n'aime pas et de recommander aux autres de les éviter. Mais c'est une autre histoire lorsque certaines personnes menacent d'autres individus de sérieuses représailles au cas où ils n'arrêteraient pas d'aider certaines publications et leurs éditeurs. Dans de nombreux pays les éditeurs de journaux et de magazines craignent la perspective d'un boycottage de la part des syndicats. Ils évitent les discussions franches sur la question et se soumettent tacitement aux diktats des leaders syndicaux⁴.

Les dirigeants syndicaux sont bien plus susceptibles que ne l'étaient les majestés royales ou impériales des époques passées. Ils ne supportent pas la plaisanterie. Leur susceptibilité a brisé la satire, la comédie et la comédie musicale au théâtre et a condamné les films de cinéma à la stérilité.

Dans l'*ancien régime*^d, les théâtres étaient libres de mettre en scène les moqueries de Beaumarchais vis-à-vis de l'aristocratie et l'opéra immortel composé par Mozart. En France, sous le Second Empire, *La Grande Duchesse de Gerolstein*, d'Offenbach et Halévy, parodiait l'absolutisme, le militarisme et la vie de cours. Napoléon III lui-même et certains autres monarques européens s'amusèrent de cette pièce qui les tournait en ridicule. A l'époque victorienne, le censeur du théâtre britannique, Lord Chamberlain, n'empêcha pas la représentation des comédies musicales de Gilbert et Sullivan, qui se moquaient de toutes les vénérables institutions du système de gouvernement britannique. Des Lords remplissaient les loges pendant que sur scène le Comte de Montarat chantait : « La Chambre des Pairs n'avait aucune prétention à l'élévation intellectuelle. »

De nos jours il est hors de question de parodier sur scène les pouvoirs en place. On ne tolère aucune réflexion désobligeante sur les syndicats, les coopératives, les entreprises dirigées par le gouvernement, les déficits budgétaires et autres caractéristiques de l'État-providence. Les dirigeants syndicaux et les bureaucrates sont sacro-saints. Restent à la comédie les sujets qui ont rendu abominables les opérettes et la comédie hollywoodienne.

5. Le fanatisme des gens de lettres

Un observateur superficiel des idéologies actuelles pourrait facilement ne pas reconnaître le fanatisme prévalant chez les faiseurs de l'opinion publique et les manœuvres qui rendent inaudibles la voix des dissidents. Il semble y avoir désaccord sur des questions considérées comme importantes. Les communistes, les socialistes et les interventionnistes ainsi que les diverses sectes et écoles de ces partis, se combattent entre eux avec une telle ardeur que l'attention est détournée des dogmes fondamentaux sur lesquels ils sont en accord total. D'un autre côté, les quelques penseurs indépendants qui ont le courage de mettre en doute ces dogmes sont en pratique mis hors-la-loi et leurs idées ne peuvent pas atteindre le public des lecteurs. La formidable machine de propagande et d'endoctrinement « progressiste » a bien réussi à faire respecter ses tabous. L'orthodoxie intolérante des écoles prétendent « hétérodoxes » domine la scène.

Ce dogmatisme « hétérodoxe » est un mélange contradictoire et confus de diverses doctrines incompatibles entre elles. C'est l'éclectisme dans ce qu'il a de pire, une accumulation incompréhensible d'hypothèses empruntées à des sophismes et à des malentendus démolis depuis belle lurette. Elle comprend des bouts en provenance de plusieurs auteurs socialistes, de la variété « utopique » et de la variété « marxiste scientifique », de l'École historique allemande, des Fabiens, des Institutionnalistes américains, des Syndicalistes français, des Technocrates. Elle répète les erreurs de Godwin, Carlyle, Ruskin, Bismarck, Sorel, Veblen et d'autres moins connus.

Le dogme fondamental de ce chœur décrète que la pauvreté est la conséquence d'institutions sociales inéquitables. Le péché originel qui a privé l'humanité de la vie merveilleuse du Jardin d'Eden fut l'établissement de la propriété privée et de l'entreprise privée. Le capitalisme ne sert que les intérêts égoïstes de farouches exploiters. Il condamne les masses d'hommes droits à l'appauvrissement progressif et à la déchéance. Ce qu'il faut pour rendre tous ces gens prospères, c'est dompter les cupides exploiters grâce au grand dieu nommé État. La motivation du « service » doit remplacer la motivation du « profit ». Heureusement, disent-ils, aucune intrigue et aucune brutalité de la part des abominables « royalistes économiques » ne peut remettre en question le mouvement de réforme. L'avènement d'un âge de planification centralisée est inévitable. Il y aura alors abondance pour tous. Ceux qui souhaitent accélérer cette grande transformation se désignent eux-mêmes comme progressistes précisément parce qu'ils prétendent œuvrer pour la réalisation de ce qui est à la fois désirable et en accord avec les lois inexorables de l'évolution historique. Ils dénoncent comme réactionnaires tous ceux qui se sont engagés dans l'effort vain d'arrêter ce qu'ils appellent le progrès.

Du point de vue de ces dogmes, les progressistes préconisent certaines politiques qui, à les entendre, pourraient soulager immédiatement le sort des masses qui souffrent. Ils recommandent, par exemple, l'expansion du crédit et l'accroissement de la quantité de monnaie en circulation, des taux de salaire minimums à décréter et à faire appliquer soit par le gouvernement soit par la pression et la violence des syndicats, le contrôle du prix des biens et des loyers, ainsi que d'autres mesures interventionnistes. Les économistes ont cependant démontré que de tels remèdes de charlatan n'arrivaient pas à engendrer les résultats que leurs avocats cherchent à atteindre. Leur conséquence est une situation qui, *du point de vue de ceux-là même qui les préconisent et qui y ont recours*, est pire encore que l'état précédent qu'ils devaient modifier. L'expansion du crédit conduit au retour périodique des crises économiques et des périodes de dépression. L'inflation fait grimper le prix de tous les biens et services. Les tentatives visant à faire appliquer des taux de salaire supérieurs à ceux qui seraient déterminés par un marché libre produisent un chômage de masse prolongé année après année. Le plafonnement des prix conduit à une diminution de l'offre des biens concernés. Les économistes ont prouvé ces théorèmes d'une manière irréfutable. Aucun pseudo-économiste « progressiste » n'a d'ailleurs jamais essayé de les réfuter.

L'accusation essentielle portée par les progressistes contre le capitalisme est que la récurrence des crises et des dépressions, ainsi que le chômage de masse, sont des caractéristiques qui lui sont inhérentes. La démonstration que ces phénomènes sont, au contraire, le résultat des tentatives interventionnistes de contrôler le capitalisme et d'améliorer la situation de l'homme ordinaire donne à l'idéologie progressiste le coup de grâce. Comme les progressistes ne sont pas en mesure d'avancer la moindre objection défendable contre les enseignements des économistes, ils essaient de les cacher au peuple et plus particulièrement aux intellectuels et aux étudiants des universités. Toute référence à l'une de ces hérésies est formellement interdite. Leurs auteurs sont traités de tous les noms et on dissuade les étudiants de lire leur « fatras idiot ».

D'après le dogmatique progressiste, il existe deux groupes d'hommes se disputant pour savoir quelle sera la quantité du « revenu national » que chacun gardera pour lui. La classe possédante, les entrepreneurs et les capitalistes, auxquels ils se réfèrent souvent sous l'appellation de « patronat », n'est pas préparée à abandonner aux « travailleurs », c'est-à-dire aux salariés et aux employés, plus qu'une peccadille, à peine plus que le minimum vital. Les travailleurs, comme on peut facilement le comprendre puisqu'ils sont énervés par la cupidité des patrons, sont enclins à tendre une oreille aux extrémistes, aux communistes, à ceux qui veulent exproprier totalement le patronat. Toutefois, la majorité de la classe des travailleurs est suffisamment modérée pour ne pas céder à l'extrémisme



excessif. Ils rejettent le communisme et sont prêts à se contenter de moins que la confiscation totale des rentes « imméritées ». Leur objectif est une solution médiane, le planisme, l'État-providence, le socialisme. Dans cette controverse, les intellectuels qui n'appartiennent prétendument à aucun des deux camps opposés, sont appelés à jouer le rôle d'arbitres. Eux — les professeurs, représentants de la science, et les écrivains, représentants de la littérature — doivent freiner les extrémistes de chaque groupe, ceux qui recommandent le capitalisme comme ceux qui préconisent le communisme. Ils doivent être du côté des modérés. Ils doivent défendre le planisme, l'État-providence, le socialisme et soutenir toutes les mesures destinées à réfréner la cupidité du patronat et à l'empêcher d'abuser de son pouvoir économique.

Il n'est pas nécessaire de recommencer à nouveau une analyse détaillée de tous les sophismes et de toutes les contradictions qu'implique cette façon de penser. Il est suffisant de distinguer trois erreurs fondamentales.

Premièrement : Le grand conflit idéologique de notre époque n'est pas une lutte pour la répartition du « revenu national ». Ce n'est pas une dispute entre deux classes dont chacune désire s'approprier la plus grande part d'une somme disponible et devant être distribuée. C'est un désaccord concernant le choix le plus adéquat du système d'organisation économique de la société. La question est : lequel de ces deux systèmes, capitalisme ou socialisme, garantit-il une productivité plus grande des efforts humains en vue d'améliorer le niveau de vie des gens ? La question est aussi : le socialisme peut-il être considéré comme une solution alternative au capitalisme et une quelconque conduite rationnelle des activités de production, c'est-à-dire une conduite basée sur le calcul économique, peut-elle être effectuée dans un régime socialiste ? Le fanatisme et le dogmatisme des socialistes se manifestent dans le fait qu'ils refusent obstinément d'examiner ces questions. Avec eux, la conclusion est déjà réglée d'avance : le capitalisme est le pire de tous les maux et le socialisme est l'incarnation de tout ce qui est bien. Toute tentative d'analyser les problèmes économiques d'une communauté socialiste est considérée comme un crime de lèse-majesté. Comme la situation actuellement en vigueur dans les pays occidentaux ne permet pas encore de liquider, selon la méthode russe, de tels contrevenants, ils les insultent et les calomnient, jettent la suspicion sur leurs motivations et les boycottent ⁵.

Deuxièmement : Il n'y a pas de différence économique entre le socialisme et le communisme. Les deux termes se rapportent au même système d'organisation de la société, c'est-à-dire au contrôle public de tous les moyens de production, par opposition au contrôle privé des moyens de production, à savoir le capitalisme. Les deux termes, socialisme et communisme, sont synonymes. Le document que tous les socialistes marxistes considèrent comme le fondement inébranlable de leurs principes est intitulé *Manifeste communiste*. Inversement, le nom officiel de l'empire russe est Union des républiques socialistes soviétiques (U.R.S.S.) ⁶.

L'antagonisme entre les partis socialistes et communistes actuels ne concerne pas le but ultime de leurs politiques. Il concerne principalement la volonté des dictateurs russes d'assujettir autant de pays que possible, et en premier lieu les États-Unis. Il concerne, de plus, la question de savoir si la réalisation du contrôle public des moyens de production doit être obtenue par des méthodes constitutionnelles ou par un renversement violent du gouvernement en place.

Les termes « planisme » et « État-providence » tels qu'ils sont utilisés par les économistes, les hommes d'État, les politiciens et toutes les autres personnes ne signifient pas non plus quelque chose de différent du but final du socialisme et du communisme. Le planisme signifie que le plan du gouvernement doit remplacer les plans des citoyens individuels. Il veut dire que les entrepreneurs et les capitalistes doivent être privés de la liberté d'utiliser leurs capitaux d'après leurs propres projets et qu'ils sont obligés de se soumettre sans condition aux ordres émis par le bureau central de planification. Ceci revient à transférer le contrôle des entrepreneurs et des capitalistes au gouvernement.

C'est par conséquent une grave erreur que de considérer le socialisme, le planisme ou l'État-

providence comme des solutions au problème de l'organisation économique de la société qui différeraient de celle du communisme et qui devraient être considérées comme « moins absolutistes » ou « moins radicales ». Le socialisme et le planisme ne sont pas des antidotes au communisme comme semblent le croire de nombreuses personnes. Un socialiste n'est plus modéré qu'un communiste que dans la mesure où il ne livre pas de documents secrets de son pays aux agents russes et ne projette pas d'assassiner les bourgeois anticommunistes. C'est, bien entendu, une différence très importante. Mais cela ne concerne en rien le but ultime de l'action politique.

Troisièmement : Capitalisme et socialisme sont deux modèles distincts d'organisation sociale. Le contrôle privé des moyens de production et leur contrôle public sont des notions contradictoires et pas seulement contraires. Il ne peut pas exister d'économie mixte, de système qui se tiendrait à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme. Ceux qui défendent ce que l'on prend à tort pour une solution médiane ne recommandent pas un compromis entre socialisme et capitalisme, mais un troisième modèle qui possède ses caractéristiques propres et qui doit être jugé selon ses propres mérites. Ce troisième système, que les économistes appellent interventionnisme, ne combinent pas, comme le proclament ses partisans, certains traits du capitalisme avec certaines caractéristiques du socialisme. C'est une chose totalement différente de chacun des deux. Les économistes qui déclarent que l'interventionnisme n'atteint pas les objectifs que ses tenants veulent obtenir, mais empire les choses — non pas du propre point de vue de l'économiste, mais de celui-là même des avocats de l'interventionnisme — ne sont pas des individus intransigeants et extrémistes. Ils ne font que décrire les conséquences inévitables de l'interventionnisme.

Quand Marx et Engels, dans le *Manifeste communiste*, défendaient des mesures interventionnistes données, ils ne voulaient pas recommander un compromis entre le socialisme et le capitalisme. Ils considéraient ces mesures — qui, incidemment, sont les mêmes que celles qui forment l'essence des politiques de *New Deal* et de *Fair Deal* — comme les premiers pas sur la voie vers l'instauration du communisme intégral. Ils décrivaient eux-mêmes ces mesures comme « économiquement insuffisantes et insoutenables » et les réclamaient que parce que ces mesures « au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier ».

La philosophie sociale et économique des progressistes est donc un plaidoyer en faveur du socialisme et du communisme.

6. Les pièces et les romans « sociaux »

Le public, qui soutient les idées socialistes, demande plus de pièces et de romans socialistes (« sociaux »). Les auteurs, eux-mêmes imprégnés d'idées socialistes, sont prêts à offrir la matière réclamée. Ils décrivent des situations peu satisfaisantes qui, comme ils l'insinuent, sont la conséquence inévitable du capitalisme. Ils dépeignent la pauvreté et la misère noire, l'ignorance, la saleté et la maladie des classes exploitées. Ils critiquent sévèrement le luxe, la stupidité et la corruption morale des classes exploiteuses. A leurs yeux tout ce qui est mal et ridicule est bourgeois et tout ce qui est bon et sublime est prolétaire.

Les auteurs qui traitent des vies de personnes touchées par la pauvreté peuvent être divisés en deux catégories. La première est celle de ceux qui n'ont pas eu eux-mêmes l'expérience de la pauvreté, qui sont nés et ont été élevés dans un milieu « bourgeois » ou dans un milieu de salariés ou de paysans prospères : l'environnement dans lequel ils situent les personnages de leurs pièces et de leurs romans leur est étranger. Ces auteurs doivent donc, avant de commencer à écrire, rassembler des informations sur la vie de la classe qu'ils veulent dépeindre. Ils débutent leurs recherches. Mais, bien sûr, ils n'abordent pas le sujet de leurs études avec un esprit impartial. Ils savent à l'avance ce qu'ils découvriront. Ils sont convaincus que la situation des salariés est horrible et affligeante au-delà de toute imagination. Ils ferment les yeux sur tout ce qu'ils ne veulent pas voir et ne trouvent que ce qui confirme leurs idées préconçues. Les socialistes leur ont enseigné que le capitalisme est un système faisant terriblement souffrir les masses et que plus le capitalisme

progressive et atteint sa pleine maturité, plus l'immense majorité s'appauvrit. Leurs romans et leurs pièces sont construits comme des cas d'école permettant de démontrer ce dogme marxiste.

Ce qui ne va pas avec ces auteurs n'est pas qu'ils choisissent de dépeindre la misère et le dénuement. Un artiste peut montrer sa maîtrise en traitant n'importe quel type de sujet. Leur erreur consiste plutôt dans leur déformation tendancieuse et dans leur interprétation erronée des conditions sociales. Ils n'arrivent pas à saisir que les circonstances choquantes qu'ils décrivent sont le résultat de l'absence de capitalisme, les vestiges du passé pré-capitaliste ou les effets de politiques sabotant le fonctionnement du capitalisme. Ils ne comprennent pas que le capitalisme, en générant une production à grande échelle pour la consommation de masse, est fondamentalement un système qui élimine la misère autant que possible. Ils ne décrivent le salarié que dans son rôle d'ouvrier d'usine et ne réfléchissent jamais au fait qu'il est aussi le principal consommateur soit des biens manufacturés eux-mêmes, soit de la nourriture et des matières premières contre lesquelles on les échange.

La prédilection de ces auteurs pour traiter de la misère et de la détresse se transforme en une scandaleuse distorsion de la vérité quand ils laissent entendre qu'ils dépeignent une situation typique et représentative du capitalisme. L'information fournie par les données statistiques concernant la production et la vente de tous les articles de la production à grande échelle montre clairement que le salarié type ne vit pas dans les tréfonds de la misère.

Le représentant le plus éminent de l'école de la littérature « sociale » est Émile Zola. Il a établi le modèle qu'une foule d'imitateurs moins doués a adopté. A son avis l'art devait être intimement lié à la science. Il devait se fonder sur la recherche et illustrer les trouvailles de la science. Or le principal résultat des sciences sociales, selon Zola, était le dogme expliquant que le capitalisme serait le pire de tous les maux et que l'avènement du socialisme serait à la fois inévitable et hautement désirable. Ses romans étaient « en fait un ensemble d'homélies socialistes »⁷. Mais Zola, avec ses préjugés et son zèle prosocialiste, fut vite surpassé par la littérature « prolétarienne » de ses adeptes.



Les critiques littéraires « prolétariens » prétendent que ces auteurs « prolétariens » ne font que traiter des faits bruts de l'expérience du prolétariat⁸. Toutefois, ces auteurs ne font pas que rapporter des faits. Ils les interprètent du point de vue des enseignements de Marx, de Veblen et des Webb. Cette interprétation est le fond de leurs écrits, le point saillant qui les caractérise comme propagande prosocialiste. Ces écrivains considèrent les dogmes sur lesquels reposent leur explication des événements comme étant évidents et irréfutables, et sont pleinement convaincus que leurs lecteurs partagent leur confiance. Il leur semble ainsi souvent superflu de mentionner explicitement les doctrines. Ils ne s'y réfèrent parfois que par insinuation. Mais ceci ne change pas le fait que tout ce qu'ils font passer dans leurs livres dépend de la validité des principes socialistes et des constructions pseudo-économiques. Leur fiction est une illustration des leçons des doctrinaires anti-capitalistes et s'effondre avec elles.

La deuxième catégorie des auteurs de fiction « prolétarienne » sont ceux qui sont nés dans le milieu de prolétaires qu'ils décrivent dans leurs livres. Ces hommes sont sortis de cet environnement de travailleurs manuels et ont rejoint les rangs des professions libérales. Ils ne sont pas, contrairement aux auteurs prolétariens issus d'un milieu « bourgeois », dans la nécessité d'apprendre quelque chose sur la vie des salariés. Ils peuvent utiliser leur propre expérience.

Cette expérience personnelle leur apprend des choses qui contredisent catégoriquement les dogmes essentiels du credo socialiste. On ne barre pas l'accès à des positions plus satisfaisantes aux fils talentueux et très travailleurs de parents vivant dans des conditions modestes. Les auteurs issus d'un milieu « prolétarien » sont eux-mêmes un témoignage de ce fait. Ils savent pourquoi eux ont

réussi alors que la plupart de leurs frères et de leurs camarades n'y sont pas parvenus. Au cours de leur progression vers une meilleure position sociale, ils ont amplement eu l'occasion de rencontrer d'autres jeunes gens qui, comme eux, désiraient apprendre et progresser. Ils savent pourquoi certains d'entre eux ont trouvé leur voie et pourquoi d'autres l'ont ratée. Désormais, vivant au sein des « bourgeois », ils découvrent que ce qui distingue l'homme qui gagne beaucoup d'argent de celui qui en gagne moins n'est pas que le premier est un escroc. Ils n'auraient pas dépassé le niveau auquel ils sont nés s'ils avaient été assez stupides pour ne pas voir que beaucoup d'industriels et de membres des professions libérales sont eux aussi des *self-made men*, qui ont commencé par être pauvres. Ils ne peuvent pas ne pas saisir que les différences de revenus sont dues à des facteurs autres que ceux suggérés par le ressentiment socialiste.

Si de tels auteurs se laissent aller à écrire ce qui est en réalité une prose prosocialiste, ils ne sont pas sincères. Leurs romans et leurs pièces ne sont pas véridiques et sont donc bonnes à jeter à la poubelle. Ils sont bien en deçà du niveau des livres de leurs collègues d'origine « bourgeoise », qui au moins croient ce qu'ils écrivent.

Les auteurs socialistes ne se contentent pas de dépeindre la situation des victimes du capitalisme. Ils s'occupent aussi de la vie et des actions de ses bénéficiaires : les hommes d'affaires. Ils sont résolus à révéler aux lecteurs comment naissent les profits. Comme ils ne sont pas eux-mêmes — Dieu merci — familiers d'un sujet aussi sale, ils cherchent d'abord des informations dans les livres des historiens compétents. Voici ce que ces experts leur racontent sur les « gangsters de la finance » et les « requins de l'industrie » et sur la façon dont ils acquièrent leurs richesses : « Il commença sa carrière comme conducteur de bestiaux, ce qui veut dire qu'il achetait le bétail des fermiers et le menait au marché pour l'y vendre. Le bétail était vendu aux bouchers d'après son poids. Juste avant de se rendre au marché, il gavait les bêtes de sel et leur donnait à boire de grandes quantités d'eau. Un gallon d'eau pesait environ huit livres. Mettez trois ou quatre gallons d'eau dans une vache, et vous avez quelque chose en plus quand il s'agit de la vendre. »⁹ Dans la même veine, des douzaines et des douzaines de romans et de pièces de théâtre racontent les transactions du vilain de leur intrigue : l'homme d'affaires. Les magnats de l'industrie deviennent riches en vendant de l'acier fendu et de la nourriture avariée, des chaussures avec des semelles en carton et des articles de coton présentés comme de la soie. Ils soudoient les sénateurs et les gouverneurs, les juges et la police. Ils trompent leurs clients et leurs employés. C'est une histoire très simple.

Il n'est jamais venu à l'esprit de ces auteurs que leur narration présente implicitement tous les autres Américains comme de parfaits idiots que tout vaurien peut facilement duper. L'astuce mentionnée plus haut sur les vaches gonflées est la méthode d'arnaque la plus primitive et la plus ancienne. Il est difficile de croire qu'il reste quelque part dans le monde des acheteurs de bétail assez stupides pour s'y laisser prendre. Supposer qu'il y a aux États-Unis des bouchers qui pourraient se laisser tromper de cette façon, c'est trop attendre de la simplicité du lecteur. Il en va de même pour toutes les fables similaires.

Dans sa vie privée l'homme d'affaires, tel que le dépeint l'auteur « progressiste », est un barbare, un joueur et un ivrogne. Il passe ses jours aux courses, ses soirées dans les boîtes de nuit et ses nuits avec ses maîtresses. Comme Marx et Engels l'ont souligné dans le *Manifeste communiste*, ces « bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement. » Voilà le reflet du monde des affaires américain tel que le renvoie une grande partie de la littérature américaine¹⁰.

- a. Voir ce que dit Mises sur G.D.H. Cole dans [l'essai 3](#) du recueil *Planning for freedom*. NdT.
- b. L'expression américaine « detective story », employée par Mises, fait évidemment une référence plus directe à des histoires de détectives privés que la traduction (habituelle) en français de ce genre littéraire par « roman policier ». NdT.
- c. Mises s'est-il souvenu d'Ayn Rand, qui avait acquis la réputation de ne lire que ce genre

d'ouvrage ?... (En fait, elle avait fini par lire de moins en moins, ne trouvant pas ce qu'elle cherchait, alors qu'elle aimait les romans de Spillane et Fleming. Voir *The Romantic Manifesto* pour ses analyses sur la littérature.). C'est fort peu vraisemblable, notamment en raison de la date de publication du présent ouvrage (1956). Mais le rapprochement est amusant. On pourra voir [plus loin](#) que Mises ne partageait vraisemblablement pas non plus totalement les goûts architecturaux de la romancière (qu'elle a exprimés dans *The Fountainhead*, [traduit en français sous le titre *La Source vive* pour le roman et *Le Rebelle* pour le film de King Vidor qui en a été tiré]).

Ce qui n'empêchait pas Mises de l'apprécier : « Ayn Rand est l'homme le plus courageux des États-Unis » avait-il confié à leur ami commun Henry Hazlitt, ce qui avait enchanté Rand (surtout l'emploi du terme d'homme. Source : B. Branden, *The Passion of Ayn Rand* [Anchor Books, 1987, p. 189]. La citation exacte n'est cependant pas garantie : Roy Childs, dans son article « Ayn Rand and the Libertarian Movement » (*Update*, 1982), cite l'anecdote en racontant que Mises avait dit d'elle qu'elle était « un des plus grands hommes de l'histoire »). Voir aussi [la lettre qu'il lui avait adressée](#).

Par ailleurs, l'affreux socialiste anglais Harold Laski, que Mises étrille à fort juste titre (voir [plus loin](#) dans le présent ouvrage, ainsi que dans d'autres de Mises) avait servi de modèle à Rand pour le personnage d'Ellsworth Toohey, le méchant de *The Fountainhead* (Cf. B. Branden, *op. cit.*, p. 139). NdT.

d. En français dans le texte. NdT.

1. Cf. William O. Aydelotte, *The Detective Story as a Historical Source* (The Yale Review, 1949, Vol. XXXIX, pp. 76-95).

2. Un fait significatif est le succès de la diffusion des magazines à scandale [*exposé magazines*], la dernière nouveauté de la presse américaine. Ces magazines sont exclusivement consacrés à démasquer les méfaits et les vices secrets des gens connaissant le succès, plus particulièrement des millionnaires et des célébrités de l'écran. Selon le numéro du 11 juillet 1955 de *Newsweek*, les ventes de l'un de ces magazines ont été estimées à 3,8 millions d'exemplaires pour septembre 1955. Il est évident que l'homme moyen se réjouit de l'exposé des péchés — réels ou imaginaires — de ceux qui l'éclipsent.

3. Cf. Cabet, *Voyage en Icarie*, Paris, 1848, p. 127.

4. Sur le système de boycottage mis en place par l'Église catholique, cf. P. Blanshard, *American Freedom and Catholic Power*, Boston, 1949, pp. 194-198.

5. Les deux dernières phrases ne se réfèrent pas aux trois ou quatre auteurs socialistes de notre époque qui — très tardivement en réalité en d'une manière très insatisfaisante — ont commencé à examiner les problèmes économiques du socialisme. Mais elles sont littéralement vraies pour tous les autres socialistes, depuis les origines des idées socialistes jusqu'à nos jours.

6. Sur les tentatives de Staline de faire une distinction entre socialisme et communisme, cf. Mises, *Planned Chaos*, Irvington-on-Hudson, 1947, pp. 44-46. (Trad. fr. : [Le Chaos du planisme](#)).

7. Cf. P. Martino dans *Encyclopedia of the Social Science*, Vol. XV, p. 537.

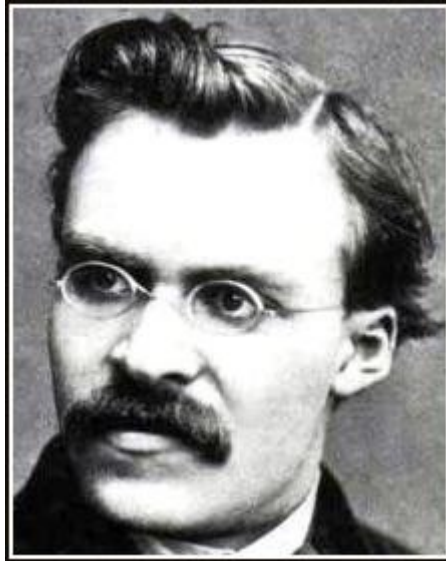
8. Cf. J. Freeman, *Introduction to Proletarian Literature in the United States, an Anthology*, New York, 1935, pp. 9-28.

9. Cf. Woodward (*A New American History*, New York, 1938, p. 608) qui raconte la biographie d'un homme d'affaires qui subventionnait un séminaire de théologie.

10. Cf. la brillante analyse de John Chamberlain, « The Businessman in Fiction » (*Fortune*, novembre 1948, pp. 134-148).

in *La mentalité anti-capitaliste (The anti-capitalistic mentality)*

Friedrich NIETZSCHE



De la canaille



La vie est une source de joie, mais partout où la canaille vient boire, toutes les fontaines sont empoisonnées.

J'aime tout ce qui est propre ; puis je ne puis voir les gueules grimaçantes et la soif des gens impurs.

Ils ont jeté leur regard au fond du puits, maintenant leur sourire odieux se reflète au fond du puits et me regarde.

Ils ont empoisonné par leur concupiscence l'eau sainte ; et, en appelant joie leurs rêves malpropres, ils ont empoisonné même le langage.

La flamme s'indigne lorsqu'ils mettent au feu leur cœur humide ; l'esprit lui-même bouillonne et fume quand la canaille s'approche du feu.

Le fruit devient douceâtre et blet dans leurs mains ; leur regard évente et dessèche l'arbre fruitier.

Et plus d'un de ceux qui se détournèrent de la vie ne s'est détourné que de la canaille : il ne voulait point partager avec la canaille l'eau, la flamme et le fruit.

Et plus d'un s'en fut au désert et y souffrit la soif parmi les bêtes sauvages, pour ne points s'asseoir autour de la citerne en compagnie de chameliers malpropres.

Et plus d'un, qui arrivait en exterminateur et en coup de grêle pour les champs de blé, voulait seulement pousser son pied dans la gueule de la canaille, afin de lui boucher le gosier.

Et ce n'est point là le morceau qui me fut le plus dur à avaler : la conviction que la vie elle-même a besoin d'inimitié, de trépas et de croix de martyrs : —

Mais j'ai demandé un jour, et j'étouffai presque de ma question : comment ? la vie aurait-elle besoin de la canaille ?

Les fontaines empoisonnées, les feux puants, les rêves souillés et les vers dans le pain sont-ils nécessaires ?

Ce n'est pas ma haine, mais mon dégoût qui dévorait ma vie ! Hélas ! souvent je me suis fatigué de l'esprit, lorsque je trouvais que la canaille était spirituelle, elle aussi !

Et j'ai tourné le dos aux dominateurs, lorsque je vis ce qu'ils appellent aujourd'hui dominer : trafiquer et marchander la puissance — avec la canaille !

J'ai demeuré parmi les peuples, étranger de langue et les oreilles closes, afin que le langage de leur trafic et leur marchandage pour la puissance me restassent étrangers.

Et, en me bouchant le nez, j'ai traversé, plein de découragement, le passé et l'avenir ; en vérité, le passé et l'avenir sentent la populace écrivassière !

Semblable à un estropié devenu sourd, aveugle et muet : tel j'ai vécu longtemps pour ne pas vivre avec la canaille du pouvoir, de la plume et de la joie.

Péniblement et avec prudence mon esprit a monté des degrés ; les aumônes de la joie furent sa consolation ; la vie de l'aveugle s'écoulait, appuyée sur un bâton.

Que m'est-il donc arrivé ? Comment me suis-je délivré du dégoût ? Qui a rajeuni mes yeux ? Comment me suis-je envolé vers les hauteurs où il n'y a plus de canaille assise à la fontaine ?

Mon dégoût lui-même m'a-t-il créé des ailes et les forces qui presentaient les sources ? En vérité, j'ai dû voler au plus haut pour retrouver la fontaine de la joie !

Oh ! je l'ai trouvée, mes frères ! Ici, au plus haut jaillit pour moi la fontaine de la joie ! Et il y a une vie où l'on s'abreuve sans la canaille !

Tu jaillis presque avec trop de violence, source de joie ! Et souvent tu renverses de nouveau la coupe en voulant la remplir !



Il faut que j'apprenne à t'approcher plus modestement : avec trop de violence mon cœur afflue à ta rencontre : —

Mon cœur où se consume mon été, cet été court, chaud, mélancolique et bienheureux : combien mon cœur estival désire ta fraîcheur, source de joie !

Passée, l'hésitante affliction de mon printemps ! Passée, la méchanceté de mes flocons de neige en juin ! Je devins estival tout entier, tout entier après-midi d'été !

Un été dans les plus grandes hauteurs, avec de froides sources et une bienheureuse tranquillité : venez, ô mes amis, que ce calme grandisse en félicité !

Car ceci est notre hauteur et notre patrie : notre demeure est trop haute et trop escarpée pour tous les impurs et la soif des impurs.

Jetez donc vos purs regards dans la source de ma joie, amis ! Comment s'en troublerait-elle ? Elle vous sourira avec sa pureté.

Nous bâtirons notre nid sur l'arbre de l'avenir ; des aigles nous apporterons la nourriture, dans leurs becs, à nous autres solitaires !

En vérité, ce ne seront point des nourritures que les impurs pourront partager ! Car les impurs s'imagineraient dévorer du feu et se brûler la gueule !

En vérité, ici nous ne préparons point de demeures pour les impurs. Notre bonheur semblerait glacial à leur corps et à leur esprit !

Et nous voulons vivre au-dessus d'eux comme des vents forts, voisins des aigles, voisins du soleil : ainsi vivent les vents forts.

Et, semblable au vent, je soufflerai un jour parmi eux, à leur esprit je couperai la respiration, avec mon esprit : ainsi le veut mon avenir.



En vérité, Zarathoustra est un vent fort pour tous les bas-fonds ; et il donne ce conseil à ses ennemis

et à tout ce qui crache et vomit : "Gardez-vous de cracher contre le vent !"

Ainsi parlait Zarathoustra.

in *Ainsi parlait Zarathoustra (Also sprach Zarathustra)*

De la nouvelle idole

Il y a quelque part encore des peuples et des troupeaux, mais ce n'est pas chez nous, mes frères : chez nous il y a des États.

État ? Qu'est-ce, cela ? Allons ! Ouvrez les oreilles, je vais vous parler de la mort des peuples.

L'État, c'est le plus froid de tous les monstres froids: il ment froidement et voici le mensonge qui rampe de sa bouche: "Moi, l'État, je suis le Peuple."

C'est un mensonge! Ils étaient des créateurs, ceux qui créèrent les peuples et qui suspendirent au-dessus des peuples une foi et un amour: ainsi ils servaient la vie.

Ce sont des destructeurs, ceux qui tendent des pièges au grand nombre et qui appellent cela un État: ils suspendent au-dessus d'eux un glaive et cent appétits.

Partout où il y a encore du peuple, il ne comprend pas l'État et il le déteste comme le mauvais oeil et une dérogation aux coutumes et aux lois.

Je vous donne ce signe: chaque peuple a son langage du bien et du mal: son voisin ne le comprend pas. Il s'est inventé ce langage pour ses coutumes et ses lois.

Mais l'État ment dans toutes ses langues du bien et du mal; et, dans tout ce qu'il dit, il ment - et tout ce qu'il a, il l'a volé.

Tout en lui est faux; il mord avec des dents volées, le hargneux. Même ses entrailles sont falsifiées.

Une confusion des langues du bien et du mal - je vous donne ce signe, comme le signe de l'État. En vérité, c'est la volonté de la mort qu'indique ce signe, il appelle les prédicateurs de la mort !

Beaucoup trop d'hommes viennent au monde: l'État a été inventé pour ceux qui sont superflus !

Voyez donc comme il les attire, les superflus ! Comme il les enlace, comme il les mâche et les remâche.

"Il n'y a rien de plus grand que moi sur la terre: je suis le doigt ordonnateur de Dieu" - ainsi hurle le monstre. Et ce ne sont pas seulement ceux qui ont de longues oreilles et la vue basse qui tombent à genoux !

Hélas, en vous aussi, ô grandes âmes, il murmure ses sombres mensonges. Hélas, il devine les coeurs riches qui aiment à se répandre !

Certes, il vous devine, vous aussi, vainqueurs du Dieu ancien ! Le combat vous a fatigués et maintenant votre fatigue se met au service de la nouvelle idole!

Elle voudrait placer autour d'elle des héros et des hommes honorables, la nouvelle idole ! Il aime à se chauffer au soleil de la bonne conscience, - le froid monstre !

Elle veut tout *vous* donner, si *vous* l'adorez, la nouvelle idole: ainsi elle s'achète l'éclat de votre vertu et le fier regard de vos yeux.

Vous devez lui servir d'appât pour les superflus ! Oui, c'est l'invention d'un tour infernal, d'un coursier de la mort, cliquetant dans la parure des honneurs divins !

Oui, c'est l'invention d'une mort pour le grand nombre, une mort qui se vante d'être la vie, une servitude selon le coeur de tous les prédicateurs de la mort !

L'État est partout où tous absorbent des poisons, les bons et les mauvais: l'État, où tous se perdent eux-mêmes, les bons et les mauvais: l'État, où le lent suicide de tous s'appelle - "la vie".

Voyez donc ces superflus ! Ils volent les oeuvres des inventeurs et les trésors des sages: ils appellent leur vol civilisation - et tout leur devient maladie et revers !

Voyez donc ces superflus ! Ils sont toujours malades, ils rendent leur bile et appellent cela des journaux. Ils se dévorent et ne peuvent pas même se digérer.

Voyez donc ces superflus! Ils acquièrent des richesses et en deviennent plus pauvres. Ils veulent la puissance et avant tout le levier de la puissance, beaucoup d'argent, - ces impuissants !

Voyez-les grimper, ces singes agiles ! Ils grimpent les uns sur les autres et se poussent ainsi dans la boue et dans l'abîme.

Ils veulent tous s'approcher du trône: c'est leur folie, - comme si le bonheur était sur le trône ! Souvent la boue est sur le trône - et souvent aussi le trône est dans la boue.

Ils m'apparaissent tous comme des fous, des singes grimpeurs et impétueux. Leur idole sent mauvais, ce froid monstre: ils sentent tous mauvais, ces idolâtres.



Mes frères, voulez-vous donc étouffer dans l'exhalaison de leurs gueules et de leurs appétits ! Cassez plutôt les vitres et sautez dehors !

Évitez donc la mauvaise odeur ! Éloignez-vous d'idolâtrie des superflus.

Évitez donc la mauvaise odeur ! Éloignez-vous de la fumée de ces sacrifices humains !

Maintenant encore les grandes âmes trouveront devant elles l'existence libre. Il reste bien des endroits pour ceux qui sont solitaires ou à deux, des endroits où souffle l'odeur des mers silencieuses.

Une vie libre reste ouverte aux grandes âmes. En vérité, celui qui possède peu est d'autant moins possédé: bénie soit la petite pauvreté.

Là où finit l'État, là seulement commence l'homme qui n'est pas superflu: là commence le chant de la nécessité, la mélodie unique, la nulle autre pareille.

Là où finit l'État, - regardez donc, mes frères ! Ne voyez-vous pas l'arc-en-ciel et le pont du Surhumain ?

Ainsi parlait Zarathoustra.

Ibidem

Georges ORWELL (Eric Arthur Blair dit)



Syme et le Novlangue

— Comment va le dictionnaire ? demanda Winston en élevant la voix pour dominer le bruit.

— Lentement, répondit Syme. J'en suis aux adjectifs. C'est fascinant.

Le visage de Syme s'était immédiatement éclairé au seul mot de dictionnaire. Il poussa de côté le récipient qui avait contenu le ragoût, prit d'une main délicate son quignon de pain, de l'autre son fromage et se pencha au-dessus de la table pour se faire entendre sans crier.

— La onzième édition est l'édition définitive, dit-il. Nous donnons au novlangue sa forme finale, celle qu'il aura quand personne ne parlera plus une autre langue. Quand nous aurons terminé, les gens comme vous devront le réapprendre entièrement. Vous croyez, n'est-ce pas, que notre travail principal est d'inventer des mots nouveaux? Pas du tout! Nous détruisons chaque jour des mots, des vingtaines de mots, des centaines de mots. Nous taillons le langage jusqu'à l'os. La onzième édition ne renfermera pas un seul mot qui puisse vieillir avant l'année 2050.

Il mordit dans son pain avec appétit, avala deux bouchées, puis continua à parler avec une sorte de pédantisme passionné. Son mince visage brun s'était animé, ses yeux avaient perdu leur expression moqueuse et étaient devenus rêveurs.

— C'est une belle chose, la destruction des mots. Naturellement, c'est dans les verbes et les adjectifs qu'il y a le plus de déchets, mais il y a des centaines de noms dont on peut aussi se débarrasser. Pas seulement les synonymes, il y a aussi les antonymes. Après tout, quelle raison d'exister y a-t-il pour un mot qui n'est que le contraire d'un autre ? Les mots portent en eux-mêmes leur contraire. Prenez « bon », par exemple. Si vous avez un mot comme « bon » quelle nécessité y a-t-il à avoir un mot comme « mauvais »? « Inbon » fera tout aussi bien, mieux même, parce qu'il est l'opposé exact de bon, ce que n'est pas l'autre mot. Et si l'on désire un mot plus fort que « bon », quel sens y a-t-il à avoir toute une chaîne de mots vagues et inutiles comme « excellent », « splendide » et tout le reste ? « Plusbon » englobe le sens de tous ces mots,



et, si l'on veut un mot encore plus fort, il y a « doubleplusbon ». Naturellement, nous employons déjà ces formes, mais dans la version définitive du novlangue, il n'y aura plus rien d'autre. En résumé, la notion complète du bon et du mauvais sera cou-verte par six mots seulement, en réalité un seul mot. Voyez-vous, Winston, l'originalité de cela ? Naturellement, ajouta-t-il après coup, l'idée vient de Big Brother.

Au nom de Big Brother, une sorte d'ardeur froide flotta sur le visage de Winston. Syme, néanmoins, perçut immédiatement un certain manque d'enthousiasme.

— Vous n'appréciez pas réellement le novlangue, Winston, dit-il presque tristement. Même quand vous écrivez, vous pensez en ancilangue. J'ai lu quelques-uns des articles que vous écrivez parfois dans le Times. Ils sont assez bons, mais ce sont des traductions. Au fond, vous auriez préféré rester fidèle à l'ancien langage, à son imprécision et ses nuances inutiles. Vous ne saisissez pas la beauté qu'il y a dans la destruction des mots. Savez-vous que le novlangue est la seule langue dont le vocabulaire diminue chaque année ?

Winston l'ignorait, naturellement. Il sourit avec sympathie, du moins il l'espérait, car il n'osait se risquer à parler.

Syme prit une autre bouchée de pain noir, la mâcha rapidement et continua :

— Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? A la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera rigoureusement délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées. Déjà, dans la onzième édition, nous ne sommes pas loin de ce résultat. Mais le processus continuera encore longtemps après que vous et moi nous serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, c'est certain, d'excuse ou de raison au crime par la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. Le novlangue est l'angsoc et l'angsoc est le novlangue, ajouta-t-il avec une sorte de satisfaction mystique. Vous est-il jamais arrivé de penser, Winston, qu'en l'année 2050, au plus tard, il n'y aura pas un seul être humain vivant capable de comprendre une conversation comme celle que nous tenons maintenant ?

in 1984 (*Nineteen eighty-four*)

Isabel PATERSON



L'Humanitariste et la Guillotine

Dans le monde, la plupart du mal est faite par des braves gens, non par accident, faute ou omission. C'est au contraire le résultat de leurs actions délibérées, longuement continuées, qu'ils pensent être motivées par de grands idéaux et pour des motifs vertueux. On peut le démontrer et il ne pourrait en être autrement. Le pourcentage des personnes sincèrement malfaisantes, vicieuses ou dépravées est nécessairement faible, car aucune espèce ne pourrait survivre si ses membres étaient naturellement et consciemment enclins à se faire du mal les uns aux autres. La destruction est si facile que même une minorité ayant une mauvaise intention persistante pourrait rapidement exterminer la majorité des personnes bien disposées qui ne se méfient pas. Tout individu à toute époque a facilement en son pouvoir la possibilité de perpétrer le meurtre, le vol, la rapine et la destruction. Si on suppose qu'il est uniquement restreint par la peur ou la force, alors la peur de quoi, et qui pourrait utiliser la force contre eux si tous les hommes avaient ce même état d'esprit ? Sans aucun doute, si le mal fait délibérément par des criminels devait être calculé, on trouverait que le nombre des meurtres, l'étendue des dommages et des pertes sont négligeables en comparaison de la somme totale de morts et de dévastations infligées aux êtres humains par leurs semblables. Il est donc évident que lors des périodes pendant lesquelles des millions de gens sont abattus, durant lesquelles la torture est pratiquée, la famine forcée et l'oppression une politique, ce qui est le cas actuellement dans une grande partie du monde et fut souvent le cas dans le passé, ce doit être le résultat des ordres donnés par de nombreuses braves personnes, et même le résultat des actions directes menées pour ce qu'elles estiment un but noble. Si elles ne sont pas les exécutants immédiats, elles donnent leur accord, élaborent des justifications ou gardent le silence sur les faits, et évitent toute discussion.

A l'évidence, ceci ne pourrait pas se passer sans raison, sans cause. Et il faut comprendre que, dans le passage précédent, lorsque nous disons des braves gens, nous voulons vraiment parler de gens biens, de personnes qui ne voudraient ni effectuer ni envisager intentionnellement des actes qui puissent faire du mal à leurs semblables, que ce soit par perversion ou pour en tirer un bénéfice personnel. Les braves gens veulent le bien d'autrui et espèrent mettre leurs actions en accord avec ce choix. De plus, nous ne voulons pas dire ici qu'il y ait un quelconque "transfert de valeurs", confondant le bien et le mal, ou suggérant que le bien engendre le mal, ou disant qu'il n'y a pas de différence entre le bien et le mal ou entre les braves gens et les personnes mal disposées. Nous n'insinuons pas non plus que les vertus des braves gens ne sont pas de véritables vertus.

C'est donc qu'il doit y avoir une très grosse méprise sur les moyens par lesquels ils cherchent à atteindre leurs fins. Il doit même y avoir une erreur dans leurs axiomes premiers, pour leur permettre de continuer à utiliser de tels moyens. Quelque chose de terriblement faux, quelque part. De quoi s'agit-il donc ?

A coup sûr, les massacres commis de temps en temps par des barbares envahissant des régions habitées, ou les cruautés capricieuses de tyrans avoués, ne se montent pas à un centième des horreurs perpétrées par des gouvernants armés de bonnes intentions.

Comme le raconte l'Histoire qui nous est parvenue, les anciens Égyptiens furent mis en esclavage par les Pharaons pour un plan charitable de "greniers toujours approvisionnés". Des réserves étaient faites contre la famine. Et, alors, les gens furent forcés d'échanger propriété et liberté contre ces réserves, qui étaient préalablement soustraites à leur propre production. La rudesse inhumaine des anciens Spartiates était également pratiquée pour un idéal civique de vertu.

Les premiers Chrétiens furent persécutés pour des raisons d'État, de bien-être collectif. Et ils luttèrent pour le droit de la personne, chacun parce qu'il avait une âme personnelle. Ceux qui furent tués par Néron pour le sport étaient peu nombreux comparés à ceux qui furent condamnés à mort pour des raisons strictement "morales," par des empereurs ultérieurs. Gilles de Retz, qui assassina des enfants pour satisfaire une perversion bestiale, n'en tua au total pas plus de cinquante ou soixante. Cromwell ordonna le massacre de trente mille personnes d'un coup, y compris des enfants, au nom de la vertu. Même les brutalités de Pierre le Grand avaient comme prétexte le but de bénéficier à ses sujets.

La guerre actuelle [la Deuxième Guerre Mondiale], qui a commencé avec un traité entre deux puissantes nations (la Russie et l'Allemagne), selon lequel elles pouvaient écraser leurs plus petits voisins avec impunité, ce traité ayant été rompu par une attaque surprise d'un des deux conspirateurs, aurait été impossible sans la puissance politique intérieure dont on s'était emparé, dans les deux cas, avec l'excuse de faire du bien à la nation. Les mensonges, la violence, les meurtres de masse furent pratiqués en premier lieu sur les peuples de ces deux nations par leur gouvernement respectif. On pourrait dire, et il se pourrait bien que ce soit vrai, que les détenteurs du pouvoir étaient dans les deux cas de vicieux hypocrites, que leur objectif conscient était le mal dès l'origine. Cependant, ils n'auraient pas pu arriver au pouvoir sans le consentement et l'assistance de braves gens. En Russie, le régime communiste a pris le pouvoir en promettant la terre aux paysans, dans des termes que ceux qui faisaient les promesses savaient être un mensonge. Une fois à la tête du pays; les communistes confisquèrent aux paysans la terre qu'il possédaient déjà et exterminèrent ceux qui voulurent résister. Ceci fut fait avec un plan et intentionnellement. Le mensonge fut salué comme de "l'ingénierie sociale" par leurs admirateurs socialistes d'Amérique. Si c'est de l'ingénierie, alors la vente d'une mine fantôme en est aussi. Toute la population de Russie fut soumise à la contrainte et à la terreur. Des milliers furent tués sans jugement. Des millions travaillèrent jusqu'à en mourir et moururent de faim en captivité. De même toute la population d'Allemagne fut soumise à la contrainte et à la terreur, avec des moyens identiques. Avec la guerre, les Russes dans les prisons allemandes et les Allemands dans les prisons russes n'endurent pas de destin pire ou différent de celui qu'un aussi grand nombre de leurs compatriotes ont connu chez eux du fait de leur gouvernement. S'il y avait une quelconque petite différence, ils souffrent plutôt moins de la vengeance d'ennemis déclarés que de la prétendue générosité de leurs compatriotes. Les nations vaincues de l'Europe, sous la botte russe ou allemande, font simplement l'expérience de ce qu'ont enduré les Russes et les Allemands pendant des années, sous leur propre régime national.

De plus, les principaux acteurs politiques au pouvoir en Europe, y compris ceux qui ont vendu leur pays à l'envahisseur, sont des socialistes, des ex-socialistes ou des communistes : des hommes dont le credo fut le bien collectif.

Avec ces faits pleinement démontrés, nous avons devant nous l'étrange spectacle d'un homme qui a condamné des millions de ses compatriotes à la famine et qui est admiré par des philanthropes dont le but déclaré est de voir chacun, dans le monde entier,



recevoir son litre de lait. Un professionnel diplômé de la charité a parcouru la moitié du monde pour obtenir l'interview de ce maître du commerce et pour produire des écrits enthousiastes sur le fait d'avoir obtenu ce privilège. Pour garder leur emploi, dans le but avoué de faire le bien, des idéalistes similaires acceptent volontiers le soutien politique d'escrocs, de souteneurs avérés et de casseurs professionnels. Cette affinité de types se produit invariablement quand survient l'occasion. Mais quelle est cette occasion ?

Pourquoi la philosophie humanitaire de l'Europe du dix-huitième siècle a-t-elle inauguré le règne de la Terreur ? Ce n'est pas arrivé par hasard. Ce fut la conséquence de la prémisse originelle, de l'objectif et du moyen proposés. L'objectif est de faire le bonheur des autres en tant que justification première de l'existence. Le moyen est le pouvoir collectif. Et la prémisse est que le "bien" est collectif.

La racine de cette question est éthique, philosophique et religieuse, mettant en jeu la relation de l'homme avec l'univers, de la faculté créatrice de l'homme avec son Créateur. La divergence fatale se produit avec l'inaptitude à reconnaître la norme de la vie humaine. A l'évidence, il y a beaucoup de souffrance et de misère accompagnant l'existence. La pauvreté, la maladie et l'accident sont des possibilités qui peuvent être réduites au minimum mais qui ne peuvent pas être éliminées des hasards auxquels l'humanité est confrontée. Cependant, ce ne sont pas des conditions souhaitables, à provoquer ou à perpétuer. Les enfants ont naturellement des parents, tandis que la plupart des adultes sont en bonne santé pendant la plus grande partie de leur vie et ont une activité utile qui leur permet de vivre. Voilà la norme et l'ordre naturel. Les malades sont marginaux. Ils ne peuvent être soulagés que par le surplus de la production : sinon rien ne pourrait être fait. On ne peut donc pas supposer que le producteur n'existe que pour le malade, le compétent pour l'incompétent, ni qui que ce soit autrui. (Le raisonnement logique, si on soutient qu'une personne vit uniquement pour une autre, a été tenu dans des sociétés à moitié barbares, lorsque la veuve ou les disciples d'un défunt étaient enterrés vivants dans sa tombe.)

Les grandes religions, qui sont aussi de grands systèmes intellectuels, ont toujours reconnu les principes de l'ordre naturel. Elles recommandent la charité la générosité comme des obligations morales, à remplir avec les surplus du producteur. Ce qui veut dire qu'elles les rendent secondaires vis-à-vis de la production, pour la raison implacable que rien ne peut être donné sans production. Par conséquent, elles prescrivent la règle la plus sévère, qui ne peut être acceptée que volontairement, à ceux qui désirent dévouer totalement leur vie aux travaux de charité, grâce à des dons. Ceci est toujours considéré comme une vocation spéciale, parce qu'il ne pourrait pas s'agir d'un mode de vie général. Comme l'aumônier doit obtenir des producteurs les fonds ou les biens qu'il distribue, il n'a aucune autorité pour commander : il doit demander. Quand il paye ses propres besoins avec de telles aumônes, il ne doit pas prendre plus que le minimum de subsistance. Comme preuve de sa vocation, il doit même renoncer au bonheur d'une vie de famille s'il veut entrer dans les ordres. Il ne doit jamais tirer de confort pour lui de la misère des autres.

Les ordres religieux ont tenu des hôpitaux, érigé des orphelinats, distribué de la nourriture. Une partie des dons était donnée sans condition, pour qu'il n'y ait pas d'obligation sous le manteau de la charité. Il n'est pas décent de dépouiller un homme de son âme en échange de pain. Il existe une grande différence entre la charité faite au nom de Dieu et celle faite selon des principes humanitaires ou philanthropiques. Si la malade était guéri, l'affamé nourri, les orphelins élevés jusqu'à ce qu'ils soient grands, c'était certainement bien, et le bien ne peut pas être calculé en simples termes physiques. Mais de telles actions avaient pour intention de dépanner les bénéficiaires pendant une période de détresse afin de les remettre si possible dans la norme. Si les malheureux pouvaient en partie subvenir à leurs besoins, c'était d'autant mieux. S'ils ne le pouvaient pas, le fait était reconnu. De plus, la plupart des ordres religieux faisaient l'effort d'être simultanément productifs, ce qui leur permettait de donner leur propre surplus, en plus de distribuer

des donations. Quand ils effectuaient un travail productif, comme des constructions, un enseignement à un prix raisonnable, des travaux de ferme, ou des arts et des industries accessoires, les résultats étaient excellents, non seulement en ce qui concerne les produits particuliers, mais aussi pour les progrès de la connaissance et des méthodes avancées, de telle sorte qu'ils élevaient la norme du bien-être à long terme. Et il convient de noter que ces résultats durables découlaient de l'amélioration personnelle.

Qu'est ce qu'un être humain peut vraiment faire pour un autre ? Il ne peut lui donner que ses propres fonds et son propre temps, autant qu'il peut en avoir. Mais il ne peut pas accorder des facultés que la nature lui a refusé. Ni lui donner ses propres moyens de subsistance sans devenir dépendant lui-même. S'il gagne ce qu'il donne, il doit le gagner d'abord. Il a certainement le droit à une vie de famille s'il doit subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants. Il doit par conséquent mettre assez de côté pour que lui-même et sa famille continuent à vivre. Personne, même avec un revenu de dix millions de dollars par an, ne peut s'occuper de tous les nécessiteux du monde. Mais en supposant qu'il n'en ait pas les moyens personnels et qu'il imagine cependant pouvoir avoir comme but premier "d'aider les autres" au point d'en faire sa manière de vivre habituelle, comment peut-il s'en sortir ? On a publié des listes de cas les plus nécessiteux, certifiées par des fondations séculières charitables qui paient généreusement leurs propres membres. On a étudié les indigents, mais on ne les a pas soulagés. Avec les dons reçus par les fondations, leurs membres se payent en premier. C'est embarrassant, même pour la peau de rhinocéros du philanthrope professionnel. Mais comment esquiver l'aveu ? Si le philanthrope peut disposer des moyens du producteur, au lieu d'en demander une partie, il pourrait s'attribuer le bénéfice de la production, étant en position de dicter ses ordres au producteur.

Si l'objectif premier du philanthrope, sa raison de vivre, est d'aider les autres, son but ultime réclame que les autres soient dans le besoin. Son bonheur est la contrepartie de leur misère. S'il désire aider "l'humanité," toute l'humanité doit être dans le besoin. L'humanitariste souhaite être l'élément moteur de la vie des autres. Il ne peut admettre ni l'ordre divin ni l'ordre naturel, dans lesquels les hommes ont le pouvoir de s'aider eux-mêmes. L'humanitariste se met à la place de Dieu.

Mais il est confronté à deux faits gênants : premièrement, le compétent n'a pas besoin de son aide et, deuxièmement, la majorité des gens, si elle n'est pas pervertie, ne veulent absolument pas que les humanitaristes leur "fassent du bien." Lorsqu'on affirme que chacun doit d'abord vivre pour les autres, quel chemin particulier faut-il suivre ? Chaque personne doit-elle faire exactement ce que les autres lui demandent, sans limites ni réserves ? Et que se passe-t-il si plusieurs personnes ont des demandes conflictuelles ? Le projet est irréalisable. Peut-être ne doit-il faire que ce qui est véritablement "bon" pour les autres. Mais ces autres savent-ils ce qui est bon pour eux ? Non, c'est exclu parce qu'on retombe sur la même difficulté. A doit-il alors faire ce qu'il pense être bon pour B, et B ce qu'il pense être bon pour A ? Ou A ne doit-il accepter que ce qu'il pense être bon pour B et vice versa ? C'est absurde. Bien entendu, ce que propose au fond l'humanitariste est que lui fasse ce qu'il pense être bon pour tout le monde. C'est à ce point que l'humanitariste installe la guillotine.

Quel type de monde l'humanitariste considère-t-il comme lui laissant le champ libre ? Il ne peut s'agir que d'un monde rempli de soupes populaires et d'hôpitaux, dans lequel personne ne garderait son pouvoir naturel de subvenir à ses besoins ou de refuser les cadeaux qu'on lui fait. Et c'est précisément ce monde que l'humanitariste organise quand on le laisse faire. Quand un humanitariste désire que chacun ait son litre de lait, il est évident qu'il n'a pas le lait et qu'il ne peut pas le produire lui-même. Sinon pourquoi ne ferait-il que désirer ? De plus, s'il avait une quantité de lait suffisante pour accorder son litre à chacun, tant que les bénéficiaires potentiels peuvent produire et produisent effectivement leur lait, ils répondront : non merci. Comment, dès lors, l'humanitariste se débrouille-t-il pour qu'il puisse disposer de tout le lait à distribuer et pour que chacun en

manque ?

Il n'y a qu'une solution et il s'agit de l'utilisation de la puissance politique dans sa pleine expression. Ainsi, l'humanitariste éprouve la plus grande satisfaction quand il visite ou entend parler d'un pays où la consommation de chacun est limitée par des cartes de rationnement. Quand les moyens de subsistance sont accordés au compte-gouttes, la situation désirée est obtenue : un besoin général et un pouvoir supérieur de le "soulager." L'humanitariste avec sa théorie est comme le terroriste en action.

Les braves gens lui donnent le pouvoir qu'il demande parce qu'ils ont accepté sa prémisse erronée. Le développement de la science lui a donné une plausibilité trompeuse, avec l'augmentation de la production. Comme il y a assez pour tout le monde, pourquoi ne pas distribuer d'abord aux "nécessiteux," le problème étant ainsi définitivement éliminé ?

Si on leur demande à cet instant comment définir le "nécessiteux," à partir de quelle source et avec quel pouvoir les provisions seront faites pour lui, les personnes avec un grand cœur pourraient répondre avec indignation : "C'est chicaner. Restreignez la définition à ses limites les plus étroites, vous ne pouvez pas nier à ce minimum irréductible que l'homme qui a faim, est mal habillé et sans abri soit nécessiteux. La source de l'aide ne peut être que les moyens de ceux qui ne sont pas dans le besoin. Le pouvoir existe déjà : s'il peut y avoir un droit de taxer les gens pour l'armée, la marine, la police, les routes ou tout autre but, il doit certainement y avoir un droit prioritaire de taxer pour la préservation de la vie elle-même."

Très bien. Prenons un cas particulier. A l'époque rude des années 1890, un jeune journaliste de Chicago était préoccupé des souffrances épouvantables des chômeurs. Il voulait croire que tout homme honnête voulant travailler pouvait trouver un emploi, mais il étudia quelque cas pour en être sûr. L'un d'eux était celui d'un jeune issu d'une ferme, où sa famille avait peut-être assez à manger mais qui manquait de tout le reste. Le garçon de ferme était venu à Chicago pour y chercher un emploi et aurait certainement accepté tout type de travail, mais il n'y en avait pas. En supposant qu'il ait pu mendier son billet retour, il y en avait d'autres qui étaient séparés de chez eux par la moitié d'un continent plus un océan. Ils ne pouvaient pas rentrer quel que soit leur propre effort, et on ne peut pas discuter de cela. Ils couchaient dans les ruelles, attendant les maigres rations de la soupe populaire, et souffraient beaucoup. Il y a une autre chose : parmi ces chômeurs se trouvaient des personnes, on ne peut pas dire combien, qui étaient exceptionnellement entreprenantes, douées ou compétentes. Et c'est ce qui les avait plongés dans cette crise. Ils s'étaient détachés de la dépendance à une époque particulièrement périlleuse et avaient couru un grand risque. Les extrêmes se côtoyaient parmi les chômeurs : les extrêmes de l'entreprise courageuse, de la malchance absolue, de la franche imprévoyance et de l'incompétence. Un forgeron travaillant près de Brooklyn Bridge et qui donna dix cents à un vagabond sans le sou ne pouvait pas savoir qu'il faisait une avance à l'immortalité, en la personne d'un futur Lauréat de la Poésie d'Angleterre. Ce vagabond était John Wasefield. Ce qui montre que les nécessiteux ne sont pas obligatoirement "sans mérite." Il y avait aussi dans ce pays, dans des zones de sécheresse ou infestées d'insectes, des gens qui étaient dans une grande misère et qui seraient littéralement mortes de faim sans l'assistance. Ils ne recevaient pas beaucoup, et encore des choses au petit bonheur. Mais tout le monde s'en sortait, ce qui conduisait à un rétablissement spectaculaire de tout le pays.

Au passage, il y aurait eu une bien plus grande misère, au lieu d'une simple pauvreté, sans les aides du voisinage qu'on n'appelait pas charité. Les gens ont toujours beaucoup donné quand ils possédaient. C'est un réflexe humain sur lequel joue l'humanitariste pour poursuivre son propre but. Qu'y a-t-il de mal à institutionnaliser cet élan naturel au sein d'une agence politique ?

A nouveau très bien. Le garçon de ferme a-t-il fait quelque chose de mal en quittant la

ferme, où il avait assez à manger, pour aller à Chicago afin d'essayer d'y trouver un travail ?

Si la réponse est oui, alors il faudrait un pouvoir légitime qui lui interdise de quitter la ferme sans permission. La puissance féodale l'a fait. Elle ne pouvait empêcher les gens de mourir de faim : elle ne pouvait que les obliger à mourir là où ils étaient nés.

Mais si la réponse est non, le garçon n'a rien fait de mal, il avait le droit de prendre sa chance. Que faudrait-il alors faire pour qu'il ne soit pas dans une triste situation quand il arrive à la destination choisie ? Doit-on fournir un emploi à toute personne quel que soit l'endroit où elle choisit d'aller ? C'est absurde. Ce n'est pas faisable. A-t-il le droit à l'assistance partout où il va, aussi longtemps qu'il choisit d'y rester. La demande serait illimitée : aucune production n'y suffirait.



Et qu'en est-il des personnes qui ont été appauvries par la sécheresse : ne pourraient-elles pas recevoir une aide politique ? Il doit pourtant y avoir des conditions. Doivent-elles bénéficier de l'assistance aussi longtemps qu'elles se trouvent dans le besoin, en restant où elles sont ? (On ne peut leur payer un voyage indéfini.) C'est tout simplement ce qui a été fait dans les dernières années. Et les bénéficiaires reçurent l'aide pendant sept années dans un cadre sordide, en gaspillant au passage temps, travail et grains de blé dans le désert.

La vérité est que ceux qui s'y opposent le plus aujourd'hui adopteraient volontiers l'une des méthodes proposées pour prendre soin des demandes et des misères marginales de la vie humaine en faisant porter un fardeau permanent sur la production, si c'était praticable. Il s'y opposent parce que c'est impraticable du fait de la nature des choses. Ce sont des gens qui ont déjà imaginé tous les remèdes partiels possibles, comme par exemple l'assurance privée, et ils savent exactement quel est le piège, parce qu'ils s'y heurtent quand ils essaient d'assurer des provisions pour leur propre famille.

L'obstacle insurmontable est qu'il est absolument impossible de retirer quoi que ce soit de la production avant d'assurer son maintien.

S'il était vrai que les producteurs en général, les industriels et les autres avaient des coeurs d'acier et ne s'occupaient en rien des souffrances humaines, il serait cependant toujours plus pratique pour eux que la question de l'aide à tous les types de misère, que ce soit le chômage, la maladie ou la vieillesse, soit réglée une fois pour toute, afin qu'ils n'en entendent plus parler. On les attaque toujours à ce sujet, ce qui double leurs difficultés quand l'industrie traverse une dépression. Les politiciens récoltent des votes à partir de la détresse, les humanitaristes mettent en place des postes lucratifs d'employés de bureau pour eux-mêmes, pour distribuer les fonds d'aide. Seuls les producteurs, qu'ils soient capitalistes ou travailleurs, reçoivent les injures et doivent payer la note.

La difficulté se verra mieux avec un exemple concret. Supposons qu'un homme, possédant une affaire prospère et saine avec une bonne gestion depuis longtemps, désire faire en sorte que sa famille en bénéficie indéfiniment. Comme propriétaire, il peut tout d'abord leur donner des titres obligataires rapportant un certain montant, disons 5000 dollars par an pour une entreprise qui rapporte 1000 000 dollars de bénéfices nets annuels. C'est le mieux qu'il puisse faire. Et si jamais son affaire n'arrive pas à générer 5000 dollars de profits nets, sa famille n'aura pas l'argent et c'est tout. Ils peuvent mettre l'entreprise en faillite et récupérer les avoirs, mais ceux-ci peuvent alors ne

plus rien valoir du tout. On ne peut pas retirer quoi que ce soit de la production avant d'assurer son maintien.

Par ailleurs, bien sûr, sa famille peut hypothéquer les obligations et les donner en "gestion" à un ami "bénévole" - une chose qui est connue pour se pratiquer - et ils ne reverront pas l'argent. C'est ce qui arrive avec les oeuvres de charité organisée qui ont des dotations. Elles soutiennent un grand nombre de bons amis dans des emplois de planqués.

Mais que se passerait-il si l'homme d'affaire, sous le coup de la générosité, décidait que sa femme et sa famille auront un compte ouvert sur les fonds de sa compagnie, et pouvait en retirer autant d'argent qu'ils le souhaitent. Il pourrait être persuadé, en toute innocence, que la somme ne dépassera pas un petit pourcentage, pour répondre à des besoins raisonnables. Mais le jour pourrait venir où le caissier devra annoncer à l'heureuse épouse qu'il n'y a pas d'argent pour honorer son chèque. Avec un tel arrangement, il est certain que ce jour arriverait assez vite. En tout cas, c'est quand la famille aura le plus besoin d'argent que l'affaire rapportera le moins.

Mais la procédure serait complètement folle si l'homme d'affaires donnait à une tierce partie le pouvoir irrévocable de prendre dans les fonds de la compagnie autant qu'elle le désire, avec uniquement la conviction sans obligation que la tierce partie soutiendra sa famille. Et c'est à ceci que revient la proposition de prendre soin du nécessiteux par des moyens politiques. Elle donne aux politiciens le pouvoir de taxer sans limites, et il n'y a absolument aucune façon d'assurer que l'argent ira là où il est censé aller. En tout cas, l'entreprise ne supportera pas une telle saignée illimitée.

Pourquoi les personnes au grand coeur en appellent-elles au pouvoir politique ? Elles ne peuvent pas nier que les moyens pour soulager les maux doivent venir de la production. Mais elles répondent qu'il y en a assez. Elles doivent aussi supposer que les producteurs ne veulent pas donner ce qui est "juste." De plus, elles supposent qu'il existe un droit collectif d'imposer des taxes, pour tout but que le collectif détermine. Elles localisent ce droit dans le "gouvernement," comme s'il avait une existence autonome, en oubliant l'axiome américain qui dit que le gouvernement n'existe pas en lui-même mais est institué par des hommes pour des buts limités. Le contribuable lui-même espère une production de l'armée, de la marine ou de police. Il utilise des routes. Ainsi, son droit à insister pour limiter les impôts est évident. Le gouvernement n'a pas de "droits" en la matière, uniquement une autorité déléguée.

Mais si les taxes sont imposées pour l'assistance, qui va juger de ce qui est possible ou bénéfique ? Ce doit être soit les producteurs, soit les nécessiteux, soit un troisième groupe. Dire que ce doit être les trois ensemble n'est pas une réponse : le verdict doit être obtenu de la majorité ou de la pluralité issue de l'un ou l'autre groupe. Les nécessiteux vont-ils se voter tout ce qu'ils veulent ? Les humanitaristes, le troisième groupe, vont-ils voter eux-mêmes le contrôle des producteurs et des nécessiteux ? (C'est ce qu'ils ont fait.) Le gouvernement est ainsi supposé avoir le pouvoir de donner la "sécurité" aux nécessiteux. Il ne peut pas le faire. Ce qu'il fait, c'est confisquer les réserves faites par des personnes privées pour leur propre sécurité, privant ainsi tout le monde de l'espoir de la sécurité. Il ne peut rien faire d'autre, s'il veut agir. Ceux qui ne comprennent pas la nature de l'action sont comme des sauvages qui couperaient un arbre pour obtenir le fruit : ils ne prennent pas en compte le temps et l'espace, comme le font les hommes civilisés.

Nous avons vu le pire qui puisse arriver quand il y a uniquement une assistance privée et des indemnités de chômage municipales improvisées et d'un caractère temporaire. Les dons privés non organisés sont aléatoires et sporadiques : ils n'ont jamais été capables d'empêcher totalement la souffrance. Mais ils ne perpétuent pas non plus la dépendance de ses bénéficiaires. C'est la méthode du capitalisme et de la liberté. Elle implique des périodes d'amélioration et de détérioration extraordinaires, mais ses améliorations ont toujours été plus grandes à chaque fois, et de plus longue

durée que ses détériorations. Dans les périodes de plus grande misère, il n'y a pas eu de réelles famines, de désespoir absolu, mais un certain mélange de colère, d'optimisme actif ainsi que d'une foi certaine en des jours meilleurs à venir, ce que la suite a justifié. Des dons privés non officiels et sporadiques ont effectivement servi ce but. Cela a fonctionné, même si c'est de manière imparfaite.

D'un autre côté, que peut faire la puissance politique ? Un des prétendus "abus" du capitalisme a été l'usine. Des immigrants sont venus en Amérique, sans le sou, ne connaissant pas la langue et sans qualification. On leur payait de bas salaires, ils travaillaient de longues heures dans des taudis et on disait qu'ils étaient exploités. Pourtant, mystérieusement, ils ont amélioré leur condition au fil du temps : la grande majorité a obtenu le confort et une certaine richesse. Le pouvoir politique aurait-il pu fournir des emplois lucratifs à tous ceux qui désiraient venir ? Bien sûr qu'il ne le pouvait et qu'il ne le peut pas. Néanmoins, les braves gens ont réclamé du pouvoir politique un allègement du sort difficile de ces nouveaux venus. Qu'est ce qu'a fait le pouvoir ? Sa première exigence a été de demander que chaque nouvel immigrant apporte avec lui une certaine somme d'argent. Ce qui veut dire qu'il a supprimé le seul espoir des étrangers les plus nécessiteux. Plus tard, quand, en Europe, le pouvoir politique avait réduit la vie à un lugubre enfer, mais qu'un grand nombre de personnes avaient économisé la somme requise pour l'admission en Amérique, le pouvoir politique a simplement réduit les critères d'admission en instituant un quota. Plus le besoin est désespéré, moins grande est la chance que le pouvoir politique puisse les admettre. Des millions d'Européens ne seraient-ils pas heureux et reconnaissant s'ils avaient la toute petite chance que l'ancien système leur offrait, en lieu et place des bagnes, des cellules de torture, des abominables humiliations et de la mort violente ?

L'employeur de l'usine n'avait pas un grand capital. Il risquait le peu qu'il avait en employant des gens. Il fut accusé de leur faire un grand mal et son affaire montrée comme un exemple de la brutalité intrinsèque du capitalisme.

L'agent politique est assez bien payé et bénéficie d'un emploi permanent. Ne risquant rien lui-même, il reçoit sa paie pour renvoyer des gens désespérés aux frontières, comme quand des hommes se noyant étaient repoussés des flancs d'un bateau bien approvisionné. Que pourrait-il faire d'autre ? Rien. Le capitalisme a fait ce qu'il pouvait. Le pouvoir politique fait ce qu'il peut. Notons au passage que le bateau était construit et équipé par le capitalisme.

A propos du philanthrope privé et du capitaliste privé agissant en tant que tels, prenons le cas d'un homme véritablement dans le besoin, qui n'est pas handicapé, et supposons que le philanthrope lui donne de la nourriture, des vêtements et un abri - quand il en a bénéficié, il est dans la même situation qu'auparavant, sauf qu'il peut avoir acquis l'habitude de la dépendance. Mais supposons que quelqu'un sans aucun motif généreux décide d'employer le nécessiteux contre salaire. L'employeur n'a pas fait une bonne action. Pourtant, la condition de l'employé a en réalité bien changé. Quelle est la différence entre ces deux actions ?

C'est que l'employeur non philanthrope a ramené l'homme vers le circuit de production, le grand circuit de l'énergie. Alors que le philanthrope ne peut que détourner de l'énergie de telle façon qu'il ne puisse pas y avoir de contrepartie produite, et donc moins de probabilités pour que l'objet de sa sollicitude trouve un emploi.

C'est la raison profonde, rationnelle, pour laquelle les êtres humains fuient l'assistance et détestent le mot même. C'est aussi la raison pour laquelle ceux qui effectuent des travaux de charité avec une véritable vocation font de leur mieux pour qu'elle soit marginale et abandonne joyeusement l'occasion de "faire le bien" au profit de toute chance qui se présente au bénéficiaire de travailler selon des termes à moitié acceptables. Ceux qui ne peuvent pas éviter d'aller à l'assistance ressentent et montrent les conséquences par leur attitude physique : ils sont coupés des ressorts

vivants de l'énergie autorégénératrice et leur vitalité diminue.

La conséquence, si les philanthropes déterminés les gardent assez longtemps sous assistance, a été décrite par un agent d'assistance. Au début, les "clients" acceptent à contrecœur. "Tout change en quelques mois. Nous découvrons que le gars qui voulait juste assez pour être dépanné s'était installé naturellement dans une vie d'assistantat." L'agent d'assistance qui racontait cela vivait lui-même "naturellement de l'assistance." Mais il était situé à un degré bien plus bas que son client, en cela qu'il ne voyait même pas sa propre condition. Pourquoi était-il capable de fuir la vérité ? Parce qu'il pouvait se cacher derrière un motif philanthropique. "Nous aidons à empêcher la famine et essayons de faire en sorte que ces gens disposent d'un abri et d'une couche." Si l'on demandait à l'agent : produisez-vous la nourriture, construisez-vous l'abri, ou sortez-vous l'argent de vos revenus pour les payer, il ne verrait pas que cela puisse faire une différence. On lui a appris que c'était juste de "vivre pour les autres," pour des "buts sociaux" et pour des "gains sociaux." Tant qu'il peut croire qu'il le fait, il ne se demandera pas ce qu'il fait nécessairement à ces autres, ni d'où doivent venir les moyens pour les aider.

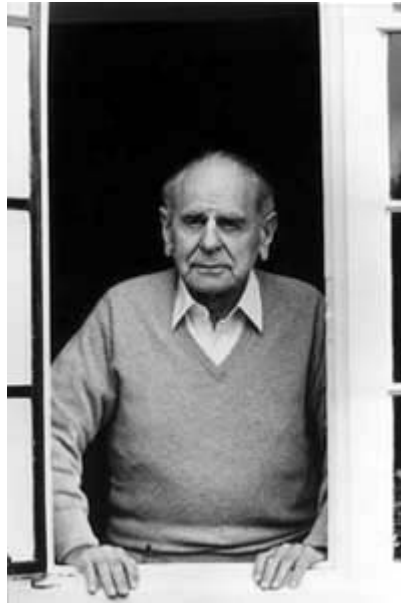
S'il fallait faire la liste complète de tous les philanthropes sincères, depuis le début des temps, on trouverait que tous ensemble, avec leurs activités philanthropiques, n'ont jamais apporté à l'humanité le centième des bénéfices qui ont découlé des efforts normalement intéressés de Thomas Alva Edison, pour ne pas parler des grands esprits qui ont élaborés les principes scientifiques qu'Edison a appliqué. D'innombrables penseurs spéculatifs, inventeurs et organisateurs ont contribué au confort, à la santé et au bonheur de leurs semblables - parce que ce n'était pas leur objectif. Quand Robert Owen essaya de diriger une entreprise avec pour but une production efficace, le procédé améliora au passage certains caractères très peu prometteurs de ses employés, qui vivaient de l'assistance et s'étaient méchamment avilis. Owen gagnait de l'argent pour lui-même, et, pendant qu'il le faisait, il lui vint à l'idée que si de meilleurs salaires étaient payés, la production pourrait être augmentée, ayant créé son propre marché. C'était raisonnable et vrai. Mais Owen commença à avoir des ambitions humanitaires, à vouloir faire le bonheur de tout le monde. Il rassembla un tas d'humanitaristes dans une colonie expérimentale. Ils avaient tous tellement l'intention de faire le bien des autres que personne n'entreprit le moindre brin de travail : la colonie disparut avec aigreur. Owen en fut brisé et mourut légèrement fou. Ainsi, les principes importants qu'il avait entrevus devaient attendre un siècle avant d'être redécouverts.

Le philanthrope, le politicien et le souteneur finissent toujours par s'allier, parce qu'ils ont les mêmes motifs, poursuivent les mêmes buts, afin de vivre pour, grâce et par les autres. Et les braves gens ne peuvent pas être exonérés du soutien qu'ils leur apportent. On ne peut pas non plus croire que les braves gens soient totalement inconscientes de ce qui se passe vraiment. Mais quand elles savent, comme elles le savent certainement, que trois millions de personnes (estimation basse) sont mortes de faim en une année à cause des méthodes qu'elles préconisent, pourquoi continuent-elles à fraterniser avec les assassins et à soutenir leurs mesures ? Parce qu'on leur a dit que la mort lente de ces trois millions pourrait finalement bénéficier à un plus grand nombre. Le même argument s'applique tout aussi bien au cannibalisme.



in *Le Dieu de la machine (The God of the machine)*

Karl POPPER



Un beau rêve

Je suis resté socialiste pendant plusieurs années encore, même après mon refus du marxisme. Et si la confrontation du socialisme et de la liberté individuelle était réalisable, je serais socialiste aujourd'hui encore. Car rien de mieux que de vivre une vie modeste, simple et libre dans une société égalitaire. Il me fallut du temps avant de réaliser que ce n'était qu'un beau rêve; que la liberté importe davantage que l'égalité; que la tentative d'instaurer l'égalité met la liberté en danger; et que, à sacrifier la liberté, on ne fait même pas régner l'égalité parmi ceux qu'on a asservis.

in *La quête inachevée (Unended quest : an intellectual autobiography)*

François RABELAIS



Fay ce que voudras

En leur reigle n'estoit que ceste clause :

FAY CE QUE VOULDRAS,

parce que gens liberes, bien nez , bien instruitz, conversans en compaignies honnestes, ont par nature un instinct et aguillon, qui tousjours les poulse à faictz vertueux et retire de vice, lequel ilz nommoient honneur. Iceulx, quand par vile subjection et contraincte sont deprimez et asserviz detournent la noble affection, par laquelle à vertuz franchement tendoient, à déposer et enfreindre ce joug de servitude; car nous entreprenons tousjours choses defendues et convoitons ce que nous est denié.

Par ceste liberté entrerent en louable emulation de faire tous ce que à un seul voyaient plaire. Si quelq'un ou quelcune disoit : « Beuvons, » tous buvoient; si disoit : « Jouons, » tous jouoient; si disoit : « Allons à l'esbat es champs, » tous y alloient. Si c'estoit pour voller ou chasser, les dames, montées sus belles hacquenées avecques leurs palefroy gourrier, sus le poing, mignonement enguantelé, portoient chascune ou un esparvier, ou un laneret, ou un esmerillon . Les hommes portoient les aultres oyseaulx.

Tant noblement estoient apprins qu'il n'estoit entre eulx celluy ne celle qui ne sceust lire, escripre, chanter, jouer d'instrumens harmonieux, parler de cinq et six languages, et en iceulx composer tant en carme, que en oraison solue. Jamais ne feurent veuz chevaliers tant preux, tant gualans, tant dextres à pied et à cheval, plus vers, mieulx remuans, mieulx manians tous bastons, que là estoient, jamais ne feurent veues dames tant propres, tant mignonnes, moins fascheuses, plus doctes à la main, à l'agueille, à tout acte muliebre honneste et libere, que là estoient.

Par ceste raison, quand le temps venu estoit que aulcun d'icelle abbaye, ou à la requeste de ses parens, ou pour aultres causes, voulust issir hors, avecques soy il emmenoit une des dames, celle laquelle l'auroit prins pour son devot, et estoient ensemble mariez; et, si bien avoient vescu à Theleme en devotion et amytié, encores mieulx la continuoient ilz en mariaige : d'autant se entreaymoient ilz à la fin de leurs jours comme le premier de leurs nopces.

in *Gargantua*

Ayn RAND (Alisa Zinov'yevna Rosenbaum, dite)



Le sauvage contre la Raison

Un sauvage est un être qui ne réalise pas que A est A, que la réalité est réelle. Son développement s'est arrêté au stade du bébé dont la conscience commence à analyser les perceptions sensorielles sans distinguer encore les objets environnants. C'est en effet le bébé qui voit le monde comme un mouvement confus, sans entités qui se meuvent; et la naissance de son esprit a lieu le jour où il comprend que la forme qui le nourrit est sa mère et que le brouillard qui est derrière elle est un rideau, que ce sont deux entités différentes qui ne peuvent s'intervertir, qui sont ce qu'elles sont, qui existent. Le jour où il réalise que la matière n'a pas de volonté et où il comprend que lui-même en a une, ce jour est celui de sa naissance en tant qu'être humain. Le jour où il comprend que le reflet qu'il voit dans le miroir n'est pas une illusion, qu'il est réel en tant que reflet; que le mirage qu'il voit dans le désert n'est pas une illusion, mais une combinaison de lumière et d'air chaud, que ce n'est pas une ville qu'il voit, mais le reflet d'une ville; le jour où il réalise qu'il n'est pas un récepteur passif qui engrange mécaniquement des sensations les unes après les autres, que ses sens ne lui fournissent pas un savoir systématique haché en petits morceaux indépendants du contexte, mais uniquement la matière du savoir que son esprit doit apprendre à intégrer; le jour où il comprend que ses sens ne le trompent pas, que le monde est régi par la causalité, que ses organes de perception sont des outils dénués de volonté, qui n'ont pas vocation à inventer ou à déformer la réalité mais à lui en fournir des preuves absolues; le jour où il comprend que son esprit doit assimiler les matériaux fournis par ses sens, qu'il doit analyser leur nature, leur cause, leur contexte, dans un travail perpétuel d'identification des objets qu'il perçoit; ce jour est celui de sa naissance comme penseur et homme de science.

Nous sommes les hommes qui ont connu ce jour; vous êtes ceux qui ont choisi de le connaître partiellement; un sauvage est un homme qui ne le connaît jamais.

Pour un sauvage, le monde est le théâtre d'incompréhensibles miracles, où la matière inanimée est toute-puissante alors que lui-même est démuné. Son monde est pire qu'inconnu; il est inconnaissable. Un sauvage croit que les objets physiques sont doués d'une volonté mystérieuse et imprévisible,



alors que lui-même n'est qu'un pion animé par des forces contre lesquelles il ne peut rien. Il croit que des démons tout puissants régissent la nature, que la réalité est un terrain de jeu où ils peuvent transformer à tout moment son bol de riz en serpent et sa femme en scarabée, que tout A peut devenir le non A qui leur convient et que la seule connaissance qu'il possède est la certitude qu'il ne doit pas chercher à savoir. Il ne peut compter sur rien, il ne peut qu'espérer, et il passe sa vie à espérer, à supplier ses démons de réaliser ses prières au gré de leur bon vouloir, chantant leur louange quand ils l'exaucent et se maudissant quand ils l'ignorent, leur offrant des sacrifices en signe de gratitude et encore des sacrifices en signe de contrition, se prosternant dans une adoration craintive devant le soleil, la lune, le vent, la pluie et tout gangster qui se présente comme leur porte-parole, pourvu que ses discours soient assez incompréhensibles et son masque suffisamment effrayant. Il désire, supplie, rampe et meurt enfin, vous léguant en souvenir de sa vision de l'existence une monstruosité représentant ses idoles, des mélanges d'hommes, d'animaux, d'araignées, personnifications informes du monde du non A.

Sa condition intellectuelle est la même que celle de vos professeurs actuels et son monde est le même que celui où ils veulent vous mener.

in *La Révolte d'Atlas (Atlas Shrugged)*

Des mystiques du muscle face à la pensée, la lutte insidieuse contre la Liberté

Si vous ne voyez pas les moyens qu'ils comptent employer, allez visiter n'importe quelle classe de collègue et vous entendrez des professeurs expliquer aux enfants qu'aucune certitude n'est possible à l'homme, que sa conscience n'a aucune efficacité, qu'il ne peut rien savoir des faits et des lois de l'existence, qu'il ne peut connaître aucune réalité objective. Dans ces conditions, quel est le critère de la connaissance et de la vérité ? La réponse est: ce que les autres croient. Il n'y a pas de connaissance, enseignent-ils, il n'y a que la foi. Croire que vous existez est un acte de foi, aussi valable que la foi d'un autre dans son droit de vous tuer; les fondements de la science sont un acte de foi, ni plus ni moins que la foi dans une révélation mystique; croire qu'un générateur peut produire de la lumière électrique est un acte de foi, aussi arbitraire que de croire qu'on en ferait autant en caressant une patte de lapin à la nouvelle lune. La vérité est ce que les gens veulent qu'elle soit, et les gens sont tout le monde sauf vous. La réalité est ce que les gens disent qu'elle est, il n'y a pas de fait objectif, il n'y a que leurs désirs arbitraires. Un homme qui cherche la connaissance dans un laboratoire à l'aide de tubes à essais et de raisonnements est un bouffon vieillot et superstitieux. Un vrai scientifique est un homme qui va sonder le public, et sans l'avidité égoïste de tous ces industriels qui ont un intérêt personnel à entraver les progrès de la science, vous sauriez que New York n'existe pas, parce qu'un sondage de la population mondiale vous révélerait à une écrasante majorité que ses croyances interdisent la possibilité même d'une telle ville.

Pendant des siècles, les mystiques de l'esprit ont proclamé que la foi était supérieure à la raison, mais ils n'ont pas osé contester l'existence de la raison. Leurs héritiers, les mystiques du muscle, ont achevé leur travail et réalisé leur rêve: ils déclarent que tout est question de foi, et appellent cela une révolte contre la croyance. Comme révolte contre des assertions sans fondement, ils proclament que rien ne peut être prouvé. Comme révolte contre l'idée d'une connaissance surnaturelle, ils proclament qu'aucun savoir n'est possible. Comme révolte contre les ennemis de la science, ils annoncent que la science est une superstition. Comme révolte contre l'asservissement de la pensée, ils proclament que la pensée n'existe pas.

Si vous renoncez à votre perception, si vous acceptez de remplacer vos critères objectifs par des critères collectifs, si vous attendez que les autres vous disent ce qu'il faut penser, le vide que vous créez ainsi ne restera pas longtemps vacant. Vous allez vous apercevoir que vos professeurs

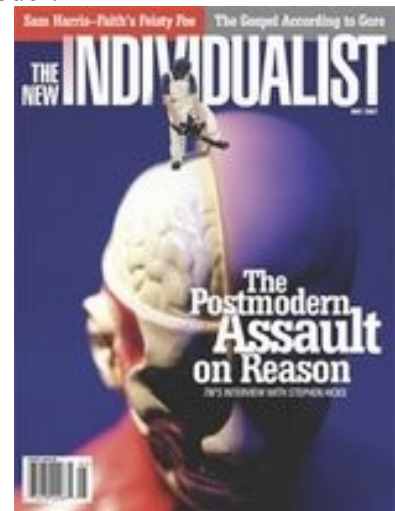
commenceront à fixer les règles collectives, et que si vous refusez de leur obéir, protestant qu'ils ne sont pas l'humanité à eux tous seuls, ils vous répondront: 'Comment savez-vous que nous ne le sommes pas ? 'Etre', mon ami ? Où avez-vous déniché ce terme démodé ?'

Si vous doutez que ce soit là leur but, observez avec quelle persévérance acharnée les mystiques du muscle s'efforcent de vous faire oublier qu'un concept tel que la pensée ait pu un jour exister. Observez les contorsions de langage, les mots flous au sens élastique grâce auxquels ils évitent soigneusement toute référence au concept de 'pensée'. Votre conscience, vous disent-ils, consiste en 'réflexes', en 'réactions', en 'expériences', en 'impulsions'; et ils refusent en même temps d'identifier les moyens par lesquels ils ont acquis cette connaissance, l'acte qu'ils accomplissent en disant cela, ou celui que vous accomplissez en écoutant.

Les mots ont le pouvoir de vous 'conditionner', disent-ils tout en refusant d'identifier les raisons pour lesquelles les mots ont aussi le pouvoir de changer votre... votre ... ? Un étudiant lisant un livre le comprend par un processus de... ? de... ? Un scientifique travaillant à une invention s'engage dans un acte de ... ? Un psychiatre aidant un névrosé à résoudre ses problèmes conflictuels, le fait au moyen de... ? Mystère. Un industriel... chut ! ça n'existe pas: une usine est une 'ressource naturelle', au même titre qu'un arbre, un caillou ou une marre de boue.

Le problème de la production, vous disent-ils, n'a aucun intérêt et ne mérite aucune attention particulière; le seul problème proposé à vos 'réflexes' est donc la question de la distribution. Qui a résolu le problème de la production ? L'humanité, selon eux. Quelle était la solution ? Les marchandises sont là. Comment sont-elles arrivées là ? D'une manière ou d'une autre. De quelle cause sont-elles l'effet ? Rien n'a de cause.

Ils prétendent que tout homme a le droit de vivre sans travailler et, en dépit des lois de la réalité, qu'il a droit à un 'minimum vital' – un toit, des aliments et des vêtements -, sans faire aucun effort, comme un privilège de naissance. Qui doit lui fournir tout cela ? Mystère. Chaque homme, annoncent-ils, possède une part égale des avancées technologiques réalisées dans le monde. Réalisées... par qui ? Mystère. Ces lâches enragés qui posent en défenseurs des industriels redéfinissent maintenant l'économie comme une technique d'ajustement entre les désirs illimités des hommes et les biens produits en quantité limitée. Produits... par qui ? Mystère. Ces escrocs intellectuels qui veulent passer pour des professeurs se gaussent des penseurs d'autrefois car leurs théories sociales faisaient l'hypothèse de la rationalité humaine; mais puisque l'homme n'est pas rationnel, déclarent-ils, il doit y avoir un système qui lui permet d'exister en étant irrationnel, ce qui signifie: en défiant la réalité. Qui rendra cela possible ? Mystère. A chaque fois qu'un gratte-papier griffonne des plans pour contrôler la production du genre humain, que l'on soit d'accord ou non avec ses statistiques, personne ne remet en question son droit d'imposer ses idées par la force des armes. Imposer... à qui ? A votre avis ? Des groupes de pipelettes subventionnées font des tours du monde aux frais de la princesse et s'en reviennent en disant que les peuples sous-développés demandent de meilleures conditions de vie. Demandent... à qui ? A votre avis ?



Et pour devancer toute demande d'explication sur la différence entre New York et un village de cases dans la savane, ils avancent cette obscénité suprême qui consiste à expliquer les développements de l'industrie humaine, les gratte-ciel, les ponts suspendus, les moteurs et les trains, en déclarant que l'homme est un animal qui possède un 'instinct de savoir-faire'.

Vous vous demandez ce qui ne va pas dans le monde ? Vous assistez maintenant à l'explosion de la foi dans le sans cause et dans le non mérité. Tous vos gangs de mystiques, de l'esprit et du muscle, se disputent farouchement le pouvoir de vous gouverner, en grognant que l'amour est la

solution à tous vos problèmes spirituels et que le fouet est la solution à tous vos problèmes matériels, à vous qui avez renoncé à penser. Eux qui accordent moins de dignité à l'homme qu'à du bétail, eux qui ignorent ce que leur dirait un dresseur d'animaux, à savoir qu'on ne dresse pas un animal par la terreur, qu'un éléphant maltraité, bien loin de travailler pour ses tortionnaires ou de porter leurs fardeaux, aurait vite fait de les piétiner; ils espèrent toutefois que l'homme continuera à produire des tubes électroniques, des avions supersoniques, des moteurs atomiques et des télescopes interstellaires, en échange d'une ration de viande complétée si nécessaire par quelques bons coups de fouet.

Ne vous méprenez pas sur le caractère des mystiques. L'affaiblissement de votre conscience a toujours été leur unique objectif. Et le pouvoir de vous dominer par la force a toujours été leur seul désir.

Ibidem

Les Droits de l'Homme

Si l'on veut prôner une société libre - c'est-à-dire le capitalisme - l'on doit se rendre compte que son fondement indispensable est le principe des Droits individuels.

Si l'on veut défendre les Droits individuels, l'on doit comprendre que le capitalisme est le seul système qui peut les promouvoir et les protéger. Et si l'on veut évaluer le rapport entre la liberté et les objectifs que se donnent aujourd'hui les intellectuels, l'on peut en trouver une image significative dans le fait que le concept des Droits individuels est brouillé, perverti, déformé, presque jamais discuté, et que la plus grande réticence à en parler se trouve justement du côté de la soi-disant "droite".

Les "Droits" sont un concept moral : le concept qui fournit une transition logique entre les principes qui guident l'action d'une personne et ceux qui gouvernent ses relations avec les autres. Le concept qui maintient et protège la morale individuelle dans un contexte social. Le lien entre le code moral d'une personne et le code juridique d'une société, entre l'éthique et la politique. Les Droits individuels sont le moyen de soumettre l'ordre politique à la règle éthique.

Tout système politique est fondé sur un code moral ou sur un autre. Les déontologies dominantes au cours de l'histoire humaine ont été des variantes de la doctrine altruiste-collectiviste qui subordonnait l'individu à quelque entité supérieure, soit mystique, soit sociale.

En conséquence, la plupart des systèmes politiques ont été des variantes de la même tyrannie étatiste, ne différant que par le degré et non par le principe fondateur, limités seulement par les accidents de la tradition, les désordres, les conflits sanglants et l'effondrement périodique. Dans tous les systèmes de ce genre, la morale était un code applicable à la personne, mais pas à la société. La société était placée en dehors de la loi morale, comme son incarnation, sa source ou son interprète exclusive. L'on considérait qu'inculquer la dévotion sacrificielle au devoir social était la fonction principale de l'éthique dans la vie terrestre de l'homme.

Comme la "société" n'est pas une entité, comme il ne s'agit que d'un groupe de personnes singulières, cela signifiait, en pratique, que les règles sociales étaient exemptes d'un jugement par la loi morale. Elles n'étaient soumises qu'aux rituels traditionnels; elles exerçaient un pouvoir total et exigeaient une obéissance aveugle. Le principe implicite était alors: " Le Bien est ce qui est bon

pour la société (ou pour la tribu, la race, la nation) et les édits des dirigeants de celle-ci sont sa retranscription sur la terre. "

Ce fonctionnement s'est retrouvé dans tous les systèmes étatistes, sous toutes les variantes de l'éthique altruiste-collectiviste, mystiques ou sociales. " Le Droit divin de la monarchie " résume la conception politique des premières, ""Vox populi, vox Dei " celle des secondes. En témoignent la théocratie de l'Egypte, avec le pharaon comme dieu incarné, le règne illimité de la majorité ou démocratie d'Athènes, l'Etat-providence de l'Empire romain, l'inquisition de la fin du Moyen-Age, la monarchie absolue de la France d'Ancien régime, l'interventionnisme socialisant de Bismarck, les chambres à gaz de l'Allemagne nazie, la boucherie de l'Union soviétique.

Tous ces systèmes politiques étaient des expressions de l'éthique altruiste-collectiviste, et leur caractéristique commune est le fait que la société s'y trouvait placée au-dessus de la loi morale, dans une position d'omnipotence souveraine et d'acceptation aveugle de l'arbitraire. Ainsi, politiquement, tous ces systèmes étaient des variantes d'une société amoralisée. La réussite la plus profondément révolutionnaire des Etats-Unis d'Amérique fut de subordonner la société politique à la règle morale.

Le principe des Droits individuels de l'homme représentait l'extension de la morale au système politique, comme une limitation au pouvoir de l'Etat, comme une protection de la personne contre la force brutale du collectif, comme la subordination de la force au Droit. Les Etats-Unis furent la première société morale de l'histoire des hommes.

Tous les systèmes précédents avaient considéré l'homme comme un objet sacrificiel soumis aux intérêts des autres, et la société comme une fin en soi. Les Etats-Unis ont considéré la personne comme une fin en elle-même, et la société comme le moyen d'une coexistence paisible, ordonnée et volontaire entre les individus. Tous les systèmes précédents avaient soutenu que la vie de l'homme appartenait à la société, que la société pouvait en disposer de la manière qui lui plaisait, et que toute la liberté dont celui-ci pouvait jouir lui était accordée par faveur, par la permission de la société, permission qui pouvait être révoquée à tout instant. Les Etats-Unis ont pensé que la vie de l'homme lui appartient de Droit, (ce qui signifie : par principe moral et de par la nature des choses), qu'un Droit est le propre d'une personne, que la société en tant que telle n'a donc aucun Droit, et que la seule fonction morale de l'Etat est de protéger les Droits individuels.

Un " Droit " est un principe moral qui définit et sanctionne la liberté qu'une personne a d'agir dans un contexte social. Il n'existe en ce sens qu'un Droit fondamental (tous les autres ne sont que ses conséquences ou ses corollaires) : le Droit d'un homme de posséder sa propre vie. La vie est un processus d'action auto-engendré et auto-entretenu; le Droit de posséder sa propre vie signifie qu'on a le Droit d'exécuter les actions qui permettent son engendrement et son entretien. Ce qui signifie : le Droit de faire tout ce qui est nécessité par la nature d'un être rationnel pour le maintien, la promotion, l'accomplissement et la réussite de sa propre vie. (Tel est le sens de la formule parlant du Droit de vivre, d'être libre et de rechercher le bonheur que l'on retrouve dans la Déclaration d'Indépendance.)

Le concept de " Droit " ne peut faire référence qu'à l'action, spécifiquement à la liberté d'action. Il désigne la liberté par rapport à une contrainte, une coercition ou une ingérence physique de la part d'autres hommes.

Pour tout individu, un Droit est ainsi la sanction morale d'une capacité positive: sa liberté d'agir conformément à son propre jugement, de poursuivre ses buts personnels par un choix autonome, volontaire et sans coercition. Ses Droits n'imposent à ses voisins aucune obligation autre que négative : l'impératif qu'ils s'abstiennent de les violer.

Le Droit de contrôler sa propre vie est la source de tous les Droits, et le Droit de Propriété est leur seule concrétisation possible. Sans Droit de Propriété, aucun autre Droit n'est concevable. Comme il faut à l'homme subvenir à son existence par ses propres efforts, l'homme qui n'a pas de Droit sur les produits de son effort n'a pas les moyens d'entretenir sa vie. Celui qui produit alors que les autres disposent de ce qu'il a produit est un esclave.

Gardez bien en tête que le Droit de Propriété est un Droit d'agir, comme tous les autres. Ce n'est pas un " droit à " un objet, mais un Droit à l'action et à ce qu'il résulte de celle-ci sur le plan de la production et de la valeur de ce qui est produit. Ce n'est pas la garantie qu'un homme finira par disposer d'une quelconque richesse ; c'est la garantie qu'il pourra posséder ce qu'il a gagné s'il l'a obtenu par son action productive. C'est donc le Droit d'acquérir, de conserver, d'utiliser et de disposer des valeurs incarnées dans les objets matériels.

Le concept de Droits individuels est tellement nouveau dans l'histoire de l'humanité que la plupart des hommes ne l'ont pas encore complètement compris à ce jour. Se référant aux deux conceptions de l'éthique, la mystique et la sociale, certains affirment que les Droits sont un don de Dieu, les autres qu'ils sont un privilège social. En fait, la source des Droits est la nature de l'homme.

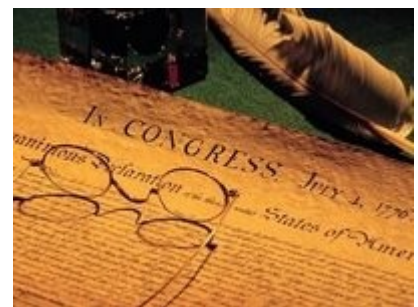
La Déclaration d'Indépendance affirmait que les hommes " ont été dotés par leur Créateur de certains Droits inaliénables ". Que l'on croie que l'homme est le produit d'un Créateur ou celui de la nature, la question de l'origine de l'homme ne change rien au fait qu'il est une entité d'un certain type, un être rationnel, qu'il ne peut pas fonctionner efficacement sous la menace de la violence, et que les Droits sont une condition nécessaire de son mode d'existence spécifique.

" La source des Droits de l'Homme n'est pas la loi de Dieu ni la loi du Congrès, mais la Loi de l'Identité. Toute chose est ce qu'elle est, et l'Homme est un homme. Les Droits sont les conditions d'existence nécessitées par la nature de l'homme afin que celui-ci vive décemment. Dès lors que l'homme doit vivre sur terre, il a le droit de se servir de sa conscience rationnelle, il a le droit d'agir librement d'après son propre jugement. Il a le Droit de travailler conformément à ses propres valeurs et de disposer du produit de son travail. Si ce qu'il veut c'est vivre sur terre, il a le Droit de vivre comme un être rationnel: la nature même lui interdit l'irrationalité " (Atlas Shrugged, discours de John Galt).

Violer les Droits d'un homme signifie l'obliger à agir contre son propre jugement, ou s'emparer par la force de ce qu'il a produit. Fondamentalement, il n'y a qu'une façon de parvenir à cela: recourir à la violence physique. Deux groupes de personnes peuvent violer les Droits de l'Homme: les malfaiteurs et les hommes de l'Etat. La grande réussite des Etats-Unis fut d'établir une différence entre les deux, en interdisant aux seconds d'exercer une version légalisée des activités des premiers.

La Déclaration d'Indépendance posa le principe que " C'est pour assurer ces Droits que les Etats ont été institués parmi les hommes ". Ce principe a fourni la seule justification valable de l'existence d'un Etat et a défini sa seule fonction légitime : assurer les Droits des hommes en protégeant ceux-ci de la violence physique.

Ainsi le rôle des hommes de l'Etat fut-il transformé: de maîtres, ils devinrent serviteurs. L'Etat était institué pour protéger les personnes contre les malfaiteurs, et la Constitution était écrite pour les protéger des hommes de l'Etat. La Déclaration des Droits n'était pas dirigée contre les citoyens privés, mais contre les décideurs publics, comme une déclaration explicite soulignant que les Droits individuels l'emportent sur tout pouvoir politique.



Le résultat fut un modèle de société civilisée que, pour la brève période de quelque cent cinquante ans, les Etats-Unis furent bien près de réaliser effectivement. Une société civilisée est une société où la violence physique est bannie dans les relations humaines, et dans laquelle les hommes de l'Etat, agissant comme des gendarmes, ne peuvent faire usage de la force qu'au titre de riposte et seulement contre ceux qui ont enclenché cet usage.

Tels étaient la signification et le but essentiels de la philosophie politique américaine, implicites dans le principe des Droits individuels. Mais cette signification et ce but ne furent pas formulés explicitement, et dès lors ne furent ni complètement acceptés, ni mis en pratique de façon cohérente.

L'élément contradictoire interne aux Etats-Unis était l'existence en elle de l'éthique altruiste - collectiviste.

L'altruisme est incompatible avec la liberté, avec le capitalisme et avec les Droits individuels. On ne peut pas combiner la recherche du bonheur avec le statut moral d'animal sacrificiel.

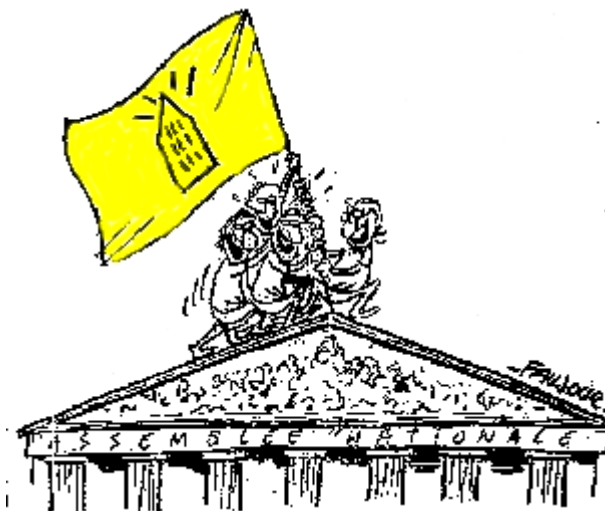
C'est le concept de Droits individuels qui avait donné naissance à la possibilité d'une société libre. C'est par la destruction des Droits individuels que la destruction de la liberté devait commencer.

Une tyrannie collectiviste ne peut se permettre de réduire tout un pays à l'esclavage par la confiscation ouverte de ses productions, matérielles ou morales. Elle ne peut parvenir à cette fin que par un processus de corruption interne. De même que dans le domaine matériel le pillage de la richesse d'un pays se fait par une politique d'inflation sur la monnaie, l'on peut aujourd'hui observer la mise en place d'un processus d'inflation dans le domaine des Droits. Ce processus repose sur une telle prolifération de "nouveaux droits" récemment proclamés que les gens ne se rendent pas compte que le sens du concept est inversé. De même que la mauvaise monnaie est imposée à la place des bonnes, ces droits en monnaie de singe détruisent les Droits authentiques.

Considérez ce fait curieux : jamais l'on n'a observé à un tel point, tout autour du monde, la prolifération de deux phénomènes apparemment contradictoires : les prétendus "nouveaux droits" et les camps de travail forcé.

L'astuce a consisté à faire glisser le concept de Droit du domaine politique à celui de l'économie.

Le programme du Parti Démocrate en 1960 résume ce tour de passe-passe avec hardiesse et franchise. Il proclame que les Démocrates s'ils parviennent au pouvoir " réaffirmeront la Déclaration des droits économiques que Franklin Roosevelt inscrivit dans notre conscience nationale il y a seize ans. "



Gardez bien présent à l'esprit ce que signifie le concept des " Droits ", en lisant la liste de ce que propose ledit programme :

" 1. Le 'droit à' un travail utile et rémunérateur dans l'industrie, le commerce, le secteur agricole ou le secteur minier.

" 2. Le 'droit à' gagner assez d'argent pour obtenir une quantité suffisante de nourriture, de vêtements et de moyens de distraction.

" 3. Le 'droit de tout agriculteur à cultiver et à vendre ses produits' en étant sûr d'en tirer suffisamment pour obtenir, pour lui et sa famille, les moyens d'une vie acceptable.

" 4. Le 'droit de tout entrepreneur, grand ou petit, à échanger dans une atmosphère libérée de la concurrence déloyale et du poids dominateur des monopoles' chez lui et à l'étranger.

" 5. Le 'droit de toute famille à' une maison confortable.

" 6. Le 'droit à' des soins médicaux suffisants et à la possibilité de vivre en bonne santé.

" 7. Le 'droit à' une protection adéquate contre les risques économiques liés à l'âge, à la maladie, aux accidents et au chômage.

" 8. Le 'droit à' une bonne éducation. "

Une simple question ajoutée à chacune des clauses ci-dessus suffirait à faire comprendre de quoi il s'agit : "aux dépens de qui?"

Les emplois, la nourriture, les vêtements, les moyens de distraction, les maisons, les soins médicaux, l'éducation, etc, ne poussent pas sur les arbres. Ce sont des produits de l'action humaine; des biens et des services qui ont été créés par quelqu'un. Qui sera là pour les fournir ? Si certains ont le " droit " de vivre aux dépens du travail des autres, cela veut dire que ces autres sont privés de leurs Droits et condamnés à travailler comme des esclaves.

Tout prétendu " droit " d'un homme, qui nécessite de violer les Droits d'un autre homme, n'est pas, et ne peut pas être un Droit. Personne ne peut avoir le Droit d'imposer une obligation que l'on n'a pas choisie, un devoir sans récompense ou une servitude involontaire. Il ne peut pas y avoir de " droit de réduire des hommes à l'esclavage ".

Un Droit n'implique pas sa concrétisation matérielle par l'action d'autres hommes; il implique uniquement la liberté pour chacun de parvenir à cette concrétisation grâce à son propre effort.

Remarquez, dans ce contexte, la précision intellectuelle des Pères Fondateurs des Etats-Unis : ils parlaient du Droit de rechercher le bonheur, et pas du " droit au " bonheur. Cela veut dire qu'un homme a le Droit d'entreprendre les actions qu'il juge nécessaires pour atteindre le bonheur; cela ne veut pas dire que les autres ont le devoir de le rendre heureux.

Le Droit de vivre implique que tout homme a le Droit de subvenir aux nécessités matérielles impliquées par le fait qu'il vit grâce à son travail (quel que soit le niveau où celui-ci se situe dans l'économie); il n'implique pas que les autres doivent lui fournir ses moyens d'existence. Le Droit de Propriété implique qu'un homme a le Droit d'entreprendre les actions économiques nécessaires pour acquérir une propriété, il n'implique pas que les autres doivent lui fournir une propriété.

Le Droit de libre expression implique qu'une personne a le Droit d'exprimer ses idées sans courir le risque d'être réprimée, entravée ou punie par les hommes de l'Etat. Il n'implique pas que les autres doivent lui fournir une salle de conférences, une station de radio ou une imprimerie pour exprimer ses idées.

Toute entreprise qui implique plus d'une personne nécessite le consentement volontaire de chacun des participants. Chacun d'entre eux a le Droit de prendre ses propres décisions, et personne n'a celui d'imposer ses décisions aux autres.

Il n'existe pas ainsi de " droit à l'emploi ". Il n'existe que le Droit d'échanger librement, c'est-à-dire : le Droit que chacun possède d'être embauché si une autre personne décide de payer ses services. Il n'y a pas de " droit au logement ", il n'y a que le Droit là encore d'échanger librement : le Droit de louer un logement ou de l'acheter. Il n'y a pas de " droit à un salaire décent " ou à un prix " acceptable " si personne n'accepte de payer ce prix ou ce salaire. Il n'y a pas de " droit à consommer " du lait, des chaussures, des places de cinéma ou des bouteilles de champagne si aucun producteur n'a décidé de fabriquer ces articles; il n'y a que le Droit de les fabriquer soi-même. Il n'y a pas de " droits catégoriels ": pas de " droits des agriculteurs, des travailleurs, des employés, des employeurs, des vieux, des jeunes, des enfants à naître ". Il n'y a que les Droits de l'Homme, des Droits possédés par toute personne singulière et par tous les hommes en tant qu'individus.

Le Droit de Propriété et le Droit d'échanger librement qui en découle sont les seuls " Droits économiques " de l'Homme. Il s'agit en fait de Droits politiques, et il ne peut y avoir de " Déclaration des droits économiques de l'homme ". Remarquez seulement que les partisans des seconds ont quasiment détruit les premiers.

Rappelez-vous que les Droits sont des principes moraux qui définissent et protègent la liberté d'action d'une personne, mais n'imposent aucune obligation aux autres hommes. Les citoyens privés ne sont pas une menace pour les Droits ou pour les libertés les uns des autres. Un citoyen privé qui a recours à la violence physique en violation des Droits des autres est un malfaiteur, et les hommes ont contre lui la protection de la loi.

Dans tous les pays et à toutes les époques, ces malfaiteurs-là ont toujours été une petite minorité, et le mal qu'ils ont fait à l'humanité est infinitésimal quand on le compare aux horreurs : bains de sang, guerres, persécutions, confiscations, famines, réduction à l'esclavage, ou destructions massives, perpétrées par les castes politiques de l'humanité. Potentiellement, un Etat est la plus grande menace qui pèse sur les Droits de l'Homme : il possède en général le monopole légal de l'usage de la force physique contre des victimes légalement désarmées. Quand son pouvoir n'est ni limité ni restreint par les Droits individuels, l'Etat est le plus mortel ennemi des hommes. Ce n'est pas en raison de la nécessité de se protéger contre les actions privées, mais en raison de celle de se protéger contre les décisions publiques que la Déclaration des Droits a été écrite.

Considérez maintenant quel procédé se trouve utilisé pour détruire cette protection.

Le procédé consiste à attribuer aux citoyens privés d'être les auteurs de violations spécifiques du Droit que la constitution interdit aux hommes de l'Etat (et que les citoyens privés n'ont pas dans les faits le pouvoir de commettre) - ce qui permet de libérer les hommes de l'Etat de toute contrainte. Les résultats sont au présent particulièrement visibles dans le domaine de la liberté d'expression. Pendant des années, les collectivistes ont propagé l'idée que lorsqu'une personne privée refuse de financer un opposant, elle commet une " violation de la liberté d'expression " de cet opposant et un acte de " censure ".

C'est de la " censure ", prétendent-ils, lorsqu'un journal refuse d'employer ou de publier des auteurs dont les idées sont diamétralement opposées à sa politique.

C'est de la " censure ", prétendent-ils encore lorsqu'un homme d'affaire refuse de faire publier des publicités dans un magazine qui le dénonce, l'insulte et le traîne dans la boue.

C'est de la " censure ", prétendent-ils enfin, lorsque quelqu'un qui finance une émission de télévision proteste contre une ignominie - telle l'invitation faite à Alger Hiss de venir calomnier en



direct Richard Nixon - perpétrée au cours d'une émission pour laquelle il donne son argent.

A ce propos un certain Newton N. Minow a déclaré: " il y a la censure des indices d'écoute, celle des annonceurs, celle des chaînes, des stations associées qui refusent les programmes qu'on offre à leurs zones d'émission ". C'est le même M. Minow qui menace à présent de révoquer l'autorisation de toute station qui ne se soumettrait pas à ses conceptions des programmes, et qui prétend que cela, ce ne serait pas de la censure. Examinez les implications de tout ceci.

La " censure " est un terme uniquement applicable aux actions de l'Etat. Aucune action privée ne peut être énoncée comme un acte de censure. Aucun individu et aucune agence non publique ne peut réduire un homme au silence, ni réprimer une publication. Seul un Etat peut y parvenir. La liberté d'expression d'une personne privée inclut le Droit de ne pas être d'accord avec ses adversaires, de ne pas les écouter et de ne pas les financer.

Pourtant, selon la doctrine dite des " droits économiques de l'homme ", un individu n'aurait pas le Droit de disposer de ses propres moyens matériels et de les utiliser selon ses propres convictions, mais devrait donner son argent sans discrimination à n'importe quel discoureur ou propagandiste, qui aurait ainsi un " droit à " ... ce qui ne lui appartient pas. Cela signifie que la capacité de produire les moyens matériels nécessaires à l'expression des idées serait ce qui prive un homme du Droit de penser ce qu'il pense. Cela signifie aussi qu'un éditeur devrait publier des livres qu'il trouve mauvais, falsificateurs ou pervers, que le financier d'une émission de télévision devrait rétribuer des commentateurs qui ont choisi de s'en prendre à ses convictions. Que le propriétaire d'un journal devrait livrer ses pages éditoriales à tout jeune voyou qui fait de l'agitation pour réduire la presse à la servitude. Cela signifie donc qu'un groupe d'hommes aurait le droit illimité de faire n'importe quoi, alors qu'un autre groupe se trouverait réduit à la dépossession et à l'impuissance.

Mais comme il serait évidemment impossible de fournir à quiconque les réclame, un emploi, un micro ou les colonnes d'un journal, qui décidera de la " distribution " des " droits économiques " et choisira leurs bénéficiaires, lorsque le Droit de choisir qui appartenait aux propriétaires aura été aboli? Eh bien, cela au moins, M. Minow l'a indiqué avec beaucoup de clarté.

Et si vous faites l'erreur de croire que tout ce qui précède ne s'applique qu'aux grands possédants, il serait temps pour vous de vous rendre compte que la théorie des " droits économiques " implique pour n'importe quel théâtral en mal de spectacle, pour n'importe quel poète baba, pour n'importe quel compositeur de bruits ou pour tout " artiste " non objectif (pourvu d'appuis politiques), le " droit au " soutien financier que vous aviez choisi de ne pas leur donner en n'assistant pas à leurs exhibitions. Quelle autre signification peut avoir la décision de dépenser l'argent de vos impôts pour subventionner la " culture " ?



Ainsi, pendant que des gens se promènent la bouche pleine de ces " droits économiques " le concept des Droits politiques est en train de disparaître. On oublie que le Droit de libre expression désigne la liberté de prôner ses propres opinions et d'en subir les conséquences, y compris le désaccord avec les autres, leur opposition, leur hostilité et leur refus de vous soutenir. La fonction politique du Droit de libre expression est de protéger les dissidents et les minorités impopulaires contre la répression violente, non de leur garantir le soutien matériel, les avantages et les récompenses d'une popularité qu'ils n'ont rien fait pour mériter.

La Déclaration des Droits stipule : " Le Congrès ne fera aucune loi... limitant la liberté de parole, ni celle de ta presse... ", il n'y est pas exigé des citoyens privés qu'ils fournissent un micro à l'homme qui prône leur destruction, ou un passe au voleur qui cherche à les cambrioler, ou un couteau à l'assassin qui veut leur couper la gorge.

Tel est l'état de l'un des débats les plus cruciaux du temps présent: celui où s'opposent les Droits politiques et les " droits économiques ". Il faut choisir. Car ils sont incompatibles entre eux, et les seconds détruisent les premiers. En fait, il n'y a pas de " droits économiques ", pas de " droits collectifs ", pas de " droits de l'intérêt général ". Le terme " Droits de l'individu " est une redondance: il n'y a pas d'autre forme de Droit et personne d'autre n'en possède.

Les partisans du capitalisme de laissez-faire sont les seuls défenseurs des Droits de l'Homme.

in *The Objectivist Newsletter*

Les Fondements de l'Objectivisme

L'homme doit choisir ses actions, ses valeurs et ses buts en fonction de la norme de ce qui convient à l'homme, de façon à accomplir, conserver, réaliser cette valeur ultime, et cette fin en soi qu'est sa propre vie, et en jouir.

Une valeur est ce pourquoi l'on entreprend une action pour acquérir et (ou) conserver quelque chose. Une vertu est l'action par laquelle on l'acquiert et (ou) la conserve. Les trois valeurs cardinales de l'éthique objectiviste sont la raison, l'intentionnalité et l'estime de soi. Ces trois valeurs sont, ensemble, à la fois le moyen de réaliser et la réalisation de cette valeur ultime qu'est notre propre vie. Leurs vertus correspondantes sont la rationalité, la productivité et la fierté.

Le travail productif est le but central de la vie d'un homme rationnel, la valeur centrale qui intègre et détermine la hiérarchie de toutes ses autres valeurs. La raison est la source, la condition préalable de son travail productif, et la fierté, le résultat.

La rationalité est la vertu fondatrice de l'homme, la source de toutes ses autres vertus. Le vice fondamental de l'homme, la source de tous ses maux, est l'acte de ne pas concentrer son esprit, de « suspendre » sa conscience, c'est-à-dire non d'être aveugle, mais de refuser de voir ; non d'être ignorant, mais de refuser de savoir. L'irrationalité est le rejet du moyen de survie de l'homme, et, par conséquent, un engagement dans la voie de l'autodestruction. Ce qui est contre l'esprit est contre la vie.

La vertu de rationalité signifie la reconnaissance et l'acceptation de la raison comme notre seule source de connaissance, notre seul juge des valeurs et notre seul guide d'action. Elle signifie notre total engagement en un état d'éveil complètement conscient, le maintien d'une parfaite concentration mentale dans toutes les situations et les choix auxquels nous faisons face, et pour chacune de nos heures d'éveil. Elle signifie un engagement à la plus complète et lucide perception de la réalité qu'il nous soit possible, et au développement actif et constant de cette perception, c'est-à-dire le principe que tous nos buts, nos valeurs et nos actions s'inscrivent dans la réalité et, qu'en conséquence, aucune valeur ni aucune considération quelle qu'elle soit ne puisse l'emporter sur

notre perception de la réalité. Elle signifie une adhésion au principe que toutes nos convictions, nos buts, nos valeurs, nos désirs et nos actions doivent être fondés sur, dérivés de, choisis et validés par un processus rationnel aussi précis et scrupuleux qu'il nous soit possible, en stricte application des lois de la logique. Elle signifie notre acceptation de la responsabilité de former nos propres jugements et de vivre du travail de notre propre esprit (ce qui constitue la vertu d'indépendance). Elle signifie que nous ne devons jamais sacrifier nos opinions aux convictions ou aux désirs irrationnels des autres (ce qui constitue la vertu d'intégrité) ; que nous ne devons jamais tenter de falsifier la réalité de quelque façon que ce soit (ce qui constitue la vertu de l'honnêteté) ; et que nous ne devons jamais chercher à nous approprier ou à nous octroyer ce que nous ne méritons pas ou ce qui ne nous revient pas de droit, que ce soit dans le domaine matériel ou spirituel (ce qui constitue la vertu de la justice). Elle signifie que nous ne devons jamais désirer d'effets sans causes, et que l'on ne doit jamais donner naissance à une cause sans assumer pleinement la responsabilité de ses effets ; que nous ne devons jamais agir comme un zombie, c'est-à-dire sans connaître nos propres buts et motifs ; que nous ne devons jamais prendre de décisions, nous forger des convictions ou nous approprier des valeurs hors contexte, c'est-à-dire sans tenir compte de la somme totale et intégrée de nos propres connaissances ; et, par dessus tout, que nous ne devons jamais tenter de laisser passer une contradiction. Elle signifie le rejet de toute forme de mysticisme, c'est-à-dire de toute prétention à une source de connaissance surnaturelle, non sensorielle, non rationnelle et non définissable. Elle signifie un engagement à user de la raison, non de manière sporadique ou en l'appliquant seulement dans certaines circonstances ou dans des cas d'urgence, mais comme une façon de vivre permanente.

La vertu de la productivité est la reconnaissance du fait que le travail productif est le processus par lequel l'esprit de l'homme entretient sa vie, le processus qui libère l'homme de la nécessité de s'adapter à son environnement, comme le font les animaux, et lui donne le pouvoir d'adapter son environnement à lui-même. Le travail productif est le chemin qui permet à l'homme de réaliser tout ce qu'il désire, et fait appel aux plus hauts attributs de son caractère : son habileté créatrice, son ambition, sa confiance en soi, son refus de se laisser abattre par les catastrophes et son dévouement à l'objectif de refaçonner la terre à l'image de ses valeurs. « Travail productif » ne signifie pas la répétition machinale des mouvements d'un travail quelconque. Il signifie le fait de choisir consciencieusement une carrière productive et de s'y adonner au meilleur de ses capacités, quel que soit le domaine d'activité rationnel, qu'il soit grand ou modeste. Ce n'est pas le degré d'habileté d'un homme ni la portée de son travail qui est éthiquement pertinent ici, mais le fait qu'il utilise ou non son esprit de la manière la plus complète et la plus réfléchie possible.

La vertu de la fierté est la reconnaissance du fait que « de la même manière que l'homme doit produire les biens matériels dont il a besoin pour se maintenir en vie, il doit acquérir les qualités de caractère qui rendent sa vie digne d'être maintenue ; c'est-à-dire que de la même façon que l'homme est un self-made-man dans le domaine matériel, il est un self-made-man dans le domaine spirituel » (Atlas Shrugged). L'expression « ambition morale » est la meilleure façon de désigner la vertu de fierté. Cela signifie que l'on doit mériter le droit de se considérer soi-même comme notre plus grande valeur en réalisant notre propre perfection morale, c'est-à-dire en refusant d'accepter tout code fondé sur des vertus irrationnelles qui seraient impossible à pratiquer, et en s'assurant de pratiquer celles qui le sont, en refusant toute culpabilité imméritée, en ne s'y exposant pas et en corrigeant promptement celle que l'on aurait pu mériter, en ne se résignant jamais passivement aux défauts de



notre caractère, et en ne laissant jamais quelque inquiétude, caprice, crainte ou humeur momentanée que ce soit l'emporter sur notre estime de soi. Et enfin, par dessus tout, la perfection morale s'accomplit en refusant de jouer le rôle d'un animal sacrificiel et en refusant toute doctrine qui prêche l'auto-immolation comme une vertu ou un devoir moral.

Le principe social fondamental de l'éthique objectiviste est que tout comme la vie est une fin en soi, chaque être humain vivant est une fin en lui-même, non le moyen pour les fins ou le bien-être des autres. Ainsi, l'homme doit vivre pour son propre intérêt, ne sacrifiant ni lui-même aux autres, ni les autres à lui-même.

in *La vertu d'égoïsme (The virtue of selfishness)*

Le discours d'Howard Roark

Il y'a des milliers d'années, un homme fit du feu pour la première fois. Il fut probablement brûlé vif sur le bûcher qu'il avait allumé de ses propres mains. Il fut considéré comme un malfaiteur qui avait dérobé à un démon un secret que l'humanité redoutait. Mais, grâce à lui, les hommes purent se chauffer, cuire leurs aliments, éclairer leurs cavernes. Il leur laissa un don inestimable qui chassa les ténèbres de la terre. Des siècles plus tard, un autre homme inventa la roue. Il fut probablement écartelé sur cette roue qu'il avait enseigné à ses frères à construire. Il fut considéré comme un transgresseur qui s'aventurait dans un domaine interdit. Mais, grâce à lui, les hommes purent voyager dans toutes les directions. Il leur laissait, lui aussi, un don d'une valeur inestimable et avait ouvert pour eux les routes du monde.

Cet homme-là, le pionnier, le précurseur, nous le retrouvons dans toutes les légendes que l'homme a imaginées pour expliquer le commencement de toutes choses. Prométhée fut enchaîné à un rocher et dépecé par des vautours parce qu'il avait dérobé le feu des dieux. Adam fut condamné à souffrir parce qu'il avait mangé du fruit de l'arbre de la connaissance. Quelle que soit la légende, l'humanité sait obscurément que c'est à ces héros obscurs qu'elle doit sa gloire et que chacun d'eux paya son courage de sa vie.

Et au cours des siècles il y'eut ainsi des hommes qui s'élançèrent sur des voies nouvelles, guidés uniquement par leur vision intérieure. Leurs buts différaient, mais tous avaient ceci en commun : ils s'élançaient les premiers sur une route nouvelle, leur vision était originale et ils recevaient en retour que de la haine. Les grands créateurs : les penseurs, les artistes, les savants, les inventeurs, se sont toujours dressés, solitaires, contre les hommes de leur temps. Chaque grande pensée nouvelle ne rencontra qu'opposition ; chaque grande invention qu'incrédulité. Le premier moteur fut considéré comme une invention répréhensible, l'anesthésie comme un péché, mais les hommes qui avaient inventé tout cela continuèrent d'aller de l'avant. Ils luttèrent ; ils souffrirent, mais ils remportèrent la victoire.

Aucun de ces créateurs n'était inspiré par le désir de servir l'humanité, qui pouvait changer leur routine paresseuse. Sa conviction intérieure était son unique motif. Une oeuvre à accomplir, conçue par lui, exécutée par lui. Que ce fut une symphonie, un livre, un moteur, un système philosophique, un avion ou un building... là était son but et le sens de sa vie, et non pas ceux qui entendraient, liraient ou se serviraient de ce qu'il créait. La création en elle-même et non celui à laquelle elle était destinée. L'oeuvre et non pas les bienfaits qu'en retireraient d'autres hommes. L'oeuvre et non pas les bienfaits qu'en retireraient d'autres hommes. Cette oeuvre qui donnerait forme à sa vérité intérieure, cette vérité qui comptait plus que tout.

Sa vision intérieure, sa force, son courage, il les puisait en lui-même, dans cette entité qui est la conscience de l'homme, car penser, sentir, juger sont des fonctions du moi.

C'est pourquoi les créateurs ne sont jamais dépourvus d'égoïsme. C'est en cela que réside le secret de leur puissance ; ils trouvent en eux-mêmes leurs raisons de créer, leur source d'énergie, leur principe moteur. Le créateur ne sert rien ni personne. Il vit pour lui-même.

Et c'est uniquement en vivant pour lui-même que l'homme est capable de réaliser des oeuvres qui sont l'honneur de l'humanité, car telle est la loi même de la création.

L'homme ne peut se maintenir sur la terre que grâce à sa pensée. Il vient au monde désarmé. Son cerveau est son unique arme. Les animaux se procurent leur nourriture par la force. L'homme n'a ni griffes, ni crocs, ni cornes, ni même une très grande force musculaire. Il lui faut cultiver les aliments qu'il absorbe ou se livrer à la chasse, à la pêche. Pour cela il lui faut des armes, et ces armes sont encore une création de son esprit. Des plus humbles nécessités aux abstractions religieuses les plus hautes, de la roue au gratte-ciel, tout ce que nous sommes et tout ce que nous possédons nous vient d'une fonction que seul l'homme possède... sa faculté de raisonner.

Mais l'esprit est un attribut individuel. Il n'existe rien de pareil à un cerveau collectif. Une décision prise par un groupe d'homme n'est jamais qu'un compromis ou une moyenne de la pensée de plusieurs. C'est une conséquence secondaire. Mais l'acte premier, le processus de raisonnement, doit être accompli par un individu isolé. Nous pouvons partager un repas entre plusieurs personnes, mais ce repas ne peut être digéré par un estomac collectif, et aucun homme ne peut, à l'aide de ses poumons, respirer pour un autre. Toutes les fonctions de notre corps et de notre esprit nous sont personnelles. Nous ne pouvons ni les partager, ni les transférer.

Nous héritons du produit de la pensée des hommes qui nous ont précédés. De la roue, nous faisons une charrette, puis une auto. Cette auto se transforme en avion. Mais en réalité, tout cela n'est rien d'autre que la résultante d'une pensée. Or la faculté créatrice ne peut être ni donnée, ni reprise, ni partagée, ni empruntée, elle appartient en propre à un individu. L'oeuvre qu'il crée appartient au créateur. Certes, les hommes apprennent beaucoup les uns par les autres, mais ce qu'un homme ne peut donner à un autre, c'est la capacité de penser par lui-même.

Rien n'est donné à l'homme sur la terre. Tout ce qui lui est nécessaire, il lui faut le produire. Et c'est là que l'homme se trouve en face de cette alternative : ou vivre du travail indépendant de son propre esprit, ou n'être qu'un parasite nourri par l'esprit des autres. Le créateur s'exprime, le parasite emprunte. Le créateur affronte la vie directement, le parasite à l'aide d'intermédiaires.

Le but du créateur est la conquête des éléments ; le but du parasite est la conquête des autres hommes.

Le créateur vit pour son oeuvre. Il n'a pas besoin des autres. Son véritable but est en lui-même. Le parasite vit par dépendance. Il a besoin des autres. Les autres hommes sont pour lui le



principe moteur.

Le besoin le plus profond du créateur est l'indépendance. L'esprit humain ne peut travailler sous la contrainte. Il ne peut être plié, sacrifié ou subordonné à des considérations quelles qu'elles soient. Et c'est pourquoi ses relations avec les autres hommes sont, pour le créateur, secondaires.

Le besoin profond du parasite est d'assurer ses biens avec les autres hommes. Il met au-dessus de tout les relations. Il déclare à qui veut l'entendre que l'homme est fait pour servir l'homme. Il prêche l'altruisme.

L'altruisme est cette doctrine qui demande que l'homme vive pour les autres et qu'il place les autres au-dessus de lui-même.

Or aucun homme ne peut vivre pour un autre. Il ne peut pas davantage démembrer son cerveau qu'il ne peut démembrer son corps. Mais le parasite s'est fait de l'altruisme une arme pour exploiter l'humanité et détruire les bases mêmes des principes moraux de l'humanité. Tout ce qu'on a enseigné à l'homme détruisait en lui le créateur, car on lui a fait croire que la dépendance est une vertu.

L'homme qui s'efforce de vivre pour les autres est un homme dépendant. Il est lui-même un parasite et transforme ceux qu'il sert en parasites. Rien ne peut résulter de cet échange qu'une mutuelle corruption. L'homme qui, dans la réalité s'approche le plus de cette conception est l'esclave. Si l'esclavage par la force est déjà une chose répugnante, que dire de l'esclavage spirituel. Il reste dans l'homme asservi un vestige d'honneur, le mérite d'avoir résisté et le fait de considérer sa situation comme mauvaise. Mais l'homme qui se transforme en esclave volontaire au nom de l'amour est la créature la plus basse qui existe. Elle porte atteinte à la dignité de l'homme et à la conception même de l'amour. Et telle est cependant l'essence même de l'altruisme.

On a enseigné à l'homme que la plus haute vertu n'était pas de créer mais de donner. Mais comment peut-on donner une chose avant de la créer ? La création vient avant le don, sans cela il n'y aurait rien à donner ; la nécessité intérieure du créateur avant les besoins des bénéficiaires éventuels. Et cependant on nous a appris à admirer l'être de second plan qui dispense des dons qu'il n'a pas créés, en passant par-dessus celui qui a rendu ce son possible. Nous appelons cela un acte de charité, et nous l'admirons davantage que l'acte de création.

Les hommes ont appris également que leur premier souci devait être de soulager les misères des autres hommes. Or la souffrance est une maladie. Si un homme se trouve en contact avec cette maladie, il est naturel qu'il cherche à donner au malade l'aide dont celui-ci a besoin, mais faire de cet acte la plus grande marque de vertu est faire de la souffrance la chose la plus importante de la vie. L'homme en arrive alors à souhaiter les souffrances des autres, afin de pouvoir faire montre de vertu. Telle est la nature même de l'altruisme. Le créateur, lui, n'a pas pour intérêt premier la souffrance, mais la vie. Mais en réalité, l'oeuvre des créateurs a plus fait pour supprimer sur la terre toutes les formes de souffrance, aussi bien morales que physiques que l'altruiste ne peut l'imaginer.

On a également enseigné à l'homme que faire chorus avec les autres est une vertu. Or le créateur est par essence même un homme qui s'oppose aux autres hommes. On a fait croire à l'homme que nager dans le courant est une vertu. Or le créateur est l'homme qui nage contre le courant. Les hommes croient également que vivre en foule est une vertu. Or le créateur est un homme qui vit seul.

On a enseigné à l'homme que le moi est synonymme de mal, et que l'oubli de soi-même est la plus haute des vertus. Mais le créateur est un égotiste dans le sens du mot le plus absolu, car

l'homme dépourvu d'égotisme est celui qui ne pense, ne sent, ne juge ni n'agit par lui-même.

Et c'est ici que l'échelle des valeurs a été le plus dangereusement faussée ; que toute liberté a été enlevée à l'homme. C'était ou l'égotisme ou l'altruisme ; l'égotisme étant considéré comme le fait de sacrifier les autres à soi-même, l'altruisme le fait de se sacrifier soi-même aux autres. Ceci liait irrévocablement l'homme à l'homme, ne lui laissant le choix qu'entre deux partis également pénibles, ou souffrir par les autres ou faire souffrir les autres. Et lorsque enfin on eut persuadé l'homme qu'il trouverait ses plus grandes joies dans le sacrifice de lui-même, la trappe se referma.

L'homme se vit forcé d'accepter le masochisme comme son idéal, puisque le sadisme était l'unique parti qui s'offrait à lui. Et ce fut là la plus grande tromperie qu'on eût jamais infligée à l'humanité.

Ce fut ainsi qu'on fit de la faiblesse et de la souffrance les bases mêmes de la vie.

Or, en réalité, ce n'est pas entre le sacrifice de soi et la domination des autres qu'il s'agit de choisir, mais entre l'indépendance et la dépendance. Entre le code du créateur et celui du parasite. Le code du créateur est bâti sur les besoins d'un esprit indépendant, celui du parasite sur les besoins d'un esprit dépendant. Or tout ce que produit un esprit indépendant est juste et tout ce qui provient d'un esprit dépendant est faux.

L'égotiste dans le sens le plus absolu du terme n'est pas l'homme qui sacrifie les autres. C'est celui qui a renoncé à se servir des hommes de quelque façon que ce soit, qui ne vit pas en fonction d'eux, qui ne fait pas des autres le moteur initial de ses actes, de ses pensées, de ses désirs, qui ne puise pas en eux la source de son énergie. Il n'existe pas en fonction d'un autre, pas plus qu'il ne demande à un autre d'exister en fonction de lui. C'est là la seule forme de fraternité, basée sur un respect mutuel possible entre les hommes.

L'homme peut être plus ou moins doué, mais un principe essentiel demeure : le degré d'indépendance à laquelle il est arrivé, son initiative personnelle et l'amour qu'il porte à son travail. C'est cela qui détermine et sa capacité en tant que travailleur, et sa valeur en tant qu'homme. L'indépendance est la seule jauge avec laquelle on puisse mesurer l'homme. Ce qu'un homme fait de lui-même et par lui-même et non ce qu'il fait ou ne fait pas pour les autres. Rien ne peut remplacer la dignité personnelle. Et il n'y a pas de dignité personnelle sans indépendance.

Dans les rapports humains tels qu'ils doivent être, il n'existe pas de notion de sacrifice. Un architecte ne peut vivre sans clients, mais cela ne veut pas dire qu'il doive subordonner son travail à leurs désirs. Ils ont besoin de lui, mais ils ne le chargent pas de leur construire une demeure simplement pour lui fournir du travail. Deux hommes échangent leur travail par un libre consentement mutuel, parce qu'ils y trouvent l'un et l'autre leur intérêt et que tous deux désirent cet échange. Sinon, rien ne les y oblige. C'est là la seule forme possible de relations entre égaux. Toute autre conception est celle de l'esclave au maître ou de la victime à son bourreau.

Aucune oeuvre digne de ce nom ne peut être accomplie collectivement, par la décision d'une majorité. Chaque création doit être conçue par un esprit original. Un architecte a besoin d'un grand nombre de corps de métiers pour construire le building qu'il a conçu, mais il ne leur demande pas d'approuver ses plans. Ils travaillent ensemble par consentement mutuel, chacun remplissant la fonction qui lui est propre. Un architecte se sert de l'acier, du verre, du béton que d'autres que lui ont préparés. Mais ces matériaux ne sont que des matériaux tant qu'il ne les a pas transformés en leur donnant une forme qui lui est personnelle. Voilà la seule forme possible de coopération entre les hommes.

Le premier droit de l'homme, c'est le droit d'être lui-même. Et le premier devoir de l'homme

est son devoir envers lui-même. Et le principe moral le plus sacré est de ne jamais transposer dans d'autres êtres le but même de sa vie. L'obligation morale la plus importante pour l'homme est d'accomplir ce qu'il désire faire, à condition que ce principe ne dépende pas, avant tout, des autres. C'est uniquement selon un tel code que peut vivre, penser, créer le créateur. Mais ce n'est pas là la sphère du gangster, de l'altruiste ou du dictateur.

L'homme pense et travaille seul. Mais il ne peut pas piller, exploiter ou dominer... seul. Le pillage, l'exploitation de l'homme par l'homme et la dictature présupposent des victimes, donc des êtres dépendants. C'est le domaine du parasite.

Les conducteurs d'hommes ne sont pas des égotistes. Ils ne créent rien. Ils existent entièrement en fonction des autres. Leur but est d'asservir des êtres. Ils sont aussi dépendants que le mendiant, le travailleur social ou le bandit. La forme de dépendance importe peu.

Mais on enseigna aux hommes à considérer ces parasites, les tyrans, les empereurs, les dictateurs, comme des symboles même de l'égotisme. Et grâce à cette immense duperie, ceux-ci furent en mesure de détruire l'âme humaine, la leur aussi bien que celle des autres.

Depuis le début de l'ère historique, les deux antagonistes, le créateur et le parasite s'affrontèrent. Et à la première invention du créateur, le parasite répondit en inventant l'altruisme.

Le créateur... honni, persécuté, exploité, n'en allait pas moins de l'avant, emportant l'humanité dans le rythme de son énergie. Le parasite, lui, ne faisait rien d'autre que multiplier les obstacles. Cette lutte portait d'ailleurs un autre nom : celle de l'individu contre la collectivité.

Le "bien commun" de la collectivité en tant que race, que classe ou qu'Etat fut le but avoué et la justification de toutes les tyrannies qui furent imposées à l'homme. Les pires horreurs furent accomplies au nom de l'altruisme. Est-il possible que n'importe quel acte accompli par égoïsme ait jamais atteint aux carnages perpétrés au nom de l'altruisme ? La faute en est-elle à l'hypocrisie ou aux principes faux qu'on a inculqués aux hommes ? Les pires bouchers furent les hommes les plus sincères. Ils croyaient atteindre à la société parfaite grâce à la guillotine et au peloton d'exécution. Personne ne leur demanda raison de leurs meurtres, puisqu'ils les accomplissaient par altruisme. Les acteurs changent, mais la tragédie reste la même. Un être soi-disant humanitaire commence par des déclarations d'amour pour l'humanité et finit par faire verser des mares de sang. Cela continue et cela continuera tant que l'on fera croire à l'homme qu'une action est bonne à condition de ne pas avoir été dictée par l'égoïsme. Cela autorise l'altruiste à agir et oblige ses victimes à tout supporter. Les chefs des mouvements collectivistes ne demandent jamais rien pour eux-même, mais observez les résultats.

Prenez maintenant une société édifiée sur le principe de l'individualisme, ce pays, le notre. Le pays le plus noble dans toute l'histoire du monde. Le pays des entreprises les plus grandioses, de la plus grande prospérité, de la plus grande liberté. La société n'y avait pas été basée sur la servitude, le sacrifice, le renoncement et autres principes d'altruisme, mais sur le droit de l'homme d'aspirer au bonheur. A son bonheur à lui et non à celui de quelqu'un d'autre. Un but privé, personnel, égoïste. Regardez donc les résultats et faites un examen de conscience.

C'est un conflit vieux comme le monde. Les hommes se sont parfois rapprochés de la vérité, mais chaque fois ils ont échoué près du but et les civilisations ont disparu les unes après les autres. La civilisation n'est rien d'autre que le développement de la vie privée. L'existence tout entière du sauvage se déroule en public, commandée par les lois de la tribu. La civilisation n'a d'autre but que de libérer l'homme de l'homme.

Or, dans notre pays, en ce moment, le collectivisme, la loi des êtres de seconde zone et de second ordre, a brisé les entraves et se déchaîne. Il a amené l'homme à un état d'abaissement intellectuel jamais atteint sur la terre, aboutissant à des horreurs sans précédent. Il a empoisonné la plupart des esprits et avalé la plus grande partie de l'Europe, commence à gagner notre partie.

Je suis architecte. Je sais ce à quoi nous sommes en droit de nous attendre, étant donné les principes sur lesquels le collectivisme est construit. Nous approchons d'un temps où il ne sera plus permis de vivre.

Vous savez maintenant pourquoi j'ai détruit Cortland.

Je l'ai conçu, je vous l'ai donné, je l'ai détruit.

Je l'ai détruit car il ne m'était pas possible de le laisser debout. C'était deux fois un monstre, par la forme et par l'intention. Il m'a fallu détruire l'un et l'autre. La forme fut mutilée par deux de ces parasites qui s'étaient octroyé le droit d'améliorer une oeuvre dont ils n'étaient pas les auteurs et qu'ils n'auraient pu égaler. Et on les laissa faire sous le prétexte que le but altruiste du bâtiment surpassait toutes autres considérations. Que pouvais-je opposer à cela ?

J'avais accepté de faire le projet de Cortland pour la joie de le voir bâtir tel que je l'avais conçu et pour aucune autre raison. C'était là le prix que j'avais demandé pour mon travail. Il ne me fut pas payé.

Je ne jette pas le blâme sur Peter Keating. Il était sans défense. Il avait un contrat avec l'Etat, ce contrat fut ignoré. Il avait reçu la promesse que le building serait érigé selon les plans du projet. Cette promesse fut brisée. L'amour d'un homme pour son travail et son droit à le protéger sont actuellement considérés comme des notions vagues et confuses, ainsi que vous l'a dit tout à l'heure monsieur le procureur. Et maintenant, pour quelle raison le building dont je vous parle fut-il défiguré ? Sans raison. De tels actes ne sont jamais motivés, excepté par la vanité de quelques parasites qui se sentent des droits sur la propriété des autres, qu'elle soit matérielle ou spirituelle. Et qui leur a permis d'agir ainsi ? Personne en particulier parmi les nombreuses autorités. Personne ne s'est donné la peine d'autoriser cela ou de l'empêcher. Personne n'est responsable. Telle est la caractéristique de toute action de la collectivité

Je n'ai pas reçu pour mon travail le paiement que j'avais demandé. Les propriétaires de Cortland, eux avaient reçu de moi ce qu'ils demandaient. Ils voulaient un projet leur permettant de construire aussi bon marché que possible. Personne encore ne leur avait donné satisfaction. J'y parvins. Ils prirent ce que je leur donnais et ne voulurent rien me donner en retour. Mais moi je ne suis pas un altruiste et je ne fais pas des dons de ce genre.

On a dit que j'avais détruit le futur home des déshérités, mais sans moi les déshérités n'auraient pas eu ce home-là. On a dit aussi que la pauvreté des futurs locataires leur donnait des droits sur mon travail. Que leurs besoins exigeaient de moi certaines concessions, qu'il était de mon devoir de contribuer à leur donner du bien-être. C'est là le credo des parasites qui actuellement régissent le monde.

Je tiens à déclarer ici que je ne suis pas un homme qui existe en fonction des autres.

C'est une chose qui devait être dite, car le monde périclète d'une orgie de sacrifice de soi-même.

Je tiens à déclarer aussi que l'intégrité de l'oeuvre d'un artiste est plus importante que son but charitable. Ceux d'entre vous qui ne comprennent pas cela font partie de cette humanité qui est en

train de détruire le monde.

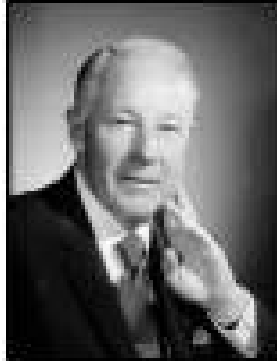
Je suis heureux d'avoir pu déclarer ici mes principes. Je ne puis en accepter d'autres.

Je ne me reconnais envers les hommes aucune obligation autre que celle-ci : respecter leur indépendance comme j'exige qu'ils respectent la mienne et ne jouer aucun rôle dans une société d'esclaves. Et si je suis condamné, cela voudra dire que mon pays n'est plus ce qu'il était . Et c'est à lui que je dédierai les années que je passerai en prison. Je les lui offrirai en témoignage de gratitude et d'admiration pour ce qu'il a été. Et mon refus de vivre et de travailler dans ce monde tel qu'il est sera de ma part un acte de loyalisme.

Ces années de prison, je les accomplirai aussi pour chaque créateur qui eut à souffrir des forces mauvaises qui m'obligèrent à détruire Cortland. En souvenir de chaque heure de solitude, d'échec, de découragement qu'il fut amené à supporter, et de la dure bataille qu'il livre. Pour tous les créateurs dont les noms sont célèbres et pour tous ceux qui luttèrent et succombèrent, inconnus. Pour tout créateur dont on essaya de détruire l'âme et le corps. Pour Henry Cameron, pour Steven Mallory. Et pour un homme qui ne me pardonnerait pas de le nommer, mais qui est dans cette salle et qui sait que c'est à lui que je m'adresse.

in *La source vive (The Fountainhead)*

Leonard E. READ



Moi, le crayon

Je suis un crayon noir – le crayon de bois ordinaire que connaissent tous ceux qui savent lire et écrire, garçons, filles et adultes. (Mon nom officiel est " Mongol 482. " Mes nombreux éléments sont assemblés, fabriqués et finis par la Eberhard Faber Pencil Company.)

Ecrire est à la fois ma vocation et mon métier [jeu de mots anglais entre vocation et avocation=métier. NdT] ; c'est tout ce que je fais.

Vous pourriez vous demander pourquoi je devrais écrire une généalogie. Eh bien, pour commencer, mon histoire est intéressante. Et, ensuite, je suis un mystère – plus grand qu'un arbre ou un coucher de soleil, et même qu'un éclair. Mais, malheureusement, ceux qui m'utilisent me considèrent comme faisant partie du décor, comme si je n'étais qu'un simple événement sans antécédents. Cette attitude superficielle me relègue au niveau du banal. C'est un exemple de la grave erreur que l'humanité ne peut pas continuer à commettre trop longtemps sans danger. Car, comme l'a observé le sage G.K. Chesterton, " Nous périssons faute d'émerveillement, et non pas faute de merveilles. [We are perishing for want of wonder, not for want of wonders]. "

Moi, le crayon, aussi simple que je paraisse, je mérite votre émerveillement et votre respect, une affirmation que je vais essayer de prouver. En fait, si vous pouvez me comprendre – non, c'est trop demander à quelqu'un – si vous pouvez prendre conscience du caractère miraculeux que je symbolise, vous pourrez sauver la liberté que l'humanité est si malheureusement en train de perdre. J'ai une profonde leçon à enseigner. Et je peux l'enseigner mieux qu'une automobile, un avion ou un lave-vaisselle parce que – eh bien, parce que je suis en apparence si simple.

Simple ? Et pourtant, pas une seule personne à la surface de cette terre ne sait comment me fabriquer. Ceci semble invraisemblable, non ? Particulièrement quand on se rend compte qu'on produit chaque année un demi milliard de mes semblables aux Etats-Unis.

Prenez-moi et regardez-moi, que voyez-vous ? On ne voit pas grand-chose : il y a du bois, de la laque, la marque imprimée, la mine, un peu de métal et une gomme. D'innombrables antécédents

Tout comme vous ne pouvez pas remonter votre arbre généalogique très loin, il m'est impossible de nommer et d'expliquer tous mes antécédents. Mais je voudrais en suggérer suffisamment pour bien vous faire comprendre leur richesse et leur complexité.

Mon arbre généalogique commence avec ce qui est bel et bien un arbre : un cèdre de l'espèce qui pousse en Californie du Nord et en Oregon. Réfléchissez maintenant avec attention à toutes les scies, à tous les camions, à toutes les cordes et aux innombrables autres équipements utilisés pour obtenir et transporter les rondins de cèdre vers les voies de chemin de fer. Pensez à toutes les personnes et aux compétences innombrables qui ont participé à leur fabrication : l'extraction du minerai, la fabrication de l'acier et sa transformation en scies, haches et moteurs ; la culture du chanvre et toutes les étapes aboutissant à une corde grosse et lourde ; les campements d'exploitation du bois avec leurs lits et leurs mess, la culture et la cuisine de toute la nourriture. Tiens, d'incalculables milliers de gens ont joué un rôle dans chaque tasse de café que boivent les bûcherons !

Les rondins sont envoyés vers une fabrique à San Leandro, en Californie. Pouvez-vous imaginer les individus qui ont créé les wagons-plateforme, les rails et les locomotives, et ceux qui ont construit et installé les moyens de communication qu'ils supposent. Ces légions font partie de mes antécédents.

Réfléchissez au travail à San Leandro. Les rondins sont coupés en petites lames, de la longueur d'un crayon et d'une épaisseur inférieure à 6 millimètres. Celles-ci sont séchées dans un four et teintées pour la même raison qu'une femme met du rouge sur son visage. Les gens préfèrent que je sois joli, plutôt que d'un blanc pâle. Les lames sont cirées et à nouveau séchées en four. Combien de savoir-faire entrent dans la fabrication des teintes et des fours, ou dans la fourniture de la chaleur, de la lumière et de l'énergie, des courroies, des moteurs et des autres choses que réclame une fabrique ? Des balayeurs de la fabrique parmi mes ancêtres ? Oui, et aussi les hommes qui ont versé le béton du barrage d'une centrale hydraulique de la Pacific Gas and Electric Company qui approvisionne la fabrique en énergie.

N'oubliez pas les ancêtres actuels et lointains qui ont aidé à transporter soixante voitures de lames d'un côté à l'autre du pays.

Une fois dans l'usine à crayons – 4 millions de dollars de machines et de bâtiments, capital entièrement accumulé par des parents à moi – chaque lame se voit donner huit rainures par une machine complexe, après quoi une autre machine place une mine dans une lame sur deux, met de la colle et dispose une autre lame au-dessus – un sandwich à la mine pour ainsi dire. Sept frères et moi sommes mécaniquement taillés dans ce sandwich de bois.

Ma mine elle-même est complexe. Le graphite est extrait à Ceylan. Pensez à ces mineurs, à ceux qui ont fabriqué leurs nombreux outils ou les sacs en papier dans lesquels on transporte le graphite ou encore la ficelle qui permet d'attacher ces sacs, à ceux qui les ont mis à bords des bateaux et à ceux qui ont fabriqué ces bateaux. Même les gardiens de phare le long de la route ont aidé à ma naissance – et aussi les pilotes des ports.

Le graphite est mélangé à de l'argile du Mississippi dont on utilise l'hydroxyde d'ammonium pour le processus d'affinage. Puis des agents mouillants sont ajoutés, comme du suif sulfoné – des graisses animales ayant réagi avec de l'acide sulfurique. Après être passé au travers de nombreuses machines, le mélange se présente finalement comme une extrusion sans fin – comme pour une machine à saucisses – découpée à la dimension voulue, séchée et cuite pendant plusieurs heures à environ 1000 °C. Pour accroître leur résistance et leur aspect lisse, les mines sont alors traitées avec un mélange chaud qui comprend de la cire du Mexique, de la paraffine et des graisses naturelles hydrogénées.

Mon cèdre reçoit six couches de laque. Connaissez-vous tous les ingrédients de la laque ? Qui penserait que les éleveurs de graine de ricin et les raffineurs d'huile de ricin en font partie ?

C'est le cas. Tiens, même les processus qui permettent d'obtenir la belle couleur jaune de la laque nécessitent les savoir-faire de plus de personnes que l'on n'en pourrait dénombrer !

Regardez la marque. C'est un film formé en chauffant du charbon noir mélangé avec des résines. Comment faites-vous pour obtenir des résines et, je vous le demande, qu'est ce que le charbon noir ?

Mon bout de métal – la virole – est en laiton. Pensez à toutes les personnes qui extraient le zinc et le cuivre et ceux qui savent faire une feuille brillante de laiton à partir de ces produits de la nature. Ces anneaux noirs sur ma virole sont en nickel noir. Qu'est-ce donc, et comment est-il mis en place ? L'histoire complète qui explique pourquoi le centre de ma virole n'est pas recouvert de nickel prendrait des pages.

Il y a ensuite mon plus grand triomphe, inélegamment appelé dans le métier " la bonde " [the plug], la partie que l'homme utilise pour effacer les erreurs qu'il commet avec moi. C'est un élément appelé " factice " qui permet d'effacer. Il s'agit d'un produit semblable à du caoutchouc fabriqué en faisant réagir de l'huile de colza des Indes néerlandaises avec du chlorure de soufre. Le caoutchouc, contrairement à l'idée courante, ne sert que pour assurer la liaison. Il y a ensuite de nombreux agents de vulcanisation et d'accélération. La pierre ponce vient d'Italie ; et le pigment qui donne sa couleur à la gomme est du sulfure de cadmium.

Personne ne sait

Quelqu'un veut-il remettre en doute mon affirmation selon laquelle pas une seule personne au monde ne saurait comment me fabriquer ?

En fait, des millions d'êtres humains participent à ma création, et aucun d'entre eux n'en connaît plus que quelques autres. Bon ! Vous allez dire que j'exagère en disant que ma création est liée au cueilleur de baies de café dans le lointain Brésil et aux cultivateurs de nourriture, que c'est une position extrême. Je réitère mon affirmation. Il n'y a pas une personne, parmi ces millions, y compris le président de l'entreprise de crayons, qui contribue plus qu'un tout petit peu, de façon infinitésimale, aux compétences requises. Du point de vue des savoir-faire, la seule différence entre le mineur qui extrait le graphite à Ceylan et le bûcheron de l'Oregon est le type de compétence. On ne peut se passer ni du mineur ni du bûcheron, pas plus que du chimiste de la fabrique ou de l'ouvrier du champ de pétrole – la paraffine étant un dérivé du pétrole.

Voilà un fait étonnant : ni l'ouvrier du champ de pétrole, ni le chimiste, ni le mineur extrayant le graphite ou l'argile, ni aucun de ceux qui équipent ou fabriquent les bateaux, les trains ou les camions, ni aucun de ceux qui font fonctionner la machine assurant le moletage de mon bout de métal, ni le président de la compagnie ne remplissent leur tâches parce qu'ils me veulent. Chacun me désire moins, peut-être, qu'un écolier. En fait, il y en a dans cette multitude qui n'ont jamais vu de crayon et qui ne saurait pas s'en servir. Leur motivation est autre chose que moi. C'est peut-être quelque chose comme ça : chacun parmi ces millions voit qu'il peut ainsi échanger son petit savoir-faire contre des biens et des services qu'il désire ou dont il a besoin. Je peux ou non faire partie de ces articles.



Pas d'esprit organisateur

Il y a quelque chose d'encore plus étonnant : c'est l'absence d'un esprit supérieur, de quelqu'un qui dicte ou dirige énergiquement les innombrables actions qui conduisent à mon existence. On ne peut pas trouver trace d'une telle personne. A la place, nous trouvons le travail de la Main Invisible. C'est le mystère auquel je me réfèrais plus tôt.

Il a été dit que " seul Dieu pouvait créer un arbre. " Pourquoi sommes-nous d'accord avec ça ? N'est-ce pas parce que nous comprenons que nous ne pourrions pas en fabriquer un nous-mêmes ? En fait, pouvons-nous décrire un arbre ? Non, sauf dans des termes superficiels. Nous pouvons dire, par exemple, qu'une certaine configuration moléculaire se présente comme un arbre. Mais quel esprit humain pourrait même noter, sans même parler de diriger, les changements constants des molécules se produisant au cours de la vie d'un arbre ? Un tel exploit est totalement impensable !

Moi, le crayon, je suis une combinaison de miracles : un arbre, du zinc, du cuivre, du graphite, etc. Mais, à ces miracles qui existent dans la Nature, s'ajoute un miracle encore plus extraordinaire : la configuration des énergies créatrices humaines – des millions de tout petits savoir-faire se réunissant naturellement et spontanément en réponse à la nécessité et au désir humains et en l'absence de tout esprit organisateur ! Comme seul Dieu peut créer un arbre, j'insiste pour dire que seul Dieu pourrait me créer. L'homme ne peut pas plus diriger ces millions de savoir-faire pour me donner vie qu'il ne peut assembler les molécules pour faire un arbre.

Tout ceci est ce que je veux dire quand j'écris : " Si vous pouvez prendre conscience du caractère miraculeux que je symbolise, vous pouvez aider à sauver la liberté que l'humanité est si malheureusement en train de perdre. " Car si l'on se rend compte que ces savoir-faire s'organiseront naturellement, oui, automatiquement en modèles créateurs et productifs permettant de répondre aux nécessités et aux désirs humains – c'est-à-dire en l'absence de gouvernement ou de tout autre esprit organisateur coercitif – alors on possède un ingrédient absolument essentiel de la liberté : une foi dans les gens libres. La liberté est impossible sans cette foi.

Une fois que le gouvernement a un monopole de l'activité créatrice, comme c'est le cas, par exemple, pour la livraison du courrier, la plupart des individus vont croire que le courrier ne pourrait pas être efficacement distribué par des gens libres. En voici la raison : chacun reconnaît qu'il ne sait pas lui-même toutes les choses qui impactent la livraison du courrier. Il reconnaît aussi qu'aucun autre individu ne pourrait le savoir. Ces suppositions sont correctes. Aucune personne ne possède assez de connaissances pour s'acquitter de la distribution du courrier d'un pays, tout comme personne ne possède assez de connaissances pour fabriquer un crayon. Or, sans la foi dans les gens libre – dans l'ignorance que, naturellement et miraculeusement, des millions de petits savoir-faire se formeraient et coopéreraient pour satisfaire ce besoin - l'individu ne peut s'empêcher d'arriver à la conclusion erronée que le courrier ne peut être distribué que grâce à l'esprit organisateur d'un gouvernement.

Des témoignages à la pelle

Si moi, le crayon, j'étais le seul point qui témoigne de ce que les hommes et les femmes peuvent faire lorsqu'ils sont libres d'essayer, alors les gens de peu de foi auraient des arguments. Il y a cependant pléthore de témoignages ; ils sont partout autour de nous. La livraison du courrier est très simple comparée, par exemple, à la fabrication d'une automobile, d'une calculatrice, d'une moissonneuse-batteuse, d'une machine de moulage ou de dizaines de milliers d'autres choses. La livraison ? Eh bien, dans le domaine où les gens ont été libres de distribuer la voix humaine autour de la terre en moins d'une seconde, ils fournissent visuellement et avec le mouvement dans le foyer de tout un chacun un événement lorsqu'il se produit. Ils permettent à 150 passagers de voyager de Seattle à Baltimore en moins de quatre heures. Ils fournissent du gaz du Texas à un fourneau de New York pour des prix très bas et sans subventions. Ils livrent un quart de la production de pétrole

du Golfe persique sur notre Côte Est – la moitié d’un tour du monde - pour moins cher que le gouvernement ne facture la livraison d’une lettre de 30 grammes pour l’autre côté de la rue.



La leçon que je veux enseigner est la suivante : laissez libres toutes les énergies créatrices. Organisez juste la société pour qu’elle agisse en harmonie avec cette leçon. Que l’appareil légal de la société éliminent tous les obstacles du mieux qu’il le peut. Permettez à tous ces savoirs créateurs de se répandre librement. Ayez foi dans les hommes et les femmes libres qui répondent à la main invisible. Cette foi sera fortifiée. Moi, le crayon, aussi simple que je sois, offre le miracle de ma création comme témoignage de cette foi pratique, pratique comme le soleil, la pluie, un cèdre ou la bonne terre.

in *The Freeman*

Jean-François REVEL (Jean-François Ricard, dit)



Vendredi 11 Février [2000, note du webmestre]

Vendredi 11 février. Depuis quelques semaines, les populations européennes se sont mises à exiger partout des baisses d'impôts. L'Allemagne vient d'en adopter une, assez substantielle. La France en parle, mais ne le fait guère. En tant qu'écrivain qui, *tous prélèvements additionnés*, directs ou indirects, se voit confisquer, chaque année, environ les trois quarts de ses droits d'auteur, je me prends vaguement à rêver qu'on me soutirera peut-être 2 ou 3 % de moins. Mon revenu provient essentiellement de mon travail. Je n'ai jamais hérité, sinon des bribes qui n'ont pas modifié sensiblement ma situation financière. Gagner sa vie en écrivant n'est pas facile et, en tout cas, jamais assuré. L'emploi, certes, n'est pas garanti et il requiert non pas 35 mais plutôt 60 heures de travail par semaine. Voilà un État qui se prétend culturel, dans ce sens qu'il dilapide des milliards pour servir sa propre gloriole et couvrir ses amis politiques de prébendes à la destination douteuse et incontrôlée. Mais cet État, en même temps, dévalise les auteurs et les artistes qui ont le mauvais goût de pouvoir se passer de lui et vivre grâce à leur public.

Car l'État français, sans même avoir besoin pour cela d'être socialiste, n'aime que les citoyens et les entreprises qui dépendent de lui, auxquels il distribue l'argent public, en commençant par se le distribuer à lui-même. Il hait l'entreprise privée. Sa bête noire, son ennemi héréditaire, c'est le citoyen indépendant, qui gagne sa vie par ses propres moyens. Celui-là, il faut le punir de son arrogance, le soumettre à l'extermination fiscale, sans toutefois le faire entièrement disparaître, puisque ce serait tarir la source de l'argent que l'État redistribue à la partie de la nation qu'il entretient, fastueusement ou modestement selon les cas, et qui seule lui semble digne de considération.

C'est pourquoi je ne suis guère optimiste quant à l'éventualité d'une réforme fiscale qui soulagerait les revenus élevés du travail, définis par l'État français comme des "privilèges". Les revenus élevés du capital, eux, ont déjà fui ailleurs ou vont le faire. Mais la plupart des contribuables aux revenus élevés issus du travail, des capacités personnelles et du talent sont bien obligés de rester en France. Ce sont eux, je le crains, qui continueront à payer pour tous les autres citoyens.

Seule une mutation dans l'opinion publique pourrait contraindre l'État français à une réduction des prélèvements obligatoires qui ne serait pas une entourloupette de plus. Cette mutation n'est pas impossible. Dans un article amusant du *Figaro* d'hier, Patrick Buisson, directeur du Centre d'information sur la politique et l'opinion, diagnostiquait une "révolution souterraine dans l'électorat socialiste" et la "naissance d'une gauche... reaganienne". Ce n'est pas de l'humour. Depuis peu surgissent dans les profondeurs socialistes une adhésion croissante aux valeurs

sécuritaires et un rejet de la suppression fiscale. Mais n'oublions pas que l'assiette est tellement peu républicaine en France qu'à peine la moitié des ménages est assujettie à l'impôt sur le revenu et que 20 % d'entre eux en paient 80 %. Pourquoi la majorité des Français, qui en profite, voudrait-elle que l'on cessât de détrousser ces 20 %?

Chômage: le gouvernement français se rengorge parce que notre chômage a baissé de neuf dixièmes de point en un an. Il propose, une fois de plus, " le modèle français " à l'admiration de l'univers. Il oublie que la vraie question est de savoir pourquoi, malgré la croissance, notre chômage n'a pas baissé davantage. C'est grâce à ce miraculeusement ridicule " modèle français " que nous avons encore 10,06 % de chômage , tandis que les peuples dont nous professons qu'ils nous sont intellectuellement inférieurs en ont la moitié, voire moins. L'Autriche en a 4,2 %, la Grande-Bretagne 5,9 %, le Danemark 5,4 %, la Hollande 2,7 %, la Suède 5,3%, les États-Unis 4,1 %, la Suisse 2,65 % (d'après *The Economist* d'aujourd'hui) !

in *Les Plats de Saison*

Ce fameux islam modéré

Les deux mois qui ont suivi le déclenchement de la guerre islamo-terroriste contre la démocratie en général et les États-Unis en particulier auront été un banc d'essai fort intéressant et révélateur, puisque l'on a vu s'exacerber au cours de cette période les phobies et les mensonges de l'anti-américanisme traditionnel et du néototalitarisme.

Le plus épais de ces mensonges consiste, de la part des musulmans, à justifier l'islamo-terroriste en attribuant à l'Amérique une hostilité ancienne et générale à leur rencontre. Or, dans le passé lointain ou proche, les États-Unis ont sans comparaison possible beaucoup moins nui aux pays musulmans que le Royaume-Uni, la France ou la Russie. Ces puissances européennes les ont souvent conquis, occupés, voire opprimés pendant des dizaines d'années et parfois plus d'un siècle. Les Américains n'ont en revanche jamais colonisé de pays musulman. Ils ne sont pas davantage hostiles à l'Islam en tant que tel aujourd'hui. Tout au contraire, leurs interventions en Somalie, en Bosnie, au Kosovo, de même que leurs pressions sur le gouvernement macédonien ont eu ou ont pour objet de défendre des minorités islamiques. J'ai rappelé plus haut qu'ils ne sont pas non plus la cause historique de l'émergence d'Israël, due à l'antisémitisme des Européens. La coalition de vingt-huit pays à laquelle ils ont fourni l'essentiel de sa force militaire contre l'armée irakienne en 1991 ne visait pas Saddam Hussein en tant que musulman, elle le visait en tant qu'agresseur. Cette coalition fut d'ailleurs formée à la demande de l'Arabie Séoudite, inquiète de la menace que représentait pour elle et pour tous les émirats le dictateur de Bagdad. On peut donc souligner qu'en l'occurrence les États-Unis et leurs alliés ont *défendu*, là encore, un petit pays musulman, puisque l'Irak est en théorie laïc et puisque Saddam massacre volontiers à l'arme chimique les chiites du sud de son pays et les Kurdes du nord, eux aussi musulmans. Il est donc curieux que les musulmans américanophobes ne voient aucun inconvénient à ce que l'Irak, dont la population est majoritairement musulmane, attaque d'autres musulmans, l'Iran d'abord en 1981, puis le Koweït en 1990, selon les procédés de l'impérialisme belliciste le plus primitif. Aussi bien, en Algérie, depuis 1990, ce sont des musulmans qui massacrent d'autres musulmans. Combien il est étrange que les prétendus défenseurs des peuples musulmans n'en soient nullement scandalisés !

Les musulmans pourraient aussi éventuellement se rappeler qu'en 1956 ce sont les États-Unis qui ont arrêté l'offensive militaire anglo-franco-israélienne contre l'Égypte, dite "expédition de Suez".

Un deuxième mensonge a été cultivé après le 11 septembre 2001, c'est le mythe d'un islam tolérant et modéré. Ce mythe est partagé en deux volets. Le premier relève de l'histoire des religions

et de l'exégèse des textes sacrés. C'est l'affirmation selon laquelle le Coran enseignerait la tolérance et ne contiendrait aucun verset autorisant la violence l'usage de la violence contre les non-musulmans ou contre les apostats. Malheureusement, cette légende lénifiante ne résiste pas au plus sommaire examen du Livre saint de l'islam, qui fourmille, au contraire, de passages faisant obligation aux croyants d'exterminer les infidèles. Dans les discussions à ce sujet, ravivées de plus belle après les attentats, de nombreux commentateurs rappelèrent cette vérité, en citant force versets l'illustrant et la démontrant sans contestation possible. Je citerai, entre autres, le livre de Jacques Rollet, *Religion et Politique* ¹ ou encore l'article de Ibn Warraq, "L'Islam, une idéologie totalitaire" ². Ibn Warraq est un Indo-Pakistanaï, auteur d'un livre retentissant intitulé *Pourquoi je ne suis pas musulman* ³. Depuis la publication de son livre, il doit vivre caché (comme, depuis 1989, Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*, ou la Bangladaïse Taslima Nasreen, qui osa protester, en 1993, contre la condition des femmes en pays d'islam). Repéré, Ibn Warraq se ferait abattre par ses infiniments tolérants ex-coreligionnaires. Il transcrit un chapelet édifiant de sourates coraniques, par exemple celle-ci (sourate IV, verset 76): "Tuez les idolâtres partout où vous les trouverez." C'est d'ailleurs le pieux devoir que n'ont pas manqué d'accomplir les bons musulmans barbus qui, le dimanche 28 octobre 2001, à Bahawalpur, au Pakistan, firent irruption avec des mitraillettes dans un temple protestant où se déroulait l'office, tuèrent le pasteur et seize fidèles (quatre enfants, sept femmes et cinq hommes) auxquels s'ajoutèrent plusieurs dizaines de blessés graves, dont une fillette de deux ans. Il y'a, noyés parmi cent quarante millions de musulmans, environ deux millions de chrétiens pakistanais, catholiques ou protestants, qui ne peuvent évidemment être, ni de près ni de loin, fautifs des méfaits que les fous d'Allah imputent à l'Occident. C'est donc bien et uniquement en qualité d'infidèles que ces victimes innocentes ont été assassinées. D'ailleurs, Ben Laden venait de lancer le mot d'ordre: "Tuez les chrétiens !" Il a été entendu. Peu après, il a tourné sa prunelle meurtrière contre Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, qualifié par lui de "criminel". A propos de "victimes innocentes", il ne m'est pas revenu que la gauche européenne ait versé beaucoup de pleurs sur ces chrétiens pakistanais.

Ce qui dicte la vision du monde des musulmans, c'est que l'humanité entière doit respecter les impératifs de leur religion, alors qu'ils ne doivent eux-mêmes aucun respect aux religions des autres, puisqu'ils deviendraient alors des renégats méritant l'exécution immédiate. La "tolérance" musulmane est à sens unique. Elle est celle que les musulmans exigent pour eux seuls et qu'ils ne déploient jamais envers les autres. Soucieux de se montrer tolérant, le pape a autorisé, encouragé même, l'édification d'une mosquée à Rome, ville où est enterré Saint Pierre. Mais il ne saurait être question de contruire une église à La Mecque, ni nulle part en Arabie Saoudite, sous peine de profaner la terre de Mahomet. En octobre 2001, des voix islamiques, mais aussi occidentales, ne cessèrent d'inviter l'Administration américaine à suspendre les opérations militaires en Afghanistan durant le mois du ramadan, qui allait commencer à la mi-novembre. Guerre ou pas guerre, la décence - disaient les bien-intentionnés - impose certains égards pour les fêtes religieuses de tous. Belle maxime, sauf que les musulmans s'en tiennent pour les seuls exemptés. En 1973, l'Egypte n'a pas hésité à attaquer Israël le jour même du Kippour, la plus importante fête religieuse juive, guerre qui est restée dans l'histoire précisément sous l'appellation la "guerre du Kippour".

Le deuxième volet du mythe de l'islam tolérant consiste à soutenir hautement que le gros des populations musulmanes désapprouve le terrorisme, et au premier rang l'immense majorité des musulmans résidents ou citoyens des pays démocratiques d'Europe ou d'Amérique. Les muphtis ou recteurs des principales mosquées en Occident se sont fait une spécialité de ces assurances suaves. Après chaque déferlement d'attentats meurtriers, par exemple en France en 1986 et en 1995, ou après la *fatwa* ordonnant de tuer Salman Rushdie en 1989 ou Taslima Nasreen en 1993 pour "blasphème", ils n'ont pas leurs pareils pour garantir que les communautés religieuses dont ils ont la charge spirituelle sont foncièrement modérées. Dans les milieux politiques et médiatiques, on leur emboîte avec empressement le pas, tant la crainte nous étrangle de passer pour racistes en constatant simplement les faits. Comme le dit encore Ibn Warraq, "la lâcheté des Occidentaux m'effraie autant que les islamistes" ⁴.

Ainsi, le quotidien *Le Parisien-Aujourd'hui*, dans son numéro du 12 septembre 2001, publie

un reportage sur l'atmosphère de liesse qui a régné durant toute la soirée du 11 dans le XVIII^e arrondissement de Paris, où vit une importante communauté musulmane. "Ben Laden, il va tous vous niquer ! On a commencé par l'Amérique, après ce sera la France." Tel était le type de propos "modérés" adressés aux passants dont le faciès semblait indiquer qu'ils n'étaient pas maghrébins. Ou encore : "Je vais faire la fête ce soir car je ne vois pas ces actes [les attentats de New York et de Washington] comme une entreprise criminelle. C'est un acte héroïque. Ca va donner une leçon aux Etats-Unis. Vous, les Français, on va tous vous faire sauter."

Ce reportage du *Parisien* n'a eu d'équivalent dans aucun autre organe de la presse écrite et fut passé sous silence par la quasi-totalité des médias. En tout cas, auditeur assidu, chaque matin, des diverses revues de presse radiophoniques, je ne l'ai entendu mentionner dans aucune d'entre elles, sauf erreur, ce 12 septembre.

Malgré l'imprécision des statistiques, on considère que la population vivant en France compte entre quatre et cinq millions de musulmans. C'est la communauté musulmane la plus nombreuse d'Europe, suivie, loin derrière, par celles d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Si "l'immense majorité" de ces musulmans était modérée, comme le prétendent les muphtis et leurs suiveurs médiatico-politiques, il me semble que cela se verrait un peu plus. Par exemple, après les bombes de 1986 puis de 1995, à Paris, qui tuèrent plusieurs dizaines de Français et en blessèrent bien davantage, il aurait bien pu se trouver, sur quatre millions et demi de musulmans, dont une bonne part avait la nationalité française, quelques milliers de "modérés" pour organiser une manifestation et défiler de la République à la Bastille ou sur la Canebière. Nul n'en a jamais vu l'ombre.

En Espagne, des manifestations rassemblant jusqu'à cent mille personnes ont souvent eu lieu en 2001 pour honnir les assassins de l'ETA militaire. Elles se sont déroulées non seulement dans l'ensemble du pays, mais au Pays basque même, où les manifestants pouvaient craindre des représailles, quoique les partisans des terroristes y fussent effectivement très minoritaires, comme l'ont encore prouvé les élections régionales de novembre 2000.

Si, au rebours, les musulmans modérés en France osent si peu se manifester, la raison n'en serait-elle pas qu'ils savent que ce sont eux les minoritaires au sein de leur communauté et non les extrémistes ? Voilà pourquoi ils sont modérés... avec modération. Il en va de même en Grande-Bretagne, où l'on vit, en 1989, les musulmans, pour la plupart d'origine pakistanaise, se déchaîner pour hurler à la mort contre Salman Rushdie, mais où l'on ne vit aucun d'entre eux protester contre ces cris barbares. Après le 11 septembre, tel porte-parole qualifié des musulmans britanniques, El Misri, définit les attentats contre les World Trade Center comme des actes de "légitime défense". Tel autre, Omar Bakri Mohammed, lança une *fatwa* ordonnant de tuer le président du Pakistan, coupable d'avoir pris position en faveur de George Bush contre Ben Laden⁵. Chacun a eu beau tendre l'oreille, personne n'a entendu la moindre foule "modérée" islamo-britannique protester dans les rues contre ces appels au meurtre, parcequ'il n'en existe aucune, pas plus qu'il n'y a de foule "modérée" islamo-française. La notion que "l'immense majorité" des musulmans fixés en Europe serait modérée se révèle n'être qu'un rêve, ce qui fut mis spectaculairement en lumière durant les deux mois qui suivirent les attentats contre les Etats-Unis.

1. Grasset, 2001. Voir les propos de cet auteur dans *Le Point* du 21 septembre 2001, n°1514.

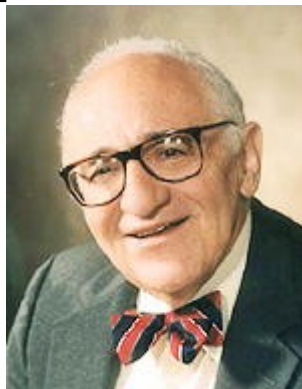
2. *Marianne*, 24 septembre 2001.

3. *L'Âge d'homme*, 1999.

4. *Le Figaro Magazine*, 6 octobre 2001. Qu'on me permette de renvoyer sur ce point à mon livre *Le Regain démocratique*, op.cit., chapitre XIIe: "Démocratie islamique ou islamo-terrorisme ?"

5. Voir "Londres, les forcenés de l'Islam", *Le Point*, 2 novembre 2001, n° 1520.

Murray N. ROTHBARD



Le multiplicateur keynésien

Le "multiplicateur" keynésien, tenu pendant longtemps en haute estime, voit heureusement sa popularité diminuer. Les économistes ont en effet commencé à se rendre compte qu'il ne s'agissait que de la contrepartie de la fonction de consommation stable. Malgré tout, l'absurdité totale du multiplicateur n'a pas encore été appréciée à sa juste valeur. La théorie du "multiplicateur d'investissement" se présente à peu près comme suit :

$$\text{Revenu de la société} = \text{Consommation} + \text{Investissement}$$

La consommation est une fonction stable du revenu, comme le montre des corrélations statistiques, etc. Disons, pour simplifier, que la variable "Consommation" est toujours égale à 0,8 fois le "Revenu (de la société)" [1]. Dans ce cas on obtient à partir de l'équation précédente :

$$\text{Revenu} = 0,8 \text{ Revenu} + \text{Investissement} ; \text{ donc}$$

$$0,2 \text{ Revenu} = \text{Investissement} ; \text{ ou encore}$$

$$\text{Revenu} = 5 \text{ Investissement}$$

Le "5" est le "multiplicateur d'investissement". Il est alors évident qu'il suffit, pour augmenter le revenu monétaire de la société d'un montant donné, d'augmenter l'investissement du cinquième de ce montant ; la magie du multiplicateur fera le reste. Les premiers "amorceurs de la pompe" pensaient approcher ce but en stimulant l'investissement privé ; les keynésiens ultérieurs ont compris que si l'investissement est un facteur volatile "actif", les dépenses gouvernementales ne sont pas moins actives et bien plus sûres, de telle sorte qu'il faut faire confiance aux dépenses du gouvernement pour fournir l'effet multiplicateur. La création de nouvelle monnaie serait la plus efficace, car le gouvernement serait alors certain de ne pas réduire les fonds privés. C'est pourquoi on appelle toute dépense du gouvernement "investissement" : elle est un "investissement" parce qu'elle n'est pas reliée passivement au revenu.

Le développement ci-dessous se propose d'offrir un bien plus puissant "multiplicateur", sur des bases keynésiennes il est même plus puissant et efficace que le multiplicateur d'investissement, et sur des bases keynésiennes on ne peut rien lui objecter. Il ne s'agit toutefois pas d'une simple parodie, car tout est fait en suivant la méthode keynésienne.

Écrivons tous d'abord :

$$\text{Revenu de la société} = \text{Revenu de (mettre le nom de n'importe qui, du lecteur par exemple)} \\ + \text{Revenu de tous les autres}$$

Utilisons des symboles suivants :

Revenu de la société = Y Revenu du lecteur = R

Revenu de tous les autres = V

Nous trouvons que V est une fonction très stable de Y. Traçons en effet l'une en fonction de l'autre et nous trouverons une correspondance historiquement parfaite entre les deux. C'est une fonction exceptionnellement stable, bien plus stable que n'importe laquelle des "fonctions de consommation". D'un autre côté, traçons R en fonction de Y. Au lieu d'une corrélation parfaite, nous ne trouvons alors que le plus faible des liens entre les fluctuations du revenu du lecteur de ces lignes et le revenu total de la société. Par conséquent, le revenu du lecteur est l'élément actif, volatile et incertain du revenu de la société, alors que le revenu de tous les autres demeure passif, stable et déterminé par le revenu total de la société.

Supposons que l'équation à laquelle nous arrivons s'écrive

$$V = 0,99999 Y.$$

Alors, on obtient successivement :

$$Y = 0,99999 Y + R ;$$

$$0,00001 Y = R ;$$

$$Y = 100\ 000 R.$$

Voilà le multiplicateur personnel du lecteur, bien plus puissant que le multiplicateur d'investissement. Pour augmenter le revenu de la société, et donc guérir dépression et chômage, il suffit pour le gouvernement d'imprimer un certain nombre de dollars et de les donner au lecteur de ces lignes. La dépense du lecteur amorcera la pompe d'une augmentation du revenu national par un facteur 100 000 [2].

Notes

[1]. En réalité, la forme du multiplicateur keynésien est en général "linéaire", par exemple de la forme Consommation = 0,8 Revenu + 20. La forme retenue dans le texte simplifie l'exposé sans toutefois changer l'essence du raisonnement.

[2]. Voir aussi le livre de Hazlitt *The failure of New Economics* (Princeton : D. van Nostrand, 1959) pp. 135-155 [La Nouvelle économie est, dans ce livre, le keynésianisme, et n'a, bien entendu, pas de rapport avec les Nouveaux économistes français d'aujourd'hui. NdT].

in *L'Homme, l'Economie et l'État (Man, Economy and State)*

Les droits des animaux

Une nouvelle mode se répand depuis quelque temps qui consiste à étendre le concept de Droits aux animaux et à affirmer que ceux-ci disposeraient de tous les Droits des hommes, et qu'il serait donc illégitime — c'est-à-dire qu'aucun homme n'aurait le Droit — de les tuer ou de les manger.

Cette thèse soulève évidemment un grand nombre de difficultés, dont celle d'établir un

critère pour choisir entre les animaux à inclure dans la sphère des Droits et ceux qui en sont exclus. (Par exemple, peu de théoriciens iraient aussi loin qu'Albert Schweitzer, qui niait à quiconque le Droit d'écraser une blatte. Et s'il fallait que la théorie s'applique non seulement aux êtres conscients mais à tous les êtres vivants, bactéries et plantes comprises, la race humaine s'éteindrait rapidement.)

Cependant, le vice essentiel de la doctrine des "Droits des animaux" est plus fondamental et d'une portée plus grande. En effet, l'affirmation des Droits de l'homme ne relève pas de l'émotivité ; si les individus ont des Droits, ce n'est pas parce que nous "sentons" qu'il doit en être ainsi, mais parce que l'examen rationnel de la nature de l'homme et de l'univers le démontre. Autrement dit, l'homme a des Droits parce que ce sont des Droits naturels. Ils sont ancrés dans la nature de l'homme : dans sa capacité individuelle de poser des choix conscients, dans la nécessité pour lui d'employer sa raison et son énergie pour adopter des objectifs et des valeurs, pour appréhender le monde, pour poursuivre ses fins de survie et de prospérité, dans sa capacité et son besoin de communiquer, d'interagir avec d'autres êtres humains et de participer à la division du travail. Bref, l'homme est un animal rationnel et social. Aucun autre animal, aucun autre être ne possède le même faculté de raisonner, de poser des choix conscients, de transformer son milieu aux fins de sa prospérité, de participer consciemment à la société et à la division du travail.

Par conséquent, si les Droits naturels, comme nous l'avons dit et redit, sont absolus, il est un sens, mais un seul, dans lequel on doit les considérer comme relatifs : ils sont relatifs à l'espèce humaine. Une éthique des Droits pour l'humanité signifie précisément qu'elle s'applique à tous les hommes, sans distinction de race, de croyances, de couleur ou de sexe, mais à l'espèce humaine exclusivement. La Bible a raison de dire que l'homme a reçu — en Droit naturel, on dirait qu'il détient — la capacité de dominer toutes les espèces de la terre. Le Droit naturel est nécessairement lié à l'espèce.



Pour nous persuader que le concept d'éthique de l'espèce fait partie de la nature de l'univers, il suffit d'observer ce que font les autres espèces dans la nature. Ce n'est pas seulement une plaisanterie que de relever le fait que les animaux, eux, ne respectent pas les prétendus Droits de leurs semblables ; que, dans l'état de l'univers, la condition de toutes les espèces naturelles veut qu'elles survivent en mangeant d'autres espèces. Entre les diverses espèces, la survie est question de dents et de griffes. Il serait sans nul doute absurde d'affirmer que le loup est "mauvais" parce qu'il passe sa vie à dévorer et "agresser" les agneaux, les poules, etc. Le loup n'est pas un être méchant qui "commet des agressions" contre les autres espèces ; il ne

fait que suivre la loi naturelle de sa propre survie. Il en est de même pour l'homme. Dire que l'homme commet des "agressions" contre les vaches est aussi insensé que de dire des loups qu'ils "commettent des agressions" contre les moutons. Et si un homme tue le loup qui l'a attaqué, il serait absurde de dire que le loup était un "méchant agresseur" ou qu'il a été "puni" pour son crime. C'est pourtant bien ce qu'impliquerait d'étendre aux animaux l'éthique des Droits naturels. Les concepts de Droits, de crime ou d'agression ne s'appliquent qu'aux actions des hommes envers d'autres hommes.

Que dire du problème du martien ? S'il arrivait qu'un jour nous rencontrions des êtres d'une autre planète, devrait-on leur reconnaître, à eux, les Droits des êtres humains ? La réponse est que cela dépendrait de leur nature. Si nos martiens hypothétiques étaient semblables à l'homme — conscients, rationnels, capables de communiquer avec nous et de participer à la division du travail —, on peut penser qu'ils seraient eux aussi détenteurs des Droits actuellement réservés aux humains domiciliés sur notre planète. Imaginons au contraire que nos martiens possèdent les attributs et la nature des vampires de la légende, et qu'ils ne puissent survivre qu'en se nourrissant de sang humain. Dans ce cas, aussi intelligents qu'ils soient, ils seraient nos ennemis mortels et nous ne pourrions les considérer comme titulaires des mêmes Droits que l'humanité. Ennemis mortels, encore une fois, non pas parce qu'ils seraient de méchants agresseurs, mais simplement parce que les conditions et exigences de leur nature les mettraient inéluctablement en état de conflit avec les nôtres.

Ainsi est-elle à peu près juste, cette boutade selon laquelle “nous reconnâtrons les Droits des animaux quand ils les réclameront”. Le fait que, de toute évidence, les animaux sont incapables de pétitionner pour leurs “Droits” relève de leur nature et constitue une partie de l'explication du fait qu'ils ne sont pas équivalents à l'être humain et ne possèdent pas ses Droits. Et à l'objection que les bébés ne peuvent pétitionner davantage, la réponse est que les bébés sont de futurs adultes humains, ce que les animaux ne sont certes pas.

in *L'Éthique de la Liberté (The Ethics of Liberty)*

La stratégie de la liberté

Une théorie systématique de la liberté est un phénomène rare ; mais l'exposé d'une théorie pour une stratégie de passage à la liberté est pratiquement introuvable. Et cela n'est pas seulement vrai pour la liberté : on a généralement tendance à croire que la stratégie pour atteindre un objectif social souhaitable relève de la lutte libre, d'un processus expérimental d'essais et d'erreurs. Pourtant, si la philosophie peut fournir quelques lignes directrices pour une stratégie de la liberté, il lui incombe certainement de s'atteler à la tâche. Mais que le lecteur sache que nous nous aventurons ici sur des mers inexplorées.

Cette responsabilité de la philosophie dans le domaine stratégique — comment passer de la situation mixte actuelle (ou de toute autre situation de départ) à l'objectif de la liberté totale — présente un intérêt particulier pour un libéralisme fondé sur le Droit naturel. En effet, comme Lord Acton le savait bien, la théorie de la loi naturelle et des Droits naturels constitue un étalon sans faille, une règle de fer à l'aune de laquelle on peut mesurer, évaluer — et critiquer — toute forme existante d'étatisme. Contrairement au positivisme juridique et aux diverses formes d'historicisme, le Droit naturel fournit, en morale et en politique, une “loi supérieure” permettant de porter un jugement sur les édits des hommes de l'Etat. Comme nous l'avons vu plus haut, le Droit naturel, loin d'être conservateur, est “extrémiste”, il recherche nécessairement la société idéale. “Le libéralisme, expliquait Acton, tend vers ce qui doit être, sans égard pour ce qui est.” Selon Acton, écrit Himmelfarb, “on ne doit reconnaître aucune autorité au passé sinon dans la mesure où il est conforme à la morale”. Acton poursuivait en établissant une distinction entre les Whigs anglais et les libéraux, c'est-à-dire entre l'adhésion conservatrice au statu quo et le libéralisme radical :

“Les Whigs gouvernaient par le compromis. Les Libéraux inaugurent le règne des idées”.

“Comment distinguer la doctrine des Whigs et celle des Libéraux ? Celle-là est pragmatique, gradualiste, prête au compromis. Celle-ci travaille à partir d’un principe philosophique. La première est une politique qui vise la philosophie. La seconde est une philosophie à la recherche d’une politique”.

Le libertarisme est donc une philosophie à la recherche d’une politique. Mais qu’est-ce que la philosophie libertarienne peut ajouter à la réflexion sur la stratégie, de la “politique” ? En premier lieu, il y a ce que disait Acton : la liberté est “la plus haute valeur politique”, l’objectif prioritaire de la philosophie libertarienne. La plus haute valeur politique ne signifie évidemment pas la plus haute valeur de l’homme. En effet, chaque individu a ses propres fins personnelles et chacun établit sa propre hiérarchie des objectifs dans son échelle personnelle de valeurs. La philosophie politique est le sous-ensemble de la philosophie morale qui traite spécifiquement de la politique, c’est-à-dire des cas où il est légitime d’employer la violence dans la vie des hommes (et donc de l’explication de concepts comme le crime et la propriété). Et tel serait un monde libertarien : chaque individu serait, enfin, libre de rechercher et de poursuivre ses propres fins — de “rechercher le bonheur” selon l’expression heureuse de Jefferson.

On pourrait penser que le libertarien, celui qui s’engage en faveur du “système de liberté naturelle” (pour reprendre les termes d’Adam Smith), considère, presque par définition, la liberté comme son plus important objectif politique. Mais, très souvent, cela n’est pas le cas : pour nombre de libertariens, s’exprimer soi-même ou porter témoignage de l’excellence de la liberté l’emporte sur l’objectif d’une victoire réelle de la liberté. Pourtant, comme nous le verrons plus loin, la liberté ne triomphera jamais à moins que l’objectif de la victoire dans le monde réel ne prenne le pas sur des considérations plus passives et esthétiques.

Cette fin politique suprême qu’est la liberté, quel est son fondement ? On devrait pouvoir tirer de ce livre l’enseignement que la liberté est, d’abord et avant tout, un principe moral ancré dans la nature de l’homme. Plus particulièrement, c’est un principe de justice, qui vise à la suppression de la violence agressive dans les affaires humaines. C’est donc dans un esprit de dévotion absolue envers la justice que l’on doit fonder et poursuivre l’objectif libertarien. Pour conserver cette dévotion sur une route qui pourrait bien être longue et difficile, le libertarien doit être possédé par une passion de la justice, qui découle d’une compréhension rationnelle des exigences de la justice naturelle et est guidée par cette compréhension. Si on veut atteindre la liberté, c’est la justice, et non la règle molle de la seule utilité, qui doit constituer notre force motrice.

Si la liberté représente la fin politique suprême, il s’ensuit qu’on doit user des moyens les plus efficaces pour l’atteindre, c’est-à-dire les moyens qui permettront d’atteindre le but le plus rapidement et le plus complètement possible. Cela signifie que le libertarien doit être “abolitionniste”, qu’il doit viser l’objectif de la liberté dans les plus brefs délais. S’il recule devant l’abolitionnisme, c’est qu’il ne fait plus de la liberté la fin politique suprême. Autrement dit, le libertarien doit être un abolitionniste qui, s’il le pouvait, supprimerait sur-le-champ toutes les agressions contre la liberté. En nous inspirant du libéral Leonard Read, qui prônait la suppression totale et immédiate de tous les contrôles de prix et de salaires après la deuxième guerre mondiale, nous pouvons nous référer au critère du bouton-poussoir : “Si cette tribune était munie d’un bouton qui commandait la suppression immédiate de tous les contrôles de prix et de salaires, déclarait Read, je mettrais mon doigt dessus et j’appuierais!” Le libertarien sera donc la personne qui appuierait sur le bouton abolissant instantanément toutes les atteintes à la liberté, si, ce bouton existait.—une chose, en passant, que l’utilitariste aurait peu de chances de faire jamais.

Les anti-libertariens et, plus généralement, les adversaires de l’“extrémisme” soutiennent que l’abolitionnisme est “irréaliste” ; leur accusation masque une confusion irrémédiable entre

l'objectif visé et l'évaluation stratégique de la voie à suivre pour y arriver. Il est essentiel de bien distinguer l'objectif ultime lui-même et l'évaluation stratégique des moyens pour l'atteindre ; on doit aussi déterminer l'objectif avant de faire intervenir aucune question de stratégie ou de "réalisme". Le fait que le bouton magique n'existe pas et n'existera sans doute jamais n'a rien à voir avec le caractère désirable ou non de l'abolitionnisme lui-même. On peut s'accorder sur l'objectif de la liberté et la valeur de l'abolitionnisme au nom de la liberté, mais cela ne signifie pas que l'abolition soit réalisable dans un avenir plus ou moins proche. Les objectifs libertariens — y compris la suppression immédiate des agressions contre la liberté — sont "réalistes" au sens où ils pourraient être réalisés s'il y avait suffisamment de gens pour les adopter et au sens où, une fois l'objectif réalisé, le système libertarien qui en sortirait serait viable. L'objectif de la liberté tout de suite n'est pas irréaliste ou "utopique" puisque — contrairement à des objectifs comme l'"élimination de la pauvreté" — sa réalisation repose entièrement sur le choix libre de l'homme. Si, par exemple, tout le monde se mettait d'un seul coup d'accord pour réaliser la liberté avant toute autre chose, alors la liberté absolue serait bel et bien immédiatement atteinte. L'évaluation stratégique de la route à suivre, du comment de la liberté est, évidemment, une question entièrement indépendante.

Ainsi, le libertarien William Lloyd Garrison, partisan de l'abolition de l'esclavage, n'était pas le moins du monde irréaliste quand, dans les années 1830, il leva l'étendard de l'émancipation immédiate des esclaves. Son objectif était le bon, aussi bien du point de vue moral que du point de vue libertarien, et cela n'avait rien à voir avec le réalisme ou la probabilité de sa réalisation. Du reste, le réalisme stratégique de Garrison transparait bien dans le fait qu'il ne s'attendait pas du tout à voir la fin de l'esclavage se produire immédiatement ni d'un seul coup. Garrison faisait bien la distinction : "Que nous poussions à l'abolition immédiate de l'esclavage autant que nous le pourrions, il ne sera finalement hélas! supprimé que graduellement. Nous n'avons jamais dit que l'esclavage serait supprimé d'un seul coup ; mais nous ne cesserons jamais de soutenir qu'il devrait l'être." Il nous mettait fermement en garde contre l'option gradualiste : "Le gradualisme en théorie est la perpétuité en pratique."

Le gradualisme théorique a pour résultat de saper l'objectif absolu de la liberté ; il ne fait pas qu'influencer la stratégie, il s'oppose à l'objectif lui-même et, pour cette raison, il n'a aucune place dans une stratégie de la liberté. En effet, abandonner l'abolitionnisme immédiat, c'est, par le fait même, reléguer l'objectif au deuxième ou troisième rang, au nom d'autres considérations, nécessairement anti-libertariennes puisqu'elles volent à la liberté sa première place. Supposons que l'abolitionniste eût dit de l'esclavage : "Je propose d'y mettre fin, mais dans cinq ans." Cela impliquerait que l'abolition dans trois ou quatre ans et a fortiori immédiatement, serait un mal, et qu'il serait donc préférable que l'esclavage continue encore un peu. Cela signifierait qu'on a laissé de côté les idées de justice, que notre abolitionniste (ou notre libertarien) ne place plus son objectif au sommet de ses valeurs politiques. Cela signifierait ni plus ni moins qu'il prône la continuation du crime et de l'injustice.

On en conclut qu'une stratégie de la liberté ne doit pas faire appel à des moyens qui sapent ou contredisent le but à atteindre — comme le fait le gradualisme théorique. Est-ce dire que "la fin justifie les moyens" ? C'est une accusation courante mais sans fondement que l'on porte souvent contre tout groupe qui prône des changements sociaux fondamentaux ou radicaux. Car que peut-on imaginer d'autre que la fin pour justifier les moyens ? Le concept même de "moyen" fait référence à une action qui n'est qu'un simple instrument pour atteindre une fin. Pour quelqu'un qui a faim et qui mange un sandwich, cette action n'est qu'un moyen en vue d'une fin ; sa seule justification vient de son emploi en vue d'une fin. Pour quelle autre raison mangerait-on le sandwich ou, en amont, achèterait-on les ingrédients pour le préparer ? Loin d'être une doctrine sinistre, l'idée que la fin justifie les moyens est une vérité philosophique élémentaire, implicite dans la relation même entre la "fin" et les "moyens"

Que veulent alors dire les critiques quand ils affirment que des moyens immoraux conduiront éventuellement voire nécessairement à des fins immorales ? Ce qu'ils veulent dire en réalité, c'est que les moyens en question violeront d'autres fins auxquelles ils attachent plus de valeur que les buts poursuivis par les utilisateurs des moyens critiqués. Prenez l'exemple de communistes qui prétendent que le meurtre est justifié s'il contribue à établir la dictature de l'avant-garde du prolétariat. Ceux qui n'acceptent pas ces assassinats (ou le plaidoyer en leur faveur) affirment non pas que "la fin ne justifie pas les moyens", mais plutôt que le meurtre viole une autre fin plus désirable (c'est le moins que l'on puisse dire), à savoir "ne pas commettre d'assassinat", ne pas agresser les personnes. Et bien sûr, du point de vue libertarien, ils ont raison.

Par conséquent, l'objectif libertarien que constitue la victoire de la liberté justifie les moyens les plus expéditifs possibles dans sa poursuite, à l'exception des moyens qui contredisent ou sapent l'objectif premier. Nous avons déjà vu que le gradualisme théorique fait partie de ces moyens antithétiques. Un autre moyen du même genre consisterait à commettre une agression (un meurtre ou un vol) contre des personnes ou leurs biens dans le dessein de réaliser l'objectif libertarien de non-agression. L'usage de ce moyen serait autodestructeur et illicite. Car ce recours à l'agression viole l'objectif même de la non-agression.

S'il faut prôner l'abolition immédiate de l'Etat en tant qu'instigateur de l'agression organisée, et si le gradualisme théorique contredit la fin suprême recherchée (devenant, par le fait même, illicite), que reste-t-il au libertarien comme stratégie dans un monde où se perpétue la sinistre existence des Etats ? Se contentera-t-il de défendre un abolitionnisme immédiat, à l'exclusion de toute autre chose ? Est-il illégitime de réclamer des étapes provisoires pour atteindre la liberté de manière efficace ? Certes pas, car sinon il n'y aurait aucun espoir réaliste d'atteindre le but final. Le libertarien pressé d'atteindre son objectif le plus vite possible a donc la responsabilité de pousser toujours davantage la société politique dans la direction du but visé. Cette ligne de conduite n'est évidemment pas facile car elle est sans cesse exposée au risque de perdre de vue, ou même de compromettre, l'objectif ultime de la liberté. Mais, dans un avenir prévisible comme dans le passé immédiat, l'état actuel du monde est tel que cette ligne de conduite est la seule capable de mener à la victoire finale de la liberté. Les programmes de transition dont il s'agit doivent donc être de nature à (1) toujours maintenir l'objectif ultime de la liberté comme fin du processus de transition ; (2) ne jamais commettre d'action ni utiliser de moyens qui, implicitement ou explicitement, contrediraient cet objectif.

Prenons par exemple le programme de transition mis en avant par plusieurs libertariens, et qui consiste à réduire le budget de l'Etat de 10 % par année durant dix ans, après quoi l'Etat aurait disparu. Cette proposition peut présenter des avantages heuristiques ou stratégiques, à condition que ses tenants fassent toujours bien comprendre qu'il s'agit d'exigences minimales et qu'il n'y aurait rien de mal — bien au contraire — à ce que le rythme des réductions soit augmenté à 25 % par an durant quatre ans ou, mieux encore, à 100 % tout de suite. Le danger est de laisser sous-entendre que toute progression plus rapide que 10 % n'est pas souhaitable.

Ce danger est encore plus menaçant dans le projet, proposé par d'autres libertariens, d'un vaste plan de transition vers la liberté totale, du genre suivant : durant l'année 1, abroger la loi A, modifier la loi B, réduire l'impôt C de 20 %, etc. ; durant l'année 2, abroger la loi D, réduire l'impôt C d'un 10 % additionnel, etc. Le plan détaillé à l'avance est encore plus trompeur que le projet de coupures budgétaires parce qu'il suggère fortement l'idée que, par exemple, la loi D ne devrait pas être abrogée avant la deuxième année du programme. On tomberait alors dans le piège du gradualisme philosophique ou gradualisme en théorie. Le planificateur libertarien en herbe se retrouverait finalement dans le rôle d'un adversaire, du moins apparent, d'un progrès plus rapide vers la liberté.

Cette idée d'un vaste plan pour atteindre la liberté comporte en fait une autre faille considérable. Le caractère global du plan, le soin même apporté à la mise au point de ses étapes accréditent la conviction que les hommes des Etats ne sont pas vraiment les ennemis du genre humain, qu'il est possible et souhaitable de les utiliser pour construire un chemin vers la liberté qui soit bien planifié et suive des étapes déterminées. Mais une fois qu'on a compris que l'Etat est l'ennemi éternel du genre humain, on adopte une approche stratégique très différente : les libertariens doivent sauter sur toute occasion d'exiger et d'appeler de leurs vœux n'importe quelle réduction du pouvoir des hommes de l'Etat ou de leur domaine d'activités sur tous les fronts, puisque cela revient toujours à une réduction du crime et de l'agression ainsi que du parasitisme malfaisant qui caractérise la domination des hommes de l'Etat sur la société et leur confiscation du pouvoir social.

Par exemple, le libertarien peut fort bien oeuvrer pour une réduction drastique ou la suppression de l'impôt sur le revenu ; mais il ne doit jamais prôner son remplacement par une taxe sur les ventes ou aucun autre impôt. La réduction ou, mieux encore, la suppression d'un impôt représente inmanquablement une réduction équivalente du pouvoir des hommes de l'Etat et un pas vers la liberté ; mais le fait d'y substituer un nouvel impôt ou de compenser par l'augmentation d'un autre impôt va exactement dans la direction opposée, il s'agit d'une imposition additionnelle sur un autre front. Or, une nouvelle imposition est un moyen qui vient directement en contradiction avec l'objectif libertarien.

A notre époque de déficits permanents de l'Etat central, un problème similaire qui se pose à nous tous est de savoir s'il faut consentir à une réduction d'impôts même si cela se traduisait en un déficit accru. Étant donnée leur prédilection particulière pour l'équilibre budgétaire comme fin prioritaire, les conservateurs se prononcent inmanquablement contre toute réduction d'impôt qui ne s'accompagne pas d'une réduction au moins rigoureusement équivalente dans les dépenses des hommes de l'Etat. Or, comme l'impôt est un acte d'agression immoral, ne pas accueillir avec empressement toute réduction de l'imposition fiscale minerait l'objectif libertarien et le contredirait. Le bon moment pour s'opposer aux dépenses étatiques est à l'occasion de l'examen et du vote du budget, c'est à ce moment que le libertarien doit réclamer des coupes drastiques sur ce budget. Il faut réduire l'activité des hommes de l'Etat partout et à chaque fois que c'est possible, et on ne doit s'opposer à aucune réduction d'impôt — ni de dépense — puisque cela contredirait les principes et l'objectif libertariens.

S'ensuit-il que le libertarien ne peut jamais établir de priorités, qu'il lui est interdit de concentrer son énergie sur les questions politiques qu'il juge prioritaires ? Evidemment pas : le temps et l'énergie de chacun étant forcément limités, personne ne peut consacrer le même temps à chacun des nombreux aspects du vaste credo libertarien. Un conférencier ou un écrivain politique ne peut faire autrement qu'établir des priorités, lesquelles dépendent au moins partiellement des conditions et des problèmes concrets de l'heure. Par exemple, s'il est vrai que le libertarien contemporain ne manquera pas de se prononcer pour la dénationalisation des phares, il est très douteux qu'il place cette question plus haut sur son programme d'action que l'abolition de la conscription ou la suppression de l'impôt sur le revenu. Le libertarien établira ses priorités politiques à la lumière de son intelligence stratégique et de sa connaissance des questions à l'ordre du jour. Cela n'empêche pas que, pour qui vivrait sur une petite île perdue dans le brouillard et totalement dépendante du transport maritime, la question des phares occuperait une place de choix dans le programme politique libertarien. De plus, si une occasion se présentait de dénationaliser les phares même dans l'Amérique contemporaine, le libertarien ne la repousserait certainement pas.

Concluons cette partie de notre examen de la question stratégique en affirmant que la victoire de la liberté totale représente la fin politique suprême ; que la passion morale pour la justice

constitue le fondement authentique de cette fin ; que les moyens les plus rapides et les plus efficaces doivent être mis en oeuvre pour l'atteindre ; qu'on doit toujours l'avoir présente à l'esprit et chercher à la réaliser le plus rapidement possible ; et que les moyens employés ne doivent jamais contredire l'objectif — c'est-à-dire que sont à proscrire le gradualisme, les agressions contre la liberté et les plaidoyers en ce sens, le soutien aux vastes programmes étatiques, et qu'il ne faut jamais laisser passer les occasions de réduire le pouvoir des hommes de l'Etat ni bien sûr contribuer à son augmentation dans quelque domaine que ce soit.

Ce sont les idées, du moins à long terme, qui mènent le monde, et il est clair que la victoire du libéralisme ne se produira que si ses idées sont diffusées et adoptées par un assez grand nombre de personnes. L'éducation devient ainsi la condition nécessaire à la victoire de la liberté, l'éducation sous toutes ses formes, des théories et systèmes les plus abstraits jusqu'aux procédés de marketing susceptibles de susciter l'intérêt de futurs convertis. En fait, l'éducation est traditionnellement la stratégie choisie par les libéraux classiques. Mais insistons sur le fait que les idées n'arrivent pas d'elles-mêmes en flottant dans le vide : elles n'ont de l'influence que dans la mesure où elles sont adoptées et promues par des personnes concrètes. Pour que l'idée de la liberté triomphe, on doit donc avoir un groupe de libéraux — de personnes libérales — convaincus, qui connaissent les faits de la liberté et veulent diffuser le message. Bref, il faut un mouvement libéral actif et bien conscient de lui-même. Cela ressemblerait fort à un truisme n'était que plusieurs libéraux, assez étrangement, répugnent à l'idée de faire partie d'un mouvement ou à s'impliquer dans ses activités. Pourtant, y a-t-il aucune discipline ou corps d'idées, que ce soit le bouddhisme ou la physique, qui ait jamais réussi à se faire connaître et à s'imposer sans un "cadre"* dévoué de partisans ?

La mention de la physique nous rappelle une autre exigence de succès pour un mouvement : la présence de professionnels, de personnes qui consacrent leur carrière au mouvement ou à la discipline. Au moment où, au 17^e et 18^e siècle, émergeait la science moderne de la physique, il existait des associations scientifiques regroupant surtout des amateurs genre "Amis de la science" et qui contribuèrent à créer une atmosphère d'encouragement et de soutien pour la nouvelle discipline. Mais il ne fait pas de doute que la physique ne serait pas allée loin sans les physiciens professionnels, hommes de carrière qui consacraient tout leur temps à son avancement. La physique serait sans aucun doute demeurée un passe-temps de dilettantes si ne s'était pas développée la profession de physicien. Or, malgré la croissance spectaculaire de leurs idées et de leur mouvement au cours des dernières années, les libéraux ne sont généralement pas conscients de la nécessité impérieuse de multiplier les professionnels de la liberté comme instrument central de la promotion, aussi bien de la théorie que de la liberté sur le terrain.

Chaque nouvelle idée, chaque nouvelle discipline commence nécessairement avec une personne ou une poignée de gens avant de se diffuser dans un noyau plus grand de convertis et d'adhérents. Même quand le mouvement aura atteint sa vitesse de croisière, la grande variété des intérêts et des talents parmi les hommes signifie que seule une minorité fera partie du noyau professionnel, du groupe des cadres libéraux. Il n'y a rien de malsain ni d'"anti-démocratique" à imaginer l'existence d'un groupe de libéraux d'"avant-garde" : c'est la même chose que de parler de l'"avant-garde" des bouddhistes ou des physiciens. On peut espérer que cette avant-garde amènera ensuite une majorité de la population ou une minorité importante et influente à adhérer — sinon à se consacrer — à l'idéologie libérale. La présence d'une majorité libérale parmi les révolutionnaires américains ainsi que dans l'Angleterre du 19^e siècle démontre que l'exploit n'est pas irréalisable.

Entre aujourd'hui et la réalisation de l'objectif, on peut imaginer le parcours comme une pyramide ou plutôt une échelle où les individus et les groupes occupent les différents échelons allant du collectivisme ou étatsisme total jusqu'à la parfaite liberté. Si le libéral ne peut pas

“élever la conscience des masses” jusqu’au bout, jusqu’à la parfaite liberté, il peut au moins atteindre cet objectif important, quoique plus modeste, de les aider à gravir quelques échelons. Dans ce dessein, le libertarien trouvera souvent utile de former des coalitions ad hoc avec des non-libertariens afin de faire avancer des causes particulières. Ainsi, en fonction de ses priorités et de la réalité sociale du moment, le libertarien pourra former des “fronts communs” avec les conservateurs pour supprimer l’impôt sur le revenu, ou avec les partisans des libertés civiles pour abolir la conscription ou légaliser la pornographie et les propos “subversifs”. En s’engageant ainsi dans des alliances particulières, le libertarien fait d’une pierre deux coups : (1) par effet de levier, il démultiplie son influence et son efficacité dans la poursuite d’un objectif libertarien particulier — puisque plusieurs non-libertariens sont mis à contribution ; et (2) il “ouvre les yeux” de ses partenaires de la coalition, à qui il a l’occasion d’apprendre que le libertarisme représente un système unique et cohérent et que la poursuite globale de leurs objectifs exige l’adoption du programme libertarien dans son ensemble. Ainsi, le libertarien peut-il montrer au conservateur qu’on ne peut maximiser la portée des Droits de propriété et du marché libre ni les protéger pleinement que si les libertés civiles sont défendues et rétablies ; et vice-versa dans son argumentation auprès du défenseur des libertés civiles. On peut espérer que ce genre de démonstration aide quelques-uns de ces alliés d’un jour à gravir plusieurs échelons sur l’échelle libertarienne.

Tout mouvement qui prône un changement social radical, c’est-à-dire la transformation de la réalité sociale selon un modèle idéal, se trouvera confronté, comme les marxistes l’ont découvert, à deux formes opposées de “déviation” par rapport à la ligne stratégique correcte. Il s’agit, pour reprendre la terminologie marxiste, de “l’opportunisme de Droite” et du “sectarisme de gauche”. Ces déviations superficiellement attirantes sont tellement importantes que nous pouvons considérer comme une règle que l’une ou l’autre viendra empoisonner n’importe quel mouvement à divers moments de son existence. Notre théorie ne peut prévoir laquelle de ces tendances triomphera dans un mouvement donné, puisque le résultat final dépendra des idées stratégiques subjectives de ses membres. Autrement dit, le résultat relève du libre arbitre et de la persuasion.

L’opportunisme de droite, dans sa recherche de gains immédiats, néglige l’objectif social ultime pour se vautrer dans des victoires mineures et sans lendemain et qui sont parfois même en contradiction flagrante avec le but final. Dans sa version libertarienne, l’opportuniste est prêt à se joindre à l’establishment étatique au lieu de le combattre, et à nier l’objectif ultime au nom de victoires immédiates — par des déclarations du genre : “Même si tout le monde sait que l’impôt est indispensable, l’état de l’économie nécessite une réduction des impôts de 2 %.” De son côté, le gauchiste sectaire flaire l’“immoralité” et la “trahison des principes” dans tout recours à l’intelligence stratégique pour proposer des mesures transitoires sur le chemin de la liberté, même s’il s’agit de mesures en continuité directe avec l’objectif final. Le sectaire voit des “principes moraux”, des “principes libertariens” partout, y compris dans les questions relevant exclusivement de la stratégie, de la tactique ou de l’organisation. En fait, le sectaire taxera probablement de trahison des principes toute volonté de dépasser la réitération répétitive de l’objectif et de l’idéal social, ou d’établir des priorités parmi les questions politiques particulières à examiner. Dans le mouvement marxiste, l’exemple classique de l’ultra-sectarisme en marche est donné par le Socialist Labor Party, qui répond à toutes les questions en se contentant de répéter que “le socialisme, et le socialisme seul, peut régler le problème”. Le libertarien sectaire, par exemple, dénigrera le speaker de la télévision ou le candidat aux élections qui, obligé de choisir des thèmes prioritaires, met en avant la suppression de l’impôt sur le revenu ou l’abolition de la conscription et “néglige” l’objectif de la libération ou la désétatisation des phares.

On comprendra que l’opportunisme de Droite et le sectarisme de gauche sont tous deux également préjudiciables à l’objectif social ultime. L’opportuniste de Droite l’abandonne au profit de victoires à court terme qui n’auront par conséquent pas de prolongement. Le sectaire de gauche,

drapé dans sa “pureté”, compromet l’objectif final en s’opposant à toute démarche stratégique qui s’en réclame.

Curieusement, le même individu passera parfois par des phases alternatives et tâtera des deux déviations, dédaignant la route droite qui mène au but. Ainsi, tel libertarien, découragé par des années passées à défendre ses idées dans toute leur pureté sans aucun effet sur la réalité, plongera dans les bosquets capiteux de l’opportunisme de Droite, à la recherche de quelque gain immédiat à se mettre sous la dent même en sacrifiant l’objectif ultime. Ou tel autre, opportuniste de Droite, dégoûté de la manière dont lui-même et ses collègues ont compromis leur intégrité intellectuelle et la Cause ultime, peut sauter dans le sectarisme de gauche et dénigrera tout projet pour établir des priorités stratégiques. De cette manière, les deux déviations opposées se nourrissent et se renforcent mutuellement, aussi destructives l’une que l’autre dans la grande mission qui consiste à atteindre efficacement l’objectif libertarien.

Les marxistes ont bien vu que deux ensembles de conditions sont nécessaires au succès d’un programme de changement social radical, ce qu’ils appellent les “conditions objectives” et les “conditions subjectives”. Les conditions subjectives sont liées à l’existence d’un mouvement conscient de lui-même et voué à la réalisation de son idéal social — conditions que nous avons examinées ci-dessus. Les conditions objectives se rapportent à l’existence d’une crise du système, assez grave pour affecter la plupart des gens et pour être, en même temps, perçue comme la faillite du système lui-même. Car les gens sont ainsi faits qu’ils ne cherchent pas à considérer les défauts du système aussi longtemps qu’il semble fonctionner à peu près bien. Et même les quelques personnes qui éventuellement s’y intéressent auront tendance à y voir un problème abstrait sans signification pour leur vie quotidienne et ne nécessitant aucune action — jusqu’à ce que la crise franchisse le seuil de la conscience. C’est quand le système semble se détraquer que l’on cherche frénétiquement de nouvelles options sociales, et c’est à ce moment-là que les cadres du mouvement d’opposition (voilà les “conditions subjectives”) doivent être en mesure d’offrir un autre choix, d’établir la relation entre la crise et les défauts du système, de montrer comment leur système de remplacement résoudrait la crise et préviendrait les dérapages dans l’avenir. Idéalement, les cadres de l’opposition pourront alors montrer qu’ils avaient bien prédit la crise et tiré la sonnette d’alarme depuis longtemps.

En effet, l’étude des révolutions modernes montre : (1) que chacune d’entre elles a été exploitée par un cadre d’idéologues et de prophètes de l’opposition et (2) qu’elles ont été précipitées par une crise du système existant. Au moment de la Révolution américaine, il existait un cadre nombreux et une masse de libertariens convaincus prêts à résister aux tentatives britanniques pour mettre fin au régime d’“indifférence salutaire” envers les colonies et les charger à nouveau des chaînes de l’Empire. Dans le cas de la Révolution française, des philosophes* libertariens avaient déjà préparé l’idéologie nécessaire pour s’opposer à l’appesantissement brutal du fardeau de l’absolutisme que la crise financière de l’Etat aurait imposé au pays. Dans la Russie de 1917, une guerre sans espoir fit s’écrouler de l’intérieur le régime des Tsars, événement attendu par des idéologues extrémistes bien préparés. Après la première guerre mondiale, la défaite et la crise économique créèrent en Italie et en Allemagne les conditions propices à la victoire des options fasciste et national-socialiste. Dans la Chine de 1949, la victoire des rebelles communistes fut facilitée par la coïncidence d’une guerre longue et destructrice et de la crise économique causée par une inflation galopante et le contrôle des prix.

Malgré des approches divergentes, les libertariens comme les marxistes sont persuadés que les contradictions internes du système actuel (le “capitalisme” aux yeux de ceux-ci, l’étatisme et l’interventionnisme pour ceux-là) entraînera inévitablement son effondrement à long terme. Contrairement au conservatisme, qui demeure désespérément prostré devant le déclin des “valeurs occidentales” de quelque siècle antérieur, le marxisme et le libertarisme sont deux doctrines très

optimistes, à long terme en tout cas. Il est vrai que se pose, pour les vivants, le problème de savoir combien de temps on devra attendre le long terme. Les marxistes, les occidentaux en tout cas, ont dû se résigner au report indéfini du long terme qu'ils appellent de leur vœux. Les libertariens contemporains ont dû supporter un 20^è siècle qui a marqué la transition d'un 19^è siècle quasi-libertarien à un régime beaucoup plus étatiste et collectiviste et caractérisé, d'une certaine manière, par un retour au despotisme d'avant les révolutions libérales des 17^è et 18^è siècles.

Les libertariens ont toutefois de bonnes et suffisantes raisons de considérer avec optimisme l'avenir lointain voire immédiat, et même d'envisager la possibilité d'une victoire prochaine de la liberté.

D'abord, qu'est-ce qui justifie l'optimisme des libertariens même à long terme ? Car après tout, les annales de l'histoire écrite ne font que décrire, dans une civilisation après l'autre, des siècles de despotisme sous diverses formes, de stagnation et de totalitarisme. Ne se pourrait-il pas que le grand mouvement vers la liberté qui avait commencé au 17^è siècle n'ait été qu'un feu de paille après lequel l'humanité retomberait pour toujours dans la grisaille du despotisme ? A première vue plausible, pareil désespoir néglige un facteur essentiel, à savoir ce qu'a apporté d'irréversible la Révolution industrielle de la fin du 18^è siècle et du 19^è siècle, elle-même conséquences des révolutions politiques libérales.

En effet, si des pays agricoles dans un monde pré-industriel peuvent vivoter indéfiniment au niveau de subsistance ; les rois despotiques, les nobles et les Etats peuvent imposer le surplus des paysans qui se haussent au-dessus du niveau de subsistance et, grâce à cela, vivre dans le luxe tandis que les paysans continueront durant des siècles à peiner pour le minimum vital. Pareil système est profondément immoral et exploiteur mais il "fonctionne" au sens où il peut se maintenir indéfiniment (à condition que les hommes de l'Etat ne deviennent pas trop cupides et ne tuent pas la poule aux oeufs d'or).

En revanche, et c'est heureux pour la cause de la liberté, la science économique montre qu'une économie industrielle moderne, elle, ne peut pas survivre dans ces conditions. Une économie industrielle moderne a besoin de la division du travail et d'un vaste réseau d'échanges et de marchés libres, réseau qui ne peut prospérer que dans un régime de liberté. Étant donné que la grande majorité des hommes tiennent à l'économie industrielle et au niveau de vie qu'elle permet, le triomphe de l'économie de libre marché et la fin de l'étatisme paraissent inévitables à la longue.

La fin du 19^è siècle et surtout le 20^è siècle ont connu plusieurs formes de retour à l'étatisme pré-industriel (notamment le socialisme ainsi que plusieurs sortes de "capitalisme" d'Etat) qui, contrairement au conservatisme franchement réactionnaire et anti-industriel du début du 19^è siècle, ont voulu préserver et développer l'économie industrielle en même temps qu'elles s'en prenaient aux conditions politiques mêmes qui sont nécessaires à sa survie en longue période. La planification, la gestion et les contrôles étatiques, les impôts élevés et paralysants, l'inflation monétaire, tout cela mènera inévitablement à l'effondrement du système économique étatiste.

Donc, s'il est vrai que le monde affiche un parti-pris irréversible pour l'industrialisme et le niveau de vie qui l'accompagne, et si l'industrialisme a besoin de la liberté, le libertarien peut être optimiste en longue période, le triomphe de la liberté ne peut manquer d'arriver un jour. Mais qu'est-ce qui justifie l'optimisme à court terme ? C'est qu'il arrive heureusement que les diverses formes d'étatisme qui se sont imposées dans le monde occidental durant la première moitié du 20^è siècle sont sur le point de s'effondrer. Le long terme est maintenant à portée. Durant un demi-siècle, l'intervention étatiste a pu exercer ses déprédations sans provoquer de crises ni de dislocations flagrantes, parce que le quasi laissez-faire du 19^è siècle avait créé une fabuleuse réserve capable d'amortir ses conséquences. Les hommes de l'Etat pouvaient imposer pillages et inflation au

système sans que les conséquences défavorables crèvent les yeux. Mais l'étatisme est maintenant tellement avancé et il a été au pouvoir si longtemps qu'il ne reste plus de coussin, plus de gras ; comme disait l'économiste Ludwig von Mises, le "fonds de réserve" créé par le laissez-faire est maintenant épuisé. Maintenant, quoi que fassent les hommes de l'Etat, un effet négatif s'ensuit instantanément et saute clairement aux yeux des anciens indifférents, quand ce n'est pas à nombre d'apologistes acharnés de l'étatisme.

Dans les pays d'Europe de l'Est, les communistes eux-mêmes sont de plus en plus conscients que la planification centrale du socialisme ne fonctionne tout simplement pas, surtout dans une économie industrielle, d'où la retraite rapide vers l'économie de marché que l'on a observée au cours des dernières années dans ces pays et particulièrement en Yougoslavie. En Occident, le capitalisme d'Etat est lui aussi partout en crise et il apparaît de plus en plus évident que l'Etat est fauché au sens fort du terme : toute augmentation des impôts paralysera l'industrie et les raisons de produire de manière irréparable, alors que faire tourner la planche à billets (soit directement soit par l'intermédiaire du système bancaire contrôlé par les hommes de l'Etat) produirait une désastreuse hyperinflation. De sorte que nous entendons de plus en plus parler de "la nécessité de moins compter sur l'Etat", même parmi ceux qui furent un jour ses champions les plus fougues. En Allemagne de l'Ouest, le Parti social-démocrate a depuis longtemps cessé de prôner le socialisme. En Grande-Bretagne, dans une économie étouffée par les impôts et par l'inflation, la faction libérale a pris le contrôle du Parti conservateur, qui avait été de longues années durant aux mains d'étatistes convaincus, tandis que même le Parti travailliste a commencé à prendre ses distances par rapport à ce chaos planifié qu'est l'étatisme effréné.

La situation est particulièrement encourageante aux Etats-Unis, grâce à la conjugaison de deux séries de facteurs au cours des toutes dernières années : (1) l'effondrement de l'étatisme en tant que système dans tous les domaines, dans la politique économique, étrangère, sociale et morale ; (2) un vaste mouvement libertarien en pleine croissance et la diffusion des idées libertariennes parmi les leaders de l'opinion comme dans la population générale. Examinons tout à tour ces deux catégories de conditions nécessaires à la victoire libertarienne.

Phénomène étonnant, on peut dater assez précisément la crise qui a frappé l'étatisme aux Etats-Unis : c'était en 1973-1974. L'effondrement a été particulièrement flagrant dans le domaine de l'économie. De l'automne 1973 jusqu'à la fin de 1975, les Etats-Unis ont connu une récession inflationniste durant laquelle la pire récession qu'on ait connue depuis la guerre a coïncidé avec une aggravation de l'inflation. Après 40 ans de politiques keynésiennes censées contrôler précisément la conjoncture (le "fine tuning") de manière à prémunir l'économie contre les cycles d'inflation-déflation, les Etats-Unis réussissaient à s'offrir les deux en même temps — ce que la théorie économique dominante se montrait incapable d'expliquer. La théorie dominante a donc été plongée dans le désarroi et les économistes comme les profanes sont de plus en plus disposés à se tourner vers l'option de l'économie "autrichienne", la théorie économique du laissez-faire, à la fois comme paradigme théorique et comme guide des politiques publiques. L'attribution en 1974 du prix Nobel de Science économique à F.A. Hayek pour sa théorie autrichienne du cycle économique, qui avait été reléguée aux oubliettes de l'histoire, n'est qu'une indication parmi d'autres des nouveaux courants qui émergent après des décennies d'oubli. Et même si l'économie s'est remise de la récession, la crise n'est pas terminée puisque l'inflation a encore augmenté tandis que le chômage demeurait à un niveau élevé. Seule une politique économique laissez-fairiste qui mettrait fin à l'inflation monétaire et réduirait les dépenses publiques pourra résoudre la crise.

La faillite partielle de la ville de New-York en 1975 et la victoire de la Proposition 13 de Californie en 1978 ont montré au pays tout entier que le fonds de réserve des communes et des états est épuisé, que les pouvoirs publics doivent enfin commencer à réduire radicalement leurs activités et leurs dépenses. Des augmentations d'impôt auraient pour effet de faire fuir les entreprises et les

citoyens de la classe moyenne hors de la région qui les imposerait, ce qui signifie que le seul moyen d'éviter la faillite se trouvera dans des coupures radicales de dépenses. (Si des cessations de paiements se produisent, le même résultat s'ensuivra mais de manière encore plus déterminante puisque l'accès au marché des obligations deviendra impossible pour les états et les collectivités locales.)

Il apparaît aussi de plus en plus évident que la combinaison, au cours des décennies, d'impôts élevés et paralysants sur le revenu, l'épargne et l'investissement, d'une part, et, d'autre part, de la désorganisation des plans des entreprises par l'inflation, a produit une rareté grandissante du capital, d'où le danger imminent de voir consommer l'indispensable réserve des biens de capital en Amérique. C'est ainsi que l'on est de plus en plus conscient de la nécessité économique de réduire les impôts. De même, la réduction des dépenses publiques est requise pour éviter, sur les marchés de capitaux, l'éviction des prêts et investissements privés par les déficits dilapidateurs des hommes de l'Etat fédéral.

Il y a une très bonne raison d'espérer que la population et les leaders de l'opinion saisiront la solution libertarienne à cette crise grave et permanente : le fait que tout le monde sache aujourd'hui que ce sont les hommes des Etats qui contrôlent et manipulent l'économie depuis 40 ans. A l'époque où l'intervention étatique et la politique monétaire avaient provoqué la grande Crise des années 1930, la mythologie populaire voulut que la décennie précédente eût été une période de laissez-faire. Il semblait donc plausible de croire que "le capitalisme avait échoué" et qu'un pas de géant vers l'étatisme et le pouvoir des hommes de l'Etat était nécessaire pour ramener la prospérité et le progrès économique. Mais la crise actuelle fait suite à plusieurs décennies d'étatisme, et sa nature même permet maintenant à la population de prendre conscience que c'est au Tout-Etat que la responsabilité en incombe.

On a maintenant tâté de toutes les variantes de l'étatisme et elles ont toutes échoué. Partout dans le monde occidental au début du 20^e siècle les chefs d'entreprise, les politiciens et intellectuels s'étaient mis à appeler de leurs vœux un "nouveau" système d'économie mixte, de domination étatique, à la place du laissez-faire relatif du siècle précédent. De nouvelles panacées, attrayantes à première vue, comme le socialisme, l'Etat corporatiste, l'Etat-Providence-Gendarme du monde, etc. ont été essayées et toutes ont manifestement échoué. Les argumentaires en faveur du socialisme et de la planification étatique apparaissent maintenant comme des plaidoyers pour un système vieilli, épuisé et raté. Que reste-t-il à essayer sinon la liberté ?

Le domaine social a connu une crise semblable au cours des dernières années. L'école publique, élément jadis sacro-saint de la tradition américaine, est de plus en plus critiquée, et de plus en plus violemment, par des gens de tous les horizons idéologiques. Il devient évident (1) que l'école publique n'éduque pas ceux dont elle a la charge ; (2) qu'elle coûte cher, gaspille des ressources et exige de impôts élevés ; et (3) que son uniformité engendre des conflits sociaux âpres et insolubles sur des problèmes fondamentaux de l'éducation — sur des questions comme le choix entre intégration ou ségrégation raciales, méthodes "modernes" ou traditionnelles, religion ou laïcité, sur des questions comme l'éducation sexuelle ou l'idéologie transmise par l'éducation. Quelle que soit l'option de l'école publique dans ces questions, elle causera un tort irréparable à la majorité ou à une forte minorité des parents et des enfants. On s'aperçoit de plus en plus, aussi, que l'obligation scolaire instituée par la loi impose une espèce de prison que ni eux ni leurs parents n'ont choisie à des enfants qui y sont malheureux et qui s'y ennuient .

Dans le domaine des politiques d'ordre moral, on prend conscience que le prohibitionnisme agressif des hommes de l'Etat — non seulement l'ancienne prohibition de l'alcool mais aussi les prohibitions concernant la pornographie, la prostitution, les pratiques sexuelles "entre adultes consentants", la drogue, l'avortement — est une violation immorale et injustifiée du Droit de

chaque individu de faire ses propres choix moraux, et qu'en plus elle est inapplicable dans la pratique. Tenter de faire respecter ces lois ne contribue qu'à causer du tort au gens et à créer un Etat policier de fait. Le temps approche où l'on reconnaîtra que la prohibition dans ces domaines est aussi injuste et inefficace qu'elle le fut pour les boissons alcoolisées.

Le scandale du Watergate s'est accompagné d'une conscience accrue du danger que les activités habituelles des hommes de l'Etat représentent pour la liberté individuelle, le Droit d'être laissé en paix et de défier les hommes de l'Etat. Là aussi, nous pouvons nous attendre à des pressions publiques pour contrecarrer le rêve étatique séculaire d'immixtion dans la vie privée de gens et de répression de la dissidence.

Peut-être le signe le plus évident et l'indication la plus encourageante de l'effondrement de la mystique étatique se trouvent-ils dans les révélations du Watergate en 1973 et 1974. Car cette affaire a provoqué un changement radical dans les attitudes de tout le monde — quelle que soit leur idéologie particulière — vis-à-vis des hommes de l'Etat eux-mêmes. Le Watergate a ouvert les yeux des gens sur leurs atteintes à la liberté personnelle. Mieux encore, en provoquant la révocation du Président, l'affaire a désacralisé pour toujours une fonction que la population américaine considérait comme quasi-souveraine. Mais le meilleur de l'affaire est la désacralisation de l'Etat en tant que tel qui en est résultée. On ne fait plus confiance à aucun politicien ou représentant de l'Etat ; on considère tout pouvoir public avec hostilité, revenant ainsi à la saine méfiance envers les hommes de l'Etat qui caractérisait la population et les révolutionnaires américains du 18^e siècle. A la suite du Watergate, personne aujourd'hui n'oserait proclamer que "l'Etat c'est nous", ce qui revenait à dire que tout ce que font les dirigeants élus serait légitime et acceptable. La condition la plus cruciale pour le succès de la liberté réside dans la désacralisation, la dé-légitimisation de l'Etat aux yeux de la population et cela, le Watergate y est parvenu.

Les conditions objectives nécessaires à la victoire de la liberté ont donc commencé à faire leur apparition au cours des dernières années, du moins aux Etats-Unis. Les hommes de l'Etat sont considérés comme responsables de la crise du système, qui ne pourra trouver de solution que par un virage décisif vers la liberté. Ce dont nous avons maintenant besoin, c'est du progrès des "conditions subjectives" des idées libertariennes et surtout d'un mouvement libertarien convaincu pour faire avancer les idées dans les débats publics. Et il ne s'agit certes pas d'une coïncidence si c'est précisément durant ces années — depuis 1971 et particulièrement depuis 1973 — que les conditions subjectives ont accompli les plus grands progrès de ce siècle. En effet, l'effondrement de l'étatisme a sans aucun doute incité les gens à embrasser en plus grand nombre, totalement ou partiellement, la doctrine libertarienne, d'où l'on voit que les conditions objectives contribuent à l'apparition des conditions subjectives. De plus, aux Etats-Unis du moins, on n'a jamais totalement perdu ce splendide héritage de liberté et d'idées libertariennes qui remonte à l'époque révolutionnaire. Par conséquent, les libertariens d'aujourd'hui ont de solides fondations sur lesquelles bâtir.

La croissance rapide des idées et des mouvements libertariens au cours des dernières années s'est étendue à plusieurs disciplines savantes, particulièrement parmi les jeunes chercheurs, de même qu'aux domaines du journalisme, des médias, de l'entreprise et de la politique. Comme les conditions objectives sont toujours présentes, il semble évident que cette poussée de la pensée libertarienne dans de nouveaux domaines, nombreux et inattendus, n'est pas une mode temporaire concoctée par les médias mais constitue bien une réponse, qui ne peut que s'affirmer, à ce que l'on perçoit comme les conditions de la réalité objective. Le libre arbitre étant ce qu'il est, personne ne peut prédire avec certitude si le sentiment libertarien qui croît aux Etats-Unis se cristallisera rapidement et poursuivra sans défaillir la réalisation de l'ensemble de son programme. En tout cas, la théorie et l'examen des conditions historiques actuelles justifient un grand optimisme, même à court terme, quant aux chances de la liberté.

Ibidem

Claude ROY (Claude Orland, dit)



Le drôle de jeu des intellectuels communistes

On parlait encore très peu de psychodrames à la fin de cette année 1951. J'arrivai chez Claire, vers minuit, le soir de la Saint-Sylvestre, venant d'une fête "de famille", au réveillon de mon autre "famille", chez Pierre Courtade. Tout le monde était gai. Tout le monde était très ivre. "C'est toi qu'on attendait !" dirent mes camarades. On m'expliqua la jeu. Jean Duvignaud disait alors que chaque époque invente "son" genre littéraire: les Grecs, la tragédie ; la Renaissance, le sonnet ; l'âge classique, les cinq actes en vers avec trois unités, etc. L'âge "socialiste" avait inventé "son" genre: le procès de Moscou. C'est au procès que les réveillonneurs, ayant un peu bu, avaient décidé de jouer. On n'attendait qu'un accusé. Donc que moi. Roger Vailland était déjà le procureur, Courtade le défenseur commis d'office. Je n'avais qu'à prendre place dans le box des inculpés. Je me débattis en vain, puis me soumis au jeu. Le réquisitoire fut implacable: j'étais coupable d'infractions à dix articles du Code : sabotage de la lutte idéologique, intelligence avec l'ennemi culturel, complot avec les espions cosmopolites, haute trahison philosophique, etc. Comme je voulus *discuter* au cours de l'interrogatoire, procureur, avocat, témoins à charge se fâchèrent. La plaidoirie de mon avocat fut terrible : j'avais droit aux circonstances atténuantes, c'est-à-dire qu'on me délivre du fardeau de la vie aussi promptement que possible. L'alcool aidant, la bouffonnerie devenait cauchemar, la parodie blessure. Au moment du verdict (la mort, bien entendu), deux femmes de l'assistance, dont la mienne, entrèrent en crise de nerfs. Tout le monde criait, pleurait, cherchait de l'alcali dans l'armoire à pharmacie, trempait des serviettes dans l'eau froide. Procureur, avocat, accusé se penchaient sur les convulsionnaires. J'étais le seul sans doute à ne pas être ivre. Je n'étais pas le seul à me sentir honteux.

Je n'en doute plus aujourd'hui: nous étions fous. Il y' a peut-être un moment de l'esprit où la folie atténue les responsabilités. Mais, avant d'en arriver là, bien souvent l'aliéné n'est pas que quelqu'un que sa démence décharge du fardeau d'être responsable, mais celui qui *choisit* la folie pour échapper au nœud qui l'étrangle, mais qu'il n'ose pas trancher.

Notre aliénation n'était que la conséquence d'une aliénation historique. Nous rationalisons et intériorisons une démence plus générale.

in *Nous*

Pascal SALIN



Vive les cartels libres !

Les craintes traditionnelles à l'égard des « grands monopoles capitalistes » trouvent une prolongation dans les inquiétudes que soulèvent les ententes et cartels entre entreprises privées. Un cartel est un accord par lequel les entreprises signataires décident d'homogénéiser leurs productions. Elles peuvent ainsi décider de proposer un prix identique pour leurs biens et / ou des biens et services dont les caractéristiques sont standardisées. Ces pratiques semblent être anti-concurrentielles puisqu'elles conduisent les entreprises membres du cartel à s'interdire réciproquement d'essayer de « concurrencer » les autres en proposant un prix plus faible et / ou un produit meilleur. En d'autres termes, s'il est vrai que la concurrence conduit à la recherche de la différenciation, l'uniformisation, plus ou moins complète, à laquelle vise le cartel peut être considérée comme une pratique anti-concurrentielle. Il paraît alors légitime de mettre en place une législation permettant de lutter contre les cartels et de réintroduire la concurrence.

L'image négative que l'on attache aux cartels vient donc de ce l'on estime a priori que les producteurs qui s'organisent ainsi visent nécessairement à éviter la concurrence entre eux et à acquérir un pouvoir monopolistique susceptible de leur permettre d'imposer un « super-profit », c'est-à-dire d'exploiter les acheteurs. En supprimant la possibilité d'une guerre des prix entre eux, ils imposeraient donc un prix plus élevé que le prix de concurrence. Mais dans cette interprétation de l'existence des cartels il faut bien tenir compte d'un fait troublant. S'il est vrai que les êtres humains recherchent toujours des occasions de profit, lorsqu'un cartel impose un prix « trop » élevé, quelqu'un doit normalement s'en apercevoir et essayer d'accaparer la totalité, ou tout au moins une partie substantielle du marché, tout simplement en proposant un prix plus faible que celui du cartel. Ce producteur peut être ou bien un nouveau venu sur le marché ou bien un dissident du cartel qui trouve donc un intérêt à briser l'accord avec les autres producteurs. Mais il ne peut évidemment en être ainsi que dans la mesure où la liberté contractuelle existe, c'est-à-dire qu'il y a liberté d'entrer sur le marché en question et d'y proposer sa production à un prix librement déterminé.

Il résulte logiquement de cette remarque qu'un cartel ne peut subsister durablement que dans deux types de situations : ou bien il résulte de l'exercice de la contrainte, ou bien, loin de se traduire par une exploitation des acheteurs, il correspond à un moyen de mieux satisfaire leurs besoins.

En ce qui concerne l'exercice de la contrainte, on peut tout d'abord envisager l'exercice d'une contrainte privée. Si, par exemple, le marché de machines il sous dans un pays est « monopolisé »

par une mafia qui impose par la force des pratiques identiques à tous ses membres et qui, par ailleurs, interdit l'entrée libre de nouveaux producteurs sur ce marché, il y a bien exploitation des clients. Mais ce qui est en cause n'est pas le fait que les producteurs soient cartellisés, mais le fait que cette structure productive soit le résultat de l'exercice de la contrainte et non des libres décisions des individus.

Prenons un autre exemple, apparemment plus pacifique. Dans certains pays du Sahel, on se plaint du mauvais fonctionnement des systèmes de transport collectif par taxi-brousse et on accuse un manque de concurrence. Certains en déduisent donc que les transporteurs privés ne sont pas capables de répondre aux besoins des consommateurs de services de transport de manière efficace et qu'il conviendrait donc de mettre en place un système de transport public dont la justification serait évidemment l'existence d'un « monopole naturel » dans ce domaine. Que se passe-t-il en effet ? Plusieurs propriétaires de véhicules proposent leurs services dans une ville, par exemple une capitale, pour desservir une destination donnée en province. Mais certains véhicules sont de mauvaise qualité et les usagers potentiels, les considérant comme des cercueils ambulants, ne veulent pas les utiliser. Or, certains chauffeurs ont imposé la règle selon laquelle on doit remplir le véhicule qui attend des clients depuis le plus de temps avant de pouvoir monter dans le véhicule suivant. Ainsi, si le véhicule dont le stationnement est le plus ancien est considéré comme un cercueil ambulancier, personne ne veut y monter, mais personne ne peut faire reconnaître son droit de monter dans le véhicule suivant, qui est peut-être de bonne qualité. Il arrive alors que les clients attendent des heures ou des jours avant de pouvoir partir vers leur destination. Or ce qui est en cause, ce n'est pas l'incapacité d'un système de producteurs en concurrence à satisfaire les besoins, c'est en réalité le fait que des actes d'intimidation et de contrainte physique empêchent la liberté contractuelle¹⁰⁵. Ce qui est en cause ce n'est pas une prétendue faillite du marché et de la concurrence, c'est au contraire l'existence d'obstacles à la concurrence. La réponse ne consiste évidemment pas à créer un monopole public de transport, mais à mettre en place un système institutionnel qui garantisse la liberté contractuelle et le respect des droits individuels sans lesquels, bien sûr, la concurrence ne peut pas jouer (puisqu'elle se définit comme la liberté d'entrer sur un marché).

Mais le plus souvent la contrainte est une contrainte légale et publique. Si un cartel exploite les consommateurs c'est parce que l'État impose aux producteurs d'un bien particulier de se constituer en cartel et accorde un privilège de monopole aux membres de ce cartel. A titre d'exemple, dans beaucoup de pays, il existe un cartel obligatoire dans le domaine de la production de monnaie. Tous les producteurs de monnaie – les banques – d'un pays sont obligés de participer à un système monétaire qui n'est rien d'autre qu'un cartel monétaire. En effet, tous ces producteurs sont obligés d'homogénéiser leurs produits : les banques situées sur le territoire français (ou sur l'Euroland) doivent participer au cartel monétaire qui produit des francs (des euros) et qui est contrôlé par la Banque de France (la Banque centrale européenne). La liberté d'entrer sur le marché n'existe pas, pas plus que la liberté de quitter le cartel monétaire pour devenir producteur indépendant ou pour rejoindre un autre cartel. Par ailleurs, diverses dispositions attribuent au cartel monétaire des privilèges de type monopolistique. Il en est ainsi lorsqu'il existe un contrôle des changes qui interdit ou limite l'utilisation par les citoyens d'autres monnaies que la monnaie nationale. Plus généralement, la législation sur le cours forcé impose que les contrats signés entre résidents d'un pays soient libellés en termes de la monnaie nationale. Il en résulte bien souvent une véritable exploitation des clients, qui se traduit en l'occurrence par l'inflation. En effet, l'inflation représente une détérioration du pouvoir d'achat de la monnaie et celle-ci est rendue possible ou tout au moins grandement facilitée par l'interdiction d'utiliser une monnaie autre que la monnaie nationale¹⁰⁶.

Ainsi, ce qui est répréhensible dans tous ces cas, ce qui porte tort aux consommateurs, ce n'est pas le fait que la production de certains biens soit assurée par des entreprises organisées en cartels, mais c'est le fait que les producteurs bénéficient de l'usage de la contrainte, qu'il s'agisse d'une contrainte privée – qui représente une atteinte aux droits individuels – ou d'une contrainte légale. Comme nous l'avons fait remarquer, il est tout à fait étonnant que l'on parte en guerre contre les monopoles

privés, qui doivent leurs positions aux bienfaits qu'ils apportent à leurs clients, alors qu'on ne part pas en guerre contre les privilèges de monopole d'origine publique qui sont les seuls à apporter un « super-profit » aux producteurs et à exploiter les consommateurs. De la même manière, on se méfie des cartels privés, mais non des cartels publics. Ces derniers reposent pourtant sur la contrainte et permettent à leurs membres de bénéficier de privilèges de monopole. Le langage, de ce point de vue, n'est pas innocent. On parlera de « cartel » – mot à consonance négative – pour désigner des accords de production entre producteurs privés. Et l'on parlera bien souvent de coopération – mot à consonance positive – pour désigner les accords entre organisations publiques. Or la coopération n'est pas nécessairement bonne en soi.

Si un accord de cartel entre producteurs privés se maintient durablement sans aucun usage de la contrainte physique ou légale, on est alors forcé d'admettre que l'organisation en question permet aux producteurs de mieux répondre aux besoins de leurs clients. Et c'est effectivement le cas. Prenons un exemple, celui de l'IATA, l'organisation internationale du transport aérien, qui constitue un cartel privé. Normalement, les compagnies se concurrencent en essayant de proposer aux voyageurs des services de meilleure qualité à des prix aussi faibles que possible. Mais certains voyageurs - en particulier pour les voyages d'affaires - ne s'intéressent pas seulement au prix du transport, mais aussi à la flexibilité dont ils peuvent bénéficier dans l'organisation de leur voyage. Les compagnies aériennes répondent mieux aux besoins de ces voyageurs en homogénéisant leurs produits plutôt qu'en les différenciant. Ainsi, les billets à plein tarif régis par les accords IATA sont pratiquement substituables les uns aux autres : lorsqu'on détient un billet de ce type, émis par une compagnie particulière, on peut l'échanger presque sans difficultés et sans coût, contre un billet émis par une autre compagnie et ayant des caractéristiques proches (même prix, même type de services). Chaque compagnie estime donc qu'elle a intérêt à placer une partie de sa production de services de transport dans le cartel pour atteindre une clientèle spécifique, mais à garder une autre partie de sa production en dehors du cartel et de faire alors jouer au maximum la concurrence, c'est-à-dire la diversification.

On trouverait des exemples de ce type dans beaucoup d'activités, de telle sorte que de nombreuses entreprises doivent faire des choix stratégiques fondamentaux concernant le degré de différenciation de leurs productions par rapport aux autres producteurs et le degré d'homogénéisation. L'activité informatique en donne un bon exemple : Apple a choisi essentiellement une stratégie de différenciation, alors que les producteurs de PC choisissaient une stratégie de coordination qui, même si elle n'a pas nécessairement pris l'aspect d'accords de cartels en bonne et due forme, ne s'en est pas moins traduite par des efforts pour éviter une trop grande différenciation.

Ces exemples signifient que nous ne pouvons pas préjuger, en tant qu'observateurs extérieurs, du degré de diversification « optimal » dans une activité donnée. Il s'agit là d'un problème de stratégie productive qui tient compte de la perception des besoins du marché, c'est-à-dire des besoins concrets des clients. S'il y a liberté d'entrer sur un marché, on peut valablement faire l'hypothèse que les producteurs s'efforcent de répondre de la manière la plus satisfaisante possible à ces besoins. Il peut en résulter des structures productives très variées et qui d'ailleurs évoluent dans le temps : un très grand nombre de producteurs, ou un producteur unique, ou un cartel de producteurs. Toute législation qui vise à interdire certaines structures de marché censées correspondre à des pratiques anti-concurrentielles est donc nuisible : elle juge du résultat des processus - le nombre de producteurs à un moment donné - sans pouvoir évidemment évaluer les processus qui y conduisent ¹⁰⁷. *C'est pourquoi toute législation en faveur de la concurrence est anti-concurrentielle* – en ce sens qu'elle porte atteinte à la liberté de décision, à la liberté de produire – *et il est donc souhaitable qu'elle disparaisse*. Il est par contre et bien évidemment souhaitable qu'il existe des procédures de défense des droits susceptibles d'empêcher l'usage de la contrainte. L'Etat, en tant que monopoleur de la contrainte légale, n'est probablement pas le mieux placé pour cela.

105 Les exemples de ce type sont en fait nombreux. Ainsi, un entrepreneur qui a mis en place un système de taxi collectif à prix bas dans le Sud de la France a subi les violences des chauffeurs de

taxi traditionnels qui voulaient protéger leurs prix de cartel plus élevés. La relative immunité dont bénéficient dans la France d'aujourd'hui les auteurs de violence physique les incite évidemment à se comporter ainsi. Toujours est-il que, en dehors des limitations à la liberté d'entrée de nature administrative, la violence physique est un moyen d'imposer des « super-profits ». Mais le fait que ces super-profits soient cartellisés ne condamne pas la structure de cartel, mais l'usage de la violence.

106 Sur le fonctionnement des cartels monétaires, on peut se reporter à notre ouvrage, *La Vérité sur la monnaie*, Paris, Odile Jacob, 1990.

107 À titre d'exemple, une entreprise d'auto-école française a été poursuivie pour « concurrence déloyale » lorsqu'elle pratiquait des prix plus bas que les autres entreprises similaires de sa ville ; elle a été poursuivie pour collusion lorsqu'elle a, en conséquence, décidé de pratiquer les mêmes tarifs que les autres ... Sans doute l'aurait-on poursuivie pour exploitation des consommateurs si elle s'était ensuite décidée à demander des prix plus élevés.

in *Libéralisme*

Le fondement des droits de propriété

Si la propriété privée est souvent dénoncée et critiquée ; si le système qui repose sur une définition claire des droits de propriété, à savoir le capitalisme, est considéré comme menaçant, c'est tout simplement parce qu'on ne possède pas une perception correcte de l'activité humaine. On considère implicitement le plus souvent qu'il existe des richesses et que le problème essentiel est de répartir ces richesses de la manière la plus « juste » possible. Le capitalisme, système d'appropriation privée des ressources, est considéré comme contraire à cette vision communautariste et altruiste. En réalité, le capitalisme est moralement fondé parce qu'il correspond à la nature profonde de l'activité humaine. Et c'est bien pourquoi on peut le considérer comme un système d'organisation « efficace ».

En effet, les richesses sont toujours créées, elles n'existent pas en dehors de l'effort créateur des hommes. Prenons un exemple : un diamant brut n'a aucune valeur, aucune utilité, il ne se distingue en rien de n'importe lequel des millions de milliards de cailloux qui jonchent le sol de notre planète, jusqu'à ce que quelqu'un imagine de le débarrasser de sa gangue et de le tailler de manière à le faire briller de tous ses feux. Le diamant est ainsi « inventé » par celui qui sait imaginer un usage particulier – après transformation éventuelle – d'une ressource qui avait toujours existé, mais qui n'avait jusqu'alors jamais été utile pour les êtres humains. C'est bien dire que le diamant brut n'est pas une richesse humaine aussi longtemps que l'esprit humain ne s'est pas appliqué à lui donner une destination. C'est dire aussi qu'on ne peut pas séparer un bien économique – une richesse – de son créateur, même s'il doit ultérieurement être échangé ou donné à d'autres personnes. L'objet utile - c'est-à-dire celui dont l'usage permet de tirer des satisfactions – n'est donc rien d'autre qu'une prolongation de la personnalité, puisqu'il est le produit d'une activité de création.

Or, si l'on admet qu'un individu est propriétaire de lui-même, c'est-à-dire qu'il n'est pas esclave d'autrui, on doit bien admettre qu'il est propriétaire des fruits de son activité, c'est-à-dire de ce qu'il a créé par l'exercice de sa raison. Dans la mesure où la création des richesses n'est qu'un simple prolongement de l'exercice individuel de la raison, la reconnaissance de la nature humaine d'un individu implique la reconnaissance de ses droits de propriété sur ce qu'il a créé. Le capitalisme, système d'appropriation privée des ressources, a donc un fondement éthique

incontournable, puisqu'il est fondé sur la reconnaissance des droits de propriété des créateurs sur leur création. Et il est en ce sens incohérent de lutter à la fois contre le capitalisme et contre l'esclavagisme.

En effet, il revient au même d'accaparer par la contrainte les biens produits par quelqu'un pour son propre usage et de les transférer à d'autres (qui ne les ont pas créés) ou d'établir, également par la contrainte, une relation directe d'esclavage, comme l'Histoire en a donné tant d'exemples. C'est dire aussi que les droits de propriété ne disparaissent pas par l'exercice de la contrainte, ils sont seulement transférés. Mais au lieu que les richesses appartiennent à celui qui les a créées, ce qui constitue une appropriation légitime, elles deviennent appropriées par des personnes qui n'ont pas fait l'effort de création et qui se sont contentées d'exercer la contrainte, pour leur profit ou celui d'autrui. Il convient donc d'opposer les sociétés où les droits de propriété sont légitimes - ce qui est le cas du capitalisme - et les sociétés où ils sont illégitimes - ce sont tous les cas d'appropriation par la force.

Le vol est généralement considéré comme un outrage à l'ordre moral parce qu'il porte atteinte à quelque chose de légitime. Mais assez curieusement, la réprobation cesse de s'exprimer et elle se transforme même bien souvent en une approbation vigoureuse lorsque la contrainte prend une apparence particulière, à savoir qu'elle est légale. Or, il est parfaitement admis à notre époque que le mode d'action normal de l'État soit l'exercice de la contrainte, plus précisément de la contrainte légale. Pourtant ce qui est en cause, ce n'est pas le caractère légal ou non de la contrainte, mais l'exercice même de la contrainte. Il faut donc s'appuyer sur ce point de départ : est seule légitime l'appropriation privée des ressources, c'est-à-dire celle qui est réalisée par le créateur de ces ressources. Celui-ci peut donc légitimement exclure quiconque de leur usage. Symétriquement est illégitime toute appropriation par la contrainte, la contrainte publique ou légale ne faisant pas exception de ce point de vue.

L'opposition habituelle entre la propriété privée et la propriété collective (ou publique) ne constitue donc pas l'opposition essentielle. La différence fondamentale est celle qui existe entre l'appropriation pacifique et légitime, d'une part, l'appropriation par la force et illégitime, d'autre part. Existe-t-il des situations où la contrainte elle-même est désirée par les individus et où elle peut, par conséquent, devenir légitime ? C'est une question que nous aurons à nous poser par la suite. Mais le point de départ de toute réflexion sociale paraît clair : un droit de propriété existant résulte-t-il d'un acte de création par un individu libre ou d'un acte de contrainte consistant à confisquer les richesses créées par autrui, quelles qu'en soient les raisons ? On ne pourra jamais faire que l'exercice libre de la raison soit équivalent à l'exercice de la contrainte et c'est pourquoi tout acte étatique nous paraît a priori suspect. Pour être légale la contrainte étatique n'en est pas moins contrainte et donc incompatible avec la liberté des créateurs. Or, tous les hommes sont créateurs, bien que selon des modalités et à des degrés divers.

Imaginons donc un monde d'où la contrainte soit exclue. Les droits de propriété naîtraient de l'activité même des individus et donc de la création de richesses. Bien entendu, cela n'implique absolument pas que le droit de propriété soit attaché à la personne de manière indissoluble. Il y a simplement légitimation du droit de propriété par la création initiale. Mais précisément dans la mesure où les droits de propriété sont reconnus de manière complète, puisque aucun acte de contrainte ne peut venir les éroder, le propriétaire a un droit exclusif sur les choses qu'il possède. Ce droit exclusif implique donc nécessairement la faculté de transférer à autrui. Or, il existe deux modes de transfert libres : le don et l'échange. Celui qui reçoit un bien produit par autrui à titre de don en devient le propriétaire légitime, puisque les droits ont été transférés par celui qui était un propriétaire légitime, ce qui impliquait bien le droit de transférer (partiellement ou totalement, provisoirement ou définitivement). C'est dire qu'il n'existe pas de répartition légitime en dehors de celle qui est faite par les propriétaires légitimes des biens répartis. Par conséquent, parler - comme le font souvent les économistes, les hommes politiques ou les journalistes - de « répartition du revenu national » consiste à légitimer l'usage de la contrainte, à considérer que le Grand Répartiteur est un propriétaire légitime de ce qu'il n'a pas créé. C'est en fait inacceptable. Il n'y a pas de ressources à répartir en dehors de celles qui sont réparties par leurs propriétaires légitimes.

Quant à l'échange, il consiste toujours, dans l'hypothèse extrême d'absence de contrainte dans laquelle nous nous sommes placés, à transférer des droits de propriété légitimes contre d'autres droits de propriété légitimes. Ainsi, si deux individus ont créé des richesses, ils en sont les propriétaires exclusifs et ils agissent légitimement lorsqu'ils échangent le produit de leur activité 44. Dans une société sans contrainte, on est propriétaire d'une ressource soit parce qu'on l'a créée soi-même, soit parce qu'on l'a obtenue par l'échange en contrepartie d'une ressource que l'on avait créée, soit parce qu'on l'a obtenue par un don de celui qui l'avait créée. Autrement dit, le fondement de la propriété réside toujours dans un acte de création. C'est pourquoi on peut dire que le droit de propriété est inhérent à la nature même de l'homme, qu'il en est inséparable. C'est la grandeur d'une société libre – c'est-à-dire d'une société sans contrainte – que de permettre à l'homme d'agir conformément à sa nature. Ainsi, si l'on définit le libéralisme comme la défense d'une société sans contrainte, on doit dire que le libéralisme est un humanisme et même, plus précisément, que l'humanisme est indissociable du libéralisme. En d'autres termes, il ne peut pas y avoir d'autre doctrine humaniste que le libéralisme.

On fait donc totalement fausse route lorsqu'on interprète le libéralisme comme quelque chose que l'on pourrait « ajouter », au gré de ses humeurs et de manière parcellaire à une quelconque organisation sociale, c'est-à-dire lorsqu'on adopte la vision utilitariste que nous avons évoquée précédemment. Mais on fait également fausse route lorsqu'on l'interprète comme un individualisme pur et dur d'où « la société » serait exclue et où régneraient l'anarchie et la loi de la jungle : le libéralisme, en effet, est exactement à l'opposé de cette image d'Épinal complaisamment diffusée.

Le libéralisme reconnaît tout d'abord le caractère fondamentalement social de l'être humain. Cela n'aurait pas de sens que de se demander si Robinson Crusoé - seul sur son île avant l'arrivée de Vendredi - agit librement ou non. Si la liberté se définit de manière négative, c'est-à-dire comme une situation d'absence de contrainte, la contrainte dont il s'agit est celle qui peut être exercée par les autres hommes, mais non celle qui résulte des limitations de la nature. Les êtres humains, qu'ils soient isolés ou non, ne vivent pas dans un quelconque nirvana et ils se heurtent à la rareté, y compris celle du plus précieux des biens, le temps. Cette limitation des ressources - que l'on appelle parfois, dans le langage des économistes, la « contrainte de ressources » - n'a évidemment rien à voir avec la contrainte exercée par des hommes sur d'autres hommes. Si le problème de la liberté ne se pose pas pour Robinson Crusoé, le problème de la propriété ne se pose pas non plus pour lui, puisqu'elle se définit comme un droit d'exclusion par rapport aux autres hommes.

Les notions de liberté et de propriété prennent donc un sens dès lors que l'homme vit en société, ce qui est évidemment la norme de la vie humaine. Mais il est intéressant de réaliser que le droit de propriété d'un créateur sur son oeuvre résulte précisément de sa liberté, comme nous venons de le voir. Liberté et propriété sont inséparables. Or, l'existence d'un système de droits de propriété privés dans une société représente une limitation fantastique et parfaitement claire de la prétention éventuelle de chacun à se comporter comme il l'entend, au besoin en portant atteinte à la liberté des autres. Autrement dit, le procès d'intention habituellement fait au libéralisme, à savoir qu'il conduit à l'anarchie, chacun essayant de faire prévaloir ses prétentions sur celles des autres, provient d'une erreur d'interprétation radicale non seulement de ce qu'est le libéralisme, mais plus encore de ce qu'est la liberté.

Pour les contempteurs du libéralisme, la liberté se définit de manière « positive » comme la possibilité - ou le « droit »⁴⁵ - de faire ce que l'on veut. Une telle conception de la liberté ne laisse évidemment aucune place à la propriété, celle-ci constituant précisément une limite à l'action. Dans un système de liberté positive sans propriété, il n'existe en effet pas de bornes à l'action invasive de chacun sur le domaine des autres, puisque, précisément, le domaine de chacun n'est pas défini. C'est dans ce cas, et dans ce cas seulement, que règnent l'anarchie et la prédominance du plus fort. Mais il devrait être bien clair que cette conception de la liberté est aux antipodes d'une véritable définition de la liberté, elle en est même la négation. En adoptant subrepticement cette définition, ceux qui sont en fait les vrais destructeurs de la liberté ont les moyens de partir en guerre contre le libéralisme. Leur raisonnement aboutit à cette conclusion qu'un système de liberté absolue conduit à

l'anarchie et à l'écrasement des plus faibles, de telle sorte qu'il convient de mettre en place, par la contrainte, une instance suprême de régulation. C'est l'État.

Pour un libéral authentique, c'est-à-dire non utilitariste, il n'y a pas de place pour l'État, puisqu'il représente l'émergence de la contrainte, c'est-à-dire la négation de la liberté. L'État est l'ennemi qu'il faut savoir nommer. Car il faut d'abord reconnaître ses ennemis avant de pouvoir les combattre. Dans le climat de dévotion à l'égard de l'État caractéristique de notre époque, il est déjà difficile de désigner cet ennemi. Et pourtant, la pensée libérale a pour elle à la fois la morale et la logique puisque, partant d'une conception correcte de la nature humaine, elle en développe naturellement les implications.

Ceux, innombrables, qui font des procès d'intention au libéralisme, se trompent donc d'ennemi. Et lorsqu'on se trompe, il ne peut guère y avoir que deux explications à cela : ou bien on est ignorant, ou bien on a un intérêt spécifique à défendre ; ou alors on est à la fois ignorant et intéressé. Tel est évidemment le cas en ce qui concerne le libéralisme. L'ignorance est généralisée et c'est pourquoi il n'y aurait pas de tâche plus urgente que de restaurer la connaissance de la philosophie morale à tous les niveaux d'enseignement et dans toutes les instances de réflexion. Mais bien sûr, la défense du dieu État est bien souvent présentée par ceux qui croient y trouver un intérêt spécifique et personnel, la contrainte leur permettant d'obtenir ce qu'ils désirent sans avoir à faire un effort de création. Mais leurs revendications sont d'autant plus facilement acceptées que les défenses idéologiques sont affaiblies et que les réflexes favorables à la liberté et à la propriété sont inexistantes. Les clichés sont alors acceptés sans discussion, par exemple l'idée que le libéralisme c'est « le renard libre dans le poulailler », c'est le capitalisme sauvage, etc.

En effet, dire que la propriété est inséparable de la liberté, c'est bien dire qu'il existe des limites strictes à l'action de chacun, celles qui résultent du respect des droits d'autrui. Si je peux exclure autrui de ce qui est ma propriété, les autres peuvent m'exclure de ce qui est leur propriété. La force n'a aucune place dans cet univers de liberté et de propriété qui est nécessairement pacifique. C'est pourquoi une expression comme celle de « capitalisme sauvage » est totalement dénuée de signification. En réalité, comme le voleur ou le criminel – celui qui porte atteinte aux droits des autres – c'est l'État qui est sauvage puisqu'il est contraint. Par quelle terrible déviation se fait-il qu'à notre époque on considère avec bienveillance l'utilisation d'une expression telle que « capitalisme sauvage », alors qu'on trouve obscène de parler d'« État sauvage » ou d'« État esclavagiste » ?

Il y a donc un renversement de perspective à effectuer. Au lieu de considérer que l'État est la norme de toute société, il convient de reconnaître que l'individu, relié aux autres individus, est la seule et unique norme, que sa liberté est inhérente à sa nature et que la propriété en résulte. On peut alors, mais alors seulement, se demander s'il n'existe pas des cas où la contrainte serait désirable, où l'État pourrait néanmoins être légitimé, etc. Nous aurons l'occasion d'évoquer ce débat. Mais il ne peut être valablement conduit que dans la mesure où l'on part d'une conception parfaitement claire et cohérente des sociétés humaines.

La vigueur des attaques contre le libéralisme, l'ignorance généralisée de ce qu'il est réellement sont pour nous un sujet d'étonnement. Nous avons déjà expliqué pourquoi l'idée selon laquelle le libéralisme était matérialiste était une idée absurde. Mais il est également absurde de le présenter comme une défense de l'égoïsme. Et bien souvent on rassemble les deux reproches, en prétendant par exemple que le libéralisme est concerné uniquement par la recherche du profit personnel et matériel maximum⁴⁶.

Ce que défend le libéralisme c'est une certaine conception de l'homme, une conception réaliste qui n'implique aucune autre normativité que celle qui consiste à rechercher les moyens de faire en sorte que la nature profonde de l'homme puisse être respectée. Il ne s'agit donc pas, par exemple, de faire l'apologie de l'égoïsme⁴⁷. Mais simplement de reconnaître au départ que les individus sont différents les uns des autres, que les cerveaux sont séparés, qu'il n'existe rien de semblable à un quelconque cerveau collectif et que chacun d'entre nous poursuit des buts qui lui sont propres. L'individualisme - qui constitue le fondement du libéralisme - a donc une base objective évidente. A partir du moment où l'on reconnaît la diversité des buts individuels et où l'on

conçoit effectivement l'individu comme un acteur, c'est-à-dire quelqu'un qui agit, il est normal de considérer qu'une société libre est une société où chacun est libre de poursuivre ses propres objectifs. Et si l'on veut se placer sur le plan des prescriptions normatives, on est forcé d'admettre qu'on doit s'interdire de juger des buts d'autrui : chacun est totalement propriétaire de sa personnalité, donc des objectifs qui lui sont propres. Le fait que ces objectifs soient matériels ou immatériels, qu'on puisse leur donner le label d'objectifs égoïstes ou d'objectifs altruistes ne doit pas nous concerner. On peut seulement constater que l'altruisme existe, c'est-à-dire l'attitude qui consiste à prendre en compte les objectifs supposés d'autrui dans la détermination de ses propres actions. Or, prenons l'exemple particulier où cet altruisme supposé se traduit par un don. Il n'est légitime que dans la mesure où il est fait par celui qui en est le propriétaire légitime. Mais s'il ne s'agit que d'un prétendu don, effectué au moyen de la contrainte par transfert forcé, il n'a plus rien à voir avec l'altruisme. Il est et restera nécessairement une atteinte aux droits de propriété.

Il y a quelques années, la puissance publique avait traîné devant les tribunaux quelques jeunes gens qui avaient volé des produits alimentaires dans une boutique de luxe parisienne pour les donner à des pauvres. Il y avait effectivement une atteinte à des droits de propriété bien définis et le fait que le transfert forcé ait été réalisé en faveur de pauvres ne changeait rien à la nature même de l'acte. Mais s'il en est ainsi, pourquoi les tribunaux ne condamnent-ils pas les hommes de l'État lorsqu'ils prélèvent des impôts par la force en des salariés. Nous verrons dans la troisième partie ce qu'il faut penser de cette perspective, prétendant légitimer cet acte par le fait que les ressources prélevées - pour ne pas dire « volées » - sont distribuées aux « pauvres » (ce qui n'est d'ailleurs généralement pas le cas et ne constitue donc qu'un alibi) ? Il ne faut pas avoir peur des mots, il ne faut pas hésiter à donner aux mots leur véritable sens : la charité obligatoire n'est pas de la charité et on ne peut guère la qualifier autrement qu'en l'appelant du « vol » puisqu'elle est une atteinte aux droits de propriété.

43 Compte tenu de l'importance des droits de propriété pour comprendre le fonctionnement de toute société et de toute organisation humaine, il est vivement recommandé de se reporter à l'excellent livre d'Henri Lepage, Pourquoi la propriété, Paris, Hachette, collection « Pluriel », 1985.

44 Bien entendu, le circuit des échanges pouvant être très long, il se peut fort bien qu'à l'occasion d'un échange particulier, l'un des échangistes échange un bien qu'il n'a pas lui-même produit, mais qu'il a antérieurement obtenu contre un autre bien. Mais si l'on remonte toute la chaîne des échanges dans l'hypothèse d'absence de contrainte, on aboutit forcément à des actes de création originels.

45 Bien entendu, il est incohérent de parler de « droit » dans ce cas.

46 Le reproche est pour certains encore plus précis : il s'agirait de défendre le profit matériel des propriétaires d'entreprises - les titulaires de profits - aux dépens

47 Même s'il a pu être fait, par exemple, par la philosophe américaine Ayn Rand dans *The Virtue of Selfishness*, New York, New American Library, Signet series, 1964 (traduction française, *La Vertu d'égoïsme*, Paris, Les Belles Lettres, 1993).

Ibidem

Le front anti-libéral

Les collectivistes de tous les partis partagent ces mêmes préjugés et ils se rendent bien compte que la seule idéologie qui leur est contraire est le libéralisme. Ils s'efforcent alors de la déconsidérer et ils utilisent pour cela deux méthodes de manipulation de l'opinion.

La première consiste à présenter les libéraux comme des matérialistes. Dans ce but il est nécessaire de donner une version réductionniste du libéralisme, c'est-à-dire d'en présenter uniquement la version instrumentale : le libéralisme se réduirait à la défense du marché et le marché serait efficace pour la poursuite de certaines activités. Mais le marché représenterait la recherche du profit (matériel), il accorderait la suprématie à l'entreprise par rapport aux « travailleurs » et aux « besoins sociaux ». C'est pourquoi il conviendrait de mettre le marché au service des fins sociales et politiques, de le tempérer par la justice sociale et donc par la redistribution et le contrôle étatique. Comme le disait Jean-François Kahn, le marché est un moyen, parmi d'autres, de réaliser le grand rêve démocrate.

La seconde méthode de manipulation consiste à présenter les libéraux comme des « ultra-libéraux », c'est-à-dire des extrémistes, en tant que tels dangereux. Et pour faire bonne mesure, on saute allégrement à l'identification entre libéralisme et fascisme. L'équation est simple : les libéraux sont à droite, par ailleurs ils sont extrémistes, ils sont donc à l'extrême droite, c'est-à-dire qu'ils sont fascistes. On comprend que les constructivistes de droite et de gauche aient intérêt à utiliser ces techniques d'amalgame, car ils sentent bien que les libéraux sont leurs seuls vrais opposants. Les libéraux ne sont pas à droite, ils sont « ailleurs » et on ne peut pas leur appliquer des étiquettes – droite ou gauche – dont seuls les constructivistes peuvent être affublés. Et il suffit d'être un libéral autre qu'un utilitariste modéré pour se voir immédiatement taxé d' « ultra-libéralisme » par ceux qu'on devrait être tenté d'appeler les « ultra-social-démocrates » ou les « ultra-centristes ». Mais la démonstration intéressée de ces ultra-centristes piétine un peu trop facilement des notions fort claires et des faits historiques que leur manque de culture ne leur permet pas de voir. Faut-il en effet rappeler que Frédéric Bastiat, le grand penseur libéral français du début du XIXe siècle, qui fut par ailleurs député des Landes, siégeait à l'Assemblée nationale sur les bancs de la gauche et non sur ceux de la droite ? Faut-il rappeler que le grand auteur belge « libertarien », Gustave de Molinari, dans ses *Dialogues de la rue Saint-Lazare*¹², inventait des dialogues entre trois personnages, le « socialiste » (ou constructiviste de gauche), le « conservateur » (ou constructiviste de droite) et l'économiste (c'est-à-dire le libéral) qui s'oppose aux deux premiers¹³ ? Faut-il enfin rappeler que Friedrich Hayek, dans son célèbre ouvrage, *La Route de la servitude*¹⁴, a montré la profonde communauté de pensée entre les vrais extrémismes de droite et de gauche, c'est-à-dire entre le communisme et le nazisme, auquel seul le libéralisme peut véritablement être opposé ?

La vie politique française est pour sa part rythmée par un consensus flou, non pas bien sûr sur des principes, mais sur les idées à la mode, lancées ou tout au moins relancées par les grands de la pensée creuse. C'est la victoire du pragmatisme intellectuel, c'est-à-dire en réalité du refus de penser, puisqu'une pensée sans principes n'est plus une pensée. Tout est vrai et faux à la fois, il faut le marché, mais des entreprises publiques, des taux de change fixes, mais qui changent, des entreprises libres, mais des régulateurs. Ce vague salmigondis est le résultat des sentiments, des préjugés, des intérêts et des opinions confuses de leurs auteurs.

Ces modes intellectuelles naissent généralement à gauche, il faut le reconnaître, elles deviennent des tabous et par manque de culture philosophique, les hommes politiques de droite adoptent une position de suiveurs : ils ne contestent pas ces idées, ils se contentent de les atténuer, ils se placent dans une situation de « sous-surenchère » : on n'ose pas, par exemple, contester le principe même du salaire minimum, mais on se contente éventuellement de dénoncer son augmentation trop rapide, on ne met pas en cause le monstre de la Sécurité sociale, mais on prétend le gérer avec plus de rigueur...

Le débat politique est alors d'autant plus rude que les hommes politiques se battent sur le même terrain pour défendre les mêmes idées. Ce qui compte ce sont les stratégies électorales, les alliances, le choix des hommes. Comme le disait, je crois, Julien Freund, le libéral se doit d'être tolérant avec les hommes et intolérant avec les idées, en ce sens qu'on ne peut pas admettre qu'une idée et son contraire soient également et simultanément vrais, mais les hommes sont tous également

dignes de respect. En France, c'est le contraire qui prévaut sur la scène politique : on est intolérant avec les hommes et tolérant avec les idées.

12 Gustave de Molinari, Dialogues de la rue Saint-Lazare, Paris, Guillaumin, 1849.

13 Notons au passage que le terme d'économiste est caractéristique : au début du XIXe siècle, on pouvait considérer à juste titre qu'être économiste c'était comprendre les ressorts individuels de l'action humaine, qu'un économiste ne pouvait être que libéral ou qu'un libéral était celui qui avait étudié la discipline économique.

14 Friedrich Hayek, The Road to Serfdom, Londres, Routledge & Kegan Paul, Chicago, University of Chicago Press, 1944 (traduction française, La Route de la servitude, 1^{re} éd., Paris, Librairie de Médicis, 1946 ; 2^e éd., Paris, PUF, 1993).

Ibidem

Jean-Baptiste SAY



Des effets économiques de l'impôt

Que peut-on désirer de savoir relativement aux effets de l'impôt ?

On peut désirer de savoir sur qui tombe réellement son fardeau, et quel est son résultat par rapport à la prospérité nationale.

L'impôt ne pèse-t-il pas uniquement sur le contribuable qui l'acquitte ?

Non : quand c'est le producteur d'un produit qui acquitte l'impôt, il cherche à s'en rembourser autant que possible en vendant ses produits plus cher. Quand c'est le consommateur, il diminue sa consommation ; d'où résulte une diminution de demande et de prix, qui diminue les profits du producteur.

Faites-moi comprendre ces effets par des exemples.

Lorsqu'on met un droit sur l'entrée à Paris du bois de chauffage, le marchand de bois, pour faire payer ce droit par le consommateur, élève le prix de sa marchandise.

Le consommateur de bois paie-t-il, par ce moyen, la totalité du droit ?

Probablement non ; car les consommateurs de bois, ou du moins une forte partie d'entre eux réduisent leur consommation à mesure que ce produit devient plus cher. En effet, sur quoi payons-nous notre combustible ? Sur notre revenu, quelle qu'en soit la source. Chacun de nous consacre une portion de son revenu à chacune de ses consommations. Celui qui a 10,000 francs à dépenser tous les ans, consacre, par supposition, 300 francs à son combustible : il obtient pour cette somme douze mesures de bois. Si l'impôt est d'un sixième de la valeur de la denrée, il n'en obtiendra plus pour la même somme que dix mesures.

Il réduira de même sa consommation de vin en raison de l'impôt sur le vin ; son logement en raison de l'impôt sur les loyers ; et il est impossible qu'il fasse autrement ; car il n'a que 10,000 francs à dépenser, il est impossible qu'il en dépense 12,000.

Comment cet effet réagit-il sur le producteur ?

La demande qu'on fait en général d'un produit venant à diminuer à la suite de son renchérissement, les profits des producteurs en sont affectés. Si le bois était à 28 francs la mesure, un droit de 4 francs le porterait à 32 ; mais il faudrait, pour cela, que la consommation reste la même, ce qui n'est pas possible. Dès lors les producteurs de bois seront forcés de renoncer à une partie de leurs profits, et de le céder, par exemple, à 30 francs; l'acheteur paiera ainsi son combustible 2 francs de plus, quoique le producteur le vende 2 francs de moins, et le droit de 4 francs aura porté sur le revenu de l'un et de l'autre. Car c'est toujours, en définitive, les revenus des particuliers qui doivent payer l'impôt.

Quand on demande l'impôt au consommateur, comment le producteur en supporte-t-il sa part ?

Par une suite des mêmes nécessités : si un consommateur achète du vin en Bourgogne, les droits qu'on lui fera payer l'obligeront à réduire sa consommation de vin ; et le marchand, pour vendre, sera obligé de réduire son prix. Aussi remarque-t-on que, plus les droits font renchérir les consommations, moins les producteurs gagnent.

Est-ce toujours d'après des proportions fixes que les producteurs et les consommateurs supportent leur part des impôts ?

Non ; c'est dans des proportions qui varient beaucoup, suivant les denrées et suivant les circonstances. Quelquefois l'acheteur d'une denrée fort nécessaire ne diminue pas sa consommation en vertu du renchérissement ; mais comme il ne peut toujours dépenser qu'une somme bornée, il supprime, en tout ou en partie, une autre consommation, et c'est quelquefois le producteur du sucre qui supporte une partie d'un impôt mis sur la viande.

Qu'observez-vous à ce sujet ?

Que le bois, le sucre, la viande, ce qu'on appelle communément la matière imposable, ne sont en réalité qu'un prétexte à l'occasion du quel on fait payer un impôt, et que tout impôt porte réellement, soit sur les revenus de tous genres des consommateurs qu'ils diminuent en rendant les produits plus chers, soit sur les revenus des producteurs, en rendant les profits moins considérables. Dans la plupart des cas, ce double effet a lieu tout à la fois.

L'impôt ne fait-il pas à une nation un tort indépendant de la valeur qu'il fait payer au contribuable ?

Oui, surtout quand il est excessif. Il supprime en partie la production de certains produits. En France, avant la révolution, une partie des provinces payaient l'impôt sur le sel ; d'autres provinces ne le payaient pas. La consommation de sel était chaque année, dans les premières, de neuf livres de sel par tête, et dans les secondes de dix-huit livres. Ainsi, outre les 40 millions que payaient les provinces soumises à la gabelle, elles perdaient les profits attachés à la production, et les jouissances attachées à la consommation de neuf livres de sel par personne.

D'autres inconvénients ne suivent-ils pas le recouvrement des droits ?

Oui ; c'en est un très-grave que la nécessité de visiter aux frontières, et quelquefois à l'entrée des villes, les ballots du commerce et les effets des voyageurs. Il en résulte des pertes de temps et des détériorations de marchandises. Ce mal devient d'autant plus grave que les droits sont plus élevés : ce n'est qu'alors que les particuliers sont excités à la fraude, et que le fisc est obligé à



des rigueurs.

L'impôt n'a-t-il pas le bon effet de favoriser la production, en obligeant les producteurs à un redoublement d'efforts ?

Les producteurs ne sont jamais plus excités à produire que par la certitude de jouir sans réserve du fruit de leurs efforts ; et l'impôt ne les en laisse pas jouir sans réserve. On peut donc conclure qu'il borne plutôt qu'il n'encourage les efforts de l'industrie.

Quels sont les effets de l'impôt ?

Quand les droits sont excessifs, ils provoquent la fraude ; or, la fraude est un tort réel que font les fraudeurs aux producteurs qui ne le sont pas ; elle oblige le gouvernement à prendre des moyens de répression qui sont odieux ; à salarier des armées de commis et de gardes qui augmentent considérablement les frais de recouvrement.

Ne pourrait-on pas obtenir quelques bons effets des contributions, outre les besoins publics qu'elles sont destinées à satisfaire ?

Oui ; en les faisant porter sur les consommations mal entendues. C'est l'effet que produisent les impôts sur les objets de luxe et les habitudes contraires à la morale.

Le gouvernement ne rend-il pas au public, par ses dépenses, l'argent qu'il lève sur le public par les contributions ?

Lorsque le gouvernement ou ses agents font des achats avec l'argent qui provient des contributions, ils ne font pas au public un don de cet argent ; ils obtiennent des marchands une valeur égale à celle qu'ils donnent. Ce n'est donc point une restitution qu'ils opèrent. Que penseriez-vous d'un propriétaire foncier qui, après avoir reçu de son fermier le loyer de sa terre, prétendrait lui avoir rendu son fermage, parce qu'il l'aurait employé tout entier à acheter le blé, le beurre, les laines du fermier ? Ceux qui pensent que le gouvernement rend à la nation, par ses dépenses, ce qu'il lève sur la nation par les contributions, font un raisonnement qui n'est pas moins ridicule.

Cependant le gouvernement, par ses dépenses, rend à la circulation l'argent qu'il a levé.

L'argent qu'il reverse dans la circulation ne vaut pas plus que les objets qu'il achète, en supposant les achats faits selon les prix courants.

Il encourage du moins la production des objets qu'il achète ?

Oui ; mais s'il avait laissé cet argent aux contribuables, ceux-ci auraient employé ce même argent à des achats d'où serait résulté un encouragement précisément égal. Cet encouragement se serait même perpétuellement renouvelé si le contribuable avait employé l'argent à une dépense reproductive. Vous ne pouvez pas avoir oublié que la consommation reproductive favorise la production au même degré que la consommation stérile, et que n'étant autre chose qu'une avance, l'encouragement qui en résulte se renouvelle chaque fois que la rentrée permet de répéter la même avance. Les sommes que l'économie dans les dépenses publiques laisse aux contribuables la possibilité de mettre de côté, deviennent, entre leurs mains, des portions de capital.

in *Catéchisme d'économie politique*

De la monnaie

Qu'est-ce que la monnaie ?

La monnaie est un produit de l'industrie, une marchandise qui a une valeur échangeable. Une certaine quantité de monnaie, et une certaine quantité de toute autre marchandise, quand leur valeur est exactement pareille, sont deux portions de richesses égales entre elles.

D'où vient à la monnaie sa valeur ?

De ses usages; c'est-à-dire qu'elle tire sa de la même source que quelque produit que ce soit. Le besoin qu'on en a fait qu'on y attache un prix et que l'on offre pour en avoir une certaine quantité de tout autre produit quelconque.

Ce n'est donc pas le gouvernement qui fixe la valeur des monnaies ?

Non ; le gouvernement peut bien ordonner qu'une pièce de monnaie s'appellera un franc, cinq francs, mais il ne peut pas déterminer ce qu'un marchand vous donnera de marchandise pour un franc, pour cinq francs. Or, vous savez que la valeur d'une chose se mesure par la quantité de toute autre chose que l'on consent communément à donner pour en obtenir la possession.

Vous dites que la monnaie tire sa valeur de ses usages ; cependant elle ne peut servir à satisfaire aucun besoin.

Elle est d'un fort grand usage pour tous ceux qui sont appelés à effectuer quelque échange; et vous avez appris (chap. XI) les raisons pour lesquelles les hommes sont tous obligés d'effectuer des échanges, par conséquent de se servir de monnaie.

Comment la monnaie sert-elle dans les échanges ?

Elle sert en ceci, que lorsque vous voulez changer le produit qui vous est inutile, contre un autre que vous voulez consommer, il vous est commode, et le plus souvent indispensable de commencer par changer votre produit superflu en cet autre produit appelé monnaie, afin de changer ensuite la monnaie contre la chose qui vous est nécessaire.

Pourquoi l'échange préalable contre de la monnaie est-il commode et souvent indispensable ?

Pour deux raisons : en premier lieu, parce que la chose que vous voulez donner en échange diffère le plus souvent en valeur de la chose que vous voulez recevoir. Si la monnaie n'existait pas et que vous voulussiez échanger une montre de quatre louis contre un chapeau d'un louis, vous seriez obligé de donner une valeur quatre fois supérieure à celle que vous recevriez. Que si vous vouliez seulement donner le quart de votre montre, vous ne le pourriez sans détruire sa valeur tout entière, ce qui serait encore pis. Mais si vous commencez par changer votre montre contre quatre

louis, vous pouvez alors donner le quart de la valeur de votre montre pour avoir un chapeau, et conserver les trois autres quarts de la même valeur pour l'acquisition de tout autre objet. La monnaie, comme vous le voyez, vous est utile pour cette opération.

Quel est le second motif qui fait désirer de se procurer de la monnaie ?

Une marchandise autre que la monnaie pourrait se proportionner, en quantité, à la valeur de la chose que vous souhaitez vendre. Vous pourriez avoir une quantité de riz pareille en valeur à la montre dont vous voulez vous défaire, et vous pourriez donner en riz une quantité équivalente à la valeur du chapeau que vous voulez acquérir ; mais vous n'êtes pas certain que le marchand de chapeau ait besoin du riz que vous pourriez lui offrir, tandis que vous êtes certain qu'il recevra volontiers la monnaie dont vous vous êtes rendu possesseur.

D'où peut me venir cette certitude ?

Du besoin que toute personne a de faire des achats pour satisfaire à ses besoins.

Une marchandise, quand on ne veut pas la consommer immédiatement pour satisfaire un besoin, ne convient qu'à ceux qui en font commerce, à ceux qui sont connus pour en être marchands, qui savent par conséquent où sont ses débouchés, ce qu'elle vaut exactement, et par quels moyens on peut réussir à la vendre. Or, la monnaie est une marchandise dont tout le monde est marchand, car tout le monde a des achats à faire, et c'est être marchand de monnaie que d'en offrir en échange de toutes les choses que l'on achète journellement. Vous êtes donc assuré qu'en offrant de la monnaie à une personne quelconque, et pour quelque échange que ce soit, vous lui offrez une marchandise dont elle a le placement assuré.

Pourquoi, même dans le cas où la marchandise que je reçois vaut bien réellement son prix, considère-t-on celui qui me vend comme faisant une meilleure affaire que moi qui achète ?

Celui qui vend a deux marchés à conclure pour obtenir la marchandise dont il a besoin, à la place de celle qui est pour lui superflue : il faut qu'il change d'abord celle-ci en monnaie, et qu'il change ensuite cette monnaie contre la chose qu'il veut avoir. Lorsqu'une fois il a effectué le premier de ces deux échanges, il ne lui reste plus que le second à terminer, et c'est le plus facile, parce qu'au lieu d'une marchandise qui ne pouvait convenir qu'à un petit nombre de personnes, il a désormais en sa possession de la monnaie, c'est-à-dire une marchandise qui est à l'usage de tout le monde.

Je vois quelle est la source de la valeur de la monnaie ; mais je voudrais savoir quelle cause fixe cette valeur à un taux plutôt qu'à un autre.

C'est la somme, ou, si vous voulez, le nombre de pièces qui se trouvent dans chaque canton. On donne et l'on reçoit, dans les ventes et dans les achats, d'autant plus de pièces qu'il y en a davantage dans le canton. Ainsi, le quintal métrique de blé, qui se vend aujourd'hui pour 25 pièces d'un franc, se vendrait 50 francs, s'il y avait une fois plus de monnaie en circulation.



Dans cette supposition, y aurait-il quelque chose de changé à la richesse du pays ?

Non ; car celui qui recevrait une fois plus de monnaie pour son quintal de blé, serait obligé d'en donner une fois plus pour toutes les choses qu'il voudrait se procurer, et finalement, en échange de son blé, il n'aurait obtenu que la même quantité de produits, la même somme de jouissances. Quant à ceux qui sont possesseurs de monnaie, ayant 50 pièces qui ne vaudraient pas plus que 25, ils ne seraient pas plus riches qu'ils ne le sont avec 25 pièces.

A-t-on des exemples d'une pareille multiplication et d'une pareille dépréciation des monnaies ?

On a des exemples d'une multiplication et d'une dépréciation bien plus grande. Avant la découverte de l'Amérique, une même pièce d'argent valait cinq ou six fois plus qu'elle ne vaut à présent ; et lorsqu'on a fait en différents pays, à certaines époques, de la monnaie de papier pour des sommes énormes, la valeur de cette monnaie s'est dégradée en proportion.

La valeur des monnaies peut-elle augmenter comme elle peut diminuer ?

Oui : ce cas arrive lorsque la quantité de monnaie diminue, ou bien quand le nombre des échanges qui se font journellement dans le canton vient à augmenter, parce qu'alors le besoin de monnaie, la demande qu'on en fait, deviennent plus étendus. Des échanges plus considérables en valeur et plus multipliés en nombre exigent une plus grande quantité de pièces de monnaie.



Dans quel cas le nombre des échanges augmente-t-il ?

Lorsque le canton devient plus riche, lorsqu'on y crée plus de produits, et qu'on en consomme davantage ; lorsque la population croît en conséquence ; comme il est arrivé en France où, depuis la fin du 16^e siècle, la population a doublé, et où la production et la consommation ont peut-être quadruplé.

Comment se manifestent les changements de valeur dans les monnaies ?

Quand la valeur des monnaies hausse, on donne moins de monnaie en échange de toute espèce de marchandise. En d'autres termes, le prix de toutes les marchandises baisse.

Quand, au contraire, la valeur des monnaies décline, on donne plus 1e monnaie dans chaque achat ; le prix de toutes les marchandises hausse.

Se sert-on également de plusieurs sortes de matières pour fabriquer des monnaies ?

On s'est servi, suivant l'occasion, de fer, de cuivre, de coquilles, de cuir, de papier : mais les matières qui réunissent le plus d'avantages pour faire les fonctions de monnaies, sont l'or et l'argent, que l'on appelle aussi les métaux précieux. L'argent est le plus généralement employé ; ce qui fait que, dans l'usage commun, on dit fréquemment de l'argent pour dire de la monnaie.

Emploie-t-on indifféremment tout métal d'argent comme monnaie ?

Non : on ne se sert ordinairement, pour cet usage, que de l'argent qui a reçu une empreinte dans les manufactures du gouvernement, qu'on appelle des Hôtels des Monnaies.

L'empreinte est-elle nécessaire pour que l'argent serve aux échanges ?

Non, pas absolument : en Chine, on se sert d'argent qui n'est pas frappé en pièces ; mais l'empreinte que le gouvernement donne aux pièces est extrêmement utile, en ce qu'elle évite à ceux qui reçoivent de la monnaie d'argent, le soin de peser le métal et surtout de l'essayer; ce qui est une opération délicate et difficile.

L'empreinte étant utile, n'ajoute-t-elle pas à la valeur d'une pièce de monnaie ?

Sans doute, à moins que le gouvernement n'en frappe en assez grande quantité pour qu'une pièce qui porte l'empreinte baisse de valeur jusqu'à ne pas valoir plus qu'un petit lingot du même poids et de la même pureté.

Une monnaie frappée peut-elle tomber au-dessous de la valeur d'un petit lingot qui l'égale en poids ?

Non ; parce qu'alors son possesseur, en la fondant, l'élèverait aisément de la valeur d'une pièce à la valeur du lingot. Une monnaie métallique, par cette raison, ne peut jamais tomber au-dessous de la valeur du métal dont elle est faite.

Pourquoi les gouvernements se réservent-ils exclusivement le droit de frapper les monnaies ?

Afin de prévenir l'abus que des particuliers pourraient faire de cette fabrication, en ne donnant pas aux pièces le titre et le poids annoncés par l'empreinte ; et aussi quelquefois afin de s'en attribuer le bénéfice, qui fait partie des revenus du fisc.

La monnaie d'argent et la monnaie d'or varient-elles dans leur valeur réciproque ? Leur valeur varie perpétuellement comme celle de toutes les marchandises, suivant le besoin qu'on a de l'une ou de l'autre, et la quantité qui s'en trouve dans la circulation. De là l'agio, ou bénéfice que l'on paie quelquefois pour obtenir 20 francs en or contre 20 francs en argent.

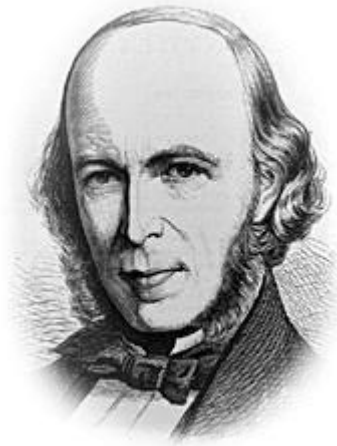
La même variation de valeur existe-t-elle entre les pièces de cuivre et les pièces d'argent ?

Non, pas ordinairement ; par la raison que l'on ne reçoit pas la monnaie de cuivre pur, et celle de cuivre mélangé d'argent, qu'on nomme billon, sur le pied de leur valeur propre ; mais en raison de la facilité qu'elles procurent d'obtenir par leur moyen une pièce d'argent. Si cent sous qu'on me paie en cuivre ne valent réellement que trois francs, peu m'importe ; je les reçois pour cinq francs, parce que je suis assuré d'avoir, quand je voudrai, par leur moyen, une pièce de cinq francs. Mais quand la monnaie de cuivre devient trop abondante, et que, par son moyen, on ne peut plus avoir à volonté la quantité d'argent qu'elle représente, sa valeur s'altère, et l'on ne peut plus s'en défaire sans perte.



Ibidem

Herbert SPENCER



Mais cette fois...

Que ce soient des politiciens “pratiques” avec leurs nouvelles mesures réglementaires, ou des communistes avec leurs projets de réorganisation du travail, leur réplique est toujours la même : “Il est vrai que des plans d’une nature analogue ont échoué par des causes imprévues ou des accidents malheureux ou par suite des méfaits de ceux chargés de les exécuter ; mais cette fois nous profiterons des expériences passées et nous réussirons”.

in *L'Individu contre l'État (The Man versus the State)*

Lysander SPOONER



Une association de voleurs, de tyrans et d'assassins

Comme l'impôt est obligatoire pour tous, qu'ils votent ou non, une large proportion de ceux qui votent le font sans aucun doute pour éviter que leur propre argent ne soit utilisé contre eux; alors que, en fait, ils se fussent volontiers abstenus de voter, si par là ils avaient pu échapper ne serait-ce qu'à l'impôt, sans parler de toutes les autres usurpations et tyrannies du gouvernement. Prendre le bien d'un homme sans son accord, puis conclure à son consentement parce qu'il tente, en votant, d'empêcher que son bien ne soit utilisé pour lui faire tort, voilà une preuve bien insuffisante de son consentement à soutenir la Constitution. Ce n'est en réalité aucunement une preuve.

Puisque tous les hommes qui soutiennent la Constitution en votant (pour autant qu'il existe de tels hommes) le font secrètement (par scrutin secret), et de manière à éviter toute responsabilité personnelle pour l'action de leurs agents ou représentants, on ne saurait dire en droit ou en raison qu'il existe un seul homme qui soutienne la Constitution en votant.

Puisque tout vote est secret (par scrutin secret), et puisque tout gouvernement secret est par nécessité une association secrète de voleurs, tyrans et assassins, le fait général que notre gouvernement, dans la pratique, opère par le moyen d'un tel vote prouve seulement qu'il y a parmi nous une association secrète de voleurs, tyrans et assassins, dont le but est de voler, asservir et -- s'il le faut pour accomplir leurs desseins -- assassiner le reste de la population. Le simple fait qu'une telle association existe ne prouve en rien que "le peuple des Etats-Unis", ni aucun individu parmi ce peuple, soutienne volontairement la Constitution.

Les partisans visibles de la Constitution, comme les partisans visibles de la plupart des autres gouvernements, se rangent dans trois catégories, à savoir: 1. Les scélérats, classe nombreuse et active; le gouvernement est pour eux un instrument qu'ils utiliseront pour s'agrandir ou s'enrichir; 2. Les dupes -- vaste catégorie, sans nul doute, dont chaque membre, parce qu'on lui attribue une voix sur des millions pour décider ce qu'il peut faire de sa personne et de ses biens, et parce qu'on l'autorise à avoir, pour voler, asservir et assassiner autrui, cette même voix que d'autres ont pour le voler, l'asservir et l'assassiner, est assez sot pour imaginer qu'il est "un homme libre", un "souverain"; assez sot pour imaginer que ce gouvernement est "un gouvernement libre", "un gouvernement de l'égalité des droits", "le meilleur gouvernement qu'il y ait sur terre", et autres absurdités de ce genre; 3. Une catégorie qui a quelque intelligence des vices du gouvernement, mais qui ou bien ne sait comment s'en débarrasser, ou bien ne choisit pas de sacrifier ses intérêts privés au point de se dévouer sérieusement et gravement à la tâche de promouvoir un changement.

Le fait est que le gouvernement, comme un bandit de grand chemin, dit à un individu: "La bourse ou la vie." Quantité de taxes, ou même la plupart, sont payées sous la contrainte d'une telle menace.

Le gouvernement, il est vrai, n'arrête pas l'homme dans un endroit solitaire, ne lui saute pas dessus depuis le bord du chemin, et n'entreprend pas, sous la menace d'un pistolet, de lui vider les poches. Mais le vol n'en est pas moins du vol, et un vol bien plus lâche et honteux.

Le bandit de grand chemin assume lui-même la responsabilité, le danger et le crime que comporte son acte. Il ne prétend pas avoir le moindre droit à votre argent, il ne soutient pas qu'il l'utilisera dans votre intérêt. Il ne prétend pas être quoi que ce soit d'autre qu'un voleur. Il n'a pas acquis assez d'impudence pour professer qu'il n'est qu'un "protecteur", et qu'il prend aux gens leur argent contre leur gré dans l'unique but de "protéger" ces voyageurs extravagants qui se croient parfaitement capables de se protéger eux-mêmes, ou qui n'apprécient pas son système particulier de protection. Il est bien trop raisonnable pour professer de telles prétentions. En outre, après avoir pris votre argent, il vous laisse là, comme vous le souhaitez. Il ne persiste pas à vous suivre le long de la route contre votre volonté, supposant qu'il est votre "souverain" légitime en raison de la "protection" qu'il vous accorde. Il ne continue pas de vous "protéger" en vous ordonnant de vous incliner devant lui et de lui obéir; en vous enjoignant de faire ceci, et en vous interdisant de faire cela; en vous dérobant encore plus d'argent toutes les fois qu'il juge avoir intérêt ou plaisir à le faire; et en vous marquant d'infamie par le nom de rebelle, traître et ennemi de la patrie, en vous fusillant sans merci, si vous contestez son autorité ou résistez à ses exigences. Il est -- ce brigand de grand chemin -- trop gentilhomme pour perpétrer des impostures, insultes et vilenies telles que celles-là. Bref, lorsqu'il vous vole, il n'entreprend pas en outre de faire de vous sa dupe ou son esclave.

On ne saurait non plus objecter que les hommes qui détiennent ce pouvoir absolu et irresponsable sont nécessairement des hommes choisis par le peuple (ou une partie du peuple) pour le détenir. Un homme autorisé à se choisir un nouveau maître après un intervalle de quelques années n'en est pas moins un esclave. De même, des gens auxquels il est permis de se choisir périodiquement de nouveaux maîtres n'en sont pas moins des esclaves.

Si donc personne n'est individuellement responsable des actes du Congrès, les membres du Congrès ne sont les agents de personne. S'ils ne sont les agents de personne, ils sont eux-mêmes individuellement responsables de leurs propres actes, et des actes de tous ceux qu'ils emploient. [...] L'autorité qu'ils exercent n'est que leur propre autorité individuelle; et par la loi de la nature -- qui est la plus haute de toutes les lois -- toute personne lésée par leurs actes, ou privée par eux de son bien ou de sa liberté, a le même droit de les en tenir pour individuellement responsable que pour n'importe quelle autre personne outrepassant son droit. Elle a le même droit à leur résister à eux et à leurs agents qu'elle a à résister à n'importe quelle autre personne outrepassant son droit.

Il est donc clair, selon les principes généraux du Droit et de la raison -- ces principes auxquels nous nous conformons tous devant les tribunaux et dans la vie quotidienne -- que la Constitution n'est pas un contrat; qu'elle ne lie et n'a jamais lié personne; et que tous ceux qui prétendent fonder leurs actes sur son autorité agissent en réalité sans aucune autorité légitime; que, selon les principes généraux du Droit et de la raison, ce sont des usurpateurs purs et simples, et que chacun a non seulement le droit, mais encore le devoir moral de les traiter comme tels.

Du point de vue moral, la Constitution est tout aussi dépourvue de toute obligation que les pactes que concluent entre eux les bandits, voleurs et pirates ...

Il est clair que, selon les principes généraux du Droit et de la raison, il n'existe rien qui ressemble à un gouvernement créé par ou reposant sur un quelconque consentement, ou une

convention ou un accord passé par "le peuple des Etats-Unis" avec lui-même; que le seul gouvernement visible, tangible et responsable qui existe est celui d'un petit nombre d'individus, qui agissent de concert, et se font appeler de noms divers tels que sénateurs, représentants, présidents, juges, huissiers, trésoriers, percepteurs, généraux, colonels, capitaines, etc., etc.

Il est donc évident que le seul gouvernement visible et tangible que nous ayons est fait de ces soi-disant agents ou représentants d'une association secrète de voleurs et d'assassins qui, pour couvrir ou dissimuler leurs vols et leurs assassinats, se sont attribué le titre de "peuple des Etats-Unis", revendiquent le droit de soumettre à leur domination, de diriger et de manipuler à leur gré tous les biens et personnes qui se trouvent sur le territoire des Etats-Unis.

Les "nations", comme on dit, avec lesquelles nos prétendus ambassadeurs, secrétaires, présidents et sénateurs affirment conclure des traités sont des mythes tout autant que la nôtre. Selon les principes généraux du Droit et de la raison, de telles "nations" n'existent pas.

Donc, nos prétendus traités, puisqu'ils ne sont pas conclus avec des nations (ou représentants de nations) légitimes et authentiques, traités qui, de notre côté, sont conclus par des personnes qui n'ont aucune autorité légitime pour agir en notre nom, ces traités, dis-je, n'ont intrinsèquement pas plus de validité qu'un traité conclu par l'Homme de la Lune avec le roi des Pléiades.

Lorsqu'ils prétendent que l'"abolition de l'esclavage" fut ou le but ou la justification de la guerre, c'est là un mensonge de la même nature que la prétention à "préserver l'honneur national". Qui donc a jamais institué l'esclavage, sinon des usurpateurs, voleurs et assassins tout pareils à eux? [...] Il n'y a pas de différence de principe, mais seulement de degré, entre l'esclavage qu'ils se vantent d'avoir aboli et celui que leur guerre visait à perpétuer; car toute limitation à la liberté naturelle de l'homme, lorsqu'elle n'est pas nécessaire pour la simple conservation de la justice, est de la nature de l'esclavage, et l'une ne diffère de l'autre que par degré.

Lorsqu'ils prétendent avoir "sauvé le pays" et "préservé notre Glorieuse Union", ce sont là des mensonges semblables à tous leurs autres mensonges. Cela signifie simplement qu'ils ont mis sous le joug et soumis à leur pouvoir un peuple qui s'y refusait. Voilà ce qu'ils appellent "Sauver le Pays"; comme si d'un peuple asservi et mis sous le joug [...] on pouvait dire qu'il a un pays!

La leçon qu'on peut tirer de tous ces faits est celle-ci: aussi longtemps que l'humanité continuera de payer des "dettes nationales", comme on dit -- c'est-à-dire, aussi longtemps qu'il y aura des dupes et des lâches prêts à payer pour être trompés, dépouillés, asservis et assassinés --, il y aura aussi de l'argent à emprunter pour ces objectifs; et avec cet argent, on pourra engager quantité d'instruments appelés soldats pour maintenir ces lâches dans la soumission. Mais si un jour ils refusent de payer plus longtemps pour être ainsi trompés, dépouillés, asservis et assassinés, ce jour-là il n'y aura plus de menteurs, usurpateurs, voleurs, assassins et vendeurs d'argent meurtrier pour leurs maîtres.

in Outrage à Chefs d'État (The Constitution of no Authority)

Une absurdité

XII

Un gouvernement qui aurait le droit de punir les hommes pour leurs *vices* est une impossibilité naturelle ; parce qu'il est impossible qu'un gouvernement ait des droits autres que ceux déjà détenus par les individus le composant, *en tant qu'individus*. Ils ne pourraient pas déléguer à un gouvernement des droits qu'ils ne possèdent pas eux-mêmes. Ils ne pourraient pas déléguer au gouvernement d'autres droits, excepté ceux qu'ils possédaient eux-mêmes en tant qu'individus. Sérieusement, personne, à part un imbécile ou un imposteur, ne prétend qu'il a, en tant qu'individu, le droit de punir d'autres hommes pour leurs vices.

Mais n'importe qui et tout le monde a le droit naturel, *en tant qu'individu*, de punir d'autres hommes pour leurs crimes ; car tout le monde a un droit naturel, non seulement de défendre sa propre personne et ses biens contre des agresseurs, mais aussi de porter assistance et défendre tout autre, dont la personne ou les biens sont violés. Le droit naturel de chaque individu à défendre sa personne et ses biens contre un agresseur et de porter assistance et de défendre tout autre dont la personne ou les biens sont violés, est un droit sans lequel les hommes ne pourraient pas exister sur terre. Et un gouvernement n'est légitime que dans la mesure où il incarne ce droit naturel des individus, et est limité par ce même droit. Mais l'idée que chaque homme aurait un droit naturel de décider quelles sont les vertus, et quels sont les vices de son voisin - c'est-à-dire, lesquels contribuent à son bonheur, et lesquels ne le font pas - et de le punir pour se livrer à toute action qui ne contribuerait pas à son bonheur, c'est cela que personne n'a jamais eu l'impudence ou la démente d'affirmer. Seuls ceux qui affirment qu'un gouvernement possède des droits de coercition légitime, sans qu'aucun individu, ou groupe d'individus, ne lui ait jamais, ou aurait pu, déléguer de tels droits, affirment que le gouvernement a un droit légitime de punir les vices.

Cela conviendrait à un pape ou un roi - prétendant avoir reçu du Paradis l'autorité directe de régner sur ses congénères - de réclamer le droit, en qualité de représentant de Dieu, de punir les hommes pour leurs vices ; mais cela serait totalement absurde pour n'importe quel gouvernement, proclamant détenir son pouvoir par la volonté de ceux qu'il gouverne ; parce que chacun sait que ceux qu'il gouverne ne le lui accorderont jamais. S'ils le lui accordaient ce serait absurde, parce que cela équivaldrait à lui déléguer leurs propres droits à chercher leur propre bonheur ; puisque déléguer leurs droits de juger ce qui sera propice à leur bonheur, c'est déléguer la totalité de leur droit à poursuivre leur propre bonheur.

in Les vices ne sont pas des crimes (Vices are not crimes)

Alexis de Tocqueville



Ce nouveau despotisme de la démocratie

Je pense donc que l'espèce d'oppression, dont les peuples démocratiques sont menacés ne ressemblera à rien de ce qui l'a précédée dans le monde ; nos contemporains ne sauraient en trouver l'image dans leurs souvenirs. Je cherche en vain moi-même une expression qui reproduise exactement l'idée que je m'en forme et la renferme ; les anciens mots de despotisme et de tyrannie ne conviennent point. La chose est nouvelle, il faut donc tâcher de la définir, puisque je ne peux la nommer.

Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie.

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages, que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?

C'est ainsi que tous les jours il rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre ; qu'il renferme l'action de la volonté dans un plus petit espace, et dérobe peu à peu à chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même. L'égalité a préparé les hommes à toutes ces choses : elle les a disposés à



les souffrir et souvent même à les regarder comme un bienfait.

Après avoir pris ainsi tour à tour dans ses puissantes mains chaque individu, et l'avoir pétri à sa guise, le souverain étend ses bras sur la société tout entière ; il en couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule ; il ne brise pas les volontés, mais il les amollit, les plie et les dirige ; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse ; il ne détruit point, il empêche de naître ; il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industrieux, dont le gouvernement est le berger.

J'ai toujours cru que cette sorte de servitude, réglée, douce et paisible, dont je viens de faire le tableau, pourrait se combiner mieux qu'on ne l'imagine avec quelques-unes des formes extérieures de la liberté, et qu'il ne lui serait pas impossible de s'établir à l'ombre même de la souveraineté du peuple.

in De la Démocratie en Amérique, tome II